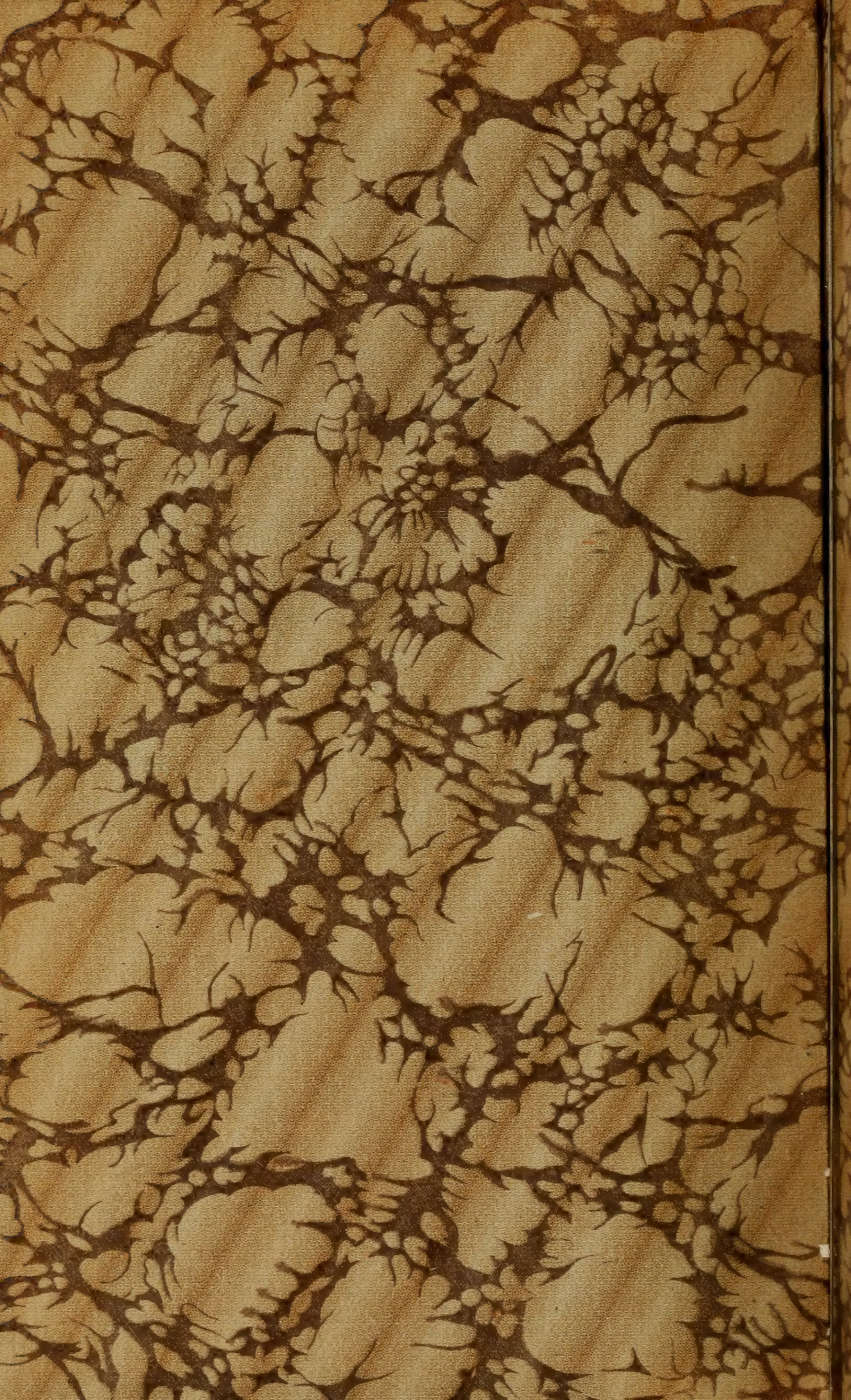
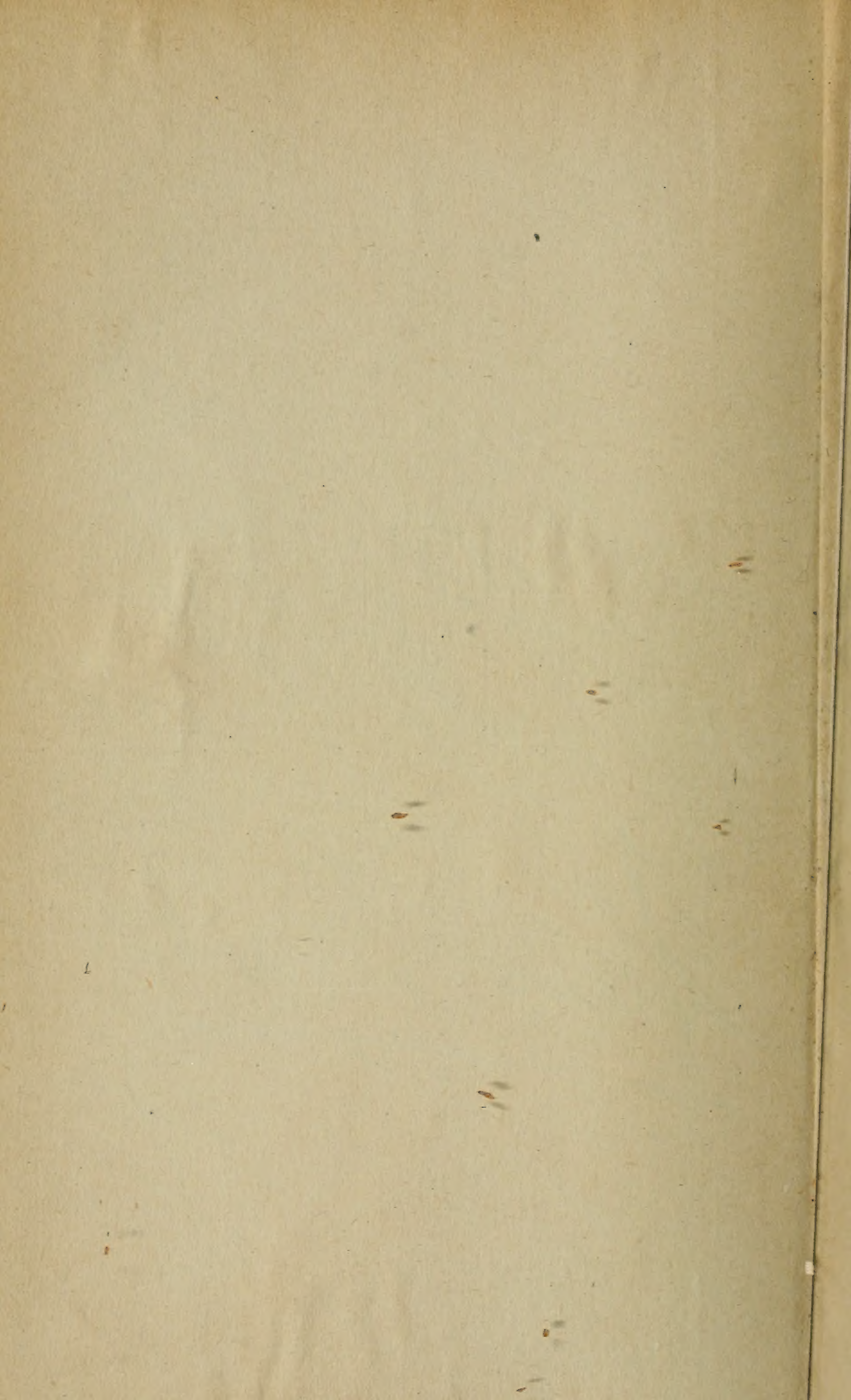
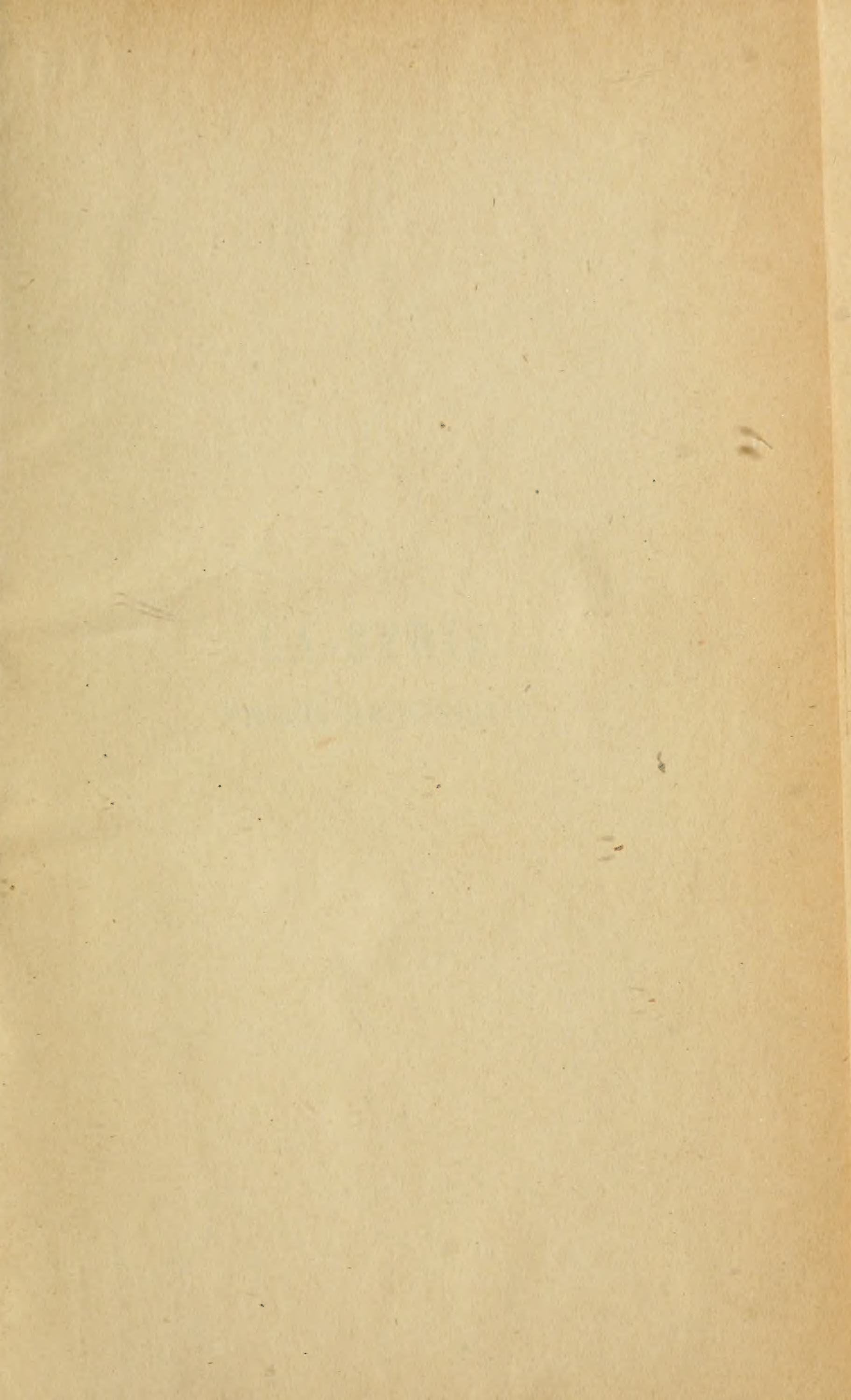
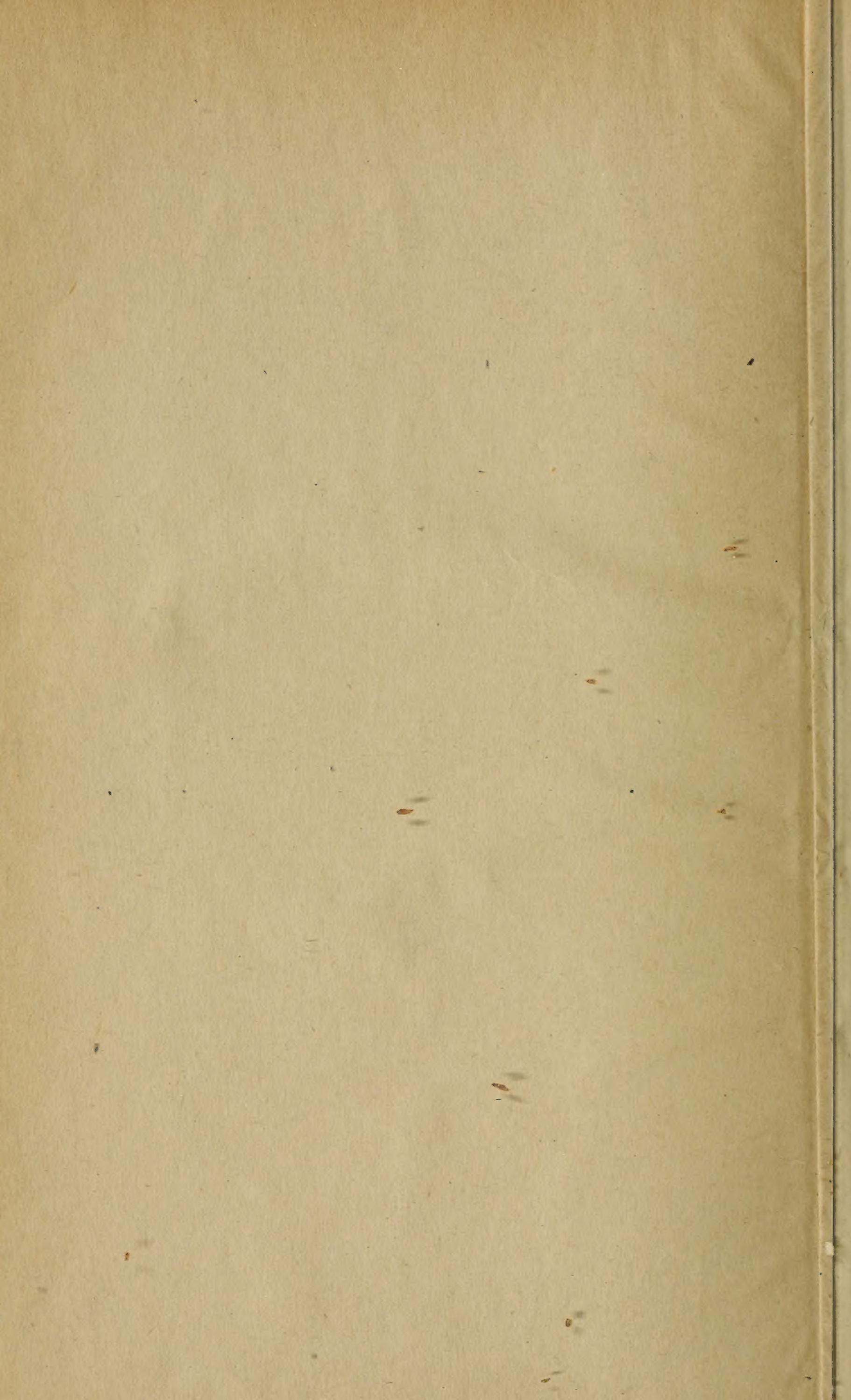






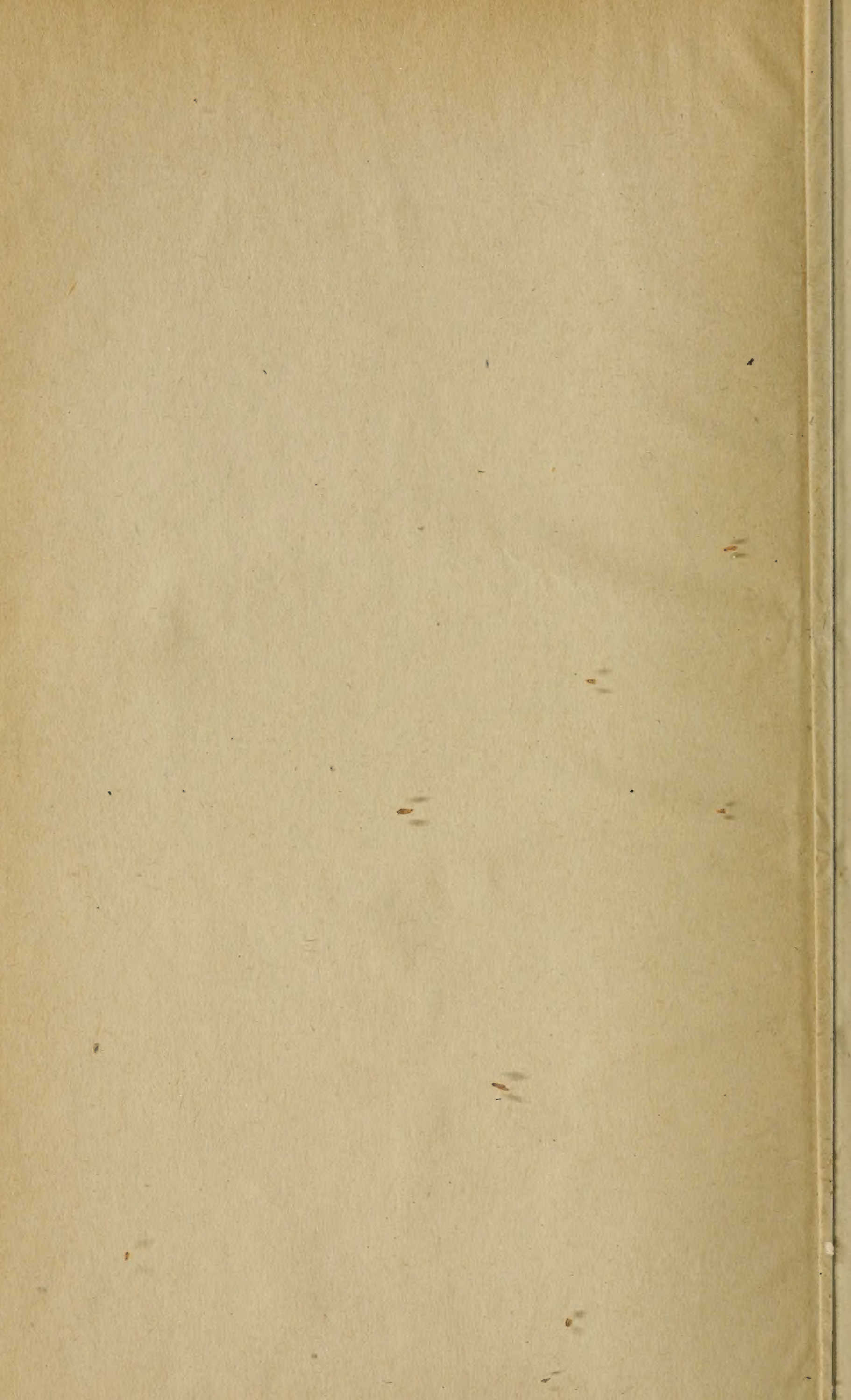






LA SYRIE

PRÉCIS HISTORIQUE



LA SYRIE

PRÉCIS HISTORIQUE

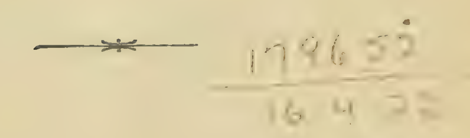
H. LAMMENS, S. J.

LA SYRIE

PRÉCIS HISTORIQUE



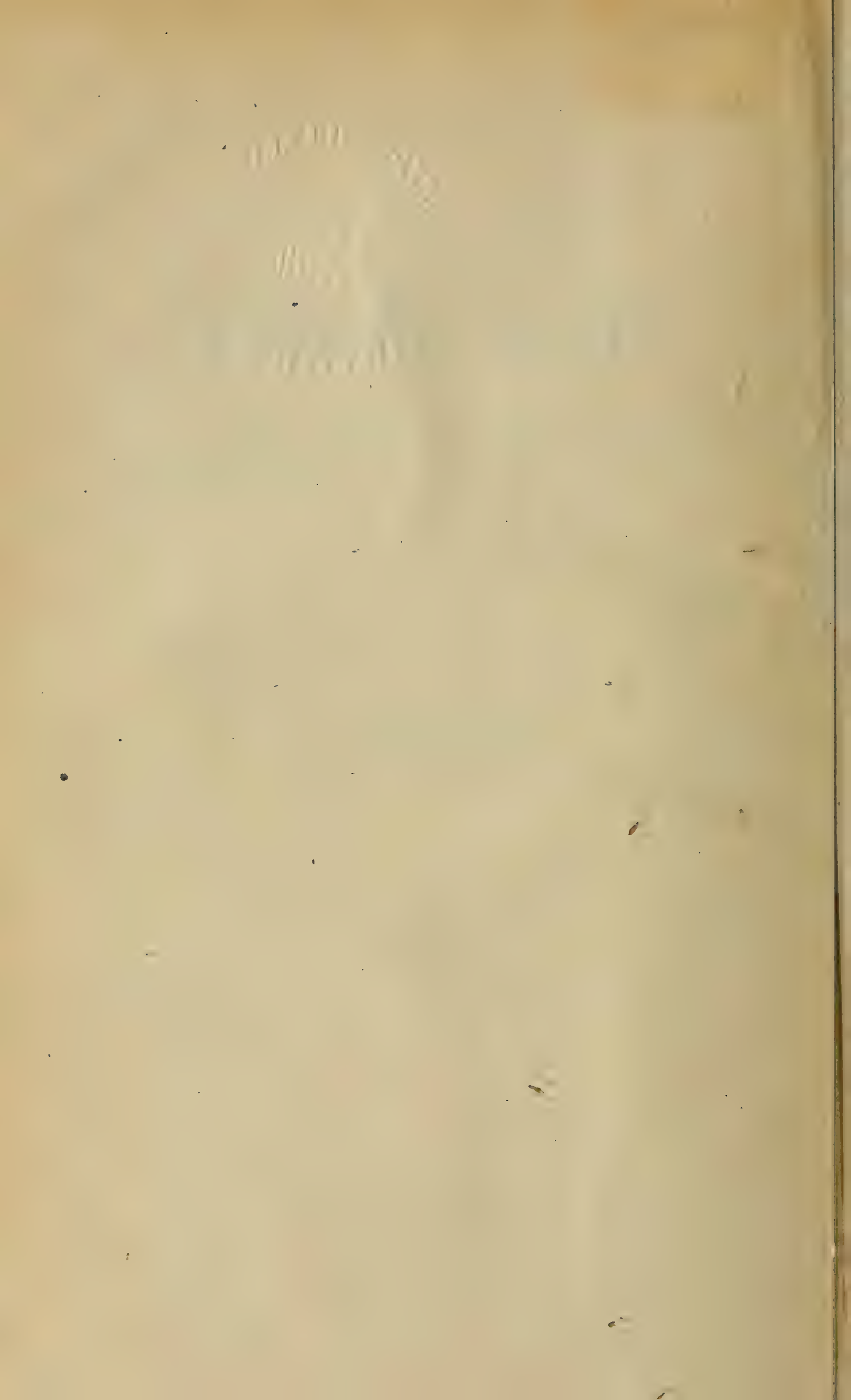
DEUXIÈME VOLUME



IMPRIMERIE CATHOLIQUE

BEYROUTH

1921



Chapitre XII.

PÉRIODE DES MAMLOUKS (1291-1516).

I. Les Bahrites (1291-1381).

Les Croisés étaient partis, non sans espoir de retour. La plupart des barons syriens avaient élu domicile à Chypre, dans les États des Lusignan, ou en Cilicie, dans le royaume de la Petite Arménie. Quand, par les limpides matinées d'été, le soleil montait derrière les pics dénudés du Sannîn, ils pouvaient des hauteurs de leur nouvelle patrie insulaire voir se profiler sur l'horizon les sommets du Liban, aux pieds duquel s'étendaient les seigneuries qu'ils venaient de quitter.

Croisières franques. Les Lusignan n'avaient pas attendu la chute d'Acre pour former une marine de guerre. Elle se trouva renforcée par les navires des ports latins et des Ordres militaires, « les massives galères dominant la mer comme des montagnes» الجواري المُنشآت في البحر كالاعلام (1), lesquelles avaient assuré, jusqu'en Chypre, le transport de milliers de réfugiés chrétiens. Beaucoup de Syriens, les Maronites surtout, les suivirent ou ne tardèrent pas à les rejoindre. Cette

---

(1) Ibn Djobair, 303. Comp. *Coran*, 42, 31 ; 55, 24.

flotte n'hésita pas à reprendre la mer. Les anciens barons croisés y embarquèrent. Parmi eux, on note la présence du Sire de Beyrouth, l'an 1299. Ils allaient reconnaître la côte, opéraient des descentes, ramenaient du butin et des prisonniers (1). Non moins active se montrait la marine des républiques italiennes, regrettant leurs anciens comptoirs du Levant ; elle continuait à croiser devant le rivage phénicien. L'esprit des Croisades pouvait se réveiller en Europe, s'allier aux adversaires mongols avec lesquels on savait la diplomatie franque en relations. Ayyoûbites et Mamloûks vivront sous la terreur de cette double menace.

Dévastations des Mamloûks. Distraits par leurs discordes dynastiques, n'aspirant qu'à se supplanter, les Mamloûks ne prendront pas la peine d'organiser la défense de la Syrie maritime, d'utiliser contre l'ennemi les fortifications des places qu'il venait d'abandonner. Ils démolirent la forteresse de Saidâ et « la très solide citadelle محكمة البناء » de Beyrouth, élevée par les Croisés. La crainte leur inspirera la sauvage dévastation des florissantes cités de la côte (2), du merveilleux port de Tyr entr'autres, auquel le voyageur juif Benjamin de Tudela ne trouve « rien de comparable en tout l'univers ». L'an 1422, le pèlerin Poloner ne rencontra pas âme qui vive à Jaffa. Créer le désert, afin de prévenir un retour éventuel des Francs, ce programme négatif épuisera l'activité gouvernementale des Mamloûks en Syrie, pendant le 14e siècle (3). Au début du 15e, ils lutteront contre les hordes, déchaînées par Tamerlan. Ils auront commencé à respirer, lorsqu'à la fin de cette période, le péril ottoman mettra en question le régime et, au commencement du siècle

---

(1) Ṣâliḥ, 48, 110, 190-191.

(2) Ṣâliḥ, 42-43. Comp. vol. I, 265.

(3) Comp. Röhricht-Meisner, *Deutsche Pilgerreisen*, 58. (Cf. *Bibliogr.*).

suivant, l'existence même des Mamloûks, ruinés par leurs excès.

Anarchie gouvernementale. L'histoire de cette période est une des plus lamentables pour la Syrie, exploitée au profit d'une caste d'esclaves touraniens, dont certains ne savaient pas même signer leur nom. Leurs convoitises, leur impéritie accélérèrent la marche de l'appauvrissement, d'une décadence, désormais irrémédiables, puisqu'aux Mamloûks devaient succéder les Ottomans. C'est un spectacle déconcertant que cette longue servitude d'une race intelligente, courageuse aussi, puisqu'elle fournissait aux maîtres du Caire leurs meilleures recrues, et se courbant sous le joug d'une horde d'esclaves. L'oppression des 'Abbâsides et des Fâṭimites avait accompli son œuvre. Après la mort de Baibars, de Qalâoûn, énergiques figures de soudards sans scrupules, se frayant par le meurtre l'accès au sultanat, les annales de ces deux siècles se résument en une série de pronunciamentos, de félonies, de révolutions de palais. C'est l'instabilité gouvernementale, اختلاف الدول , dénoncée par Ṣâliḥ ibn Yaḥyâ et devenue la règle, une succession de sultans renversés, incarcérés, empoisonnés, assassinés. Dans la Transjordanie, la citadelle de Karak, édifiée par les Croisés, devient la prison, le lieu d'exil officiel des souverains déposés, qu'on ne se décide pas à supprimer séance tenante, le refuge de ceux qui à temps se dérobent au poignard des sicaires (1).

Rapide succession des régents. Le fils de Qalâoûn, Al-Malik an-Nâṣir, commença par y séjourner. A trois reprises, il remonta sur le trône ensanglanté par son père. La dernière fois, il assura à l'Egypte un répit de 33 ans, auquel elle n'était plus habituée. Il mourut à 57 ans, après en avoir régné plus de 44. Huit de ses fils le remplaceront, successivement balayés par les révolutions. Parmi eux le sultan

---

(1) Ṣâliḥ, 174.

Aḥmad, réfugié à Karak, y résistera pendant deux ans aux troupes de Syrie (1). On connaîtra des Mamloûks, qui compteront deux, cinq mois, 36 jours ou même deux jours de règne. Certains iront occuper en prison la place que leur compétiteur venait de quitter. « Gloire au Tout-Puissant » ! s'écrient les narrateurs fatalistes de ces révolutions sans grandeur. Moins résignés, les émirs libanais se plaignaient de se voir ruinés par ces bouleversements politiques, par la rapacité de cette aristocratie servile (2). Quel devait être le sort de la *misera contribuens plebs*, écrasée d'impôts, de réquisitions, de levées militaires ? On imagine l'intérêt que pouvaient lui témoigner cette tourbe d'aventuriers et leurs représentants en Syrie.

Division de la Syrie. Administrativement les Mamloûks avaient morcelé le pays en une demi-douzaine de *mamlaka* ou *nyâba*, d'après les circonscriptions des « royaumes » jadis détenus par les principaux descendants de Saladin : Damas, Alep, Ḥamâ, Tripoli, Ṣafad, Karak. Ils comptaient bien par ce morcellement museler l'ambition des titulaires, *nâib* ou vice-rois, lesquels se jalouseraient, se neutraliseraient mutuellement. Ce calcul ne réussit que trop. Leurs intrigues, leur cupidité achèveront de désorganiser le pays, d'en troubler le repos. Tinkiz — un des meilleurs, comme nous le verrons bientôt — au moment de sa disgrâce, laissa, rien qu'en espèces, 360.000 dînârs et un million de dirhems (3). Son administration fut, il est vrai, exceptionnellement longue. L'industrie de la soie formait une des principales ressources du Liban. Pour procurer à bon compte des flèches à ses soldats, un gouverneur de Damas imagina d'u-

(1) Ṣâliḥ, 140 etc.
(2) Ṣâliḥ, 245.
(3) Ibn Ayâs, I, 172. (Cf. la *Bibliogr.*).

tiliser les mûriers de la Montagne (1) ; menace que l'adresse des émirs libanais parvint à écarter, non sans peine.

Gouvernement de Damas. Le passé de Damas conférait aux *nâib* de cette ville un prestige à part. A ces vice-rois, hantés par les souvenirs des Omayyades et des Ayyoûbites, pas n'était besoin de rappeler qu'ils valaient leurs collègues demeurés en Egypte, qu'ils possédaient les mêmes droits au sultanat. Pour se garantir contre leur ambition, le Caire s'empressera de « les déplacer incessamment », يولي في كل (2) وقت نائبا جديدا, « chaque année, chaque mois, au gré de ses caprices », atteste un pèlerin contemporain (3). Cette instabilité mettait au désespoir les Syriens et leurs chefs, désorientés par ces changements, qui leur amenaient un surcroît de charges. Un phénomène fut le mamloûk Tinkiz.

L'émir Tinkiz gouverna la *nyâba* de Damas de 1312 à 1340. Il s'occupa de restaurer les remparts de Beyrouth et y éleva diverses constructions. Son intérêt se porta également sur d'autres régions de son vaste gouvernement et sur l'amélioration de l'agriculture. Il laissa des traces de son activité architecturale à Damas, à Jérusalem (4), à Ṣafad. Seul, parmi les mamloûks, gouverneurs de Syrie, on a pu dire de lui que « son époque fut le courrier du sourire, رائد الابتسام, de la tranquillité pour les habitants ». Ses travaux pour assurer la viabilité de la côte libanaise et la sécurité de Beyrouth lui valurent les éloges des poètes. Il finit par la disgrâce et alla mourir dans les prisons d'Alexandrie, on ignore pour quel motif (5).

Sur les revenus de la douane de Beyrouth étaient payés les appointements des employés indigènes, du qâḍi, des trou-

---

(1) Ṣâliḥ, 225, 229.

(2) Ṣâliḥ, 249.

(3) Cf. Röhricht, *op. cit.*, 61.

(4) Il y amena l'eau : Ibn Baṭṭoûṭa, I. 121 : son éloge. 217, 219.

(5) Cf. Ibn Ayâs, I, 171-72 ; Ṣâliḥ. 120, 155-156, 175.

pes, chargées d'assumer la défense. Les mamloûks de Damas et du Caire se mirent d'accord pour en confisquer à leur profit la majeure partie, au détriment du pays (1). Cupidité, anarchie, incohérence, autant de traits caractérisant le régime mamloûk en Syrie.

Le pont de Dâmoûr. Il ne se souciait des travaux d'utilité publique que pour autant qu'ils concouraient à la défense militaire. A Damas, il abandonna à des fondations charitables l'entretien, la réfection des routes (2). La viabilité de la côte se trouve compromise par la violence, les crues soudaines des rivières torrentueuses, dévalant des sommets du Liban. Un des points les plus fréquentés sur cette côte, incessamment menacée par les croisières ennemies, était le pont du Dâmoûr. Tinkiz l'avait rebâti une première fois. Il ne subsista que deux ans. Après lui, une seconde restauration « ne résista pas mieux aux pluies de l'hiver ». Comme l'observa le rapport rédigé par les émirs libanais, on avait négligé de creuser assez profondément les fondations. Ils ajoutaient que le pays, « épuisé par la guerre, les sauterelles, la sécheresse », ne pouvait supporter les dépenses d'une entreprise dont Damas prétendait les charger. Ils signalaient en terminant un ingénieur originaire de Balbek et fixé à Tripoli. Il avait été « l'entrepreneur du pont du Nahr al-Kalb et d'autres travaux considérables dans la région de Tripoli » (3). Ce spécialiste s'y morfondait dans la retraite. Les Mamloûks ne s'intéressaient pas aux ingénieurs civils, en Syrie du moins.

Un chantier maritime à Beyrouth. La construction d'une flotte va nous fournir un nouvel exemple d'impéritie et d'incohérence. C'était en 1365. Les Lusignan débarquent à

(1) Ṣâliḥ, 60-62.
(2) Ibn Baṭṭoûṭa, I, 238.
(3) Ṣâliḥ, 145-146.

Alexandrie, pillent la cité. Pour répondre à cette alerte, les Mamloûks voulurent posséder une marine de guerre, destinée à la conquête de Chypre. Beyrouth se trouvait être le port le plus rapproché de l'île, le seul qui n'eût pas été ruiné sur la côte phénicienne. L'ordre émana donc du Caire d'y construire une flotte : on utiliserait les matériaux fournis par la forêt des pins.

La Forêt des Pins. Au 13e siècle, elle couvrait encore une superficie de douze milles carrés (1). Elle devait occuper alors une grande partie des dunes sablonneuses, à l'Ouest de la cité, ainsi que les premières pentes du Liban, où cet arbre prospère merveilleusement. Les Croisés semblent avoir ménagé, judicieusement administré cette richesse forestière. Les Mamloûks et leurs successeurs la gaspilleront follement. Avant le 16e siècle, elle ne comptera plus que deux milles de longueur. Outre le bois, le Liban fournissait « du fer en abondance à l'exportation » ; son minerai alimentait les marchés de l'Egypte (2). « On se mit donc à l'œuvre, à construire de nombreux transports et des galères de combat, en vue d'un débarquement à Chypre. De toutes parts furent réquisitionnés les ouvriers. Jamais, assure Sâlih, on ne vit une flotte aussi importante, achevée en un laps de temps aussi restreint, pareil nombre d'ouvriers, autant de décision. Les navires furent construits à une certaine distance du rivage. Pour les garantir d'une surprise (de la part des Francs), les troupes de Damas vinrent camper entre le chantier et la mer.... Brusquement le travail s'arrêta. On avait achevé la construction de deux grands transports. Ils furent baptisés au nom de deux émirs mamloûks ; puis ils demeurèrent abandonnés sur place devant Beyrouth. Tel fut également le sort réservé aux

(1) Idrisi, 17 ; cf. Lammens, *Gryphon*, 14 (v. la *Bibliogr.*).
(2) Idrisi, 17 ; Ibn Battoûta, I, 133.

galères de combats. Des sommes énormes avaient été gaspillées en pure perte. On n'en retira que la ferraille que les citadins dédaignèrent d'utiliser » (1).

L'an 1293, au lendemain de la chute des dernières places franques, les Mamloûks essayèrent, sans succès d'ailleurs, de s'imposer au Liban. Voyons quelle était à cette date la situation de la Montagne.

II. Le Liban avant le XIIIe siècle.

Pénétration arabe au Liban. Au cours du 3e siècle H., profitant de l'affaiblissement graduel du pouvoir ʿabbâside, des groupes nomades s'étaient infiltrés dans le Sud du Liban (2). C'étaient les anciennes tribus palestiniennes, les débris des Banoû Djodhâm, des Banoû ʿAmila (v. I, p. 7), à la recherche de nouveaux pâturages. Une autre invasion arabe arriva par le Nord. Elle pénétra par les passes, ouvrant sur la plaine marécageuse de la Bqâʿ (3), celle-ci abandonnée aux dévastations des troupeaux bédouins. Ces tribus serviront de terrain d'élection pour la diffusion des idées druses et chîʿites. En attendant, elles amenèrent avec elles le germe de leur vieille division en Qaisites et Yéménites, laquelle subsiste jusqu'à nos jours au Liban. Des clans arabes transhumaient entre la plaine et la Montagne. Nommons les Taghlibites avec leur centre principal fixé à Machghara (4). Débris peut-être de l'ancienne tribu chrétienne que nous avons rencontrée, en dernier lieu, à la bataille de Ḥoms contre les Tartares (v. I, 233). Par ailleurs cette identification demeure

(1) Ṣâliḥ, 52-53.
(2) Yaʿqoûbi, *Géogr.* 327 (éd. de Goeje).
(3) Ṣâliḥ, 70. 149.
(4) Ṣâliḥ, 108, 124.

assez problématique, le nom se trouvant également écrit Tha'lab (1), une confusion fréquente dans les textes arabes. L'ethnographie libanaise, pendant les premiers siècles de l'hégire, n'a pas encore été étudiée critiquement, pas plus qu'on n'a débarrassé des légendes, qui l'encombrent, l'histoire libanaise, antérieurement aux Croisades.

Les Tanoûkh. A une époque, impossible à déterminer avec une suffisante précision chronologique, mais avant l'apparition des Francs, pénètrent dans le Liban central plusieurs clans arabes de Tanoûkh; les Banoû'l Ḥamrâ', les Banoû Abi'l Djaich (2) et, semble-t-il, le principal, les Banoû Boḥtor, le clan des émirs du Gharb, district où ceux-ci se fixèrent. Tous arrivaient du Nord de la Syrie, de la région où nous avons trouvé établis leurs ancêtres chrétiens, ceux que les premiers 'Abbâsides forcèrent à embrasser l'islamisme (v. I, 138). A la fin du 3e siècle H., Ya'qoûbî (3) signale des Tanoûkh à Ma'arrat No'mân, à Rastan (4), où ils touchaient au Liban. L'aïeul de Boḥtor, souche des émirs du Gharb, aurait gouverné Bîra sur l'Euphrate (5), la moderne Biredjik. A moins qu'il ne faille lire — et nous le préférerions — Bâra, localité sise entre Ma'arra et Rastan, habitat des Tanoûkh.

Les Banoû Bohtor. Pendant le siècle, écoulé entre les Ṭoûloûnides et les Fâṭimites, les Bédouins de Syrie se donnent du champ (v. I, 146, 153). C'est une période de déplacements, de migrations nomades (6). Les Ṭayytes du pays de Ḥoms vont s'établir en Palestine, où ils s'entendront bientôt avec d'autres Bédouins pour se partager la Syrie. Pourquoi, à l'exemple des Ḥamdânites, des Kilâbites, Ṭayytes et autres,

---

(1) Ṣâliḥ, 85.
(2) Ṣâliḥ, 70, 149.
(3) *Op. cit.*, 324.
(4) Près de Ḥoms.
(5) Ṣâliḥ, 69.
(6) Ya'qoûbî, 324-329.

des Monqidhites de Chaizar, les Tanoûkhites n'auraient-ils pas cherché fortune ? Les Noṣairis réussirent, sans doute, à fermer leur montagne à l'invasion bédouine. Un fait demeure acquis. Le père de l'émir Boḥtor, un contemporain de la première croisade, possédait déjà le fief du Gharb, que lui avaient concédé les Seldjoûcides de Damas (1). Ses descendants s'y considèrent comme chez eux, dans leur pays ; preuve qu'ils n'y étaient pas installés de la veille.

Leurs opinions religieuses sont plus difficiles à déterminer. D'abord ils arrivent du Nord de la Syrie, de régions où le drusisme—on l'a vu (cf. I, 210) — avait réalisé des conquêtes. Dès le 11e siècle, la population du Choûf, au milieu de laquelle ils demeurent, semble avoir été, comme de nos jours, composée de Druses. Jamais il n'y est question d'édifices, de cérémonies islamites. Dans leurs rapports avec Damas et le Caire (2), les émirs se donnent comme musulmans. C'est là encore une attitude commune aux sectes secrètes : adhérer extérieurement à la majorité, quand le contraire présenterait des inconvénients. Certains Boḥtorides savent par cœur le Coran, en exécutent des copies. D'un seul, on mentionne qu'il aurait accompli le pélerinage de la Mecque (3). Officiellement ils se proclament « attachés au *Livre* (le Coran) et à la *Sonna* » (4). Ces formules d'une rigoureuse orthodoxie musulmane sont également susceptibles de *tâwil*, à savoir l'interprétation allégorique, une méthode familière aux sectes dissidentes de l'islam. Par ailleurs, à deux exceptions près (5), ces émirs pratiquent la monogamie, une anomalie dans les grandes familles de l'islam. Infatigables bâtisseurs,

(1) Ṣâliḥ, 69.
(2) Ṣâliḥ, 106.
(3) Ṣâliḥ, 187, 206-207.
(4) *Ibid.* 227, 237.
(5) *Ibid.* 256-257.

ils élèvent des maisons, des bains, contruisent des conduites d'eau. Mais point de mosquées dans leur voisinage, excepté à Beyrouth, où ils se retrouvent dans un milieu islamite et doivent s'y conformer.

Leurs sujets, les habitants du Gharb, reçoivent les qualificatifs de *'achîr* (plur. *'ichrân*) tribus, ou de *Djabalyya*, montagnards. Leurs opinions religieuses demeurent encore plus mystérieuses que celles des émirs et des autres groupes fixés au Liban. Tous, à l'exception des communautés chrétiennes, pratiquent la loi de l'*arcane* ou *taqyya* (v. I, 179).

Au temps des Croisés. Quand les Croisés occupèrent la côte libanaise (1100-1125), les émirs du Gharb inaugurèrent cette politique souple qu'adopteront désormais tous leurs successeurs, y compris Fakhr ad-dîn et l'émir Bachir. Leur district n'était qu'à quelques kilomètres de Beyrouth, leurs plus riches domaines, leurs florissantes oliveraies bordaient la mer, le *Sâhil*, voisin de la cité. Ils éviteront de se compromettre, louvoieront entre Francs et musulmans. Les premiers, possédant la suprématie militaire et les villes maritimes, ils se rapprocheront des nouveaux maîtres. Ceux-ci ne s'établirent pas dans la Montagne, mais la tenaient en respect dans le Nord-Est par le fortin de Monaitira (1), au Midi par l'imposante citadelle de Chaqif (Beaufort), ensuite par l'intermédiaire des *moqaddam*, des émirs locaux, devenus leurs hommes-liges. Ceux du Gharb accepteront donc des sires de Beyrouth et de Saidâ, non seulement des présents, mais des fiefs de *soudée*. En retour, ils devaient le service militaire, ne pas accorder asile aux rebelles, aux repris de justice, mais les ramener de gré ou de force, empêcher les montagnards de piller les campagnes de Beyrouth (2).

---

(1) Qalânisî, 165.
(2) Ṣâliḥ, 83-84, 87, 111-112.

Politique double. Or, nous les surprenons correspondant en même temps avec les régents musulmans, mendiant auprès d'eux de nouveaux fiefs ou la confirmation des anciens. Ils les renseignent sur les mouvements militaires des Francs (1), cherchent à se préparer un asile, en cas de disgrâce, à se rendre indépendants par la construction d'un fortin. Véritable politique de bascule ! Elle attirera des catastrophes sur la tête des émirs équilibristes. Mis au courant de leurs intrigues, les Francs finiront par perdre patience. Sous le prétexte de parties de chasse ou d'une noce, ils les convieront à Beyrouth et les enfermeront à la citadelle. Puis leurs hommes d'armes monteront au fortin pour le détruire et purger le Gharb des rebelles (2). De leur côté les autorités musulmanes de Damas et du Caire, trouvant suspectes les relations des émirs avec les Croisés, les leur feront expier par la prison et la confiscation des biens. Cette politique équilibriste pourra aussi enregistrer de meilleurs résultats. Pendant les guerres entre Tartares et Mamloûks, les Boḥtorides imagineront de se répartir impartialement entre les deux camps ennemis pour être assurés de se voir représentés avec le parti vainqueur. Les Tartares ayant été mis en déroute, le Boḥtoride qui les avait rejoints n'hésita pas à se tourner contre ses anciens compagnons d'armes. Cet expédient peu loyal lui valut sa grâce auprès des musulmans (3).

Le Liban au 14e siècle. Le moment est venu de suivre les événements qui vont se développer dans le Liban, après le départ des Croisés et la chute d'Acre. Nous avons déjà noté le caractère composite, la bigarrure de ses populations. Aucune terre ne semblait mieux adaptée que ces montagnes abruptes, profondément ravinées, cloisonnées, compartimen-

(1) Ṣâliḥ, 67-68, 92 etc.
(2) Ṣâliḥ, 74-75, 247-248.
(3) Ṣâliḥ, 93-94, 247-248.

lées par les agents atmosphériques, pour servir d'asile aux minorités, aux croyances opprimées. Au 14[e] siècle, elles possédaient encore des cantons remarquablement boisés et giboyeux. On y chassait l'ours, le sanglier, parfois même le lion et l'onagre (1). Ces forêts, leurs fruits fournissaient le vivre et un abri aux ascètes (2) dont nous avons noté (v. I, 156) la présence au Liban. Ils appartenaient à la classe des *faqirs*, متجردون, *dépouillés* (de tout), et non pas *célibataires*, comme a compris le traducteur d'Ibn Battoûta (I, 176).

Au Sud, les populations nomades, qui avaient franchi l'étroit fossé du Laiṭâni (v. I, 132), apportèrent de la Galilée les doctrines du Chîʿitisme (3) et les propagèrent dans la région du Chaqîf. Ces Métoualis auraient sans doute étendu leur propagande dans ce pays complètement négligé par l'islam orthodoxe, si dans le Choûf ils ne s'étaient heurtés au drusisme. C'était la forme religieuse à laquelle avaient adhéré les habitants du Gharb, peut-être leurs émirs, sous le couvert de l'arcane dont tous enveloppaient leurs croyances ; mystère discrètement voilé par Sâliḥ, l'historiographe de la famille.

Avance des Druses, des Métoualis. Au temps des Croisades, les Druses, eux-mêmes contenus au Midi par la poussée chîʿite, s'étaient graduellement avancés vers le Nord. Ils avaient occupé le Matn, une partie du Kasrawân, absorbant de gré ou de force des groupes de Chîʿites isolés. Au 14[e] siècle, les Métoualis, actuellement très clairsemés dans la plaine de Beyrouth, ont dû s'y trouver en nombre. A un moment donné, ils peuplèrent même une partie de la ville. Ils réussirent à y obtenir une reconnaissance officielle du gouvernement mamloûk, lorsque le mécontentement des Sonni-

(1) Sâliḥ, 113, 193 ; Ibn Baṭṭoûṭa, I, 185.
(2) Ibn Baṭṭoûṭa, I, 184 ; Ibn ʿAsâkir, V, 271, 374.
(3) Ibn Baṭṭoûṭa, I, 130.

tes provoqua, au dire de Ṣâliḥ (p. 231), le retrait de cette décision. Dans le Kasrawân, au point où s'arrêta l'avance des Druses, les Chî'ites reprenaient le dessus.

Groupes chrétiens. Au pays de Djebail, très florissant et peuplé sous le régime franc (1), ensuite dans la région de Batroûn, en montant vers le plateau des Cèdres, se maintenaient les Maronites. Ils étaient mêlés à des centres chrétiens d'autres confessions, Melkites et Jacobites (2). Ces monophysites y possédaient des couvents et même une hiérarchie ecclésiastique. Sur la côte, le bourg de Djoûnya leur appartenait (3). Ces îlots chrétiens se trouvaient, au Nord et à l'Est, cernés par des hétérodoxes musulmans : Chî'ites, montés de la plaine de Balbek, et Noṣairis, descendus de la région de 'Akkâr (4). Ces derniers cherchaient à rejoindre, à travers le Liban, leurs coreligionnaires, demeurés dans le Wâdittaim et y luttant péniblement contre Druses et Métoualis.

Hostilité contre l'islam. Toutes ces sectes, poussées les unes contre les autres, ne témoignaient pas une moindre hostilité à l'islam officiel. Elles applaudissaient aux coups que lui portaient Francs et Tartares, « vendaient aux infidèles les soldats musulmans tombés entre leurs mains ». Baibars avait forcé les Noṣairis à bâtir des mosquées. Ils les utilisèrent pour y abriter leurs troupeaux. Quand un étranger y pénétrait et convoquait à la prière, ils lui criaient : « Cesse de braire, ô âne, ta pâture va venir ! » (5). Pour répondre à tous ces excès, de jeunes Sonnites syriens avaient fondé une association, liée par des serments, contrefaçon sonnite de la

---

(1) Idrîsî, 17.
(2) Michel le Syrien, III, 292.
(3) Idrîsî, 17.
(4) Lammens, *Les Noṣairis dans le Liban*. (cf. *Bibliogr.*).
(5) Ibn Baṭṭoûṭa, I, 177.

redoutable maçonnerie isma'ilite. Ils donnaient la chasse à « ces mécréants et les mettaient à mort partout où ils les rencontraient (1) ».

Au Nord du Liban. La lutte contre les Croisés et les Mongols avait fait perdre de vue ces sectaires. Elle leur avait permis d'intensifier leur propagande, de se fortifier dans cette forteresse naturelle du Liban, de reconquérir leur indépendance. Le mouvement de révolte avait surtout gagné le Nord, les régions de 'Akkâr, du Dannyya, le Kasrawân et dans le Centre les cantons les plus élevés, les moins accessibles du Liban, le Djord. Voilà pourquoi les historiens musulmans désignent ces rebelles sous les noms de Kasrawânites, de Djordites, etc. Rien ne prouve que les chrétiens du Liban se soient associés à la rébellion. Les auteurs musulmans ne parlent que d'hétérodoxes musulmans, dédaignant de les désigner plus clairement.

Expédition du Kasrawân (1305). La situation devait être grave pour que, dès 1287, avant la prise d'Acre, une expédition eût été décidée contre le Liban septentrional. La lutte contre les dernières possessions franques réussit alors à distraire l'attention des Mamloûks (2). La campagne libanaise, entreprise en 1293, échoua lamentablement. La diversion, opérée à cette date par les Mongols, obligea les Mamloûks à différer leur revanche. Instruite par l'échec militaire de 1293, la diplomatie du Caire ouvrit des négociations avec les rebelles. Ces ouvertures ayant été repoussées, « l'ordre fut donné de diriger contre eux les troupes des provinces syriennes ». Les *nâib* de Damas, de Tripoli, de Safad s'ébranlèrent, chacun de son côté (1305). On parle d'une armée de plus de 50.000 hommes. Il s'agit, on le voit, d'une manœuvre d'encerclement, enveloppant la Montagne de tous les côtés. « Les

(1) Ibn Djobair, 280.

(2) Sâlih, 84-85. Voir I vol. pp. 233-234.

soldats cernèrent les révoltés, envahirent des massifs montagneux que les indigènes croyaient inabordables. Les vignes et les habitations furent détruites, le plus grand nombre des rebelles massacrés ; les autres enrôlés dans les troupes de Tripoli. Certains réussirent à se cacher ou à obtenir l'amnistie ». (1).

Progrès des Maronites. Cette défaite, la répression sanglante qui la suivit, allaient favoriser les Maronites. Elles arrêtèrent du côté du Nord l'invasion des Noṣairis dans le Liban, comme elles briseront l'avance des Druses qui les poussait à traverser le Fleuve du Chien. Noṣairis, Métoualis, Druses furent les vaincus de la campagne de 1305. Le massacre, la déportation, l'incorporation dans la milice des Mamloûks contribuèrent à dépeupler le Kasrawân. Les chrétiens, en particulier les Maronites, en profiteront bientôt pour combler les vides dans ce district. Dès le 15e siècle, ils commenceront à occuper le Kasrawân. Arrivés dans le Liban septentrional, peu avant les Mardaïtes au 8e siècle, (v. I, 82) ils y avaient mené une existence précaire, persécutés, décimés par les ʿAbbâsides (v. I, 131), jusqu'à l'arrivée des Croisés, cependant que leurs communautés, demeurées dans les plaines et les cités riveraines de l'Oronte, achèvent lentement de se dissoudre. Leur accord avec les Francs (v. I, 249) leur a permis de s'organiser solidement dans le Haut-Liban, d'attendre des destinées meilleures. L'écroulement de la puissance latine, les convulsions causées par les compétitions entre Ayyoûbites et Mamloûks, par les invasions mongoles, décident au Liban la révolte générale des dissidents musulmans. Cette levée de boucliers sembla devoir compromettre d'abord les espérances des montagnards chrétiens. Ceux-ci n'avaient aucune raison de s'associer aux rebelles (2), dont

(1) Ṣâliḥ, 49-51.
(2) Voir *Les Noṣaïris dans le Liban*.

la victoire menaçait leur propre indépendance. En décimant, en expulsant les Nosairis du Liban, en arrêtant l'expansion des Métoualis, des Druses, le régime mamloûk prépara, sans y songer, la prédominance de l'élément chrétien au Liban.

Les Turcomans au Liban. Cette chaude alerte fit comprendre aux Mamloûks le danger de leur inertie dans la défense de la Syrie maritime. La destruction des villes franques paraissait désormais une mesure insuffisante. Par une exception, rare sur la côte libanaise, « Sidon serait demeurée place forte, mais sans garnison », *munita, si haberet defensores* (1). Ses remparts étaient restés debout. Ils imaginèrent de surveiller le pays par l'organisation de colonnes volantes. Les instincts anarchiques et pillards des Turcomans, appelés par les Seldjoûcides, causaient de graves inquiétudes, surtout aux *nâïb* d'Alep, forcés de réprimer leurs excès, leurs révoltes. Les Mamloûks introduisirent dans le Liban ces hordes touraniennes, auxquelles ils tenaient par les liens du sang. Ils leur confièrent la surveillance de la côte, des défilés le long de la Méditerranée. Comme ils devaient en même temps contenir la Montagne, prévenir un soulèvement éventuel des Libanais, on les appellera les *Turcomans du Kasrawân*. Désormais les passants, les voyageurs en ces parages devraient être munis de passeports, de permis de circulation; mesure déjà en usage sur la frontière syro-égyptienne (2). A ces Turcomans, on adjoindra des détachements kurdes (3), introduits en Syrie par les Ayyoûbites. Ils auront surtout à garder la partie nord du Liban, entre Beyrouth et Tripoli.

Les Bohtorides à Beyrouth. La défense de Beyrouth et de la côte, s'étendant jusqu'à Saidâ, sera confiée aux émirs du

---

(1) Tobler, *op. cit.*, 262.
(2) Ṣâliḥ, 51, 214 ; Ibn Baṭṭoûta, I, 112.
(3) Ṣâliḥ, 62, 230.

Gharb. Ils viendront à tour de rôle, avec une trentaine de leurs cavaliers, tenir garnison en ville. Pour le service et la solde de leur contingent, on leur assignera les revenus de villages libanais. La tâche était rude ; elle enthousiasmait médiocrement les émirs, ainsi qu'il ressort du récit de leur historiographe et descendant, Ṣâliḥ ibn Yaḥyâ.

La marine franque multipliait ses croisières devant la côte phénicienne (v. p. 1). Le rôle de l'émir libanais, avec son faible contingent, se bornait à donner l'alarme. Des voiles ennemies étaient-elles signalées au large de Râs-Beyrouth, il prévenait aussitôt les garnisons de l'intérieur, qui envoyaient des secours. A cet effet, on avait établi, de jour, la poste aux pigeons, de nuit, un cordon de feux qui se répondaient de poste en poste. Entre Beyrouth et Damas le télégraphe lumineux passait par le cap de Beyrouth, Bawârich, Djabal Yaboûs..... Damas (1). Les tours qu'on trouve échelonnées le long du rivage, par exemple près de Tripoli, paraissent dater de cette époque, avoir été édifiées pour la protection de la côte contre les razzias maritimes, les attaques des flottes italiennes, chypriotes et des Chevaliers de Rhodes.

Attaques de la marine franque. Il deviendrait fastidieux de les relever toutes. Ṣâliḥ en énumère près d'une dizaine pendant le 14e siècle. Signalons celle de 1300. Les Templiers prirent pied dans l'île d'Arwâd et commencèrent à la fortifier. Malgré l'importance de sa situation stratégique, l'îlot n'offrait pas les ressources que les Hospitaliers trouveront bientôt à Rhodes et à Malte. Débarrassés de la crainte des Mongols — Qâzân (v. p. 20) venait de se retirer — les Mamloûks réussirent à former une escadre pour bloquer l'îlot d'Arwâd. Les Templiers durent se rendre, après une capitulation dont les conditions ne furent pas respectées.

(1) Ṣâliḥ, 60.

L'an 1382, les Génois opérèrent un débarquement à Saidâ et parurent devant Beyrouth. L'alarme avait été donnée. Avant l'arrivée des troupes de l'intérieur, les Génois reprirent la direction de Chypre. En 1404, l'amiral français Boucicaut les ramena devant Beyrouth. Les décharges de leurs mortiers, de leurs bombardes — c'était la première apparition de l'artillerie, مدافع, en Syrie — jetèrent la terreur dans la population (1). Les marins pillèrent la ville abandonnée, mirent le feu au bazar. Ils se rembarquèrent en apprenant l'approche des Turcomans lesquels, en arrivant, se mirent prudemment à l'abri derrière les murailles et les maisons. Alerté par les signaux, le nâïb de Damas courut droit à Tripoli, — où il s'attendait au débarquement des Génois — ensuite à Beyrouth. Les Génois avaient mis à la voile du côté de Saidâ. Débarqués sur la côte, ils firent reculer, après quelques volées de leurs mortiers, les premiers contingents mamloûks qui les avaient rejoints. Puis voyant augmenter le nombre de leurs ennemis, ils allèrent s'établir dans l'île en face de Saidâ. Arrivé dans l'intervalle, avec le gros de l'armée, le vice-roi de Damas s'ingénia pour mettre ses hommes à couvert de l'artillerie ennemie derrière des abris de fortune, les portes des maisons qu'il donna l'ordre d'enlever. Pendant la nuit, l'escadre avait repris la mer pour aller renouveler sa provision d'eau au Nahr al-Kalb, puis elle disparut à l'horizon (2). La croisade maritime devait finir avec cette manifestation.

Invasions mongoles. A deux reprises au début du 14e et du 15e siècles, la Syrie se vit menacée du côté de l'Euphrate par un orage autrement redoutable, auquel nous avons fréquemment fait allusion dans les pages précédentes. Les khans mongols de Perse, successeurs d'Hoûlâgoû, n'avaient

(1) Ṣâliḥ, 53. 229.
(2) Ṣâliḥ, 56-58.

pas renoncé à venger les défaites (v. I, 232) de ʿAin Djâloût et de Ḥomṣ (v. I, 233). Le plus énergique parmi eux, Ghâzân ou Qâzân (1296-1304), s'assura l'appui militaire des Arméniens, des Géorgiens, ainsi que des Francs de Chypre. Par malheur, il négligea de prévenir ces derniers à temps et vint attaquer les Mamloûks à Ḥomṣ (fin de 1299). Après avoir vu d'abord plier son aile droite, Ghâzân revint à la charge. Les chrétiens composaient le tiers de son armée : les Arméniens avec leur roi Hethoum, les Géorgiens commandés par leur souverain David. Leurs efforts combinés forcèrent les Egyptiens à une retraite désastreuse (1). Ghâzân fit son entrée à Damas, mais retourna bientôt en Perse pour y réprimer une révolte. Les troupes qu'il laissa derrière lui en Syrie pénétrèrent jusqu'à Gaza, soumettant tout sur leur passage. Mais un transfuge mamloûk, nommé par Ghâzân au gouvernement de Damas, rouvrit le pays aux Egyptiens. Le souverain mongol repassa l'Euphrate, sans pouvoir reprendre l'avantage contre les troupes de Malik an-Nâṣir. En 1303, son armée essuya une grave défaite au champ de bataille historique de Mardj aṣ-Ṣoffar (v. I, 55, 217). Elle fut suivie de la mort de Ghâzân, survenue en 1304. Cette fin précipita la décadence pour les Mongols de Perse. Elle permit aux Mamloûks d'écraser les rebelles du Kasrawân (v. p. 15).

Tamerlan. La première année du siècle suivant (1400-1401), un nouveau conquérant tartare, au renom sinistre, se présenta en Syrie ; Timoûrlenk ou Tamerlan, qui avait élevé sa puissance sur les ruines des autres dynasties mongoles, aux Indes et en Perse. Ses hordes, après la prise d'Alep, sauvagement saccagée, descendirent par la vallée de l'Oronte. Ḥomṣ fut épargnée, en souvenir, semble-t-il, du tombeau de Khâlid ibn al-Walîd.

---

(1) Ṣâliḥ, 174.

Le soudan égyptien Faradj dut renoncer à défendre la capitale de la Syrie et regagna les bords du Nil. Contre l'avis du gouverneur de la citadelle, les Damasquins firent descendre au moyen de cordes, le long des remparts, leurs députés, chargés de traiter avec Tamerlan. Le terrible conquérant les accueillit avec bienveillance, affectant la plus extraordinaire ferveur musulmane (1). Le chapelet ne quittait pas ses doigts. Il se déclara scandalisé de l'indifférence des Damasquins pour le tombeau — par ailleurs hypothétique — d'Omm Habîba, une des épouses du Prophète. Il s'engagea à y construire un mausolée surmonté d'une coupole. Pour lui, il déclara modestement se contenter de l'énorme rançon d'un million de dînârs. Quand la somme fut réunie, il prétexta un malentendu, qui devait décupler la contribution de guerre. Il se fit remettre les biens des mamloûks, de leurs amis et partisans, les armes et objets de valeur, ainsi que la liste des rues, des quartiers de la ville, avec les noms des commerçants, des notables. La ville lui ayant été ouverte, il réussit à réduire au bout de quelques jours la résistance de la citadelle.

Le sac de Damas. Alors commença le pillage en règle. Munis de leurs listes, les Tartares vidèrent méthodiquement les maisons. La plupart des habitants valides furent emmenés en esclavage, de préférence les artistes, les architectes, les armuriers, les travailleurs de l'acier, ainsi que les verriers. Presque tous furent transportés à Samarqand. Leur déportation porta un coup mortel à l'industrie artistique de la Syrie. Après ce pillage, le feu fut mis à la cité. « De la mosquée des Omayyades il ne subsista que les murs sans toit, sans portes, sans leur revêtement de marbres. Les autres mosquées, les

(1) Ibn Ayâs, I, 331 etc. (V. *Bibliogr.*).

bazars, les khans subirent le même sort » (1). Puis quand les ruines furent accumulées, les Mongols, ne trouvant plus rien à détruire, disparurent derrière l'Euphrate.

Barbarie des Bédouins. Les Bédouins se chargèrent de les remplacer ; ils réussiront, s'il est possible, à les faire oublier. Immédiatement avant l'invasion des Tartares, le pays avait traversé une série d'épreuves très dures. Une peste infantile avait fauché la vie de milliers d'enfants. L'année même de l'arrivée de Tamerlan, les ravages des sauterelles amenèrent la disette (2). Dans leur retraite désastreuse vers l'Egypte, les troupes du sultan Faradj semèrent la route de cadavres. En essayant de regagner leurs foyers, les contingents libanais, accourus au secours des Mamloûks, furent particulièrement éprouvés. Véritables animaux de proïe, aussi cruels que rapaces, les Bédouins de l'Antiliban et de la Bqâʿ s'attaquèrent alors aux malheureux fuyards et, affirme Ṣâliḥ (p. 252) « leur infligèrent des traitements que réprouveraient les adorateurs du feu et des idoles ». L'audace de ces brigands augmenta encore après le départ de Tamerlan. « Les débris de l'armée mamloûk et, avec eux, des habitants de Damas se décidèrent à gagner l'Egypte. A leur sortie de la ville, ils se virent attaqués par les Bédouins, dépouillés de tout, laissés à moitié-nus. En résumé, les nomades traitèrent les fugitifs comme ne l'avait pas fait Tamerlan... « Le respect du sultanat égyptien, conclut en terminant Ibn Ayâs (I, 335), s'était évanoui ainsi que le prestige des Mamloûks turcs ».

III. Les mamlouks bordjites (1381-1516).

Leur origine. A cette date, l'expression d'Ibn Ayâs avait cessé d'être rigoureusement exacte. Depuis le sultan

(1) Ibn Ayâs, *loc. cit.*
(2) Ṣâliḥ, 242, 249.

Barqoûq (1), (1382-98), père du sultan Faradj, une révolution s'était opérée dans le gouvernement central de l'Egypte. Aux Mamloûks Baḥrites, d'origine turque, venaient de se substituer les Mamloûks Bordjites. C'était une nouvelle milice d'esclaves, en majorité originaires de Circassie. Elle avait été créée par le sultan Qalâoûn, lequel comptait l'opposer à la turbulence de ses prétoriens turcs. Les Baḥrites avaient emprunté cette dénomination à leur quartier principal, situé dans l'île de Rauḍa sur le Nil (2). Les Bordjites furent casernés dans les tours (*bordj*) de la citadelle du Caire et en gardèrent le nom. Grandi parmi eux, Barqoûq leur dut son élévation au sultanat.

Sultans bordjites. La dynastie des Baḥrites avait duré 122 ans. Celle des Bordjites se maintiendra pendant 135 ans. Pour la Syrie s'ouvre une nouvelle période d'anarchie, pendant laquelle on ne verra surgir ni un Baibars ni un Qalâoûn (v. I, pp. 232, 233). Ils conserveront « les règles anciennes », القواعد القديمة, les traditions gouvernementales des Baḥrites (v. pp. 3,5). Ainsi Soûdoûn, vice-roi de Damas (1431), se verra changé, « parce qu'il était demeuré longtemps en place et que son prestige avait grandi », طالت ايامه وزادت عظمته (3). Un de leurs sultans, Faradj — l'adversaire malheureux de Tamerlan — dut jusqu'à sept fois reconquérir la Syrie. Parmi ses successeurs, nommons Malik Moayyad (1412-1421), lequel sut se montrer bon administrateur ; ensuite Bars-bay (1422-1438), sous lequel le pays goûta une tranquillité relative (4) ; enfin Qâït-bay (1468-95), dont le nom va reparaître dans la lutte contre les Ottomans. Une admirable mosquée perpétue son souvenir au Caire.

---

(1) Voir la liste des sultans mamloûks.

(2) Appelé *baḥr* en dialecte égyptien.

(3) Aboû'l Maḥâsin, 674.

(4) L'année de son avènement est « celle des quatre sultans » dont trois furent destitués ; cf. Aboû'l Maḥâsin, 545.

Les Ottomans. Cependant sur les plateaux d'Anatolie grandissait un nouveau péril. Jusqu'à la fin du 13e siècle, les Ottomans n'avaient formé qu'un clan d'aventuriers turcs. Cherchant fortune dans l'Asie-Mineure, ils étaient venus offrir leurs services au sultan seldjoûcide d'Iconium (v. I, 205) et en avaient reçu un fief héréditaire. De bonne heure ces Turcs avaient élargi leur domaine aux dépens des Byzantins, ensuite au détriment de leurs suzerains seldjoûcides, dont ils absorbèrent l'un après l'autre les Etats anatoliens. Les Tartares à la bataille d'Angora (1402) faillirent bien arrêter d'un coup leur expansion. Mais les vaincus réussirent à panser leurs blessures.

Entre Mamloûks et Ottomans. Les Mamloûks, qui n'avaient pas voulu d'alliés aussi envahissants, devaient bientôt les rencontrer comme adversaires. Pourtant les rapports demeurèrent corrects jusqu'après la prise de Constantinople par les Turcs (1453). Ce fait d'armes prédit, affirmait-on, par Mahomet (1), fut salué par les Mamloûks comme une victoire de l'islamisme. En 1463, les souverains des deux Etats rivaux se heurtent en Caramanie, où leur diplomatie soutient chacune un prétendant local. La mort seule arrête Mahomet II (1481) dans la guerre qu'il médite contre la Syrie et l'Egypte. Le mamloûk Qâit-bay s'y était préparé. Sous Bajazet II (1481-1512) — le بايزيد des chroniqueurs orientaux — la rupture fut encore plus près d'éclater. Vaincu à Yeni-Chehir (1481), le rival et frère du sultan, Zizim, avait cherché un refuge auprès de Qâit-bay, lequel l'accueillit favorablement. Le prétendant ottoman forma une nouvelle armée à Alep, mais vit anéantir ses espérances à la bataille d'Angora (1482). Qâit-bay prévint le contrecoup de la défaite de son protégé. Il obtint quelques succès en Cilicie. Ils décidèrent Bajazet,

(1) Cf. *Moʿâwia*, 444.

préoccupé d'une expédition contre la Hongrie, à signer un traité de paix. Ce ne devait être qu'un armistice.

IV. Mouvement des idées.

Activité littéraire. C'est un phénomène surprenant de constater comment, au milieu de ces bouleversements, l'activité littéraire ne chôma jamais complètement en Syrie. Les habitants de ce pays ont-ils cherché dans le culte des lettres une diversion aux malheurs de leur patrie ? On n'en saurait toutefois attribuer le mérite aux aventuriers illettrés, qui occupèrent le trône du Caire. Contre toute attente, la vie littéraire se trouva favorisée par les invasions mongoles. La ruine de Bagdad, la chute du califat, transférèrent à l'Occident de l'Euphrate le centre du monde musulman. C'est en Syrie et en Egypte que les lettres arabes trouveront désormais un asile, par ailleurs précaire.

Absence d'originalité. Elles y déploieront une vie factice, dépourvue de toute originalité. En philologie, dans le droit, les sciences coraniques, c'est l'âge des abréviateurs, des compilateurs, des glossateurs. En histoire, en géographie, dans les disciplines naturelles, celui des compendiateurs, des encyclopédistes et des auteurs de dictionnaires biographiques. Nous en possédons, pour la période précédente, un remarquable spécimen dans la monumentale collection du damasquin Ibn 'Asâkir, fréquemment citée plus haut. A l'encontre des opinions reçues avant lui, cet auteur ne craint pas d'invoquer la tradition historique syrienne, de réhabiliter à l'occasion les héros de son pays, les Mo'âwia, les Yazîd, les Khâlid al-Qasrî (v. I, 93), calomniés par l'historiographie officielle. Après lui, cette liberté ne tarde pas à disparaître. Qu'on ne s'en laisse pas imposer par Ibn Khaldoûn et sa fameuse *Moqaddama*, où l'on démontre, très magistralement

d'ailleurs, la radicale incapacité des Arabes à fonder un régime politique vitable. Ces *Prolégomènes* grandiloquents, — pour lesquels on lui a complaisamment décerné le titre de Tacite arabe — n'ont pas tenu leurs promesses. Ils servent d'introduction à une compilation historique, où cet auteur déploie encore moins de sens critique qu'un Ibn al-Athîr.

Encyclopédies et monographies. Parmi ces écrivains, les mieux inspirés se borneront à composer des monographies, des chroniques locales, à relater les événements de leur temps, à l'imitation d'Al-Qalânisî de Damas et de l'émir Ibn Monqidh de Chaizar, au temps des Croisades (v. I. 155). Sous ce rapport, leurs élucubrations méritent d'être consultées. Quant aux encyclopédistes (1), aux compendiateurs, aux auteurs de chroniques universelles, certains nous ont du moins rendu le service de sauver de l'oubli nombre d'œuvres anciennes, aujourd'hui perdues. Ils les ont transcrites, abrégées, parfois aussi sommairement démarquées. Maqrîzî, né en Egypte, d'une famille originaire de Balbek et, après lui, l'Egyptien Soyoûṭî demeurent les types les plus achevés de ces inconfusibles travailleurs, ne reculant pas devant le plagiat.

Pour l'histoire et la géographie, citons Aboû'l fidâ, prince ayyoûbite, né à Damas et rétabli dans son gouvernement de Ḥamâ par les Mamloûks (1273-1331). Son contemporain, lui aussi originaire de Damas, Chamsaddîn ad-Dimachqî († 1327), atteste en géographie encore moins d'originalité qu'Aboû'l fidâ, chez lequel l'histoire se traîne dans l'ornière traditionnelle. Aboû'l fidâ serait sans doute demeuré dans l'oubli, si, après Barhebraeus, il n'avait compté parmi les premiers auteurs arabes, publiés et traduits en

---

(1) Sur l'encyclopédiste damasquin, Al-ʿOmarî, cf. nos *Corresp. diplomatiques*, p. 4. (V. la *Bibliogr.*).

Europe. Dimachqî marque un énorme recul sur son prédécesseur, le grand géographe syrien Maqdisî (v. I, 158). Un autre polygraphe historien, Dhahabî, né en Mésopotamie, vécut et mourut à Damas (1353), après y avoir longtemps enseigné. Il s'est principalement occupé de l'histoire et de la critique du *hadîth*. Sur ces matières, il a laissé de volumineuses compositions, où il émet fréquemment un jugement indépendant. Ibn 'Arabchâh, né à Damas (1392), fut avec les siens déporté à Samarqand sous Tamerlan, dont il écrivit l'histoire. Il revint, après avoir parcouru l'Asie centrale et l'Anatolie, mourir dans sa ville natale.

Ibn Taimyya offre une des plus originales figures de cette période. D'une activité désordonnée, infatigable flaireur d'hérésies, cet adhérent de l'école réactionnaire d'Ibn Hanbal (v. I, 167) — elle prédominait en Syrie — passa sa vie à dénoncer les abus, les hétérodoxies, à pousser ses coreligionnaires dans la voie du fanatisme. Précurseur des Wahhâbites, (v. I, 185), il se proposa, lui aussi, de ramener l'islam à sa pureté primitive ; il proscrivit le culte des tombeaux et du Prophète. « Il avait, assure Ibn Battoûta (I, 215), le cerveau dérangé ». Aussi consuma-t-il la majeure partie de sa vie en prison, en discussions polémiques de vive voix ou par écrit († 1328). Une de ses *fatwas* décida au commencement du 14ᵉ siècle l'expédition contre le Kasrawân (v. p. 15). Pour l'histoire, citons encore Safadî, né à Safad (1296), mort à Damas en 1383, auteur d'un volumineux dictionnaire biographique, ensuite Al-Kotobî d'Alep († 1363).

Sâlih ibn Yahyâ. Accordons une mention spéciale au très méritant Sâlih ibn Yahyâ, si copieusement utilisé par nous († 1436). Dans la monographie des émirs du Gharb, il a soigneusement recueilli les souvenirs de ses contemporains, en les contrôlant sur les documents de famille auxquels il recourt incessamment. C'est la meilleure contribution que nous possédions à l'histoire du Liban, durant le dernier quart

du Moyen-Age, un complément non moins précieux pour celle des Etats latins de Syrie.

V. Le commerce. Relations avec l'Europe.

Reprise des relations. Le départ des Francs, les croisières de leur marine de guerre dans la Méditerranée orientale, ensuite le duel engagé avec les Mongols d'Hoûlâgoû et de Ghâzân, avaient d'abord bouleversé les relations commerciales avec l'Europe. En définitive, ils contribuèrent seulement à les déplacer. Capitalistes et trafiquants latins avaient transféré leurs factoreries dans les ports de la Petite Arménie (Cilicie), demeurée indépendante. Les musulmans de Syrie allèrent y écouler leur coton, troquer les produits de leur sol, de leur industrie contre ceux de l'Europe. Dans le tourbillon des affaires, les Syriens essayaient d'oublier leur liberté perdue, de gagner les ressources qui leur permettraient de satisfaire la cupidité de leurs oppresseurs touraniens. C'était la seule issue laissée ouverte à leur activité. Malik an-Nâsir mit fin à l'indépendance du royaume cilicien. Ayâs, le dernier port arménien, fut pris définitivement en 1347. La ruine de l'Etat arménien, allié aux Lusignan, gouverné par leurs descendants, terminait définitivement sur le continent asiatique l'épisode des Croisades. Les deux partis, sans rien sacrifier de leurs préventions, cherchent à adopter un *modus vivendi*, à conclure un accord sauvegardant les intérêts matériels.

Supériorité de la marine européenne. L'islam, sorti vainqueur de la lutte, en a conservé un souvenir ineffaçable. Il vit sous la menace de la voir reprendre ; contrepoids salutaire aux réveils toujours possibles du fanatisme que venaient surexciter les déclamations d'un Ibn Taimyya et de ses disciples hanbalites (v. p. 27). Si les expéditions armées ont échoué, si la chrétienté n'a pu maintenir les colonies militaires du Levant, en revanche l'Europe a énormément appris

pendant ces deux siècles d'héroïques aventures : elle connait les points vulnérables du pays et aussi ses ressources économiques. Elle s'est habituée aux produits orientaux au point de ne pouvoir s'en passer. Sur mer les Francs : Italiens, Catalans, Provençaux, Chypriotes des Lusignan, Rhodiens de l'Hôpital, demeurent les maîtres incontestés (1). L'îlot de Rhodes devint leur Malte et leur Gibraltar. Chypre menaçait à la fois la côte de Syrie et les bouches du Nil ; une constatation que les Anglais n'oublieront plus.

On peut observer des réveils soudains de l'esprit des Croisades chez ces commerçants audacieux. Se transformant en écumeurs de mer, ils saccagent les rives de Syrie et d'Egypte, mettent au pillage Alexandrie, Sidon, Beyrouth. Ces cités les voient apparaître, s'installer pour plusieurs jours dans leur enceinte, puis repartir avec la même soudaineté sur leurs galères, chargées de butin et de captifs à en couler. Les régents du Caire, affaiblis par leurs discordes, amollis par le luxe, privés d'une marine de guerre, n'ont plus la force de réagir pour venger l'humiliation.

Le commerce européen. Et puis comment se passer de cette Europe ? Elle était demeurée la principale consommatrice des produits indigènes, ensuite des épices, des essences rares, des étoffes diaprées, des soies exotiques que les caravanes orientales allaient chercher jusque dans l'Asie centrale, recueillaient sur les bords du Golfe Persique et de la Mer Erythrée. Ce riche client, payeur toujours exact, fournissait de son côté à l'Egypte les matières premières qui lui manquaient : le bois, le fer ouvragé. Ses vaisseaux importaient du Caucase, de la Russie méridionale les cargaisons d'esclaves

(1) Au 13 siècle pour Alexandrie, comp. la liste des nations européennes dans Benj. de Tudela, 79 : Normandie, Flandre, Bourgogne, Angleterre, etc.

parmi lesquels se recrutaient les Mamloùks. Les Papes travaillèrent vainement à arrêter ces importations, cette « contrebande de guerre » dont l'interruption eût réduit l'Egypte aux abois (1).

Ménagements envers l'Europe. La monnaie d'or, la seule en cours pour les transactions commerciales, non seulement en Syrie, mais au Hidjâz et dans le Yémen, cette monnaie sortait des ateliers européens. C'était « le ducat franc, الذهب الافرنتي, couvert des emblèmes de l'infidélité que proscrit la loi mahométane ». L'an 829 H. (1424), Bars-bay essaiera enfin de lui substituer des pièces de « frappe islamique » (2). Le Caire estima sans doute que le client européen méritait d'être ménagé. Mieux valait négocier avec ces Francs impétueux, qui savaient menacer et qu'on connaissait capables d'exécuter leurs menaces (3), les attirer dans les centres commerçants par l'appât de privilèges. C'était répondre aux vœux des populations syriennes, qui aspiraient à reprendre d'aussi fructueuses relations. Dans cet Occident où, depuis les Croisades, le luxe, le bien-être avaient augmenté, on s'était habitué aux articles orientaux, on comprenait non moins bien l'utilité de ces relations pacifiques. Elles alimentaient la fortune des cités et des nations, rivées au commerce du Levant par une nécessité plus impérieuse que les querelles de religion, les différends de politique. L'intérêt de la chrétienté passe au second plan. Au sein de la bourgeoisie des pays méditerranéens, enrichie par le trafic oriental, un esprit réaliste se manifeste. A travers le 14[e] siècle, il préparera l'aurore de la Renaissance.

On adopte un modus vivendi. Voilà comment les intérêts matériels inaugurèrent un *modus vivendi* sur la base de

---

(1) Cf. Lammens, *Correspondances diplomatiques*, (V. la *Bibliogr.*).
(2) Aboû'l Maḥâsin, 596 ; cf. 537.
(3) *Ibid.*, 682-683.

concessions réciproques. L'islam consentait à oublier un passé encore récent, ses terreurs, ainsi que les coups reçus. Il s'apprêtait à devenir plus accommodant. De son côté, le commerce occidental fermera les yeux sur certains dénis de justice, sur la fréquence des avanies ; effets inhérents au régime chaotique dont il avait accepté la tutelle. Pour la première fois, il s'essayera à peser dans la même balance les intérêts privés et ceux de la grande famille chrétienne. L'Europe méditerranéenne se disputera âprement les faveurs de l'anarchique gouvernement égyptien.

VI. Beyrouth et le Liban au XVe siècle.

Renaissance de Beyrouth. La ruine d'Acre, de Tyr, de Tripoli, des autres ports syro-palestiniens, la chute de la Petite Arménie devaient porter bonheur à Beyrouth. Elles supprimèrent une concurrence redoutable à son expansion économique, que la prospérité de ces rivales avait comprimée pendant les Croisades (v. I, pp. 253-254). Voisine de Damas, située en face de Chypre où s'étaient retirés les barons francs, suivis par de nombreux chrétiens de Syrie : Maronites et Arméniens, où les villes commerçantes de l'Italie, du Midi de la France, de la Catalogne avaient établi leurs comptoirs, Beyrouth s'assura bientôt, note Al-Omarî, « pour la Syrie l'importance qu'Alexandrie possédait en Egypte ». Depuis la décadence irrémédiable de l'Empire grec, la Syrie et l'Egypte étaient demeurées les seuls chemins par où l'Europe pouvait atteindre les marchés de l'Inde. Sur la côte de Syrie, dans le voisinage de Damas, il ne restait plus que le port de Beyrouth, à défaut de Tyr, que les Mamloûks avaient commis l'imprudence de détruire, et de Tripoli, dont la population avait été violemment déportée dans l'intérieur des

terres et dont la prospérité reprendra seulement au siècle suivant.

Mouvement du port. Pour rassurer les indigènes et le commerce étranger, on avait hâtivement réparé les remparts démantelés de Beyrouth (v. pp. 2,5), sur les débris de la citadelle franque élevé une tour, tendu une chaîne à l'entrée du port (1). La darse se trouvait insuffisamment protégée contre les vents du Nord, dont la violence rendait souvent périlleuses l'entrée ou la sortie du port. Mais les navires, les « caravaniers » d'Europe — comme on disait — n'arrivaient pas avant la belle saison. Ils repartaient vers la fin de l'automne (v. I, 254). Ainsi le stipulaient les règlements maritimes des républiques italiennes (2). De Chypre, les Lusignan guettèrent impatiemment la reprise des relations pacifiques. Les navires chypriotes se présentèrent les premiers avec leurs cargaisons et celles de leurs commettants et correspondants européens. Depuis le début du 14e siècle, l'île était devenue le rendez-vous des hommes d'affaires occidentaux. Les Lusignan ne se contentèrent pas de traiter avec le Caire ; ils travaillèrent à se concilier les émirs tanoûkhites, chargés de la défense de Beyrouth. A ces émirs, grands chasseurs, ils envoient des faucons, cadeau princier à cette époque (3). Les Mamloûks, intéressés à cette reprise, finirent par se montrer conciliants. Ils avaient commencé par traiter durement, non seulement les hétérodoxes musulmans, mais les chrétiens indigènes. « Les pèlerins de Jérusalem devaient acquitter un tribut déterminé au profit des musulmans, subir des humiliations pénibles à leur amour-propre », (4) note avec une

---

(1) Ṣâliḥ, 61 ; Tobler. *op. cit.*. 259, 266.

(2) Cf. *Relazioni dei consoli veneti nella Siria*, (v. la *Bibliogr.*) p. 36 et *passim*.

(3) Cf. Lammens, *Corresp. diplomat.*, p. 40.

(4) Comp. Röhricht, *op. cit.*, 98.

visible satisfaction Ibn Baṭṭoûṭa (I, 124). Les commerçants européens refusèrent de s'y soumettre pour leur part. L'intervention de l'Occident réussira même à faire rapporter les plus odieuses de ces mesures.

Les pavillons francs à Beyrouth. Les Lusignan obtinrent à Beyrouth pour leurs sujets la propriété de plusieurs églises avec des khans et des bains. « Graduellement, observe Ṣâliḥ (p. 54), les navires des autres Francs se remirent à fréquenter le port de Beyrouth. Le roi de Chypre commença par affréter deux de ses galères pour transborder à chaque voyage les marchandises de ses commettants européens. Puis les navires des diverses nations franques multiplièrent leurs visites ». On les appela « les galères de Baruth » (1).

Les droits d'entrée et de sortie, perçus à Beyrouth, formaient un revenu considérable. « Il fallut établir à l'entrée du port un service douanier avec des inspecteurs et un nombreux personnel. Ils étaient à la nomination du *nâib* de Damas lequel prélevait le surplus des recettes ». Parmi ces « nations franques », que Ṣâliḥ se contente de désigner globalement, nous devons mentionner les Vénitiens, les Pisans, les Florentins, les Provençaux, les Catalans, les marins du Midi de la France. Jacques Cœur y débarqua en 1432 pour se rendre à Damas. Devenu argentier du roi Charles VII, « il possédait sept galères dont le port d'attache était Montpellier... Longtemps encore, on vit des galères parties de cette ville, mais armées au nom du roi de France et équipées à ses frais, promener dans les mers du Levant leur pavillon aux armes royales » (2).

Les vice-rois de Damas ne cessèrent de rogner sur les revenus de la douane pour se les approprier et partager avec

(1) Cf. *Relazioni*.

(2) Cl. Huart, *Hist. des Arab.* II. 115

le Caire (1). Ces « mangeries » les déterminaient d'autre part à s'intéresser au développement du commerce syrien. Rien que sur le poivre, la douane prélevait des droits considérables. Les Vénitiens semblent avoir cherché à monopoliser l'exportation de cet article. Le chiffre de 10.000 dînârs (v. I, 263) de poivre que contenaient leurs dépôts de Beyrouth donne une idée des transactions qu'on concluait en cette ville, « *opulentissima civitas* », comme la qualifiait déjà Jean de Wirzbourg au temps des Croisades (2).

Les consulats. Les républiques italiennes se disputèrent, parfois les armes à la main, l'exploitation exclusive du marché syrien. Ennemis acharnés des Vénitiens, les Génois n'en voulaient pas moins aux Catalans. Ils réduisirent longtemps les Provençaux à passer par leur intermédiaire intéressé. C'est tout au plus s'ils leur abandonnaient le transport des pélerins. Les marchandises des pays transalpins, les « draps de Flandre », devaient passer par les ports et les navires italiens, acquitter des surtaxes spéciales. Dès le 14[e] siècle nous voyons l'institution consulaire, déjà connue sous le régime franc, régir ces colonies marchandes. Les Catalans entretiennent d'excellents rapports avec les Mamloûks et, à l'occasion, les utilisent en faveur des chrétiens indigènes. Ils obtiennent l'ouverture d'églises melkites et même jacobites (3). Leurs vaisseaux abordent à Beyrouth, d'où leurs marchands vont établir un consulat à Damas (4). Outre leur consulat en cette ville, les Vénitiens, ainsi que les Chevaliers de l'Hôpital (v. I, 257), en ouvrent d'autres à Jérusalem, à Ramla, principalement pour la protection des pélerins. Les consulats vénitiens de Syrie comptaient parmi les *maggiori*,

(1) Ṣâliḥ, 60-62.
(2) Tobler, *op. cit.*, 183.
(3) *Corresp. diplom.*, 16.
(4) Ṣâliḥ, 138, 149, 167.

les consulats de première classe ou consulats généraux. Ils n'étaient conférés qu'à des membres du patriciat, qui s'étaient distingués par des services antérieurs (1). Un chapelain, un physicien ou médecin, un pharmacien, étaient attachés aux consulats pour le service de la colonie marchande. Toutes les nations franques engagées dans le commerce du Levant étaient représentées par des consuls à Beyrouth. Montpellier en aurait même établi à Acre et Tripoli (2).

Les Mamloûks et les consulats. La politique égyptienne consentit à leur allouer une dotation annuelle s'élevant jusqu'à 200 ducats d'or. Cette pension, appelée *djâmakyya* (3), « dont les gouvernements étrangers, affirme M. Huart, n'auraient dû jamais accepter le principe, était pourtant formellement stipulée par les traités... Ce versement avait l'inconvénient de mettre encore plus les agents des nations européennes sous la coupe de l'autorité locale, qui les considérait comme des sortes d'otages ». Effectivement les consuls furent souvent rendus responsables des actes d'hostilité commis contre l'Egypte, par les corsaires qui sillonnaient la Méditerranée. Il leur arriva d'être emprisonnés ou même bâtonnés. Mais alors il suffira de la menace de déserter les ports levantins pour obtenir réparation des avanies, la restitution des sommes prélevées arbitrairement, enfin l'octroi de nouveaux privilèges. Dès cette époque, en voit s'élaborer lentement la législation réglementant la juridiction (4), la compétence des tribunaux consulaires, laquelle aboutira à établir l'exterritorialité. Tellement les Mamloûks comprennent la nécessité de retenir le commerce européen. Aux époques de

(1) *Relazioni*, 21.

(2) *Corresp.* 28, 43 ; Huart, *op. cit.*, II, 117.

(3) Cf. *Relazioni*, 13.

(4) Dès la fin du 13e siècle, en Egypte, les consuls connaissent des procès entre Sarrasins et Francs.

crise, de tension diplomatique, Ibn Ayâs signalera l'inquiétude causée par l'absence des marchandises franques. Ce qui achève de démontrer l'impéritie du régime mamloûk, c'est que dans un pays, où l'élevage du mouton est remarquablement développé, presque tous les draps étaient importés d'Europe.

Relations diplomatiques. Le damasquin Al-'Omarî (v. p. 26) nous a laissé un traité intitulé التعريف بالمصطلح الشريف, *Guide pour le style diplomatique*, à l'usage des fonctionnaires de la chancellerie égyptienne, chargés de rédiger les dépêches officielles. J'ai traité ailleurs des « Correspondances diplomatiques entre les sultans mamloûks d'Egypte et les Puissances chrétiennes », ainsi que de leurs « Relations officielles avec la Cour Romaine » (1). Les exploits de leurs croisières contre la côte syrienne n'empêchent pas la « Commune » des Génois d'obtenir les concessions commerciales et consulaires les plus étendues. La chrétienté continue à traiter d'égal à égal avec l'inconsistant régime installé en Egypte (2).

Ainsi quand les trafiquants latins de Beyrouth demandèrent à relever de ses ruines la belle petite église du Sauveur, le Caire s'empressa d'entériner leur requête. Cette église, entretenue par les dons des marchands et une taxe prélevée sur les navires européens fréquentant le port, était desservie par les Franciscains établis dans le couvent contigu. Ces Pères s'occupaient également d'héberger les pèlerins qui abordaient, à l'aller ou au retour de la Terre Sainte, dans « ce port de Damas, l'antique et noble cité de Beyrouth » (3).

Animation de Beyrouth. Au cours du 15ᵉ siècle, sur-

---

(1) Voir la *Bibliographie*.

(2) Cf. *Correspond. diplomat.*, 25-26.

(3) Le pèlerin Poloner, cité dans Tobler, *op. cit.*, 259.

tout après le départ des hordes de Tamerlan. Beyrouth devint le rendez-vous de toutes les populations méditerranéennes. Sur le pont des galères, des caravelles, des chébecs, des mahonnes et des felouques, entassés dans la darse, à l'abri de la chaine qui ferme le port, et de la massive tour franque restaurée, le long du quai construit par les Croisés, dans les bazars tortueux et étroits, on rencontrait un mélange indescriptible de turbans, de bonnets, de *keffiès* de soie, de torses bronzés, de burnous multicolores, de robes fourrées, d'armures damasquinées. Riches négociants et portefaix, seigneurs et faquins, métis et courtiers, foule bariolée d'aventuriers, de forbans, épiciers et marchands d'esclaves, qui s'entremettent entre l'Asie musulmane et l'Europe chrétienne, également prêts à trafiquer de leur accord et de leur discorde. Toutes les langues de la Méditerranée, toutes les races, depuis le nègre de Nubie jusqu'au pâle Géorgien du Caucase, du Grec insinuant au Bédouin impassible, du Juif obséquieux à l'Espagnol hautain, toute la descendance d'Ulysse et de Pygmalion, toute l'écume, toute la fleur des civilisations rivales, est poussée sur ce coin du rivage phénicien par des nécessités plus impérieuses que les divergences de race et de religion.

Rhodiens et Italiens. Par dessus cette tourbe grouillante d'activité, parmi ces entremetteurs du Levant et du Ponant, on voit surgir le casque empanaché des chevaliers de Rhodes, le profil insaisissable des républiques italiennes. Créatures charmantes, êtres ambigus et amphibies, vivant sur la terre et sur l'onde, elles confondent dans leurs grâces de sirènes et les procédés de leur politique tortueuse, les à-coups de leurs colères et de leurs avances, les traits de l'Europe et de l'Asie. Personne ne s'entendra mieux à exploiter la faiblesse, l'inexpérience, l'anarchie de l'aristocratie servile, installée en Egypte. Flatterie, violence, leur souple diplomatie ne reculera devant aucune manœuvre pour s'assurer le

monopole du marché oriental, en écarter les rivaux de Catalogne et de Provence.

Les Maronites. Esquissons pendant cette période la situation du Liban chrétien. L'extermination des dissidents islamites au début du 14e siècle devait, nous l'avons dit (v. p. 15), favoriser l'expansion des Maronites. Ils n'avaient pas encore franchi le Nahr Ibrahîm. Leur émigration s'était portée de préférence vers Rhodes et Chypre. Leur nombre devait avoir augmenté au Liban septentrional, puisqu'un voyageur contemporain le dit « couvert de quantité de bourgs et de villages, tous habités par une immense multitude de chrétiens » (1).

Le patriarche résidait à Qanoûbîn. Au temporel, ils obéissaient à des chefs portant le titre de *moqaddam* et relevant officiellement de la *niâba*, la régence de Tripoli. Le principal de ces moqaddam, celui de Becharré, semble avoir profité de la période anarchique que traversa l'Egypte pendant la seconde moitié du 15e siècle pour s'assurer une semi-indépendance. Les émirs du Gharb étendirent également leur autorité, au dire d'Ibn Sabâṭ (2), « depuis Tripoli jusqu'à Safad », expression qu'il faut éviter de prendre à la lettre et dont les émirs ma'nides feront les premiers une réalité

Descendus de leurs montagnes, les Maronites s'établissent à Djobail et dans la région voisine. Ils relèvent Batroûn que Poloner, en 1422, trouva « complètement ruinée », *funditus destructa*. Ce voyageur énumère parmi les communautés chrétiennes de Tripoli les *Moranitæ* (comp. l'arabe *Morâni*). Adonnés eux-mêmes à la culture du mûrier, ils y étaient attirés par l'industrie de la soie, très florissante en cette ville. Dès lors, de nombreux couvents occupaient la vallée de la

(1) Lammens, *Gryphon*, 16.
(2) Dans Ṣâliḥ, 260.

Qadîcha ou Nahr Aboû 'Alî (1).

Le syriaque. Dernier refuge des populations araméennes de Syrie, la Montagne opposa la plus tenace résistance aux envahissements de l'arabe, lequel éliminait graduellement le syriaque. En certains districts du Liban septentrional, cette dernière langue avait pu se maintenir comme idiome parlé. Cependant que dans le centre et le midi de la Montagne — l'histoire de Sâlih ibn Yahyâ en témoigne — l'arabe l'a emporté, grâce à l'invasion des Bédouins (v. p. 8) et des sectes islamites. Les émirs du Gharb cultivent la poésie et s'entourent de poètes arabes. Les écrivains maronites de cette époque emploient de préférence le vieux dialecte national ; si bien qu'un des grands missionnaires du 15e siècle, le franciscain flamand Gryphon se vit obligé d'apprendre le syriaque (2). Lorsque, comme Gabriel Al-Qalâ'î, les Libanais s'essaient en arabe, leur style rude et populaire décèle une véritable inexpérience de la langue du Coran. Mais alors même, ils continuaient à employer les caractères araméens. Dans tout le Liban, vocabulaire et prononciation, — sans parler de la toponomastique foncièrement syriaque — conservaient d'importants vestiges de l'idiome condamné à disparaître.

Les Druses à Rome. Depuis les Croisades, l'union religieuse avec l'Occident n'avait cessé de se resserrer parmi les Maronites. En 1441, une députation de Druses et de Maronites arrive à Rome (3). On ignore si dès lors les premiers étaient considérés comme descendants des anciens Croisés (4). Quant aux Maronites, ils avaient adopté plusieurs coutumes latines : chez les prélats, le port de l'anneau, de la

---

(1) Tobler, *op. cit.* 267.
(2) Cf. *Gryphon*, 17.
(3) *Gryphon*, 10-11.
(4) Cf. *Relazioni*, 90.

mitre, de la crosse, l'usage des cloches. Les différences rituelles n'en demeuraient pas moins notables au 15e siècle. Ainsi la confirmation était conférée immédiatement après le baptême et le peuple libanais continua à communier sous les deux espèces.

Les Melkites. Du style diplomatique en usage à la chancellerie des Mamloûks, au 14e et 15e siècles, nous croyons pouvoir inférer que la rupture entre les Latins et les Melkites de Syrie n'était pas consommée. Dans les diplômes d'investiture octroyés par les sultans d'Egypte aux patriarches melkites, un curieux jeu de mots rappelle à ces prélats qu'ils sont « la porte, *bâb*, (menant) au Pape ». Le formulaire officiel d'al-'Omarî, le *Ta'rîf* (v. p. 36), affirme que « le Pape est le supérieur hiérarchique des Melkites ». Les autres recueils ou *guides* de correspondance diplomatique recommandent de conférer au Pape les titres de « chef des Melkites, refuge des patriarches ». C'était traduire en style de chancellerie la suprématie romaine sur l'Eglise melkite. Cette primatie, les Mamloûks n'avaient aucun intérêt à l'établir ou à la consacrer. Depuis les Croisades surtout, ils n'auraient pas demandé mieux que de détacher de l'Occident leurs sujets chrétiens, en faveur desquels les régents européens, souverains d'Espagne, de Sicile, doges de Venise, de Gênes, Grands-Maîtres de Rhodes ne cessaient d'intervenir. S'ils ne l'ont pas osé, c'est autant par respect pour une situation fondée en droit que par crainte de violenter les consciences melkites (1).

(1) Lammens, *Relations officielles* ; Cf. *Gryphon*, 22.

Synchronismes principaux.

Bataille des Eperons d'or à Courtrai (1302).
Débuts de la confédération helvétique (1308).
Translation du Saint-Siége à Avignon (1309).
Concile de Vienne ; suppression des Templiers (1312).
Prise de Brousse par les Ottomans (1326).
Extinction des Capétiens. Avènement des Valois (1328).
Commencement de la guerre de Cent Ans (1337).
Etienne Douchan, empereur des Serbes. Premier emploi du canon (1346).
Les Ottomans à Gallipoli (1354). Ils établissent leur capitale à Andrinople. Milice des janissaires. Pierre de Lusignan, roi de Chypre, s'empare d'Alexandrie, sans pouvoir s'y maintenir (1365).
Croisade de Nicopolis (1396).
Batailles d'Angora (1402) et d'Azincourt (1415).
Premier siège de Constantinople par les Ottomans (1422).
Mission de Ste Jeanne d'Arc (1429) : son supplice (1431).
Avènement de Mahomet II (1451) : il conquiert la Caramanie (1464).
Les Portugais doublent le Cap de Bonne-Espérance (1486).
Siége de Rhodes par les Ottomans (1487).
Fin du royaume arabe de Grenade. Découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (1492).
Vasco de Gama découvre la route des Indes (1498).
Victoire de François I à Marignan (1515).

Mamlouks.

1) *Bahrites*

Chadjar ad-dorr (sultane)	1250
Al-Malik al-Mo'izz Aibek	1250
» » » Mansoûr 'Alî	1257
» » » Mozaffar Qoutouz	1259
» » » Zâhir Baibars	1260
» » » Sa'îd Baraka-khân	1277
» » » 'Adil Salâmich	1279
» » » Mansoûr Qalâoûn	1279
» » » Achraf Khalîl	1290
» » » Nâsir Mohammad	1293
» » » 'Adil Katboghâ	1294
» » » Mansoûr Ladjîn	1296
» » » Nâsir Mohammad (2e fois)	1298
» » » Mozaffar Baibars	1308

Al-Malik	al-		Nâṣir (3e fois)	1309
»	»	»	Manṣoûr Aboû Bakr	1340
»	»	»	Achraf Qoûdjoûq	1341
»	»	»	Nâṣir Aḥmad	1342
»	»	»	Ṣâliḥ Isma'îl	1342
»	»	»	Kâmil Cha'bân	1345
»	»	»	Moẓaffar Ḥâdji	1346
»	»	»	Nâṣir Ḥasan	1347
»	»	»	Ṣâliḥ Ṣalâḥ ad-dîn	1351
»	»	»	Nâṣir Ḥasan (2e fois)	1356
»	»	»	Manṣoûr Moḥammad	1361
»	»	»	Achraf Cha'bân	1363
»	»	»	Manṣoûr 'Alâ ad-dîn 'Alî	1376
»	»	»	Ṣâliḥ Ḥâdji	1381

2) *Bordjites*

Al-Malik	al-		Ẓâhir Barqoûq	1382
»	»	»	Nâṣir Faradj	1392
»	»	»	Manṣoûr 'Abdal'azîz	1405
»	»	»	Nâṣir Faradj (2e fois)	1406
»	»	»	'Adil Mosta'in (calife 'abbâside)	1412
»	»	»	Moayyad Chaikh	1412
»	»	»	Moẓaffar Aḥmad	1421
»	»	»	Ẓâhir Ṭaṭar	1421
»	»	»	Ṣâliḥ Moḥammad	1421
»	»	»	Achraf Bars-bây	1422
»	»	»	'Azîz Yoûsof	1438
»	»	»	Ẓâhir Djaqmaq	1438
»	»	»	Manṣoûr 'Othmân	1453
»	»	»	Achraf Inâl	1453
»	»	»	Moayyad Aḥmad	1460
»	»	»	Ẓâhir Khochqadam	1461
»	»	»	Ẓâhir Yilbây	1467
»	»	»	Ẓâhir Timoûrboghâ	1468
»	»	»	Achraf Qâit-bây	1468
»	»	»	Nâṣir Moḥammad	1496
»	»	»	Ẓâhir Qânṣoû	1498
»	»	»	Achraf Djânboûlâd	1500
»	»	»	'Adil Ṭoûmân	1501
»	»	»	Achraf Qânṣoû al-Ghoûri	1501
»	»	»	Achraf Ṭoûmân-bây	1516

Chapitre XIII.

LES OTTOMANS ; XVIe ET XVIIe SIÈCLES (1516-1697).

I. La conquête ottomane.

Décadence militaire des Mamloûks. Des Autrichiens on a dit qu'ils furent souvent en retard d'une année et d'une armée. A la veille de la lutte qui va s'engager, l'organisation militaire des Mamloûks retardait d'un siècle. Pendant que les Ottomans constituaient la redoutable infanterie des janissaires, ceux-là continuèrent à ne s'intéresser qu'à leur cavalerie. Les succès foudroyants de la marine franque sur les côtes et dans les eaux syriennes auraient dû leur révéler la puissance irrésistible des armes à feu (v. p. 19). Les Bordjites négligèrent d'imiter les Ottomans, qui n'avaient pas tardé à adopter la nouvelle artillerie. L'anarchie acheva de disloquer la cohésion de leur armée (1), comme elle avait faussé les rouages du gouvernement. Les émirs spéculaient sur la solde, sur la subsistance des soldats. Escomptant la fin du régime, les plus qualifiés parmi les *nâïb* de Syrie négocient

---

(1) Réduite à une force de police, elle n'avait plus combattu depuis les temps de Tamerlan ; comp. les réflexions d'Aboû'l Maḥâsin, 688.

déjà sous main avec les Ottomans. Partout règne la désaffection. Leurs vexations, leurs avanies inquiètent le commerce européen, qui se trouve abandonné sans protection aux pillages de la populace, aux attaques des Bédouins.

Le commerce. La découverte du Cap de Bonne Espérance (1486) l'avait bouleversé, en détournant vers le Midi la route des Indes. L'impéritie des Mamloûks menaçait de lui porter le coup de grâce. Dès la fin du 15e siècle, on ne trouve plus à Venise de candidats pour le consulat de Damas, lequel primait alors celui de Beyrouth. La *Sérénissime République* dut désigner d'office les titulaires du poste, stipuler, en cas de refus ou de retard non justifié, des amendes qui s'élevaient à 500 ducats d'or contre les fonctionnaires récalcitrants (1).

Le sultan Qânsoû Ghoûri. Le chroniqueur égyptien Ibn Ayâs a noté au jour le jour les progrès de cette décrépitude, dont il fut le spectateur attristé. Contentons-nous de résumer le jugement qu'il porte sur Qânsoû Ghoûri (2). Le tableau, poussé au noir, atteste du moins que les contemporains éprouvaient l'impression d'assister à la fin d'un régime, dont son texte récapitule sommairement les tares. Qânsoû, qui devait finir tragiquement dans la plaine de Dâbiq, avait dépassé la soixantaine quand il monta sur le trône. L'âge n'avait en rien diminué chez lui la vigueur du caractère, qu'il déploya principalement pour dépouiller ses sujets. « Il gouverna quinze ans et six mois. Chacun des jours de son règne parut aussi long que mille ans. Souverain énergique, il imposait le respect, lorsqu'il figurait dans les cérémonies officielles. Quant à ses vices, inutile d'en essayer le dénombrement. A lui seul, il commit plus d'injustices que tous ses prédécesseurs. Il adultéra la monnaie d'or et d'argent, la rendant inutilisable pour les transactions commerciales ». De son

(1) Cf. *Relazioni*, 13-14, 18, 19, 28.
(2) Ibn Ayâs, *op. cit.*, III, 58-60.

temps l'armée perdit ce qui lui restait encore d'énergie et de discipline.

Il écrasa d'impôts les provinces syriennes. Ses représentants s'empressèrent d'en augmenter le montant et les prélevaient de vive force (1). Aussi les contribuables ne songeaient-ils qu'à quitter le pays pour se dérober à leurs violences. Dans certains ports, les droits de douane avaient été décuplés. Aussi le commerce étranger commençajt-il à les déserter. Bientôt les marchandises importées d'Europe devinrent introuvables. Les hommes les moins recommandables s'insinuèrent dans la faveur du souverain, en lui suggérant de nouvelles sources d'exactions, les مغارم, les مظالم, que détaillent les chroniques du temps. Il fit expirer dans les tortures les fonctionnaires hors d'état de satisfaire sa cupidité effrénée. Il supprima les pensions des veuves, des orphelins. A mesure qu'il avançait en âge, sa soif de l'or augmentait. Il finit par imposer des taxes aux collecteurs de bouse de vache. « Ayant pris en main la surveillance des deniers publics, il les dépensa en constructions inutiles, s'obstinant à couvrir de dorures les murailles et les plafonds des bâtisses qu'il élevait ».

Sa cupidité. Voilà sous quel régime (2) se trouvait placée la Syrie dans la première décade du 16e siècle. Rien d'étonnant si, au témoignage du consul vénitien de Damas, les sympathies de la population se tournaient du côté des Turcs. Ghoûri se donna du moins le mérite de gouverner. Il réussit à imposer son autorité. A quel point ses exactions devaient avoir épuisé la Syrie, on arrive à se le figurer, en lisant le détail du butin, recueilli par les Ottomans dans la citadelle d'Alep : un million de dînârs en espèces, des monceaux de selles brodées, d'épées ciselées, d'armures incrustées d'or. Ces

---

(1) L'an 1513, il supprima pourtant une taxe sur les tisserands de Homs. Voir les inscriptions de la grande mosquée de cette ville.

(2) Cf. Yorga, *Gesch. des osman. Reiches*, II, 336. (Cf. *Bibliogr.*).

trésors que « jamais ne posséda un autocrate grec, Ghoûri les avait extorqués par la violence ». Au Caire, Selim I trouvera dans le trésor privé de Ghoûri « cent millions, 800.000 dînârs » (1), produit des exactions, commises en Syrie aussi bien qu'en Egypte. Non moins que la cupidité du souverain le pays redoutait ses soldats mamloûks. Mal payés, livrés à l'indiscipline, leur présence devenait un fléau. Pour économiser sur leur entretien, Ghoûri les logea chez l'habitant. Ces soudards s'y abandonnaient à leurs plus mauvais instincts, au pillage, aux vices les plus honteux.

Entre Ottomans et Mamloûks. La morgue des Bordjites ne manqua pas une occasion de provoquer les sultans de Stamboul. Dans leurs relations diplomatiques, ils s'obstinèrent à leur refuser les titres souverains, ne leur concédant que celui d'émir (2). Ces motifs ne pouvaient qu'aiguillonner l'ambition ottomane, démesurément exaltée par la conquête de Constantinople (1453). La barrière du Taurus séparait encore les deux Etats rivaux. Le belliqueux sultan Selim I se résolut à la franchir. Il voulut reconstituer à son profit l'ancien empire du califat, rétablir l'unité religieuse de l'islam.

Quels prétextes mettre en avant ? Mamloûks et Ottomans étaient orthodoxes. Ceux-ci accuseront les Circassiens du Caire de sympathies pour les Persans chi'ites. Ils se désintéressaient, ajoutait-on, de la protection des Lieux-Saints, des routes du pélerinage. L'accusation était spécieuse. Rarement une décade s'écoulait sans que les Arabes du désert ne missent à mal les pélerins de la Mecque. Quand ils avaient échappé aux Bédouins, ils se voyaient rançonnés par les Chérifs dominant dans les villes saintes, dont la rapacité allait jusqu'à

---

(1) Ibn Ayâs, III, 50, 101, 285.
(2) *Ibid.*, 49, 237.

piller les trésors de la Ka'ba, dépouiller le tombeau de Mahomet (v. I, 146). Cette situation ne datait pas du temps des Mamloûks. Sous les Seldjoûcides, l'an 545 H. (= 1150), une caravane de pélerins, composée de personnages de distinction : ulémas, qâdis, faqîh, de *khâtoûn*, dames de haut rang, femmes d'émirs, avait été complètement pillée, beaucoup de pélerins tués, les femmes dépouillées. Un petit nombre échappa à la mort et fut recueilli à Damas (1).

Les Ottomans et l'Arabie. La conquête ottomane n'apportera aucun remède à ce mal endémique. Il durera aussi longtemps que les nomades domineront les routes du Hidjâz. Pendant les quatre années que se prolongea le règne de Selim, les Bédouins s'attaqueront périodiquement à la caravane des pélerins (2). Jamais danger plus grand n'aura menacé les sanctuaires de l'islam, même aux temps de Renaud de Châtillon (v. I, 225). Les croisières des Portugais dans la Mer Rouge et devant Djedda jetteront la terreur dans les Villes Saintes. C'est alors qu'ils réussiront à prendre pied dans le Golfe Persique. Dans la Méditerranée, les corsaires chrétiens captureront, couleront à coups de canon les vaisseaux qui mettaient l'Egypte en communication avec Stamboul. Comme aux plus mauvais jours des Mamloûks, les Francs, l'an 926 H. (1519), s'empareront de Beyrouth et s'y installeront pendant trois jours (3). On jugera si Selim I était bien venu de mettre en cause la tiédeur de ses adversaires dans la défense de l'islam. Principalement depuis Mohammad II, les sultans ottomans avaient affecté de tourner leurs libéralites du côté de la Mecque. C'était d'avance s'assurer l'appui des Chérifs besogneux, les sympathies du monde musulman dans la lutte qu'ils méditaient d'entreprendre contre les Mamloûks. Du

(1) Qalânisî, 310.

(2) Ibn Ayâs, III, 181, 190, 311.

(3) *Ibid.* ; 169, 188, 202, 204, 233, 281.

cupide Ghoûri, il ne fallait pas attendre qu'il cherchât à contrebalancer l'effet de ces générosités intéressées. Les exactions de ses représentants à Djedda avaient ruiné ce port, chassé les riches marchands indiens, qui y affluaient jadis.

L'autre prétexte paraissait à peine plus sérieux. En réalité, Qânsoû s'était borné à entretenir des relations secrètes avec le Chah de Perse, qui s'était laissé battre par les Ottomans (1). Nous verrons avec quelle désinvolture ceux-ci traiteront le calife-fantôme, véritable prisonnier d'Etat — il s'appelait Motawakkil — successeur des califes ʿabbâsides que les Mamloûks avaient recueillis et internés au Caire, après la ruine de Bagdad par les Mongols (v. I, 232). Ghoûri se prépara pourtant à soutenir une lutte qu'il devinait imminente. Il devenait évident que Selim I, tranquille du côté de la Perse, se tournerait contre la Syrie. La mobilisation du corps expéditionnaire mamloûk n'en fut pas moins laborieuse.

Les Mamloûks mobilisent. Le vieux Ghoûri voulut de nouveau économiser sur la solde des troupes. Il prétendit obliger les émirs, commandants militaires, à la compléter sur les gains illicites qu'il leur reprochait d'avoir réalisés les années précédentes. Le calife Motawakkil, forcé d'accompagner l'expédition, dut se contenter d'une gratification dérisoire pour ses frais de voyage. Encore fallut-il l'intervention de Toûmân-bây. Les quatre grands-juges ne reçurent aucune indemnité de déplacement (2).

Mécontente, travaillée par l'indiscipline, l'armée égyptienne atteignit Damas. Nous connaissons les sentiments des Syriens à l'égard du régime mamloûk. La cité n'en dut pas moins pavoiser, illuminer d'office à l'occasion de l'entrée

(1) Ibn Ayâs, 23, 60.

(2) *Ibid.*, III, 22, 23. C'étaient les chefs des quatre rites orthodoxes (v. I, 167).

officielle. Devant la monture du vieux souverain, « la corporation des marchands européens répandit des écus d'or et d'argent (1). Les mamloûks de l'escorte sultanienne se précipitèrent pour les ramasser et manquèrent de désarçonner leur maître. Aussi ordonna-t-il aux Francs d'arrêter leurs démonstrations ».

Bataille de Dâbiq. De Damas, l'armée gagna Alep, renforcée par des contingents syriens d'une fidélité douteuse. Ghoûri y apprit les traitements ignominieux infligés à son envoyé au camp de Selim I. Ce dernier lui donnait rendez-vous à Dâbiq. Il avait rasé l'ambassadeur égyptien, l'avait condamné à ramasser le fumier de son cheval. Ghoûri comprit que les armes seules décideraient entre eux. Il alla camper dans la plaine de Dâbiq, près d'Alep (v. I, 90). Il y était à peine arrivé qu'il se heurta à l'avant-garde des Ottomans. Dans l'armée mamloûk figuraient le calife, les grands-qâḍis des quatre rites, les cheikhs principaux des ṣoûfis d'Egypte et de Syrie. On portait devant Ghoûri le fameux Coran du calife 'Othmân (2). L'avantage appartint d'abord aux Egyptiens. Ils possédaient une cavalerie, admirablement montée. « Chacun de leurs cavaliers, assure le chroniqueur patriote Ibn Ayâs (III, 58), valait mille cavaliers ottomans ». Tous savaient le sultan mécontent de l'apathie montrée par ses émirs dans la mobilisation de leurs contingents. Le bruit se répandit alors, on ignore comment, que Ghoûri aurait recommandé à sa garde particulière de demeurer l'arme au bras, pour laisser combattre et décimer les autres mamloûks. C'en fut assez pour briser le premier élan.

Défaite et mort de Qânsoû. Enfin Khâir-bey, nâib d'Alep, secrètement d'accord avec Selim I, battit précipitam-

(1) C'était l'usage ; cf. Ibn Ayâs, III, 35, 350.

(2) *Ibid.*, 45-47

ment en retraite, entraînant l'aile gauche dans sa fuite. Bientôt Ghoûri se vit seul avec une modeste escorte de gardes. L'étendard sultanien fut replié. Le vieux souverain, s'apprêtant à fuir, essaya de tourner bride sur sa monture, lorsque, en cette heure critique, il esquissa un faux mouvement ou se sentit frappé d'un coup d'apoplexie. Mort ou vivant, il fut écrasé sous la charge irrésistible de la cavalerie ottomane. « Il est certain que personne ne découvrit ni ne reconnut son cadavre. On eût dit que la terre l'avait englouti ». « Ample matière à méditation ! ajoute sentencieusement Ibn Ayâs (1). Il ne trouva pas de tombeau, celui qui avait prodigué 100.000 dînârs pour la *madrasa*, où il comptait reposer au sein de la gloire et de la paix ! ».

L'indiscipline, la démoralisation des mamloûks, la trahison des émirs expliquent suffisamment la débâcle de Dâbiq. Dans sa chronique, Ibn Ayâs oublie de mentionner les ravages de l'artillerie, dont il ne semble pas plus avoir deviné le rôle que ses informateurs circassiens, les survivants de la grande déroute. C'était le 24 Août 1516. L'action avait été menée rondement. Commencée au lever du soleil, elle se termina dans les premières heures de la soirée. Au milieu du désordre général, on perdit le précieux Coran de 'Othmân.

Selim I à Alep. Selim I pénétra dans Alep sans coup férir. La population sortit à sa rencontre, précédée de ses ulémas et portant processionnellement les exemplaires du Coran (2). Après la défaite, elle s'était opposée à l'entrée des mamloûks qui tentèrent de s'y réfugier. Les habitants firent main basse sur les biens des émirs, sur les valeurs reçues en dépôt. C'était leur revanche pour les excès commis par leurs

(1) *Loc. cit.*
(2) Ar-Roûmî, *Al-'Aïlam*, (manusc. *Bibl. orient.*).

hordes indisciplinées. Il ne resta aux vaincus que la ressource de gagner Damas, à travers un pays soulevé. Ils y entrèrent à pied ou montés sur des ânes. Selim accueillit favorablement l'inoffensif Motawakkil, le calife ʿabbâside. Il avait ses vues sur ce prisonnier de marque et lui assigna une garde, chargée de prévenir son évasion. Aux juges suprêmes qui l'accompagnaient, il reprocha leurs exactions, et aussi leur lâcheté vis-à-vis de leur ancien souverain et de ses excès de pouvoir. Le gouverneur de la citadelle d'Alep s'était enfui, sans se soucier d'en fermer les portes. Les Ottomans n'eurent que la peine de recueillir les trésors, les munitions abandonnées. Le soir de leur entrée, les Alepins illuminèrent. Au traître Khâir-bey, le sultan octroya une pelisse d'honneur, ainsi que « le surnom de Khâin-bey, parce qu'il avait trahi (*khân*) son souverain ». (1).

Reddition des villes syriennes. Ḥâmâ, Ḥomṣ n'opposèrent pas plus de résistance qu'Alep. L'intervention de Khâir-bey finit par décider la reddition de Damas. On avait vainement essayé de protéger les abords de la cité au moyen de l'inondation, en détournant les canaux d'irrigation et les eaux du Baradâ. La cavalerie turque commença par s'y enliser et perdit du monde. A l'intérieur la populace s'était soulevée. Elle profita de ces journées d'anarchie pour piller les magasins et surtout les dépôts des négociants européens. Selim fit à Damas une entrée solennelle. « Jamais, atteste un témoin européen, on n'assista à une *Porte* (réunion officielle) aussi brillante ». Les autres villes, Tripoli, Safad, Naplouse, Jérusalem se rendirent à la première sommation. Cependant les débris de l'armée vaincue, après un simulacre de résistance devant Gaza, essayèrent de gagner la frontière égyptienne. En route, ils se virent assaillis, eux et les commerçants qui

(1) Ibn Ayâs. III, 50.

les accompagnaient, par les Bédouins. Ces brigands « les traitèrent comme n'avaient pas fait les Ottomans » (1).

Toûmân-bây et Ghazâli. Pendant l'absence de son souverain, le loyal émir Toûmân-bây avait assumé la régence en Egypte. Son énergie y avait maintenu l'ordre, réprimé les violences des Bédouins, qui s'étaient jetés sur les terrains de culture. Il devait être le dernier et aussi « le meilleur de la dynastie circassienne ». En cette heure d'angoisse, il accepta, à son corps défendant, le titre de sultan et la mission de protéger l'Egypte. Il se trouvait condamné à échouer, avec un trésor à sec et des troupes démoralisées, sans élan pour la guerre.

En Syrie, l'envahisseur s'était comporté avec modération. Nulle part, la population n'avait opposé de résistance. Selim quitta Damas, après un séjour de trois mois (2), dans les dernières semaines de 1516. A Gaza, son lieutenant Sinân-pacha avait repoussé une avant-garde de l'armée que Toûmân-bây réunissait laborieusement pour l'opposer à l'invasion. L'avance de Sinân se trouva retardée par le transport de sa pesante artillerie. Toûmân dut lui laisser le temps de traverser en dix jours, sans être inquiété, le désert du Sinaï, pendant que lui-même parlementait avec ses mamloûks. A l'imitation de Khâir-bey, son collègue d'Alep, Djânbardi Ghazâli, le dernier nâib de Damas sous Ghoûri, avait trahi pour passer aux Ottomans.

Mort de Toûmân. Toûmân se décida à couvrir sa capitale par une longue ligne de retranchements, s'étendant jusqu'au village de Mataryya. A l'abri de ce rempart, il accumula les provisions et y appuya les vieux mortiers, tirés de l'arsenal, ainsi que les bouches à feu qu'il venait d'acheter

(1) Ibn Ayâs, 54, 71.
(2) Roûmi, *ms. cité,* 405.

aux Vénitiens. Servies par des artilleurs improvisés, ces pièces ne parvinrent pas à dominer le feu de l'ennemi. Celui-ci réussit à tourner la position. Le 22 Janvier 1517, à Ridânyya, il infligea à Toûmân une défaite décisive. Bientôt capturé dans le Sa'îd, amené au vainqueur, il ne tarda pas à être exécuté. La dynastie des Mamloûks qui avait régné 257 ans sur la Syrie (1260-1516) était éteinte. Nous aurons à mentionner un essai de restauration, dans le milieu du 18e siècle, à propos de Dâhir al-'Omar.

Selim Ier et Motawakkil. Selim reçut en Egypte l'hommage du Chérif de la Mecque et les clefs des villes saintes. Il montra que, moins encore que les Mamloûks, il entendait subordonner la politique à la religion. Après avoir traîné à sa suite, en otage, le calife Motawakkil, il le dépouilla des revenus qu'il retirait du sanctuaire de Sayyda Nafîsa au Caire. Puis il l'expédia à Stamboul. Le malheureux s'y vit accusé par ses neveux d'injustices commises à leur détriment, de détournement de valeurs, de dépôts appartenant aux familles des émirs circassiens morts à la guerre. Selim profita de l'accusation pour achever de déconsidérer le représentant officiel de l'islam. Motawakkil se donna le tort de provoquer de nouvelles interventions. Pour distraire les loisirs forcés de son exil, il acheta des esclaves musiciennes « et mena joyeuse, très joyeuse vie », فتك في البسط والانشراح غاية الفتك. Mécontent, le sultan le déporta loin de Stamboul « à sept journées de la capitale ». Il ne revint de sa déportation qu'après la mort de Selim (1). Motawakkil, on l'a prétendu, lui aurait cédé ses droits au califat (2).

Prétendue cession du califat. La cession eût été frappée de nullité. Le Padichah ottoman n'appartenait pas à la

---

(1) Ibn Ayâs, III, 120, 125, 205, 229, 237.

(2) Comme nous l'avions d'abord admis ; cf. *Revue du monde musulman*, T. XL, p. 148.

tribu de Qoraich (1). Un calife peut bien abdiquer, mais non en faveur d'un candidat. L'usage lui avait accordé la faculté de désigner, avant sa mort, un successeur, sous la réserve que cette désignation serait ratifiée par une *baiʿa*, reconnaissance de la communauté musulmane. Abstraction faite de la question de droit, « d'un événement aussi capital, il ne se rencontre aucune mention dans les volumineuses chroniques arabes et turques de l'époque, aucune allusion dans les histoires officielles ou non, composées postérieurement par les Arabes et les Turcs » (C. Nallino). Le contemporain Ibn Ayâs a consacré trois cents pages de texte serré aux dernières années de Selim. Ce chroniqueur loquace n'en a aucune connaissance. Il note au jour le jour les moindres événements dont il fut témoin, les bruits arrivant de Stamboul ; il détaille avec indignation les humiliations infligées à Motawakkil par les Turcs qu'il n'aime point. Il se contente de gémir sur l'éloignement du califat, mais ignore sa prétendue cession aux Ottomans (2).

Manœuvres pour l'accréditer. Ils n'en essaieront pas moins d'établir la confusion en la matière. Ainsi le sultan Solaimân, dans une inscription de la mosquée de Médine (1566), se laissera donner la qualification ambigüe de خليفة الله في العالم, « vicaire d'Allah en ce monde », qu'avaient déjà adoptée, avant lui, certains Seldjoûcides. Ballon d'essai, formule intermédiaire (3). Elle voudrait sanctionner une fausse équivalence avec le titre officiel « امير المؤمنين, commandeur des croyants », réservé aux califes légitimes ; en attendant les audacieuses prétentions inscrites par Midhat-pacha dans la Constitution de 1876. Au début du 19e siècle, Corancez, l'au-

(1) Voir vol. I. p. 178.

(2) Ibn Ayâs, III, 120.

(3) Dans la théocratie musulmane, l'expression سلطان الله, « pouvoir d'Allah », désigne le gouvernement.

teur bien informé d'une « Histoire des Wahabis », observe justement que, dans la solennelle prière du Vendredi, « le seul titre qu'ait le Grand-Seigneur est celui de Serviteur des deux sublimes Harams », خادم الحرمين, à savoir la Mecque et Médine. Ce titre avait déjà figuré dans la titulature officielle des sultans mamloûks.

II. Organisation de la Syrie ottomane.

L'œuvre de Selim. De retour en Syrie, ce sultan s'occupa à réorganiser sommairement le pays. Les anciennes circonscriptions territoriales, les *niâba* des Mamloûks furent conservées (v. p. 4). Pour récompenser la traîtrise de Khâirbey, le sultan lui avait confié la vice-royauté d'Egypte. En Syrie, il rémunéra non moins libéralement un autre félon de marque, Ghazâli, auquel il rendit son ancien gouvernement de Damas. Il y joignit les *niâba* de Hamâ et de la Palestine (1), c'est-à-dire toute la Syrie, à part la régence d'Alep. Celle-ci, qui commandait les passes de l'Amanus et du Taurus, fut réservée à un pacha turc. Déduction faite de leur moralité, les deux traîtres mamloûks se montrèrent des administrateurs de valeur, hommes d'énergie et de ressources, qu'aucune considération d'humanité, de loyauté, n'embarrasserait. Selim ne demanda pas autre chose, comptant que leur passé compromis les mettrait à sa dévotion. Avant de partir, il décida que le rite hanifite, celui des Ottomans, deviendrait désormais le rite officiel en Syrie (v. I, 167). L'année de son retour d'Egypte (1517) fut signalée par une horrible disette, suivie d'une violente épidémie. Les janissaires commirent d'effroyables désordres à Damas où ils dévastèrent les jardins

(1) Ibn Ayâs, III, 157, 249; Roûmî, 406, 425.

de la Ghoûṭa (1). Leur indiscipline fera bientôt oublier celle des mamloûks.

Révoltes. Selim n'avait pas encore repassé le Taurus et se trouvait à Alep, quand derrière lui les révoltes éclatèrent. Jusqu'à ce jour, le principal chef des Arabes, Ibn Ḥanach, s'était refusé à présenter sa soumission. Dans leur marche vers l'Egypte, il avait osé s'attaquer aux Ottomans. Avant eux, jamais les Mamloûks n'avaient pu le réduire à l'obéissance. Comme début dans son nouveau poste, Ghazâli réussit par trahison (2) à s'emparer du rebelle. Il envoya sa tête au sultan avec celle d'un émir de la Bqâʿ, chef du clan métouâli des Banoû Ḥarfoûch, famille dont le nom reviendra fréquemment dans la suite. Selim ne put que féliciter son habile représentant en Syrie :

. . . Ne rougissez pas : le sang des Ottomans
Ne doit point en esclave obéir aux serments . . . .
Libres dans leur victoire, et maîtres de leur foi,
L'intérêt de l'Etat fut leur unique loi :
Et d'un trône si saint la moitié n'est fondée
Que sur la foi promise et rarement gardée (3).

Ibn Ḥanach sera le premier dans la longue série des chefs syriens, victimes de leur aveugle confiance dans les serments des gouverneurs turcs. Les émirs libanais en feront bientôt l'expérience. On ne sait comment, les Tanoûkh du Gharb se trouvèrent compromis dans ce mouvement de révolte. La politique, suivie pendant cette période troublée par les petits chefs libanais, n'est pas tirée au clair. Nous ne pos-

---

(1) Ibn Ayâs, III, 140-144.

(2) « Les Turcs ont pour principe de s'assurer par la félonie ce qu'ils désespèrent d'emporter de vive force » (Cotovicus, 397). — « C'est une qualité distinctive des Osmanlis, d'employer, au défaut de la force, les serments les plus solennels et de les trahir sans remords» (Corancez).

(3) Racine, *Bajazet*, II, scène 3.

sédons que des renseignements traditionnels peu explicites, quand ils ne sont pas contradictoires.

Bohtorides et Ma'nides. A la veille de la bataille de Dâbiq, les Bohtorides ne surent pas deviner à temps de quel côté se déclarerait la victoire ni se partager, comme autrefois leurs ancêtres, entre les deux camps (v. p. 10). Avec leur contingent, ils combattirent dans l'armée de Ghoûri. Leurs voisins du Choûf, les émirs ma'nides se montrèrent plus perspicaces. Leur chef Fakhraddìn I n'aurait pas — semble-t-il — hésité alors à lier sa fortune à celle du traître Ghazâli. Cette décision lui porta bonheur. Impressionné par ses protestations de dévouement et par son éloquence, Selim le renvoya au Liban avec un accroissement d'autorité et de prestige, assuré de l'appui de Ghazâli.

La rancune poussa-t-elle les Bohtorides dans les rangs des rebelles ? Toujours est-il que Ghazâli les déclara suspects d'intelligence avec eux. Il s'empara de leurs principaux émirs et les jeta en prison. Ils ne seront délivrés qu'après l'exécution d'Ibn Hanach (v. p. 56). Cette répression ne mettra pas fin à la rébellion. Elle s'étendra à la montagne de Naplouse, repaire de Bédouins anarchiques que les Mamloûks n'avaient jamais réussi à soumettre. Le pillage des campagnes de la Palestine augmenta encore la disette qui désolait la Syrie (1). Le pays acheva de se convaincre qu'en changeant de régime, il n'avait pas amélioré son sort. Ghazâli saura bientôt exploiter le mécontentement. Les succès remportés sur les chefs de bandes l'avaient mis en faveur à Stamboul. On s'y reposa sur son habileté. Sur son conseil, les garnisons ottomanes furent réduites. Ghazâli répondait de l'ordre.

Ghazâli se proclame sultan. Pendant tout le règne de Selim, il gouverna la Syrie avec une autorité presque absolue.

---

(1) Ibn Ayâs, III, 191.

L'ambition finira par tourner la tête à l'ancien mamloûk. Son énergie dans la répression du brigandage assura au pays quelques années de tranquillité, au vice-roi les loisirs pour se créer une armée, un parti. Témoin du régime de terreur établi par Khâir-bey en Egypte, Ibn Ayâs affirme que, sous l'administration de Ghazâli, « le loup et l'agneau se promenaient de conserve ». Il est certain qu'il sut se rendre populaire. Malgré la sévérité déployée contre les Bédouins, il réussit à capter leur confiance, à les grouper autour de sa personne. D'Egypte les anciens mamloûks, tenus à l'écart, placés en demi-solde par le cupide Khâir-bey, accouraient lui offrir leurs services. Les Kurdes, les Turcomans eux-mêmes cédèrent à l'entraînement général, qui poussait dans les bras de Ghazâli tout ce qui n'était pas Ottoman. Il compta bientôt 12.000 soldats et parmi eux plusieurs centaines de fusiliers (1). Il patienta jusqu'à la mort de Selim I. Quand son fils Solaimân lui succéda (1520), Ghazâli jeta le masque.

Les Syriens, les soldats, les émirs, les Arabes l'y poussèrent. « Deviens sultan, lui crièrent-ils ; personne n'osera te résister ; nous combattrons avec toi ». Il se laissa persuader, proclamer sultan dans l'antique mosquée des Omayyades, sous le nom de Malik Achraf. Il avait préablement essayé d'entraîner Khâir-bey dans la révolte, lui conseillant de poser de son côté sa candidature au sultanat d'Egypte. Khâir-bey se contenta de prévenir Solaimân.

Sa défaite. Les Syriens engagèrent leur nouveau souverain à envahir l'Egypte. Il préféra s'assurer d'abord d'Alep, après s'être mis en rapports avec les chevaliers de Rhodes. Erreur funeste, opine Ibn Ayâs (III, 275) : « S'il avait pris le chemin de l'Egypte, sa popularité lui aurait valu l'appui de

(1) Ibn Ayâs, III, 249, 252.

tout le pays, des Circassiens et des Arabes ». Ghazâli ne réussit pas à maitriser la résistance d'Alep, dont les habitants lui étaient secrètement favorables. Solaimân envoya à la rescousse, avec Firhâd-pacha (1), une partie des garnisons cantonnées en Anatolie et en Caramanie. Sans attendre leur arrivée, Ghazâli résolut de battre en retraite, pour mettre Damas et la citadelle en état de défense. Il s'y trouva bientôt rejoint par les troupes turques, bien supérieures en nombre aux forces qu'il put leur opposer. La rencontre eut lieu à Qâboûn, près de Damas. Après une courageuse résistance de six heures, Ghazâli fut battu et tué, le 27 Janv. 1521.

Répression des Turcs. Les représailles exercées par les vainqueurs rappelèrent, au dire d'Ibn Ayâs, celles des Tartares sous Tamerlan. « Un tiers de la ville de Damas, de ses quartiers, des bazars, des villages de la banlieue, fut dévasté » (2). Dans cette répression, les janissaires s'assureront une réputation qui les rendra un objet de terreur pour toute la Syrie (3). Cette victoire consacra l'autorité des Ottomans. Tous les gouvernements, « jusque-là détenus par les anciens mamloûks », seront désormais confiés à des fonctionnaires turcs. Le vainqueur Firhâd-pacha reçut la *niâba* de Tripoli, poste stratégique, où il fallait à la fois surveiller la mer, la montagne des Nosairis et celle du Liban ainsi que la grande route menant de la côte aux villes de l'intérieur. Ayâs-pacha, successeur de Ghazâli, ayant voulu châtier les Bédouins, fut battu et dut précipitamment se réfugier derrière les remparts de Damas. Firhâd ne demeura pas longtemps à Tripoli. Solaimân s'était décidé à marcher en personne contre l'île de Rhodes. Pour assurer la tranquillité de l'Anatolie pendant son absence, il mit sous les ordres de Firhâd toutes

(1) Ecrit aussi فرحات par les chroniqueurs arabes.
(2) Roûmi, 425-426 ; Ibn Ayâs, III, 248-249 ; 275-276.
(3) Cf. *Relazioni*, 102.

les forces militaires de l'Asie turque et le chargea d'abord de le débarrasser du gouverneur de Mar'ach, soupçonné de trahison (1),

Divisions administratives de la Syrie turque. Nous ignorons si, après cette expérience, Solaimân songea à reprendre l'œuvre ébauchée par son père, s'il maintint en Syrie les *niâba*, créées par les Mamloûks. Les relations consulaires, vers la fin du 16e siècle, mentionnent trois pachaliks : Damas, Alep, Tripoli, gouvernés par des *beylerbeys* (2). Au temps du sultan Aḥmad (1603-1617), un rapport officiel confirme l'existence de ces trois grandes circonscriptions, qui formeront longtemps les principales divisions administratives de la Syrie ottomane. La première ou Damas comprenait dix *sandjaqs* ou préfectures. Les plus considérables étaient Jérusalem, Gaza, Naplouse, Tadmor, Beyrouth, Saidâ. Le vilayet de Tripoli comptait cinq sandjaqs : Tripoli, Ḥamâ, Ḥoms, Salamia, Djabala. Alep avec ses neuf sandjaqs englobait toute la Syrie septentrionale, à l'exclusion de 'Aintâb relevant du vilayet de Mar'ach. En 1660, on créera un nouveau pachalik, celui de Saidâ pour surveiller la Montagne.

Anarchie administrative. Nous ne pouvons nous attarder à détailler les annales de la Syrie pendant cette sombre époque. Ce travail ne serait pas sans utilité ; il rappellerait à ceux, parmi les Syriens, qui seraient tentés de l'oublier, la tyrannie sous laquelle ont gémi leurs ancêtres jusqu'au jour où l'Occident les eût aidés à la secouer. Par ailleurs, c'est « pour la Syrie la période de sa plus profonde décadence économique » (3). C'est la monotone et lamentable histoire de la plupart des pachaliks ottomans jusqu'à la veille de

(1) Roûmî, 426, 428. Ibn Ayâs, III, 260.

(2) Cf. *Relazioni*, 89, 126.

(3) E. Banse, *Die Turkei, eine moderne Geographie*, Berlin, 1919, p. 320.

l'époque moderne. Un tissu d'exactions, de félonies, de tueries, de guerres entre pachas ou avec la milice des janissaires. Leur énumération soulèverait le cœur. Des pachas turcs, ces atroces mœurs politiques contaminent les émirs, les dynastes indigènes, sans en excepter des personnages de la valeur d'un Fakhraddîn. Trop éloignés de la surveillance du gouvernement central — où ils savaient s'assurer des complicités — investis d'un pouvoir sans limites, les gouverneurs des vilayets ne rencontraient aucun frein à leurs instincts débridés.

Corruption gouvernementale. Le plus offrant l'emportant toujours, l'autorité incertaine entre les mains d'un pacha n'a d'autre garantie que les richesses qu'il doit sans cesse envoyer à Stamboul. Il faut donc, pour l'obtenir et pour la conserver, inventer de nouvelles vexations et amasser de nouveaux trésors par de nouvelles avanies. Chacun des grands pachaliks syriens coutait, affirme un rapport consulaire vénitien, « de 80 à 100.000 ducats ; la charge de *defterdâr* (trésorier-général) de 40 à 50.000 ; celle de qâḍi un peu moins. Mais tous rentrent bientôt dans leurs débours. Le *beylerbey* écorche (*scortica*) toute la province ; le defterdar écorche les émirs et les appalteurs ; le qâḍi, tous ceux qui lui tombent sous la main » (1). Ajoutez que, souvent en guerre les uns contre les autres, ces pachas se disputent l'exploitation des districts syriens. Parfois même ils devaient entrer les armes à la main dans la province que leur avait concédée le firman impérial, mais où ils trouvaient installé un compétiteur plus habile ou plus offrant. Ce mal n'était pas une nouveauté en Syrie ; — nous en avons signalé les débuts dès le premier siècle de l'hégire, ensuite sous les 'Abbâsides et les Fâṭimites, (v. I, 122, 148) — mais il produira sous les Turcs ses plus funestes conséquences.

---

(1) *Relazioni*. 89.

Les pachas de Damas. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste officielle des gouverneurs de Damas, au cours de cette période (1517-1697). Pendant 184 ans, elle contient 133 noms : 33 pachas seulement sont parvenus à occuper leur siége pendant deux ans. En l'espace de trois ans, le consul vénitien d'Alep a vu succéder en cette ville neuf pachas (1). C'est constater que le pays allait s'épuisant, que la sécurité ne pouvait que diminuer au milieu de cette instabilité gouvernementale, que la portion la plus intéressante de la population indigène, celle des producteurs de la prospérité publique, véritables *ra'âyâ* رعايا — d'où le vocable *raïa* — troupeau qu'on exploite, vivait sous le régime des *avanies*, c'est-à-dire des amendes exorbitantes et injustifiées, exigées à coups de bâton.

Les rapports consulaires ne savent comment décrire les progrès de la dépopulation, « l'abandon des villages », des champs cultivés, la misère des indigènes, « réduits au désespoir. Ce spectacle fait pitié, principalement entre Alep et Damas ». Et pourtant « le pays produit, non seulement tout le nécessaire pour la subsistance des habitants, mais bien au delà » (2).

Résignation des Syriens. Dans d'aussi déplorables conditions, les âmes les plus énergiques finissent par se démoraliser. Devenus indifférents aux changements politiques, les Syriens paraissaient presque résignés à l'oppression. L'expérience leur avait appris que si les régimes changeaient de nom : successivement 'abbâside, seldjoûcide, ayyoûbite, mamloûk, chacun s'était appliqué à alourdir son joug sur leurs ancêtres. S'il faut en croire Cotovicus (3), un voyageur belge qui les visita à la fin du 16e siècle, « n'ayant jamais

---

(1) *Relazioni*, 121.

(2) *Relazioni*, 60, 88, 101.

(3) *Itinerarium hierosolym. et syriacum*, 477. (V. la *Bibliogr.*).

goûté les avantages de la liberté, les Syriens ne se trouvaient pas à plaindre ; ils préféraient leur sort à celui des autres nations ». *Libertatis commoda prorsus ignorantes, secum optime agi putant, suamque caeterarum gentium conditioni longe præferunt.*

Les *Relazioni* (p. 88) affirment par contre que « les musulmans eux-mêmes souhaitaient de vivre sous un gouvernement chrétien, dont ils appréciaient hautement l'humanité et la justice ». Trois siècles auparavant, le musulman andalou Ibn Djobair (v. I, 251) avait fait la même constatation.

L'asile du Liban. D'ailleurs, à tous ceux que révolte la tyrannie des pachas, la Montagne s'ouvrait. Elle deviendra le dernier asile de l'indépendance syrienne. Des émirs y maintiennent, parmi des succès et des revers, une sorte d'autonomie vis-à-vis de l'autorité centrale. Leurs méthodes gouvernementales et politiques rappellent parfois celles du régime turc, faites de ruse et de violence. Mais ils s'occuperont efficacement de protéger leurs administrés, quand leurs incessants besoins d'argent, l'obligation de satisfaire l'insatiable cupidité des maîtres turcs, ne les détermineront pas à les exploiter, à les serrer de trop près. Grâce à leur souplesse, la Syrie conserve encore jusqu'au 19e siècle un semblant d'histoire, de vie nationale, dont l'âge suivant recueillera le bénéfice. C'est à ce titre que nous devons nous en occuper, nous appesantir sur les vicissitudes du Liban. Nous y surprendrons cette vie nationale dans la lutte du syriaque contre l'envahissement de l'arabe, dans les efforts d'un Fakhraddîn pour grouper les Syriens contre la domination turque, et aussi dans son appel à l'Occident pour l'aider à secouer ce joug humiliant.

Alep ne se trouvait pas mieux partagée que Damas. Centre des transactions aves l'Anatolie, la Mésopotamie, la Perse et les Indes, riche des productions de son territoire, elle emmagasinait dans ses bazars les articles les plus variés

du Moyen et de l'Extrême-Orient. Depuis les Mamloûks, les Vénitiens y avaient maintenu un consulat de première classe (v. p. 35), lui aussi réservé aux membres du patriciat. Son importance s'était même accrue, depuis la découverte de la route du Cap, laquelle forçait les Vénitiens à conserver les relations continentales les plus directes avec le Golfe Persique. Elle finit par éclipser le poste consulaire de Damas et des autres villes syriennes. Alep deviendra également le siège du plus ancien consulat français en Syrie. Pour le chiffre de la population, les rapports consulaires oscillent entre 400, 300 et 200.000 habitants (1). Ces estimations divergentes montrent avec quelle prudence il convient d'utiliser les renseignements de statistique syrienne. Les Vénitiens réalisaient annuellement à Alep un chiffre d'affaires de deux à trois millions de ducats. Cotovicus (p. 411) y rencontra les représentants de tous les peuples orientaux, « Persans, Indiens, Arméniens, Géorgiens... Parmi les Occidentaux, les plus nombreux étaient les Vénitiens, ensuite les Marseillais, les Catalans, les Génois, les Anglais, les Germains, les Belges » ou Hollandais, comme on les appellera bientôt. Les consuls y jouissaient d'un prestige extraordinaire ; ceux de Venise surtout possédaient un train de maison considérable.

La ville eût été heureuse sans la rapacité de ses pachas, l'indiscipline des janissaires. Elles entretenaient la guerre civile. L'énergie d'un pacha réussit parfois à rétablir la sécurité. Mais alors ce sauveur, « demeuré seul *dévorateur*, mange tant qu'il peut, sous le fallacieux prétexte de se compenser pour avoir délivré la population » (2). Par exception, dans les premières années du 17[e] siècle, on signale Yoûsof-pacha. Les représentants étrangers lui rendent le témoignage

---

(1) *Relazioni*, 59, 102; Rabbath, *Documents*, (V. la *Bibliogr.*).
(2) *Relazioni*, 102.

« d'avoir toujours gouverné sans avanies ni extorsions ; sa droiture a ramené l'abondance » (1).

Tripoli et les ports. Depuis la victoire de Dàbiq, l'importance de Beyrouth n'avait cessé de décroître. Sa décadence, hâtée par celle de Damas, dont elle était le port, ensuite la conquête de Chypre (1571) par les Turcs, profitèrent à Tripoli. Son port devint le rendez-vous des navires européens. Cette prospérité ne tarda pas à être compromise par la cupidité d'émirs locaux, les Banoû Saifâ — nous les rencontrerons bientôt — maîtres incontestés de la cité et de la région. Leurs avanies forceront prochainement le commerce étranger à émigrer à Alexandrette (2). Le relèvement de Beyrouth et de Saidâ, toutes deux descendues au rang de bourgades, sera l'œuvre des princes libanais.

Emirats particuliers. Selim I n'avait pas eu à effectuer la conquête de la Syrie. Il s'était borné à prendre acte de sa résignation. A la suite de Ghazâli, le pays s'était flatté, un instant, de ressaisir son indépendance, d'échapper à l'humiliation de ne former qu'une unité sur la longue liste des provinces turques, d'alimenter incessamment le ruisselet d'or qui allait se perdre dans le gouffre de Stamboul. Partout les petites dynasties locales, les émirats particuliers avaient pu se maintenir : Banoû Harfoûch dans la Bqâʿ, B. Saifâ dans la région de Tripoli, cheikhs bédouins en Palestine, émirs kurdes, turcomans, arabes dans les replis du Liban. Les Ottomans ne prirent pas la peine, ils ne se sentirent pas la force de réduire ces semi-autonomies. A l'imitation des Seldjoûcides et des Mamloûks, ils comptèrent se les rattacher par une sorte de vassalité et par un lien fiscal : l'engagement de payer les redevances du *mîrî*, de fournir un contingent militaire, de ne pas empiéter sur les territoires directement ex-

(1) *Relazioni*, 157.
(2) *Ibid.*, 61, 74-76, 85, 125.

ploités par les agents de la Porte. A ces conditions, le *Divan* leur permit de rançonner leurs propres sujets, de se battre entre eux, de perpétuer un état d'anarchie, qui devait faciliter la sujétion du pays. Avec une remarquable souplesse, les émirs syriens sauront s'accommoder de ce compromis. Une famille libanaise va tenter de l'utiliser pour des fins plus élevées.

III. Avènement des Ma'nides.

Leur origine. Parmi les principicules syriens accourus à Damas, pour protester de leur dévouement, Selim avait distingué (v. p. 57), les Banoû Ma'n et leur représentant principal, l'émir Fakhraddîn. D'où venait cette famille libanaise ? Etait-elle d'origine arabe ou kurde ? Quand, au 17[e] siècle, le biographe Moḥibbî (1) recueillit les souvenirs des Ma'nides, il les trouva en désaccord sur la généalogie de leurs ancêtres. Nous rencontrerons d'autres familles kurdes — tels les Djonblâṭ — parmi les Druses. Comme ces derniers et les Areslan (2), ils ont pu d'abord habiter la région d'Alep, où le drusisme avait réalisé des conquêtes (3). Moḥibbî dit les Ma'nides de longue date en possession de l'émirat. Il est certain qu'ils n'étaient ni des Tanoûkhites ni des nouveaux-venus dans le Choûf, domaine de leur famille. Il demeure remarquable que la monographie de Ṣâliḥ s'obstine à les ignorer. Ils semblent avoir de bonne heure adhéré aux doctrines druses (4). Cette démarche leur assurera les sympathies des Druses du Liban et du Wâdittaim. Dans ce dernier

---

(1) خلاصة الاثر, III, 266. (V. *Bibliogr.*).

(2) Chidiâq. *Tarîkh*, 128, 224. (V. *Bibliogr.*).

(3) Cf. vol. I, 210.

(4) Comp. Moḥibbî, *loc. cit.*

district, ils concluront une alliance avec les émirs Chihâb, ceux-ci musulmans et d'origine arabe (1). Travaillés par des luttes intestines avec leurs parents et rivaux de toujours, les 'Alamaddîn, les clans des Tanoûkhites, eux-mêmes divisés en Qaisites et Yéménites, subissaient le sort des organismes vieillis et achevaient de se désagréger. Les Ma'nides n'attendirent pas l'arrivée des Ottomans pour se préparer à recueillir leur héritage politique tombé en déshérence.

Les Banoû 'Assâf. Dans le Nord du Liban, Selim I, par sympathie touranienne, avait avantagé la famille turcomane des Banoû 'Assâf. Il tint à les récompenser de s'être déclarés en sa faveur contre les Mamloûks. Ceux-ci les avaient placés en sentinelles dans le Kasrawân (v. p. 17). Les Ottomans jugèrent à propos de leur accorder une extension de pouvoir ; ils leur concédèrent le pays de Djobail.

Le plus marquant de ces 'Assâfites fut Manṣoûr. C'est sous son long émirat (1522-80) que sa famille acquit une importance momentanée. De Ghazîr, où il établit sa modeste capitale, il étendit son influence, depuis Beyrouth jusqu'à 'Arqa. Pour le seconder, Manṣoûr découvrit une famille maronite, celle des Ḥobaich. Originaires de Yanoûḥ dans le Liban septentrional, ils avaient fui devant l'invasion des Métoualis pour venir se réfugier au Kasrawân. En retour de leurs services, le Turcoman leur conféra la dignité de cheikh. La famille des B. 'Assâf s'éteignit avant la fin du 16e siècle.

Métoualis et Maronites. Nous venons de mentionner une invasion métoualie dans le Liban septentrional. Elle était conduite par les Ḥamâda. C'est devant elle que les Ḥobaich, ensuite d'autres groupes de Maronites, se décidèrent à émigrer au Sud du Nahr Ibrahîm et vers les villes de la côte. C'est là que les rencontra le contemporain Cotovicus (p. 195);

(1) D'après la version traditionnelle.

Il les proclame « remarquablement intelligents et actifs, nés pour le travail. Dans les villes habituellement de condition modeste, ils se relèvent dans le Liban, grâce à l'agriculture et à l'industrie très florissante de la soie ». Au pied de leurs montagnes, dans la Bqâ‘, les coreligionnaires des Ḥamâda, toujours gouvernés par les B. Ḥarfoûch, continuèrent à terroriser la région de Balbek et de Ḥoms. C'est là que les Métoualis entreront en collision avec les bandes d'un chef bédouin.

Il s'appelait Manṣoûr ibn Foraikh. Par son énergie, cet Arabe ne tarda pas à s'assurer l'autorité, le prestige dont naguère avait disposé Ibn Ḥanach (v. p. 56). Au lieu de le combattre, la Porte préféra opposer Manṣoûr aux émirs métoualis et druses de la Bqâ‘, du Liban, de Wâdittaim. Se flattant de contenir par son entremise les Bédouins, toujours insoumis, de la Syrie centrale et de la Palestine, elle le laissa étendre son autorité jusqu'à Naplouse (1). Telle sera la politique constante du Divan ; diviser pour règner, se servir d'un chef syrien pour écraser ses rivaux, sauf à se retourner contre le vainqueur, quand ce dernier deviendra gênant (2).

Les Banoû Saifâ. La région de Tripoli et les districts septentrionaux furent quelque temps disputés entre les Banoû Cho‘aib et les Banoû Saifâ — ces derniers Kurdes ou Turcomans — que les Mamloûks avaient, semble-t-il, préposés à la garde de la baie de Djoûn ‘Akkâr, la fertile plaine de Tripoli. Elle commandait le débouché du Nahr al-Kabîr et l'accès vers les villes de l'intérieur. Route dominée par les indociles Noṣairis et les turbulents montagnards de ‘Akkâr. Au commencement, les ‘Assâf se montrèrent plutôt les alliés des B. Saifâ contre les B. Cho‘aib. Quand ces derniers durent s'effacer devant leurs rivaux, les dispositions des ‘Assâfites se mo-

(1) Moḥibbî, IV, 426 etc ; Wuestenfeld, *Fachreddin* (v. la *Bibliogr.*).

(2) Sur la ruine des Banoû Foraikh, cf. Moḥibbî, *loc. cit.*

difièrent. Fidèle à sa politique traditionnelle, la Porte paraît avoir savamment entretenu ces dissidences. Vers 1572, elle avait étendu l'autorité de Mansoûr 'Assâf jusque vers Lattaquié. Puis changeant brusquement d'attitude, elle accorda Tripoli à son rival Saifâ, avec la charge de surveiller le pays des Nosairis jusqu'aux environs d'Antioche (1). Stamboul n'avait pas concédé gratuitement cette extension d'autorité. Le commerce étranger de Tripoli devra en payer les frais (v. p. 65) ainsi que les gratifications, libéralement accordées par les émirs Saifâ à leurs poètes ; générosités qui leur vaudront d'être comparés aux Barmécides par l'encyclopédiste damasquin Mohibbî (IV, 17).

Les « moqqadam » libanais. Au Nord du Liban, les chrétiens, en particulier les Maronites, ensuite les Nosairis, relevaient politiquement, pour leurs principaux cantons, du cercle de Tripoli. Au moment de la conquête ottomane, ils obtinrent de ne pas dépendre directement du pacha de cette ville. Ils gardèrent des *moqaddam* (v. p. 38), pris au sein de leur nation ; leur première mission était de lever l'impôt. Ils en répondaient devant un fermier musulman, nommé par la Porte. Cette combinaison offrait l'avantage d'éviter les froissements d'amour-propre. Tout aurait marché à souhait, si fermier turc et sous-fermier indigène ne se fussent entendus pour « manger ». « Les fonctionnaires inférieurs, qui sont dévorés par leurs supérieurs, s'en dédommagent avec usure sur leurs subordonnés. D'où en définitive tout retombe sur les malheureux contribuables » (2) ; ainsi conclut un rapport consulaire du temps.

Sur les Druses à cette époque, Cotovicus (p. 396-97) nous a laissé les détails suivants : « Ce sont des montagnards actifs, belliqueux, pleins d'audace, excellents tireurs. Armés

---

(1) *Relazioni*, 127.
(2) *Relazioni*, 89.

de cimeterres, d'arcs, de flèches et de fusils, ils se les fabriquent eux-mêmes, leur pays fournissant du fer en abondance (v. p. 7). Tous parlent arabe. Aux Turcs et aux musulmans ils préfèrent les chrétiens... Quoiqu'établis au milieu de l'empire ottoman, ils ont réussi à maintenir leur indépendance, à se libérer du joug turc et refusent d'obéir à un souverain, à un prince étranger. Ils élisent des chefs, appelés émirs, auxquels ils consentent à se soumettre et ne reconnaissent aucune autre autorité... Selim I, après sa victoire sur les Persans et les Mamloûks, ne parvint pas à les réduire. Ils auraient réussi à maintenir leur autonomie, sans la félonie d'Ibrahîm, pacha du Caire ». Cotovicus rappelle alors les événements, survenus en 1585, une dizaine d'années avant son passage en Syrie, et dans lesquels faillit sombrer prématurément la fortune des Ma'nides.

Incident de Djoûn 'Akkâr (1585). La grande, pour ne pas dire l'unique, préoccupation de la Porte était la rentrée de l'impôt. Or, depuis la défaite de Lépante (1571), la voie de mer n'offrait plus de sécurité aux transports ottomans. Les rapports consulaires se plaignent par ailleurs des attaques auxquelles étaient exposées les caravanes dans la baie de Djoûn 'Akkâr. En cette année 1585, des pillards y dévalisèrent le convoi de janissaires qui accompagnait à Stamboul la caisse de l'impôt, levé en Egypte et en Syrie. Cet incident tira la Porte de son apathie en face de l'anarchie syrienne. Elle en profita pour rappeler aux émirs libanais que, si elle leur laissait la liberté de s'entre-déchirer, elle n'entendait pas abdiquer. Relevé de charge, le gouverneur d'Egypte Ibrahîm-pacha, reçut la mission de leur donner, avant de rentrer à Stamboul, une leçon. Sous le prétexte, semble-t-il, que les Ma'nides avaient ouvert aux coupables l'asile du Liban, ce pacha envahit le Choûf.

Mort de l'émir Qorqmâs. Successeur, depuis 1544, de son père Fakhraddîn I, l'émir Qorqmâs gouvernait alors l'é-

mirat. Il fut forcé d'aller s'enfermer dans la roche inaccessible de Chaqîf Tîroûn (Qal'at Nîhâ). Il y mourut peu après de chagrin ou de poison (1585). Les députés druses, accourus à 'Ain Saufar auprès d'Ibrahîm-pacha, y furent égorgés. Les émirs tanoûkhites, enveloppés dans ce désastre, durent suivre leur vainqueur jusqu'à Stamboul, où ils réussirent pourtant à se justifier. Le successeur de l'émir Mansoûr, Mohammad 'Assâf, profita d'abord de l'humiliation des émirs du Liban méridional.

Fin des Banoû 'Assâf. Yoûsof Saifâ touchait alors à l'apogée de sa puissance. « Plus maître à Tripoli que le pacha turc lui-même » (1), il n'était pas d'humeur à partager avec les 'Assâfites le Nord du Liban. Il attira Mohammad 'Assâf dans une embuscade entre Batroûn et la gorge de Mosailiha (2). Ce fut la fin de la petite dynastie 'assâfite (v. p.68) Du milieu de ces luttes mesquines, où s'épuisait la vitalité du Liban, un homme allait surgir, lequel fixera sur son énergique personnalité, pendant près d'un demi-siècle, l'attention de la Syrie et du monde chrétien.

IV. Fakhraddîn II, (1585-1635).

Sa jeunesse. En mourant, l'émir ma'nide Qorqmâs laissait un fils en bas-âge, nommé Fakhraddîn comme son grand-père (v. p. 57). Né vers 1572, il comptait donc une douzaine d'années à la mort de Qorqmâs. Pour soustraire cet enfant aux poursuites des Ottomans (3), sa mère l'avait secrètement fait élever au Kasrawân, dans la famille des Khâzin. Telle serait l'origine des relations de Fakhraddîn avec

(1) *Relazioni*, 127.

(2) Au N. et près de Batroûn.

(3) Et d'Ibn Foraikh, ennemi juré des Druses ; Mohibbî, IV, 426-427.

les Khâzin. C'est parmi eux qu'il trouvera son plus habile ministre, Aboûnâdir Khâzin. Quand Fakhraddîn atteignit l'âge viril, son oncle, le Tanoûkhite Saifaddîn s'empressa de rendre à son neveu l'émirat du Choûf.

Après la mort de son père, traîtreusement assassiné en 1544 par le pacha de Damas, l'émir Qorqmâs avait juré une haine éternelle aux Ottomans. Au lendemain de la tragédie de 'Ain Ṣaufar, on devine quels devaient être les sentiments du petit-fils. Sa vie se résume en une guerre sans trève contre les bourreaux de sa famille, une lutte que ni l'exil ni les insuccès n'arriveront à ralentir, pour l'indépendance du Liban. On peut y distinguer deux périodes, toutes deux marquées par les mêmes alternatives de succès et de revers. C'est un drame en deux actes, coupé par un intermède de cinq années d'exil.

Premiers succès. Par sa victoire sur les B. 'Assâf, (v. p. 71), Yoûsof Saifâ, héritier de leurs domaines, était devenu le voisin des Ma'nides. Feudataire nominal de Tripoli, « il était en réalité le maître du pachalik » (1) et son autorité s'étendait jusqu'aux environs d'Antioche. Un de ses fils avait affermé la douane de Tripoli, à cette époque la plus importante de la Syrie. Fakhraddîn n'aura de repos que lorsqu'il aura mis hors de cause ce trop redoutable voisin, devenu bientôt son beau-père (2). Les Druses n'avaient pas tardé à réparer leur échec de 1585 (v. p. 70). Des rapports consulaires attestent leur ressentiment contre les Turcs et les disent en mesure de lever plusieurs milliers « d'excellents arquebusiers » (3). La défaite de Yoûsof Saifâ amena à Fakhraddîn la soumission de tout le Liban septentrional.

---

(1) *Relazioni*, 127.
(2) Sa fille sera la mère de 'Ali, l'aîné de Fakhraddîn.
(3) *Relazioni*, 90, 127 ; Moḥibbî, IV. 503.

En dehors de la Montagne, les autres voisins de Fakhraddìn, les cheiks bédouins, les émirs métoualis, maîtres de la Bqâ', de la Galilée, les B. Ḥarfoûch, doivent également payer les frais de son extension territoriale ; avant tous, le clan d'Ibn Foraikh dont l'hostilité avait précipité la ruine de son père Qorqmâs. Il tient à la possession de la Bqâ', non seulement pour en exploiter les terres fertiles, mais pour pouvoir communiquer directement avec les Druses du Wâdittaim. La Porte commence par applaudir à ses succès. Il lui rendait le service de la débarrasser de chefs de bandes redoutés. Fakhraddìn savait d'ailleurs se concilier par des présents la faveur de ses ministres.

Première ébauche du Grand-Liban. La Porte mettra du temps avant de deviner les visées ambitieuses de l'émir ma'nide. Fakhraddìn entretenait des amis à la Cour. Il payait exactement le tribut de ses nouvelles conquêtes. Le sultan Aḥmad I (1) était préoccupé d'obvier à la situation obérée de ses finances. La guerre à soutenir contre la Perse et la Hongrie ne lui laissa pas le temps de songer à Fakhraddìn. Ce dernier trouva donc tout le loisir pour s'assurer du Kasrawân et des villes de la côte. L'an 1598, Cotovicus (p. 116) visita Ṣaidâ « lamentablement ruinée, habitée par une poignée de musulmans et de Druses ». L'émir Qorqmâs avait déjà occupé Ṣaidâ et Beyrouth. Fakhraddìn les embellit et les releva de la décadence, où elles étaient tombées (v. p.65). Dans cette dernière, on lui a même, à tort évidemment (2), attribué la plantation de la forêt des Pins. Ce n'est pas l'unique part de la légende dans cette existence extraordinairement agitée.

Au Sud du Liban, il élargit son territoire jusqu'à Ṣafad,

(1) Voir la liste des sultans.

(2) Voir plus haut p. 7. et I vol., 215. On lui a également fait honneur du beau pont sur le Nahr Bairoût.

Bâniâs, ensuite ʿAdjloûn, à l'Est du Jourdain qu'il enleva aux Banoû Foraikh. Autant de positions stratégiques, défendues par de puissantes citadelles (1). Elles lui ouvrirent l'accès de la Palestine, la route de Jérusalem et de l'Egypte, une direction, où nous le surprendrons, la veille de sa chute définitive. D'Antioche à Jérusalem, la Syrie se trouvait abandonnée à des chefs indigènes. La conquête de ce vaste domaine suffira à occuper l'activité de Fakhraddîn. Il évitera de s'attaquer aux districts gouvernés, rançonnés directement par les pachas.

Auxiliaires de l'émir. Pour achever la série de ces conquêtes, sans éveiller les soupçons de la Porte, il dut réaliser des prodiges d'habileté, d'équilibre, de ruse aussi. Il ne refusa aucun concours. Le régime ottoman avait tellement abaissé le niveau de la moralité administrative qu'il ne lui devint pas loisible de regarder au passé de ses auxiliaires et alliés, de débattre le prix qu'ils mettaient à leur concours. Il n'hésita pas à s'appuyer sur un rebelle contre l'autorité turque, ʿAlî Djânboûlâd, d'origine kurde — un des ancêtres des Djonblâṭ libanais. Ce vaillant condottière aida Fakhraddîn à se débarrasser de Yoûsof Saifâ (v. p. 72).

A Damas, dans l'entourage des pachas, la vénalité s'étalait aussi cyniquement qu'à Stamboul. Fakhraddîn y découvrit un autre allié beaucoup moins recommandable, Kaiwân. Cet ancien esclave, enrichi par le fruit d'innombrables rapines, réussit longtemps par ses intrigues à détourner l'orage qui menaçait l'émir libanais. Les deux compères se brouilleront plus tard et Fakhraddîn le poignardera de sa propre main (2). Ces détails nous donnent une idée de la scène mouvementée, fertile en catastrophes, sur laquelle évolua notre héros avec une aisance, exempte de scrupules vulgaires.

(1) La plupart élevées par les Croisés.
(2) Moḥibbî, III, 299-303.

Organisation militaire. Cette confiance en soi-même, l'habitude de jouer avec le danger, de côtoyer les écueils, l'aveuglèrent. Il se jugea désormais à l'abri contre un retour de fortune. L'Anglais Georges Sandys, qui le rencontra à Saidâ, vers 1610, raconte qu'il ne s'effrayait plus des menaces de ses ennemis. Il avait accumulé par ses conquêtes et ses exactions de grandes richesses. Il les utilisa pour donner à la principauté libanaise une solide organisation militaire. Avec leurs milices indigènes, mal disciplinées, insuffisamment entraînées, les émirs syriens ne pouvaient se promettre l'avantage contre le corps des janissaires. Il leur manqua toujours une armée permanente, régulière. Pour obvier à cet inconvénient, Fakhraddîn prit à sa solde des *Sokmân* ou *Sokbân* (1). C'étaient des soldats de métier. Ils erraient par bandes à travers l'empire et louaient leurs services au plus offrant ; mercenaires, vivant de la guerre, en connaissant tous les secrets, tous les champs de bataille de l'Orient. Ils servirent de noyau à une forte armée de recrues indigènes, druses et chrétiens, levées sur les terres de l'émir. Leur nombre s'élevait à 40.000 hommes. L'émir avait pourvu de garnisons, de vivres et de munitions de guerre ses principales forteresses : Sobaiba près de Bâniâs, Chaqîf Arnoûn et Chaqîf Tîroûn.

Les Florentins guettaient l'occasion de partager avec Venise et la France les bénéfices du trafic dans les Echelles du Levant. Leurs deux premières tentatives pour s'y installer échouèrent lamentablement. « Ils furent si malmenés, écrivait en 1602 le consul de Venise, qu'ils ne sont plus retournés. S'ils avaient réussi à prendre pied en Syrie, il est hors de doute que la quantité de leurs tissus de soie et de leurs capitaux nous eût été d'un grand préjudice » (2). Avec Fakhrad-

---

(1) Cf. D'Arvieux, *Mémoires*, I, 438 etc. (V. la *Bibliogr.*).
(2) *Relazioni*, 126.

dîn, les Florentins pensèrent obtenir un plus heureux résultat. L'émir accueillit avec empressement leurs ouvertures. Elles aboutirent à la conclusion d'un traité de commerce. Dans cet accord, pour lequel il ne se soucia pas de demander l'autorisation de Stamboul, Fakhraddîn fit insérer des clauses militaires secrètes, qui ne pouvaient viser que la Turquie.

Hâfiz-pacha. Cette dernière audace allait attirer sur sa tête une première fois les vengeances de la Porte. En 1609, un nouveau gouverneur habile et énergique, Aḥmad Ḥâfiẓ-pacha avait été nommé au poste de Damas (1). Il ne mit pas longtemps à comprendre le danger auquel l'ambition démesurée de l'émir libanais exposait l'Empire. Il devina les points faibles de cet adversaire, le parti à tirer du mécontentement de ses sujets, accablés d'impôts. Il attisa la rancune de ses voisins ou anciens amis, que cette politique expansionniste avait dépouillés ou menaçait d'absorber. Ses rapports avertirent le Divan de Stamboul. Plein pouvoir fut concédé à Ḥâfiẓ-pacha sur les troupes d'Anatolie. Emirs lésés ou mécontents accoururent grossir les rangs de son armée. Parmi les Chihâb eux-mêmes, jusque-là les fidèles alliés de l'émir, certains prirent parti contre lui. L'an 1613, le sultan donna ordre au Capitan-pacha de venir croiser, avec une escadre de 60 galères, devant la côte de Syrie afin de coopérer aux manœuvres des janissaires.

Abandon, départ de Fakhraddîn. Fakhraddîn se vit investi par terre et par mer. Cependant que parmi les Sokbân un fort parti passait à l'ennemi, ses amis et alliés se désaffectionnèrent de cette cause perdue, surtout les féodaux druses, auxquels la puissance des Ma'nides commençait à porter ombrage. Le particularisme de ces indociles vassaux causera les

---

(1) Cf. Moḥibbî, I, 381.

plus sérieux embarras aux successeurs de Fakhraddîn. A la réunion de Dâmoûr, le grand émir ne put leur communiquer son ardeur. Il résolut alors de conjurer l'orage, en s'éloignant.

Le 15 Septembre 1613, un navire français l'emporta vers l'Italie. Il y trouva à la cour des Médicis, grands-ducs de Toscane et ses récents alliés (v. p. 75), l'accueil le plus sympathique. 'Alî, l'aîné de ses fils, promettait un prince accompli ; il surpassera même son père en courage personnel. Ce dernier lui abandonna le sort de ses Etats, en lui adjoignant pour l'assister son propre frère, l'émir Yoûnos. L'oncle et le neveu se résignèrent aux sacrifices inévitables. Heureuse d'être débarrassée du redoutable Ma'nide, la Porte n'osa pousser jusqu'au bout son triomphe. L'œuvre de Fakhraddîn n'en était pas moins à recommencer.

Le retour. L'année 1618 lui apporta les perspectives d'une restauration. Son ennemi mortel, Ḥâfiẓ-pacha se vit remplacé à Damas par Moḥammad-pacha. Ce dernier, soucieux avant tout de la guerre contre la Perse, ne voulut pas laisser d'ennemis derrière lui. Kaiwân (1) et son allié, le Métouali Yoûnos ibn Ḥarfoûch, interposèrent leur médiation. Contre l'engagement de démanteler les citadelles de Chaqîf Arnoûn (*Beaufort*) et de Ṣobaiba (2), ils obtinrent de voir reconnaître l'émir 'Alî et l'autorisation du retour pour son père. Celui-ci débarqua en Syrie, après cinq ans d'absence. Son fils 'Alî le vit reparaître sans enthousiasme.

Nouveaux succès. Le père parut d'abord assagi par l'exil, guéri de ses rêves ambitieux. Il assuma la mission de défendre le pays contre les brigandages des Arabes. Alors commença une nouvelle série de succès militaires, qui

---

(1) D'abord son compagnon d'exil, il était revenu préparer son retour.

(2) Près Bâniâs ; cf. I, 218.

devaient laisser dans l'ombre ceux de la première période. Il employa à les préparer la même diplomatie, mélange d'audace et d'astucieuse souplesse, s'assurant par les voies connues les appuis indispensables à Stamboul et à Damas. Comme tous les pachas, il « avait de bons espions, qui l'avertissaient de ce qui se tramait contre lui. Quand il y avait des plaintes contre lui à la Porte, ses réponses y étaient arrivées avant les plaintes et trouvaient le Divan prévenu en sa faveur ». (1). Bientôt il eut reconquis les anciennes possessions au Sud du Liban, en Galilée.

Politique intérieure. Pendant son séjour en Italie, il avait compris la nécessité de s'appuyer sur l'Europe, de gagner sa confiance. A la prière du roi Louis XIII, il permit de relever l'ancienne basilique de Nazareth, d'y adjoindre un couvent de Franciscains. Il contribua de ses deniers aux frais de construction. A Acre, à Saidâ, partout sur ses terres il autorisa l'érection d'églises, de couvents. Chacun de ses administrés lui était, affirme-t-on, connu nommément. Il aurait pu détailler la valeur de leur fortune, l'étendue de leurs champs, le rendement fiscal dont il s'empressa d'élever le montant. Aucune parcelle de terre arable ne devait demeurer en friche. Il développa la culture du mûrier et introduisit à cette fin des paysans, maronites et melkites, du Nord dans le Liban méridional. Les villages chrétiens en ce district ne sont pas antérieurs à Fakhraddîn. Il compta s'appuyer sur eux pour tenir en échec les féodaux druses lesquels, de leur côté, utilisèrent les cultivateurs chrétiens pour l'amélioration de leurs domaines. L'émir possédait une seconde liste, celle des fonctionnaires turcs à Damas et à Stamboul qu'il importait de stipendier. Grâce à ces précautions, aux impôts qu'il tirait de ses provinces, aux revenus des douanes de Saidâ et de Beyrouth, il trouva les moyens et le loisir d'équiper une armée,

(1) D'Arvieux, I, 457.

qu'on évalue complaisamment à 100.000 hommes (1).

Conquêtes en Syrie. Elle lui aurait permis de conquérir la moitié de la Syrie, « tout le pays compris entre Antioche et Safad ». Ces données, Moḥibbî les a vraisemblablement recueillies auprès des petits-fils de notre héros, désireux d'exalter le glorieux aïeul. Encore fera-t-on sagement de ne pas les interprèter à la lettre. Si la Porte ne se sentait pas en mesure d'occuper les montagnes comprises entre Antioche et Safad, il ne pouvait que lui déplaire de les voir réunies sous l'autorité d'un chef indigène unique, aussi entreprenant. L'émir a-t-il réellement soumis tout le pays s'étendant à l'Orient jusqu'à Salamia et Tadmor ? Près de l'antique Palmyre, on montre la Qal'at ibn Ma'n. La tradition populaire l'aura attribuée au plus illustre des Ma'nides, pour conclure ensuite que son activité conquérante s'était déployée dans le désert de Syrie. Quelle qu'en fût l'étendue exacte, ses possessions étaient défendues par tout un ensemble de forteresses : les deux Chaqîf du Liban, Arnoûn et Tìroûn, Qabbelias (2) dans la Bqâ', celles de Ṣafad, de 'Adjloûn, Balbek, Marqab ; cette dernière au pays des Noṣairis (v. I, 219).

'Aïndjarr (1623) ; puissance de l'émir. A la journée de 'Aindjarr ('Andjar) dans la Bqâ' (v. I, 99), il réussit à s'emparer de Moṣṭafâ, pacha de Damas. Le vainqueur se montra modéré. A cette époque, les chefs syriens se jouaient de l'autorité de la Porte, on l'a vu. Mais ils traitaient avec égards les pachas tombés entre leurs mains, احتراما للدولة, « par considération pour le gouvernement », quand surtout, il s'agissait de personnages, qui le lendemain deviendraient grands-vizirs, comme il arriva à Moṣṭafâ (3), le vaincu de 'Aindjarr. Ainsi se comportera plus tard (v. plus bas) l'émir

---

(1) Moḥibbî, III, 267.
(2) Orthographié *Qabrelias* dans Moḥibbî, I, 387 et *passim*.
(3) Cf. Moḥibbî, IV, 396.

chihâbite Haidar avec un rebelle druse revêtu de la dignité de pacha.

Le Ma'nide n'eut garde de manquer au protocole. Il renvoya son prisonnier comblé de prévenances et présenta l'affaire comme le résultat d'un malentendu. La Porte déplaça le pacha vaincu. En 1621, le Français Deshayes de Courmenin jugeait l'émir « Facardin, le premier et le plus considérable de tous les princes de l'empire ottoman ». D'après le même diplomate, il disposait d'un revenu de 900.000 livres (1). Il en payait 340.000 au Grand-Seigneur et en dix jours pouvait mettre sur pied 10.000 hommes, sans compter les *Sokmân*, chargés de garder les frontières. Il arriva à en imposer si bien que la Porte, se jugeant hors d'état de l'attaquer de front, songea à reconnaître ses acquisitions territoriales, à se l'attacher par un titre officiel de vassalité. Dès 1624, les correspondances diplomatiques notent « les jalousies que l'émir Facardin donne de soi » au Divan de Stamboul. Pour ce motif, le roi « très chrétien » évite d'appuyer directement à la Porte l'établissement de missionnaires dans le Liban druse. Mais en lui écrivant, il le traite de « très illustre et puissant prince ». (2).

Une ère de renaissance s'ouvrait pour la Syrie, plus exactement pour cette section de la Syrie qu'on pourrait déjà appeler le Grand-Liban. Sans s'en rendre compte peut-être, le libéralisme de Fakhraddîn travaillait à favoriser la fusion des races ou plutôt des communautés. Dans le choix de ses auxiliaires, il ne s'inquiéta jamais de leurs convictions religieuses. Antérieurement à son exil, l'opinion s'était répandue

---

(1) La livre française valait un franc. Ce revenu annuel augmenta considérablement, grâce au développement du commerce. Celui de Ṣaidâ rapportait annuellement à la Porte 200.000 écus ; D'Arvieux, I, 311.

(2) Boppe, *op. cit.*, 226. Le grand-vizir reçoit les qualifications de « très illustre et magnifique seigneur » et aussi de « très illustre prince et bon Amy » ; *ibid.* 221, 223. Cf. Rabbath, *Documents*, II, 464.

en Europe (1) que les Druses descendaient des Croisés. Fakhraddîn ne paraît pas avoir protesté. Il admettait en son intimité les missionnaires, les consuls, les ingénieurs, les commerçants européens, pour profiter de leur expérience, de leurs suggestions. Il entretenait des relations suivies avec les chevaliers de Malte, accueillait leurs vaisseaux dans ses ports, où ils venaient se ravitailler, échanger le butin capturé sur les vaisseaux turcs.

Fut-il chrétien ? Son principal homme d'affaires, presque son premier ministre, fut le Maronite Aboûnâdir Khâzin. Ses sujets n'auraient pu décider s'il était druse ou musulman (2). Au cours d'une grave maladie (3), il aurait même permis à un missionnaire de le baptiser. Il faut bien en convenir, l'attitude que lui prête, pendant son exil en Europe, l'historien Ḥaidar Chihâb (4), ne permettait pas de prévoir cette détermination chez l'émir polygame. Jusqu'à la fin du gouvernement des Chihâb, chrétiens et druses vivront en paix dans le Liban méridional. Ces derniers s'enhardiront jusqu'à réclamer des missionnaires. Vers 1704, le roi de France songera à élever de jeunes Druses au Collège des Jésuites de Paris (5). Dans les partis politiques, qui divisent la Montagne, Qaisites et Yéménites, puis Yazbakyya et Djonblâṭyya, chrétiens et druses se coudoieront. Mais, grâce à la sagesse de ses émirs, le Liban ne connaîtra pas des dissensions confessionnelles.

L'agriculture fut encouragée. L'industrie de la soie, que l'Europe se disputait, ensuite la culture de l'olivier, qui

---

(1) Cotovicus, 381, 395 ; *Relazioni*, 90.

(2) D'Arvieux. *Mémoires*, I, 367 conjecture qu'il « n'avoit d'autre religion que celle de sa nation qui n'en a aucune ». exotérique, s'entend.

(3) Cf. Hil. de Barenton, *La France catholique en Orient*, 158.

(4) *Tarikh*, 640 etc. (V. la *Bibliogr.*).

(5) Rabbath, *op. cit.*, II, 541, 544, 546.

alimentait les savonneries, apportaient à l'émir des revenus considérables. Ce fut, avons-nous dit, pour Fakhraddin l'occasion de multiplier les villages chrétiens dans le Sud du Liban. Après l'agriculture, il s'appliqua à ranimer le commerce.

Le commerce. Dans la Méditerranée orientale, écumée par des pirates barbaresques, turcs, maltais, se dissimulant sous tous les pavillons, le principal obstacle au développement des transactions commerciales résidait dans l'avidité des fonctionnaires locaux. Toujours à court d'argent, obligés de satisfaire aux exigences de la Porte, les Banoû Saifâ s'en dédommageaient volontiers sur le commerce étranger. Ils l'accablaient d'avanies, d'emprunts considérables, rarement restitués ; ils s'adjugeaient les marchandises, au prix fixé par eux, quand ils n'allaient pas jusqu'à confisquer cargaisons et navires. « A Stamboul, les plaintes demeurèrent sans écho, par suite de l'anarchie gouvernementale, des mutations de vizirs » اختلال الاحكام وعزل الوزراء (1). Après de longues et infructueuses négociations entre Paris et le Divan, entre ce dernier et la Sérénissime République de Venise (2), les résidents, les vaisseaux francs se décidèrent à déserter la rade inhospitalière de Tripoli. Jusqu'à cette date, Alexandrette, au fond de son beau golfe, était demeurée une plage solitaire, désolée par la malaria. Elle deviendra désormais le port d'Alep au détriment de Tripoli (3). Cette ville sera également desservie par la concurrence de Beyrouth, de Ṣaidâ surtout que suscitera Fakhraddîn.

« La courtoisie et la bienveillance de l'émir, écrit le consul vénitien, y ont attiré les commerçants français et flamands

---

(1) Ḥaidar Chihâb, *op. cit.*, 683.

(2) Cf. Boppe, *Journal et Correspondance de Gédoyn le Turc*, 82 et *passim* ; *Relazioni*, 74-76 et *passim*. Voir plus haut pp. 65, 69.

(3) *Relazioni*, 85 ; Cotovicus, 504.

(hollandais). En toute occasion, il les a défendus contre les pirates et leur présence lui procure de grands avantages » (1). Dans les intervalles entre ses campagnes, il résidait alternativement à Beyrouth et à Saidâ dans des palais aménagés par des artistes occidentaux. Non content de veiller à la sécurité des trafiquants, il n'hésita pas à les indemniser des injustices commises à leur endroit, des pertes même que leur infligeait la piraterie (2). Personne à son époque ne comprit mieux l'esprit et aussi les avantages des Capitulations.

Les Capitulations. La première, signée par François I en 1536, avait jeté les bases du protectorat économique, politique, religieux de la France, tel qu'il se développera, à la suite de laborieuses négociations diplomatiques, au cours des trois siècles suivants. La convention française de 1536 mit fin au monopole commercial, possédé jusqu'à cette date par Venise. Cette république dut bientôt compter également avec la concurrence, à peine moins redoutable, de l'Angleterre que le commerce des raisins de Corinthe, entrant dans le *plum-pudding* national, attira d'abord dans le bassin de la Méditerranée (3). Sous l'émirat de Fakhraddîn, c'est à dire en 1604, les Capitulations furent renouvelées pour la cinquième fois entre la France et la Turquie. Jusqu'alors toutes les nations européennes, à l'exception des Vénitiens et des Anglais, n'avaient été autorisées à naviguer, à commercer dans les eaux turques que sous la bannière fleurdelisée et la protection consulaire de la France.

Telle était la situation, notée par Cotovicus, lorsqu'en 1599 il passa par Alep. La description, laissée par cet observateur, montre le prestige, qui continuait à entourer l'institution consulaire (4). L'an 1612, les Etats-Généraux de Hollan-

---

(1) *Relazioni*, 163.
(2) Ḥaidar Chihâb, 682.
(3) *Relazioni*, 87.
(4) Boppe, *op. cit.*, 165, 183.

de, outre l'autorisation de commercer, de naviguer sous leur bannière propre, obtinrent du sultan Aḥmad I une Capitulation qui leur concédait le privilège d'une représentation diplomatique dans l'empire du Grand-Seigneur. Nous voyons en effet des vaisseaux hollandais ou « flamands », فلمنك — comme on persistait à les appeler au Levant — fréquenter les ports libanais, au temps de Fakhraddîn. Le navire, qui convoyait celui qui l'emporta en exil (v. p. 77), appartenait à cette nation (1), dont les ressortissants continueront pourtant à jouir en Syrie de la protection des agents français (2).

Fakhraddîn et les Capitulations. L'émir élargit notablement la lettre, les concessions des Capitulations. Il autorisa les Français à construire un vaste khân à Saidâ, les Florentins à y ouvrir un consulat (3). Son port que Cotovicus, en 1598, avait trouvé désert deviendra alors la plus florissante Echelle de la Syrie. « Il put croire un instant qu'il était sur le point de rendre à la vieille métropole commerciale sa proverbiale prospérité » (Ristelhueber). Outre la soie du Choûf, on y chargeait les cotons de la région, des huiles, du riz, des cendres alcalines. Le chiffre d'affaires s'élevait en moyenne à un million de livres et était largement dépassé les années de bonne récolte. La protection de l'émir s'étendit sur les résidents européens, établis dans les Echelles qui ne relevaient pas directement de son autorité. L'an 1622, des navires français étaient allés charger du coton à Acre. Ils y furent capturés par des corsaires barbaresques, qui se dissimulaient sous les couleurs françaises. Fakhraddîn obligea les forbans africains à restituer leurs prises (4). Cette politique intelligente du prince tournait à l'avantage des ports libanais. Elle n'a

---

(1) Ḥaidar Chihâb, 634 etc.
(2) Boppe, *op. cit.*, 183.
(3) Pour cette dernière mesure, voir plus bas.
(4) Cf. Ḥaidar Chihâb, 681, 709, 710, 717.

pas manqué d'attirer l'attention des agents vénitiens, toujours éveillée en matière commerciale. Leurs *Relazioni* (p. 163) la signalent à leur gouvernement et ne dissimulent pas la concurrence qu'elle menace de créer au commerce vénitien en Syrie, dont Alep demeurait le centre.

Fakhraddîn, un précurseur. Mieux que personne, il comprit que la Syrie ne pouvait s'isoler, que son avenir résidait dans ses relations avec l'Occident, que la Providence, en la plaçant en bordure sur la Méditerranée, lui traçait la voie, celle ouverte par les Phéniciens, ensuite par les colonies syriennes établies dans la Gaule des Mérovingiens (v. I, 15). Il acheva de s'en convaincre pendant son exil, en visitant la Toscane, Naples, la Sicile, l'île de Malte. A cette époque, des savants maronites, résidaient en Italie. Formés dans les écoles de Rome, grâce à la munificence éclairée des Papes, ils révélèrent à l'Occident les trésors de la littérature syriaque. L'émir entra alors en relations personnelles avec plusieurs de ces érudits, notamment avec Abraham Echellensis (*Al-Ḥâqilânî*). Ce dernier passera en Syrie (1631-1632) et lui servira d'intermédiaire avec la cour des Médicis (1). Rappelons enfin comment il ouvrit le Choûf aux missionnaires Capucins (2) et leur construisit des couvents. « Sous le gouvernement de l'émir, écrit l'annaliste Ḥaidar Chihâb, les chrétiens acquirent de l'influence. Ils se virent autorisés à monter des chevaux sellés, à porter des turbans blancs (3), des ceinturons, des épées et des armes ciselées ». Les correspondances des missionnaires attestent « la paix profonde dont jouissent les chrétiens dans tous les Etats du prince des Sidoniens », *princeps Sidoniorum*, comme on appelait l'émir, seigneur de la province de Ṣaidâ. Son esprit éclairé, sa loyauté répu-

(1) Wüstenfeld, *op. cit.*, 139.
(2) Cf. Rabbath, *Documents*, II, 464, 494.
(3) Cf. Cotovicus, 487.

gnaient à l'intolérance, aux restrictions odieuses, édictées par Motawakkil (v. I, 137) et considérées comme loi d'Etat, partout où sévissait le régime des pachas (1).

Par cette hauteur de vues, par la hardiesse de ses conceptions, parfois aventureuses, Fakhraddîn fut vraiment en avance sur son siècle. Ces qualités doivent faire oublier en partie la violence des méthodes, la loyauté souvent discutable des moyens qu'il mit en œuvre.

Lacunes morales. Ces tares furent celles de son éducation, du milieu dans lequel il dut se mouvoir ; milieu démoralisé par plusieurs siècles d'oppression sous le régime des races touraniennes. Son père et son aïeul étaient tombés victimes de la tyrannie turque. Il opposa la violence à la violence, la corruption à la corruption, sans égaler pourtant la virtuosité de ses rivaux, les pachas turcs. Il acheta la conscience des fonctionnaires. Mais depuis les grands-vizirs jusqu'au moindre agha, tous étaient à vendre et ne regardaient qu'au prix. Il lui arriva, pour subvenir aux frais de ces coûteuses enchères, de tondre de trop près la laine de ses ouailles. En retour, il assura la sécurité au Liban, hâta son développement matériel ; il releva la prospérité commerciale des villes de la côte. Par la faveur témoignée aux résidents, aux missionnaires européens, il prépara l'expansion intellectuelle, dont la Syrie recueillera les fruits aux siècles suivants. De cette renaissance une part revient à la pléiade d'élèves et d'érudits, sortis du collège maronite, fondé à Rome par Grégoire XIII, et où se formeront, au siècle suivant, les Assemani (*As-Sim'ânî*) et le futur patriarche-historien, Etienne Dowaihî. Ses plans d'unification libanaise, de restauration syrienne devaient lui attirer l'inimitié de tous ceux dont son ambition dérangeait les calculs. Il succombera sous la coalition de

(1) Rabbath, *Documents*, II, 54-55, 262.

cette hostilité, liguée contre lui pour la défense de leurs intérêts personnels.

Son entente avec l'Europe. Peut-être visa-t-il encore plus loin, voulut-il s'assurer dans la guerre d'indépendance, qu'il s'apprêtait à livrer au sultan, le concours de l'Occident: des grands-ducs de Toscane, du roi d'Espagne, des chevaliers de Malte, du Pape, des princes qu'il avait visités pendant son exil. A ces derniers, il aurait promis, affirme-t-on, de leur ouvrir sans coup férir l'accès de Jérusalem pour s'y faire baptiser. Il reçut des Florentins des ingénieurs, des munitions de guerre, leur permit d'ouvrir un consulat à Ṣaidâ. Par cette dernière concession, il affectait presque de rompre avec la suzeraineté de la Porte, qu'il ne prît pas la peine de consulter. La mesure ne put que déplaire à la France, principale intéressée par l'importance de ses capitaux dans le commerce du Liban. Les Vénitiens surtout, éternels rivaux de Florence, ont dû le desservir à Stamboul, accréditer le bruit, répandu par ses ennemis, qu'il avait autorisé les Florentins à relever les fortifications de Tyr (1), qu'il menaçait Jérusalem.

Ses campagnes en Palestine. Lui-même sembla prendre à tâche de donner de la consistance à ces insinuations par ses promenades militaires aux pays de Naplouse et de Gaza, qui ne lui rapportèrent que des déceptions (2). Le Divan s'en montra fort alarmé et adressa des observations à l'émir, ensuite au gouvernement français, à l'occasion de la récente installation (vers 1624) d'un consulat français à Jérusalem. La Porte trouvait que depuis « cet établissement, l'émir Facardin s'en était toujours rapproché » (3). En même temps pour endormir ses soupçons, elle lui conféra le titre ronflant de « solṭân al-barr », sultan du continent, « avec

(1) Rabbath, I, 383.
(2) Moḥibbî, I, 221.
(3) Rabbath, I, 345.

l'autorité sur tous les Arabes entre Alep et Jérusalem ». Cette distinction ne demeura pourtant pas gratuite ; elle coûta à l'émir 200.000 sequins d'or (1).

La catastrophe finale (1635). La chute approchait, L'énergique sultan Mourâd IV (1623-1640), le conquérant de Bagdad, que Moḥibbî (IV, 336) appelle « le plus puissant des souverains ottomans », se montra décidé à en finir avec l'indocile vassal maʿnide. Fakhraddîn commit l'imprudence de disperser ses *Sokmân* dans les forteresses de son vaste territoire. « Il avait atteint un tel degré de puissance, affirme Moḥibbî (I, 386) qu'il ne lui restait plus qu'à prétendre au sultanat ». Pendant les dernières années, il semble avoir cédé à l'esprit de vertige, s'être abandonné à la fascination des conquêtes palestiniennes, où il essuya de sérieux revers, on l'a vu plus haut.

Ahmad-pacha, gouverneur de Damas, l'assaillit à la tête de forces considérables. ʿAlî, fils de l'émir, terreur des janissaires, fut surpris dans le Wâdittaim et succomba vaillamment (2). Cette défaite découvrit le Liban. L'une après l'autre, ses forteresses se rendirent. Bloqué par la flotte du Capitan-pacha, il chercha un refuge dans l'inabordable Chaqîf Tìroûn (3). Après un siège inutile, on corrompit l'eau de la source, qui alimentait la retraite de l'émir. Il dut fuir, se cacher dans une grotte près de Djizzîn, puis, sur la dénonciation peut-être d'un de ses familiers, se livrer à son vainqueur.

Conduit enchaîné à Damas, ensuite déporté à Stamboul (4), il aurait réussi, semble-t-il, à se disculper, quand un succès militaire remporté par son neveu, l'émir Molḥam, au Liban, vint hâter sa sentence de mort (1635).

---

(1) Ḥaidar, 715, 716.
(2) Moḥibbî, I, 386.
(3) Qalʿat Niḥa près Djizzîn.
(4) Moḥibbî, I, 387.

Sa succession. Les ʿAlamaddîn. Le Liban central, « la montagne des Druses », comme on disait alors, fut confié à une famille, les ʿAlamaddîn, dont l'ambition n'avait cessé, depuis le temps des Banoû Boḥtor (v. p. 67), d'intriguer contre les émirs libanais. Un de leurs premiers actes fut d'exterminer les derniers rejetons des Tanoûkhites (1). Ils ne tardèrent pas à se rendre impopulaires. Après leur expulsion, l'émir Molḥam, ensuite son fils Aḥmad, réussiront à reprendre une autorité précaire, étroitement surveillée par la Porte. Le plus célèbre fut Molḥam, neveu du grand Fakhraddîn. Il resta vingt ans en charge (2). Ils y continueront les traditions libérales de l'illustre ancêtre, jusqu'à la mort de l'émir Aḥmad (1697).

La personnalité, l'œuvre de Fakhraddîn. On comprendra maintenant l'extraordinaire fascination exercée par cette puissante personnalité. Un demi-siècle après sa mort, la légende s'en emparait déjà. On en retrouve les éléments dans l'encyclopédie de Moḥibbî et dans les relations des voyageurs et des diplomates européens. De nos jours encore, aucun nom ne continue à être plus fréquemment invoqué, parce qu'aucun n'a tenté, avec plus de suite et d'énergie, de réaliser le programme intégral du nationalisme libanais. Par ailleurs, l'émir maʿnide appartient à l'histoire de la Syrie non moins que du Liban. Sa personnalité domine de haut tous les figurants secondaires, pendant ces deux siècles de domination ottomane : les B. Saifâ, les B. Ḥarfoûch, les cheikhs bédouins, Ibn Foraikh et Ibn Ṭarbây (3), qui s'agitent autour de lui. Il ne réussira pas à les grouper dans une action commune au profit de l'indépendance syrienne.

Aucun ne sut comprendre la grandeur de son dessein.

(1) Ḥaidar, 719.

(2) Moḥibbî, IV. 409. Voir plus bas la généalogie des Maʿnides.

(3) Moḥibbî, I, 221 ; IV, 426.

Leur particularisme — ce vieux mal syrien — causa la perte de l'émir libanais beaucoup plus que les talents militaires d'Aḥmad-pacha. C'est l'individualisme qui retardera de plusieurs siècles l'indépendance de la Syrie. Dans ce pays, désormais courbé sous le joug ottoman, seul le Liban demeurera fidèle à la cause qu'avait incarnée Fakhraddîn. Rien d'étonnant si, après lui, l'histoire de la Montagne absorbera celle de la Syrie.

Principaux synchronismes:

Charles-Quint élu empereur. Débuts de Luther et du protestantisme (1519).

Bataille de Pavie (1525).

Les chevaliers de Rhodes s'établissent à Malte (1530).

Henri VIII se sépare de Rome (1531).

Fondation de la Compagnie de Jésus (1534).

Les Turcs pénètrent dans le Yémen (1538).

Ouverture du concile de Trente (1545).

Abdication de Charles-Quint (1556).

Bataille de Lépante (1571).

La St Barthélémy (1572). Les Hollandais se séparent de l'Espagne (1572-1579).

Supplice de Marie Stuart (1587).

Destruction de la grande *Armada* (1588).

Bataille d'Ivry (1590). Edit de Nantes (1598).

Avènement des Romanof en Russie (1613).

Ministère du cardinal Richelieu (1624).

Exécution de Charles I d'Angleterre (1650).

Sobieski, élu roi de Pologne (1674), delivre Vienne, assiégée par les Turcs (1683).

Sultans Ottomans.

Selim I	1512	ʿOthmân II	1618
Solaimân I	1520	Mourâd IV	1623
Selim II	1566	Ibrahîm	1640
Mourâd III	1574	Moḥammad IV	1648
Moḥammad III	1595	Solaimân II	1687
Aḥmad I	1603	Aḥmad II	1691
Moṣṭafâ I	1617	Moṣṭafâ II	1695

EMIRS MAʿNIDES.

Fakhraddîn I (+ 1544)

Qorqmâs (+ 1585)

Fakhraddîn II (1585-1635) — Yoûnos

ʿAlî — Molḥam (1635-1657)

Aḥmad (+ 1697)

Molḥam — Une fille, mère de

Ḥaidar Chihâb



Chapitre XIV.

LE LIBAN ET L'AVÈNEMENT DES CHIHAB (1697-1770).

Exstinction des Maʿnides. L'an 1697, l'émir Aḥmad, petit-neveu du grand Fakhraddîn, mourut sans laisser de postérité (1). Avec lui s'éteignit la famille des Maʿnides. La Porte ne pouvait plus nourrir d'illusions sur l'indocilité des Libanais, leur impatience à supporter le joug. Pas plus pourtant que les régimes musulmans antérieurs, elle ne songea à courir les risques d'une expédition militaire pour annexer le Liban. L'eût-elle tentée, elle n'en possédait pas les moyens. Elle traversait alors une crise politique, qui allait aboutir aux traités désastreux (2) de Carlovitz (1699) et de Passarovitz (1718). C'est la période où chaque diplomate invente un projet de partage. L'an 1705, un missionnaire écrivant au Ministre de Louis XIV s'engage « de ne luy parler jamais de feu l'Empire Otthoman. Je sai trop bien qu'à la Cour on n'aime pas les cadavres » (3). On commençait, ces lignes le

(1) Voir le tableau généalogique des Maʿnides p. 91.
(2) Cf. Yorga, *Geschichte*, IV, 221.
(3) Rabbath, *op. cit.*, II, 558.

montrent, à spéculer sur la fin prochaine du sultanat turc. Calculs prématurés ; l'événement devait le montrer. L'expérience faite avec la candidature officielle des 'Alamaddîn (v. p. 89) ne pouvait être encourageante. Il avait fallu rétablir les Ma'nides. Plus que jamais les Métoualis des B. Hamâda, installés dans le Haut-Liban, en troublaient le repos par leurs brigandages.

Emigration maronite. Cette insécurité favorisera le courant d'émigration maronite, commencée sous les premiers Ma'n, vers les régions druses et enfin vers la Galilée septentrionale ou Bilâd Bichâra. Mieux inspirés, que leurs coreligionnaires du Haut-Liban, les cheikhs métoualis de l'hinterland de Tyr verront sans déplaisir s'installer dans la région de 'Ainibl ces cultivateurs habiles. L'anarchie métoualie forçera le pacha de Tripoli à lui opposer à plusieurs reprises la puissance militaire des émirs du Liban. Pour toutes ces raisons, le Divan, qui avait dû appeler les janissaires de Syrie sur les champs de bataille européens (1), se voyait réduit à compter sur le concours des chefs libanais qu'il se flattait de tenir désormais en main, en essayant une nouvelle famille.

Election des Chihâb. La principale préoccupation de la Porte était la rentrée, l'augmentation du tribut ou *mirî*, الاموال الاميرية. En cette matière, pachas turcs, chefs indigènes se montraient également récalcitrants, vis-à-vis du trésor impérial. Quand il pensait pouvoir compter sur la rentrée des contributions, sans regarder au passé, à la qualité des intermédiaires, moins encore à la légitimité des méthodes, Stamboul jugeait son prestige assuré. On permit donc, contre la promesse d'un tribut annuel, aux notables du Liban, de se réunir en assemblée solennelle à Somqânyya (entre Dairalqamar et Mokhtâra) pour y élire un gouverneur, destiné à

(1) Fort peu en revenaient ; Cf. *Relazioni*, 89.

succéder aux Ma'n. Les Chihâb, leurs alliés et souvent leurs parents, se trouvaient tout désignés pour recueillir cet héritage politique. L'émir Bachîr, des Chihâb de Rachayya et neveu du précédent gouverneur ma'nide, recueillit les suffrages de l'assemblée.

La Porte semble s'être prononcée pour le principe de l'hérédité. Elle se laissa également influencer par le seul survivant parmi les fils de Fakhraddîn, le Ma'nide Ḥosain, retiré en qualité de chambellan à la Cour de Stamboul. Celle-ci préféra arrêter son choix sur un autre Chihâb, l'émir Ḥaidar, de la branche des émirs de Ḥâṣbayya. Il ne comptait que 12 ans, mais par sa mère il était petit-fils de l'émir Aḥmad (1). Bachîr ne fut pas écarté pour autant, mais il dut se contenter du titre de régent. Cette division du pouvoir ne pouvait déplaire aux milieux gouvernementaux.

Bachîr I^er^. se montra le fidèle allié des pachas de Ṣaidâ (v. p. 60) et de Tripoli dans leurs démêlés avec les Métoualis du B. Bichâra et du Liban septentrional. Après avoir vaincu les premiers, il commit l'imprudence de s'interposer en faveur des Métoualis des régions de Djobail et de Batroûn, ensuite de confirmer, « en leur qualité de Qaisites » dans leurs domaines libanais ceux du Chaqîf et du Toffâḥ.

A cette occasion il prit comme un de ses représentants, dans la région de Tyr et de Ṣafad mis sous sa dépendance, un autre Qaisite, le cheikh bédouin 'Omar az-Zaidânî, dont le fils, le fameux Dâhir al-'Omar nous occupera plus loin (2). Bachîr mourut en 1706 ; empoisonné, soupçonna-t-on, par les partisans de l'émir Ḥaidar, pressés de le faire sortir de tutelle.

'Aindâra. L'émirat de Haidar fut signalé par la ruine de la faction des Yéménites. Un Druse, du nom de Maḥmoûd,

(1) Cf. la généalogie des Ma'nides.

(2) Voir chap. XV, 1^re^ section.

s'était insinué dans les bonnes grâces du gouverneur turc de Saidâ, en lui promettant une augmentation de tribut. Par l'intermédiaire de ce protecteur turc, il obtint le titre de pacha (v. pp. 79-80), et s'en autorisa pour soulever le parti yéménite contre l'émir Ḥaidar, soutenu par les Qaisites ou *Rouges*. Obligé un instant de fuir et de se tenir caché, l'émir Chihâb reparut au moment propice. Grâce surtout à la vaillante épée de Ḥosain Aboûllama', le parti qaisite remporta un éclatant triomphe sur la faction *blanche* des Yéménites. Depuis les Tanoûkhites, leurs parents, les émirs de la famille des 'Alamaddin étaient restés les inspirateurs de toutes les intrigues, de toutes les révoltes fomentées par les Yéménites (v. p. 89). Leur race disparut complètement avec ce parti, tous deux enveloppés dans la défaite que leur infligea, en 1711, à 'Aindâra (1), l'émir Ḥaidar. Les Aboûllama' (Bellama'), la principale famille druse féodale du Matn, y gagnèrent leur titre d'émir.

Organisation militaire. Depuis Fakhraddin II, les émirs du Liban n'entretenaient plus de troupes particulières. Les *Sokmân* (v. p. 75) coûtaient cher et, à peine moins, les Barbaresques qui s'offraient à les remplacer. La Porte d'ailleurs s'opposait à ces enrôlements. Tout Libanais valide devait se présenter avec ses armes, au premier appel. En 1784, Volney a vu réunis à Dairalqamar, le troisième jour après la convocation, « quinze mille fusils ». L'uniforme, la division en compagnies sont inconnus. Peu ou point de cavalerie, les émirs et les cheikhs seuls possédant des chevaux. Tous sont d'excellents tireurs.

Turbulents en temps ordinaire, les Druses eux-mêmes se distinguaient à la guerre par leur obéissance aux chefs. Remarquablement sobres, ils résistent alors aux plus dures fatigues. En 1784, le même Volney les vit tenir trois mois la

---

(1) 'Arqoûb septentrional.

campagne, en plein air, « n'ayant pour tout meuble qu'une peau de mouton », et sans en être autrement incommodés. Privés d'artillerie, ils suppléaient par la valeur individuelle à leur ignorance de l'art de la guerre. Des instructeurs leur en feraient « facilement prendre le goût et ils deviendraient une milice redoutable. Dans les derniers recensements des hommes armés, on en a compté près de 40.000 » (1). Cette organisation militaire subsistera au Liban, pendant tout le 18e siècle.

Remaniement féodal. Cette journée de ʿAindâra fournit également l'occasion d'un remaniement féodal dans la montagne druse. Ḥaidar profita opportunément de sa victoire pour favoriser ses partisans et briser définitivement l'opposition des Yéménites. Le Choûf échut aux Djonblâṭ, le Matn aux Bellamaʿ. Dans le Gharb, les Areslan de la faction yéménite, principaux propriétaires des riches oliveraies de Chouaifât, durent s'accommoder d'un partage d'influence et de territoire avec les Qaisites Talḥoûq, lesquels recevront la qualification de cheikh. Parmi les principaux fiefs du Nord, signalons celui du Kasrawân dévolu aux Khâzin. Dans la région du Djobbat Monaiṭira, les Ḥamâda (v. p. 67) gardent la haute main, influence dont ils continuent à user sans ménagements. Au sommet de cette organisation féodale, les Chihâb conservaient des droits de suzeraineté sur ces vassaux, remuants et indociles, dont la turbulence retardera l'indépendance du Liban. Ceux-ci devaient, outre le service militaire, assumer leur quote-part dans le tribut global de la Montagne.

Politique des Chihâb. Grâce à leur influence auprès des pachas de Tripoli et de Ṣaidâ, chargés de surveiller le Liban, les Chihâb par des prodiges de souplesse arrivèrent graduellement, sinon à unifier la Montagne, du moins à prévenir son

---

(1) Cf. Volney, *Voyage en Syrie*, I, 464 etc.

morcellement, à maintenir l'accord, scellé par Fakhraddîn, entre Druses et Maronites, les deux principales communautés du Liban. Ils veillèrent jalousement à lui conserver son privilège de terre d'asile et sauront en imposer le respect aux plus autoritaires représentants de la Porte.

Avec raison, Volney (1) souligne la remarquable densité de la population libanaise. Elle égale, ajoute-t-il, celle « de nos meilleures provinces ». Il en trouve la raison « dans le rayon de liberté qui y luit. Là, à la différence du pays turk, chacun jouit, dans la sécurité, de sa propriété et de sa vie. Le paysan n'y est pas plus aisé qu'ailleurs, mais il est tranquille ». La seconde raison lui paraît « la frugalité de la nation, qui consomme peu en tout genre. Enfin une troisième est l'émigration d'une foule de familles chrétiennes qui désertent journellement les provinces turkes pour venir s'établir dans le Liban ».

Les régents de la famille Chihâb ne durent pas déployer moins de persévérance et d'adresse diplomatique pour étendre leur influence, ou y ressaisir celle exercée par les Ma'nides, en dehors du Liban géographique ; sur le B. Bichâra, la région de Balbek, la Bqâ', enfin sur le Wâdittaim ou districts de Ḥâsbayya et de Rachayya. Eux-mêmes en étaient originaires et y avaient conservé leur parenté et leurs domaines.

Constitution du Liban. Dans les grandes lignes, à travers les modifications de détail, malgré les empiètements successifs des pachas turcs, c'est la situation politique que conservera le Liban jusqu'à la chute de l'émir Bachîr (1840), l'esquisse de ce qu'on nommera le Grand-Liban et que de nombreux firmans consacreront d'avance. Cette unité de vues et de politique demeure remarquable. Pour en assurer le triomphe, les régents libanais ne reculeront devant aucun sacrifice. Ils exploiteront adroitement les compétitions et la

(1) *Voyage en Syrie et en Egypte*, I, 467-468.

cupidité des fonctionnaires turcs, les embarras de « l'Homme malade » (v. p. 93).

La première condition à réaliser était de rester en bons termes avec les pachas voisins. Se conformant aux intentions de la Porte, celui de Saidâ s'immisçait de plus en plus dans les affaires du Liban et les familles féodales de la Montagne par leur indocilité, leur ombrageuse susceptibilité semblèrent multiplier à plaisir les occasions de ces interventions. Dans l'intention de se créer un parti, les Chihâb, nouveaux-venus dans le Liban, avaient augmenté le nombre des cheikhs (v. p. 96). Chez les Druses surtout, tous ces chefs voudront jouer au potentat, forcer l'émir à compter avec leur personne et leur groupe. Ces prétentions ne réussiront trop souvent qu'à affaiblir sa position, partant la situation diplomatique de la Montagne,

L'autorité du *hâkim* ou émir suprême se trouvait tempérée, contrôlée par l'influence des notables. Emirs et cheikhs devaient contribuer à l'impôt. Pour en modifier l'assiette, pour déclarer la guerre ou conclure la paix, l'approbation de l'assemblée populaire était requise. Les émirs, les cheikhs, tous ceux, qui par leur esprit ou leur courage s'étaient assuré du crédit, pouvaient y donner leur voix. En sorte que la constitution politique du Liban était « comme un mélange tempéré d'aristocratie, de monarchie et de démocratie ». (Volney).

L'émir Haidar abdiqua en faveur de son fils Molham (1732). Il se retira dans la ville de Beyrouth et y mourut dans de vifs sentiments de ferveur musulmane (1). Les annalistes libanais lui accordent les plus magnifiques éloges. Ce fut un régent énergique, un vaillant soldat, un administrateur rigide. A ce portrait ils ajoutent le qualificatif plus inattendu de-

(1) Monayyar, تاريخ الشوف, *Histoire du Choûf* (*manusc. Bibl. orient Univ. S. Joseph*) p. 18.

السفّاح, sanguinaire (1). Comprenons qu'il n'hésita pas à se débarrasser violemment de ses adversaires politiques réels ou présumés, comme il le fit avec ses parents de Ḥâṣbayya (2). Y mit-il la discrétion voulue ? Les contemporains ne paraissent pas s'en être souciés. Par ce côté, Ḥaidar se rattachait à l'ancienne école gouvernementale, celle des 'Abbâsides, des Mamloûks, des Ottomans et aussi des Ma'nides, plus portés à trancher qu'à dénouer les nœuds gordiens. Le trait était dans la Tradition. Cette façon d'employer la manière forte ne scandalisait personne. Nous la retrouverons, même quand les gouvernants libanais auront embrassé le christianisme.

L'émir Molḥam fut un des plus remarquables. Il réussira à réduire des deux tiers le tribut de 160 bourses payé par le Liban (3). Il saura se concilier les wâlis de Damas et de Ṣaidâ, en comprimant les insurrections dans le foyer toujours en ébullition du Bil. Bichâra. Un moment vint, où il se vit, à son corps défendant, leur ennemi. A cette époque, la riche et puissante famille damasquine des 'Aḍm (prononciation syrienne de عظم, '*Aẓm*) réunit — et conservera pendant une notable partie du 18e siècle — les deux pachaliks de Damas et de Ṣaidâ, d'où elle serrait la Montagne comme dans un étau. Les pachas de cette famille comptent parmi les meilleurs qui aient passé à Damas (4). Par ailleurs, leur influence, la concentration de l'autorité en leurs mains ne pouvaient que gêner la politique autonomiste des émirs libanais.

Les grasses terres de la Bqâ', rendues à la culture, mises

---

(1) Dans le Ier vol. p. 103, nous aurions dû observer que *Saffâḥ* signifie également *généreux* et que c'était le sens visé par le premier calife 'abbâside. « L'histoire a confirmé » celui de sanguinaire.

(2) Chidiâq, 367.

(3) Volney, *op. cit.*, I, 461.

(4) Comp. Volney, *op. cit.*, II, 142 ; M. de Damas, حوادث الشام, p. 2.

en valeur par les Libanais, devenaient un autre objet de conflit. Contre le paiement d'un tribut, Molham réussit à affermer la plaine que ses administrés achèveront de disputer aux Bédouins, aux eaux et à la malaria. Au Liban il manquait un port pour exporter ses soies, pour communiquer avec l'Europe. Saidâ, Tripoli étaient occupées par la Turquie. Restait Beyrouth, déchue depuis la mort de Fakhraddîn. Molham manœuvra si habilement que le pacha de Saidâ lui octroya l'investiture de Beyrouth. Cette ville deviendra, après Dairalqamar, la seconde résidence des Chihâb. En 1754, atteint d'un mal incurable, il s'y retira définitivement des affaires. Plusieurs de ses enfants y embrasseront la religion catholique ; démarche qu'imiteront, à leur exemple, d'autres membres des familles Chihâb et Bellama'. Dans la Montagne, les chrétiens, plus prolifiques, plus actifs, possédaient déjà la supériorité du nombre et du développement intellectuel ; cette dernière, grâce aux efforts des missionnaires et aux rapports fréquents avec l'Europe. La conversion des émirs va assurer bientôt aux chrétiens l'influence politique, les associer au gouvernement du Liban.

L'émir Molham mourut à Beyrouth en 1761. Il n'avait réussi, assure Monayyar (p. 13), « à asseoir son autorité qu'en semant la division parmi les cheikhs ». Cette phrase en dit long sur la situation troublée de la Montagne et sur l'indiscipline des féodaux druses. A Beyrouth, à la suite d'une attaque de corsaires grecs, naviguant sous pavillon russe (1), des musulmans avaient saccagé l'église et le couvent des Franciscains. Quoique demeuré musulman, Molham n'hésita pas à pendre deux des principaux meneurs, à faire rendre gorge aux pillards (2). On ne pouvait plus énergiquement affirmer la mouvance libanaise de Beyrouth.

---

(1) Pour l'apparition de la flotte de Catherine II, voir plus bas la notice sur Dâhir al-'Omar.

(2) Monayyar, *manus. cit.*, 21.

Succession de Molham. Après la retraite de Molḥam, ses deux frères, les émirs Aḥmad et Manṣoûr assumèrent de concert le gouvernement. Molḥam avait beaucoup souffert de leur opposition systématique. A défaut de l'émir Yoûsof, son fils, encore en bas âge, il souhaita donc transmettre sa succession à son neveu Qâsim ibn 'Omar. Qâsim sollicita un firman qui l'investirait du gouvernement de la Montagne. Il dut pourtant, devant la résistance des frères de Molḥam, se contenter de l'émirat de Ghazîr. Il y mourut catholique (1768), quelques années après la naissance d'un fils, qui deviendra le célèbre émir Bachîr II. Le premier, parmi les régents libanais, Bachîr affichera publiquement ses convictions chrétiennes. Encore attendra-t-il pour cette démarche l'occupation égyptienne (1831-1840). Jusqu'à cette date, les princes du Liban passeront officiellement pour musulmans et aux yeux des Druses comme appartenant à leur religion.

Partis des Djonblâtyya et des Yazbakyya. Pendant que l'émir Qâsim s'éteignait paisiblement dans son modeste domaine, les deux corégents, ses oncles, s'étaient tournés l'un contre l'autre. L'esprit de faction ne s'était pas éteint au Liban druse avec la ruine des Yéménites (v. p. 95). Deux nouveaux partis venaient de s'y former. L'émir Manṣoûr s'appuya sur celui des *Djonblâṭyya*. Il englobait tous ceux qui se groupèrent autour de la riche et puissante famille des Djonblâṭ. L'autre parti, celui des *Yazbakyya* empruntait son nom à Yazbak, l'ancêtre des cheikhs 'Amâd, adversaires des Djonblâṭ. Ils se rangèrent autour de l'émir Aḥmad. Seuls, les Banoû Nakad se tinrent en dehors des deux partis auxquels, par leur adhésion, ils assureront successivement l'avantage. Les Maronites eux-mêmes se laissèrent gagner par ces divisions. Les cheikhs Khâzin se déclareront pour Aḥmad, les cheikhs Daḥdâḥ pour Manṣoûr. Aḥmad devint le père du futur historien, l'émir Ḥaidar (1). Les frères duumvirs devront bientôt s'effa-

(1) L'auteur de la *Chronique*, utilisée ici.

cer devant la renommée grandissante de l'émir Yoûsof, fils de Molham.

L'émir Yoûsof avait gagné sa popularité en combattant les bandes des Hamâda. Excédé par leurs déprédations, le pacha de Tripoli aida les chrétiens à les expulser de plusieurs cantons de Djobaïl et du Monâitira. L'émir Yoûsof acheva leur déroute au combat d'Amioûn dans le Koûra. Sympathique aux Maronites par sa foi chrétienne, par le courage déployé contre leurs oppresseurs métoualis, il réussit à se concilier les importants clans druses des Djonblât et des B. Nakad.

En lutte contre la Russie et contre les chrétiens du Balkan, impuissante à dominer l'anarchie syrienne, la Porte se trouva heureuse d'utiliser la valeur du jeune émir contre un aventurier, qui venait de surgir au sein de la confusion palestinienne. Yoûsof fut donc proclamé émir de toute la Montagne dans l'assemblée nationale du Bâroûk (1770).



Chapitre XV.

L'HÉGÉMONIE D'ACRE ET LE LIBAN (1750-1804).

Depuis une quinzaine d'années, l'intérêt de l'histoire s'était brusquement déplacé, du Liban transporté dans la Galilée. D'une façon très inattendue, la ville d'Acre sort de l'obscurité, où elle était restée plongée depuis les Croisades. Trois personnages, diversement célèbres, Dâhir (prononciation syrienne de Ẓâhir, ظاهر), Bonaparte, Djazzâr, retiendront sur cette ville, pendant plus d'un demi-siècle, l'attention de l'Europe.

I. Dahir al-ʿOmar (1750-1775).

Vénalité des fonctionnaires. Le mal contre lequel se débattait, depuis deux siècles, la Syrie, c'était, après l'instabilité gouvernementale, l'insatiable cupidité des fonctionnaires étrangers, turcs, kurdes, albanais, fils d'esclaves, que Constantinople lui imposait. Le passé de ces aventuriers, le stigmate de leur origine servile ne révoltent pas les Syriens. Sous ce rapport, le régime des Mamloûks avait blasé leur susceptibilité (v. chap. XII).

Le pays, les chefs indigènes s'insurgent avant tout contre la vénalité, contre les surtaxes, les *'awâid*, cadeaux en espèces, qui quintuplaient le montant de l'impôt. Ils redoutaient non moins les excès qui accompagnaient « la tournée annuelle », quand les pachas, mobilisant leurs janissaires et leurs irréguliers, venaient lever les redevances *manu militari*. 'Abdî, un pacha d'Alep, contemporain de Dâhir, ramassa « en quinze mois plus de 4.000.000 livres, en rançonnant tous les corps de métiers, jusqu'aux nettoyeurs de pipes » (Volney).

« Le grand souci de la Porte, observe une vie anonyme de Dâhir (1) — c'était d'encaisser le *mîrî* ; elle s'inquiétait médiocrement, s'il lui était assuré par les pachas ou par les chefs locaux ».

La Porte et les rebelles. A propos de Dâhir, Volney (2) observe finement que « la politique des Turks n'est point de tenir leurs vassaux dans une stricte obéissance. Ils ont dès longtemps calculé que s'ils faisaient la guerre à tous les rebelles, ce serait un travail sans relâche, une grande consommation d'hommes et d'argent, sans compter les risques d'échouer souvent et par là de les enhardir. Ils ont donc pris le parti de la patience; ils temporisent ; ils suscitent des voisins, des parents, des enfants. Et plus tôt ou plus tard, les rebelles qui suivent tous la même marche, subissent le même sort et finissent par enrichir le sultan de leurs dépouilles ».

Un cheikh bédouin de Palestine saura adroitement exploiter cette situation et se flattera d'accorder ces antinomies.

Origine de Dâhir ; son programme. Il appartenait à la tribu des *Zayâdina* ou Banoû Zaidân, originaires de la Sy-

---

(1) Manuscrit de la *Bibliothèque orientale* de l'Université ; 52. Nous la citerons plus bas comme *Vie manuscrite*.

(2) *Voyage en Syrie et en Egypte*, Paris, 1807 ; II, p. 5.

rie septentrionale et établis, depuis le 17e siècle dans la Palestine. On l'appelait couramment Dâhir Al-'Omar, c'est a dire fils de 'Omar. En reconnaissance de l'aide qu'il avait reçue de son père, l'émir Bachîr I, régent de la Montagne après l'extinction des Ma'nides (cf. p. 91) avait établi 'Omar son lieutenant dans la région de Safad (1), avec la mission de surveiller, de contenir les Métoualis de la Haute Galilée.

Ses débuts. Dâhir — dans le principe du moins — voulut loyalement reprendre le programme conciliant qui, depuis les Tanoûkh, avait séduit tant de chefs syriens. Ménager la Porte, lui assurer la perception régulière et intégrale du *miri*, mais en écarter les intermédiaires turcs et leurs procédés arbitraires. Personne n'en poursuivra la réalisation avec plus de persévérance. Dâhir cherchera à gagner la confiance de ses administrés, en leur garantissant le lendemain, le produit de leur travail. Il s'établira solidement dans la région de Tibériade et du Haut Jourdain et amènera les Métoualis de la Galilée à s'entendre avec lui. Bientôt dans toute l'étendue de son territoire « une femme pourra circuler seule » (2).

Après avoir vidé la région de fonctionnaires turcs, il s'intéressera spécialement au bien-être des paysans, affirmant que l'avenir d'un pays dépend de leur prospérité. Il leur fournira gratuitement des semences, défendra de les inquiéter à propos du *miri* pendant les années de mauvaises récoltes. Très tolérant, il choisit comme homme d'affaires le Melkite Ibrahîm Sabbâgh. A l'église de la Vierge à Nazareth, il entretiendra une lampe en permanence (3). C'était reprendre la politique de Fakhraddîn.

Son portrait. Fort de la confiance des populations, il saura attirer chez lui « les commerçants qui s'y trouvaient

---

(1) Chidiâq, 360-361.

(2) *Vie manuscrite.*

(3) *Vie manuscrite*, 48, 51, 55-58, 67.

mieux que dans les autres Echelles du Levant » (S[t] Priest). Jusque dans un âge très avancé, il ne perdra rien de son activité, presque toujours à cheval, sans se laisser abattre par les revers de la fortune. Pendant près de 40 ans, il pourra braver l'autorité de la Porte.

Ḍâhir ne rappelait en rien le type classique du Bédouin brutal, جافي , pillard incorrigible. Sa biographie manuscrite, œuvre d'un anonyme chrétien, fait songer aux Ghassânides, aux Kalbites de la période omayyade, qui se solidarisaient avec le pays. Il avait des lettres, connaissait le Coran et la poésie arabe. Ambitieux, il le fut incontestablement, mais son ambition généreuse voyait plus loin que la masse des nomades. Aspirant à durer, il voulut fonder. Les paysans s'étaient mis à produire. Le moment vint où Ḍâhir se trouva amené à chercher un débouché pour les cotons et la soie de son pays.

Renaissance d'Acre. Depuis les Mamloûks, Acre n'était plus qu'une bourgade sans défense (1). Mais son port pouvait se rouvrir aux vaisseaux de commerce. Les Français de Ṣaidâ, les Maltais en fréquentaient le mouillage. Un hardi coup de main le rendit maître de cette position vers le milieu du 18[e] siècle. L'agha turc d'Acre alla se plaindre à Ṣaidâ. Mais Ḍâhir savait comment apaiser les ressentiments de la Porte. Il usa du moyen et se porta garant pour le *mîrî*. Acre se ranima, vit relever hâtivement la puissante enceinte des Croisés, imparfaitement ruinée par les Mamloûks. Elle devint un marché, rival de Ṣaidâ, où Européens et Palestiniens venaient échanger leurs produits. Les chrétiens y affluèrent, surtout les Melkites. Le prestige du cheikh, plus que sexagénaire, grandit d'autant.

Il y gagna les douteuses faveurs de la Porte, laquelle

---

(1) Voir plus haut pp. 2, 31.

guettait l'occation de le perdre. Elle était excitée par les plaintes de ses représentants, frustrés de leurs bénéfices dans la perception du *miri* palestinien. 'Othmân-pacha de Damas, chef du pélérinage, avait cru pouvoir confisquer à son profit les subventions accordées aux Bédouins du désert, qui veillaient à la sécurité des pélerins et les dépouillaient à tour de rôle. Furieux, ils capturèrent au retour la caravane, qui ramenait le *maḥmal* turc et un « étendard du Prophète ». 'Othmân se sauva presque seul (1757). Dâhir réussit à racheter le butin et s'empressa de le renvoyer à Stamboul. Il n'en fut pas moins accusé par 'Othmân de connivence avec les brigands (1). Par bonheur, il se trouvait alors à l'abri des vengeances du Divan turc.

Les Russes dans la Méditerranée. En guerre avec la Turquie, Catherine II de Russie conçut le projet de soulever les populations méditerranéennes, sujettes de la Porte. Une escadre russe, sous les ordres de l'amiral Spiridof et de l'Anglais Elphinston cingla vers la Méditerranée. A Livourne, l'amiral Alexis Orlof prit le commandement suprême. Dans la rade de Tchesmé, derrière l'ile de Chio, il réussit à incendier la flotte turque (3 Juill. 1770). Elphinston proposa aux Russes de les conduire à Constantinople, mais ils refusèrent de le suivre. Orlof se contenta d'occuper les îles de l'archipel grec et de croiser dans les eaux de la Méditerranée orientale, attendant les événements (1770-1771), prêt à soutenir les ennemis de la Porte.

Le mamloûk 'Alî-bey. Cependant Dâhir sentait venir l'orage, qui se formait contre lui à Damas. 'Othmân-pacha, en charge depuis de longues années, avait réussi à installer ses fils dans les gouvernements de Tripoli et de Saidâ. Dâhir

(1) *Vie manuscrite*, 68 ; Cf. Volney, II, 11. La chronologie de cet auteur retarde d'une année sur les sources orientales dont la précision laisse également à désirer pour les dates.

le savait en mauvais termes avec 'Alî-bey, le *cheikh al-balad* ou chef des mamloûks d'Egypte. Or, une révolution avait éclaté en ce dernier pays, où 'Alî-bey venait de se déclarer indépendant, de faire battre monnaie en son nom (1768). Pour la première fois depuis 1517, les Mamloûks essayaient de ressaisir le pouvoir en Egypte. 'Alî-bey, non content d'avoir expulsé le représentant de la Porte, songea à se rendre populaire en Egypte, en y ramenant le califat. Il commença donc par occuper le Ḥidjâz. Conformément à la tradition de tous les pouvoirs, installés dans la vallée du Nil, il méditait de s'assurer de la Syrie, lorsqu'il reçut les ouvertures du cheikh Dâhir, lui proposant une action commune contre 'Othmân-pacha.

Aboû Dhahab en Syrie (1770). Son lieutenant, Mohammad Aboû Dhahab, venait d'achever la conquête du Ḥidjâz (1). 'Alî-bey l'envoya conquérir la Syrie. Le mamloûk, après avoir opéré sa jonction à Jaffa avec les forces de Dâhir, se dirigea sur Damas. 'Othmân-pacha s'enfuit jusqu'à Ḥomṣ. Damas se rendit sans résistance et quelques volées de canon eurent raison de la citadelle (2).

Aboû Dhahab écrivit à l'émir Manṣoûr Chihâb (v. p. 101) pour lui annoncer sa victoire. Manṣoûr répondit par l'envoi de cadeaux. De son côté, le pacha évincé de Damas avait réclamé le secours de l'émir Yoûsof. Ce dernier préféra attendre l'issue des événements. Bien lui en prit.

Répercussion au Liban. Soudain Aboû Dhahab se résolut à évacuer Damas. Gagné par les émissaires de la Porte (3), il accepta sans peine de travailler pour son propre compte. On lui donna à espérer qu'après avoir renversé son

---

(1) Monayyar, 38, 44 ; Ḥaidar, 800.

(2) *Vie de Djazzâr*, msc. p. 7 ; Djabartî, *Tarîkh*. I, 251, 265 (V. *Bibliogr.*).

(3) *Vie manusc. de Ḍâhir*, p. 83.

maître, il obtiendrait d'être lui-même reconnu officiellement. Il courut en Egypte.

Il ne laissa à 'Alî-bey (1) que la ressource de se réfugier avec ses partisans auprès de son allié Dâhir, 'Othmân-pacha rentra à Damas. Il s'y vit bientôt rejoint par l'émir Yoûsof dont la position se trouva renforcée auprès de la Porte ainsi que son prestige dans la Montagne. Se sentant définitivement compromis, l'émir Mansoûr n'avait pas attendu cet échec pour abdiquer en sa faveur dans l'assemblée du Bâroûk (v. p. 102).

Succès de Dâhir. Le cheikh Dâhir ne se découragea pas pour autant. Il précipita dans les eaux du lac de Hoûla, les troupes de 'Othmân-pacha, qui étaient venues l'attaquer. Ses alliés Métoualis en profitèrent pour envahir les terres de l'émir Yoûsof, et Dâhir pour occuper Saidâ. Depuis le commencement du siècle, des Barbaresques et Maghribins de Tunis, d'Alger et du Maroc avaient pris l'habitude de venir chercher fortune au Levant (v. p. 95). Ils y composaient l'infanterie des pachas. Dâhir confia le gouvernement de Saidâ à l'Algérien Dinkizlî et à son contingent de Barbaresques.

La Porte, ayant vu repousser ses ouvertures de paix, se décida à en finir. Une armée de 30.000 hommes fut levée ; elle comprenait les contingents de l'émir Yoûsof. Dâhir ne se laissa pas prendre au dépourvu. Il pouvait compter sur l'appui des Métoualis, sur les 800 mamloûks, arrivés d'Egypte à la suite de 'Alî-bey, enfin sur le concours de l'escadre moscovite, en croisière dans les eaux de Syrie (v. p. 107). La rencontre eut lieu, le long de la côte, près de Saidâ. Le tir des vaisseaux russes, la fougue des mamloûks, tous vieux soldats, qui se ruèrent sur les canons turcs, assurèrent la victoire à Dâhir (22 Mai 1772).

(1) Avril 1772 ; Cf. Djabarti, I, 371.

Les Russes bombardent Beyrouth. Les Russes parurent peu après devant Beyrouth, bombardèrent et pillèrent la cité. L'émir Mansoûr y résidait, depuis son abdication. Sa brouille avec l'émir Yoûsof lui avait permis de demeurer en bons termes avec Dâhir. Leur intervention, jointe au paiement d'une contribution de 25.000 piastres (1), détermina le retrait des vaisseaux moscovites.

Sans égards pour les droits du Liban, Damas décida alors d'occuper Beyrouth. Elle y envoya des troupes sous le commandement du trop fameux Djazzâr. Malgré les avertissements de l'émir Mansoûr, Yoûsof commit l'imprudence de ne pas s'opposer à l'installation de ce dangereux auxiliaire à Beyrouth, de mettre sous ses ordres, « toutes les autorités de la ville, la douane, les employés du fisc. Beyrouth appartenait alors à la maison des Chihâb, lesquels disposaient de ses revenus » (2).

Les émirs et les cheikhs libanais y possédaient leurs résidences et y avaient construit de nombreux khâns ou *qaisâryya*. Cette ville était appelée par les Français « le petit Paris des Maronites » (3). Plusieurs de ces derniers y remplirent les fonctions de consul de France (4). Après la victoire de Saidâ, Dâhir alla étendre son autorité sur les provinces palestiniennes. Depuis Saidâ jusqu'à Ramla, tout le pays lui obéissait.

Retour et mort d'Aboû Dhahab. Sa grandeur devait être encore plus éphémère que celle de Fakhraddin. 'Alî-bey s'était laissé follement attirer en Egypte. Il y fut battu et finalement empoisonné (1773) par son ancien lieutenant, devenu son rival, Aboû Dhahab. La flotte russe avait pris le large et

(1) La piastre valait alors environ cinq francs.
(2) *Vie de Djazzâr*, msc. p. 11 ; Monayyar, *msc. cité*, 64-65.
(3) Le P. Besson, *La Syrie sainte*, 121.
(4) Voir Ristelhueber, 128 etc.

se désintéressait des affaires syriennes, Soudain Dâhir eut sur les bras un ennemi fort inattendu. Aboû Dhahab, désireux de reprendre le rôle de 'Alî-bey (1), se fit conférer par la Porte, avec la mission de châtier le rebelle bédouin, les gouvernements de Jaffa et de Saidâ. Il saisit le prétexte de l'appui, prêté au mamloûk vaincu, pour envahir la Syrie (Mars 1775) et venir demander des comptes à Dâhir. Après avoir enlevé en passant Jaffa, défendu par les troupes du cheikh, — qu'il fusilla au mépris de la foi jurée (2) — après avoir brûlé le couvent et massacré les moines du Mont Carmel, Aboû Dhahab approchait d'Acre, lorsque la mort le frappa au milieu de ses succès (Juin 1775). A ce moment Dâhir, trahi par 'Alî, l'aîné de ses fils, qui avait poussé les Egyptiens contre son père, se vit de nouveau exposé aux ressentiments des Turcs. Ils lui attribuèrent tous les échecs, toutes les humiliations de leur politique en Syrie : l'indocilité des Nosairis, des Druses, des Métoualis, jusqu'à la dépréciation, le discrédit de leur propre monnaie. Comme au temps des Mamloûks (v. p. 30), le commerce syrien se défiait des « *sultanins* d'or et d'argent », les soupçonnant d'être adultérés. Les janissaires eux-mêmes prétendaient toucher leur solde en monnaie française (3). La faveur du public — le langage populaire continue à en témoigner — allait aux *thaler* (*talari*) d'Allemagne, aux *réaux* (*riâl*) d'Espagne, quoique chargés de croix et de figures.

Siège d'Acre. Fin de Dâhir (1775). La flotte du capitan-pacha débuta par attaquer Saidâ. Dinkizlî dut l'évacuer et vint se réfugier à Acre auprès de son maître. Le capitan-pacha l'y suivit et commença le bombardement de la place.

---

(1) Cf. Rabbath. I, 622 etc. Nous adoptons la chronologie de Djabartî.

(2) Djabartî, I, 413.

(3) Yorga, IV, 479 ; Cf. Cotovicus, 413.

« L'artillerie turque ne faisait pas grand effet sur ces murailles, qui existent depuis les Croisades » (St Priest). Alors l'Algérien Dinkizlî se laissa secrètement acheter. Dans un conseil de guerre, il conseilla la capitulation. Dâhir ne put s'y résoudre.

Dinkizlî se retira exaspéré. Peu après, un coup de feu, parti des rangs des Algériens, mit fin à cette aventure. Il étendit raide-mort le seigneur d'Acre, qui s'apprêtait à fuir (1). Sa tête, livrée au capitan-pacha, alla, comme celle de Fakhraddîn, orner les murs du sérail de Stamboul. Ibrahîm Sabbâgh se laissa torturer à mort plutôt que de trahir la cachette, où son maître avait enfoui ses trésors (2) avec ceux de ʿAlî-bey.

II. Djazzar (1775-1804).

Après l'évacuation de Saidâ par Dinkizlî, ce dernier y avait été aussitôt remplacé par Djazzâr, accouru de Beyrouth (v. p. 110). Il est temps de faire connaissance avec ce personnage, dont la fortune va bientôt balancer celle de Bonaparte, et pendant 30 ans terroriser la Syrie et le Liban.

Son origine ; ses débuts. Bosniaque d'origine (3), après des débuts laborieux à Stamboul, Djazzâr était venu offrir ses services à ʿAlî-bey d'Egypte. Il remplit auprès de lui un métier qui lui assurera le surnom historique de Djazzâr, boucher. Il acceptait de débarrasser le régent mamloûk des ennemis qui le gênaient. Un jour pourtant, le Bosniaque éprouva un remords, une hésitation, les seuls peut-être qu'il

---

(1) Le 16 Août 1775 ; *Vie man. de Dâhir*, p. 98.

(2) Une partie, confiée aux Franciscains, fut restituée à la Porte ; Rabbath, I, 624.

(3) Il serait né vers 1735. Sa langue maternelle était l'*esclavon* qu'il aimera à parler jusqu'à la fin de sa vie ; Volney, *op. cit.*, I, 452.

ait sentis au cours de sa carrière mouvementée. Il refusa d'assassiner un de ses amis. Redoutant la vengeance de son maître, il s'exila, pérégrina à travers l'Empire ottoman sans trouver un emploi à son ambition, à son énergie exubérantes. Il se décida à revoir momentanément l'Egypte, s'y glissa sous un déguisement arménien, pour recueillir les trésors qu'il y avait abandonnés (1). D'Egypte il passe à Dairalqamar, où l'émir Yoûsof lui réserve un accueil empressé ; ensuite au service du pacha de Damas. Quand, après le bombardement russe de Beyrouth (v. p. 110), il fallut réoccuper la ville, l'émir Yoûsof se souvint de ses relations avec le Bosniaque. « Voulant se montrer désagréable à son oncle, l'émir Manṣoûr » (2), il permit à la Porte d'installer Djazzâr à Beyrouth. A peine dans la place, ce dernier s'occupa d'en relever les fortifications. Afin d'aller plus vite en besogne, il emprunta les matériaux de construction aux édifices élevés par les Chihâb. Pour pourvoir aux frais de l'entreprise, il confisqua dans le port un navire, appartenant à des marchands de Beyrouth, dont la cargaison lui rapporta 200.000 dirhems (3). Sommé de se retirer, il prétendit ne relever que de lui-même.

Second bombardement de Beyrouth. L'émir Yoûsof dut alors recourir aux bons offices de son ancien ennemi Dâhir. Avec raison, le chef bédouin redoutait pour sa ville de Saidâ le voisinage de Djazzâr. Il se rappela l'assistance prêtée par l'escadre russe, à ce moment-là même mouillée dans les eaux de Chypre. Il pria l'amiral (4) de se présenter devant Beyrouth. Cette démarche vaudra à la cité l'épreuve d'un second bombardement (1773). En dépit de sa violence, malgré les 6.000 boulets lancés sur les remparts, les projectiles n'arrivèrent pas à entamer les murailles construites en

(1) *Vie de Djazzâr*, msc. p. 9. (*Bibl. orient.*).

(2) Ḥaidar, 812.

(3) Monayyar, *man. cit.*, 67.

(4) Contre le paiement de 600 bourses ; Volney, *op. cit.*, I, 454.

pierres sablonneuses (*ramli*). Il fallut débarquer, entreprendre un siège qui dura quatre mois et ruina une partie de la cité. Seule la famine força la garnison à se rendre. Le cheikh Dâhir s'interposa de nouveau et donna asile à Djazzâr. L'émir Yoûsof s'empressa de désarmer les musulmans de Beyrouth et hissa sur la forteresse « le pavillon de la croix » (1), celui du Liban (v. I, 131).

Djazzâr à Saidâ et à Acre. Trompant Dâhir à son tour, Djazzâr lui enleva un convoi de munitions et alla se réfugier à Damas. Cette déloyauté lui ouvrit la porte des faveurs ottomanes. Sa récompense fut le pachalik de Saidâ. Il l'obtint du capitan-pacha qu'il avait accompagné au siège d'Acre (v. p. 111). Cette nomination le rendait suzerain, surveillant officiel de la Montagne. On jugera de l'inquiétude de l'émir Yoûsof. Celui-ci fournit un autre motif de ressentiment à Djazzâr, en lui dressant une embuscade au Dâmoûr, quand ce dernier partit installer son lieutenant à Beyrouth. En réponse, il confisqua les biens des émirs Chihâb en cette ville, au moment précis, où la Porte confirmait Yoûsof dans la possession de Beyrouth et de la Bqâʿ (2).

Maître de la côte libanaise, le Bosniaque devenait de jour en jour plus redoutable. Après la chute de Dâhir, (v. p. 112), il se résolut à transporter le centre de son autorité à Acre. Il commença par achever la restauration des anciennes fortifications. Les habitants des villages voisins se virent contraints d'y venir travailler en corvée, trois jours par semaine (3). Ces transformations firent d'Acre la plus forte place de la Syrie. Il sacrifia à sa nouvelle capitale la prospérité de Beyrouth, réduite pour lors à 6.000 habitants (4). Il

---

(1) Ḥaidar, 815.
(2) *Vie manusc. de Djazzâr*, p. 27.
(3) *Ibid.*, p. 33.
(4) Volney, *op. cit.*, II, 82.

se créa une marine de guerre (1) avec les bois, fournis par la forêt des Pins. Elle se composait d'une frégate, de deux galiotes, plus un chébek qu'il enleva aux Maltais. Pour son armée, il enrôla, parmi ses compatriotes, 900 cavaliers, Bosniaques et Albanais, ainsi qu'un millier de Barbaresques à pied.

Pacha de Damas, arbitre de la Syrie. Bientôt son ambition aspira au vilayet de Damas. Il l'obtint l'an 1196 H. (1780) avec la direction du pélerinage, qui s'y trouvait adjointe. A la suite des plaintes soulevées contre son administration (2), il n'y séjourna cette fois qu'une année pour céder la place à Moḥammad-pacha 'Adm ('Aẓm), auquel il venait de succéder. Rentré momentanément à Acre, il retournera dans la suite à trois reprises au gouvernement de Damas. Sa carrière représente désormais une série ininterrompue de succès. Exemple unique dans les annales de la Syrie ottomane ; il demeurera plus d'un quart de siècle au pouvoir, en désaccord, parfois en lutte armée, avec les pachas voisins, se dispensant d'expédier à Stamboul les revenus du *miri* ou plutôt l'excédant souvent considérable des impôts de son vaste gouvernement. Ses cruautés, sa cupidité effrénée révoltent l'opinion. Il brise toutes les oppositions, étouffe par la terreur toutes les protestations. La Porte n'intervient que pour l'envoyer à Damas ou l'en rappeler, sans toucher au ressort de ses autres pachaliks. Djazzâr représente le fonctionnaire selon son cœur. Il lui avait rendu le service de ruiner la famille de Dâhir. Il avait châtié l'insolence des Bédouins palestiniens, abaissé les Libanais, réduit à l'impuissance les Métoualis. Ces considérations méritaient qu'on fermât les yeux sur sa tyrannie, ses exactions, sur l'énorme écart entre les 1.500 bourses de tribut qu'il acquittait et les dix millions de francs

(1) D'autres pachas ont possédé leur marine de guerre ; Cf. H. Guys, *Relation d'un séjour à Beyrout*, II, 212.

(2) Cf. Michel de Damas, حوادث الشام p. 4. (V. *Bibliogr.*).

qu'il réalisait pour son compte personnel. Par ailleurs la politique du Divan possédait le secret de soulever au moment voulu un incident qui « amènerait à Constantinople le coffre-fort ou la tête » (Volney) de l'incommode Bosniaque.

Révolte militaire ; démêlés avec la France. Un jour, il se voit assiégé dans le sérail d'Acre par ses mamloûks, ses soldats révoltés. L'artillerie de la forteresse est retournée contre sa demeure. Le pacha tient tête à l'émeute. Tout ce que les mutins peuvent obtenir, c'est de quitter Acre. Ils reviennent en plus grand nombre (1), conduits par Salîm-pacha, son mamloûk (2) garde-du-corps, qui ne l'a pas abandonné depuis sa sortie d'Egypte. Les révoltés s'emparent de Saidâ, de Tyr, viennent mettre le siège devant Acre. Djazzâr ne conserve autour de lui qu'une poignée de fidèles. A leur tête, il opère une sortie et surprend le camp des rebelles, qui, comptant le tenir, avaient négligé de se garder.

Exalté par le succès, par son impunité, finalement « atteint par la manie de la persécution, il foula aux pieds toutes les lois ». Pour avoir concentré entre ses mains le commerce du blé et du coton, il entra en démêlés avec l'agent français de sa résidence. « Le consul donna ordre à son collègue de Saidâ, à tous les sujets français de quitter le territoire du pacha. A Stamboul, l'ambassade royale arracha des ordres, imposant le retour des Français. Djazzâr refusa d'y obtempérer et exigea le changement des consuls. En cet incident, il obtint encore gain de cause » (3).

Chute de l'émir Yoûsof. L'émir Yoûsof avait commis l'imprudence d'appuyer la révolte des mamloûks. Tort plus grave ; forcé de satisfaire aux exigences cupides du tyran

---

(1) Comp. *ibid.* 62.

(2) Et Solaimân-pacha, un de ses autres esclaves et son futur successeur à Acre ; voir le chap. XVI.

(3) *Ms. cité*, 41-43.

d'Acre, lequel lui soutirera en « l'espace de cinq années environ 4.000.000 de France » (Volney), il accablait les Libanais d'impôts et les exaspéra par ses cruautés (1). Vaincu par les mécontents près de Qabbeliâs, ensuite dans le Mardj 'oyoûn, il se vit contraint de se retirer devant un jeune homme de 21 ans (2), le fils de Qâsim ibn 'Omar, celui que les Libanais appellent le grand Bachîr.

Jeunesse, débuts de Bachîr II. Ses débuts furent modestes. Il était né à Ghazîr, le 6 Janv. 1767. Son père, l'émir Qâsim, converti depuis peu au christianisme (v. p. 101), le fit baptiser. Orphelin de bonne heure, demeuré sans ressources, il vint chercher fortune à Baitaddîn et à Dairalqamar, résidences d'été des Chihâbides, foyers d'intrigues, où ces émirs achevèrent de compromettre leur autorité. Accueilli avec intérêt par l'émir Yoûsof et ses parents, le jeune Bachîr prit part à leurs querelles intestines. Le jour vint, où l'ambition le poussa à desservir son bienfaiteur, l'émir Yoûsof (3). Conscient de sa propre valeur, il voulut prendre sa place et l'obtiendra en manœuvrant à Acre (1788), auprès du Bosniaque.

Djazzâr et Bachîr. Djazzâr demeurait l'arbitre du Liban. Bachîr accepta la triste besogne de pourchasser l'émir Yoûsof, réfugié dans le territoire de Djobail. Le malheureux

---

(1) Chidiâq, 416.

(2) Pour sa généalogie comp. ce tableau :

Haidar († 1732)

Molham (abdique 1754)	'Omar
Qâsim	Qâsim (1767)
Bachîr III (1840-41)	Bachîr II le Grand

(3) Michel de Damas, *op. cit.*, 60.

fugitif réussit à apaiser Djazzâr, qui lui vendit encore une fois l'investiture, afin de forcer son compétiteur à une surenchère. Sur une dénonciation de Bachîr, Yoûsof fut étranglé avec son ministre Sa'd Ghandoûr dans les prisons d'Acre (1790). Djazzâr s'amusa alors à révolutionner le Liban. Il soutint les émirs révoltés contre Bachîr, mit en avant ensuite la candidature des fils du malheureux Yoûsof; enfin se réconcilia, en lui imposant de lourds sacrifices d'argent, avec Bachîr (1794-95). Ce dernier attira à Baitaddîn dans un guet-apens les Banoû Nakad et les fit étrangler.

Portrait de Bachîr. Tels furent les débuts de l'émir qui allait tenter de reconstituer l'Etat du grand Fakhraddîn. Il y travaillera pendant un demi-siècle avec des fortunes très diverses. Forcé par quatre fois à quitter le Liban, il y rentrera chaque fois, entouré d'un nouveau prestige. « Tour à tour brutal et souple, cruel et rusé, toujours prudent et souvent peu scrupuleux » (Ristelhueber), il offrira l'image du parfait souverain oriental, imposant le respect par son habileté et son faste. Il parviendra en ménageant les partis, en les usant l'un contre l'autre, à s'assurer en Syrie une situation prépondérante. Une légende se formera autour de son nom, comme autour de la mémoire de son prédécesseur ma'nide, dont sa carrière et sa chute rappellent la vie mouvementée.

Bachîr comptait une trentaine d'années, lorsque l'arrivée de Bonaparte en Syrie suspendit pour un temps ces scènes sanglantes et détourna de la Montagne l'attention de Djazzâr.

Décadence de la Syrie. Trois siècles de régime turc avaient hâté la ruine de la Syrie. La dépopulation du pays (v. p. 62) prenait des proportions inquiétantes. Sur les 3.200 villages du pachalik d'Alep, inscrits jadis au rôle des impôts, on n'en comptait plus que 400. Les paysans avaient fui dans les villes ou dans les montagnes. A cet égard, rien d'instructif comme les chiffres statistiques réunis à cette époque par

Volney (1). L'âpre Kasrawân y compte le double des habitants de la Palestine proprement dite. La même densité de population se retrouvait dans les autres districts du Liban (v. p. 97), dans ceux du Wâdittaim, de Naplouse, de 'Adjloûn, dans tous ceux que Volney appelle les «pays abonnés», à savoir les provinces semi-autonomes, soustraites à l'administration directe de la Porte.

III. Bonaparte en Syrie (1799).

Les préparatifs de Djazzâr. A la fin de Juin 1798, les Français avaient débarqué à Alexandrie. Djazzâr n'attendit pas plus longtemps pour prendre ses mesures. Retrouvant toute son activité, le vieux pacha travailla fiévreusement aux fortifications d'Acre, à mettre en état de défense les autres villes de son vaste gouvernement. Profitant du désarroi de la Porte, il n'hésita pas à en accroître l'extension ; il établit des garnisons à Jaffa, enfin à Al-'Arîch, place relevant de l'Egypte.

Djazzâr et les chrétiens. Ensuite il expulsa des villes maritimes les chrétiens que ses exactions avaient à moitié ruinés. Sous la protection des Chihâb et des consuls, ils avaient afflué, surtout les Melkites, dans les ports de mer, où leur aptitude aux affaires, l'intervention des résidents et des capitaux européens leur avaient permis de prospérer. En Syrie, juifs et chrétiens s'étaient enrichis dans les opérations de banque que la législation coranique interdit aux musulmans. Aussi les pachas se voyaient-ils dans la nécessité de leur confier la gestion de leurs finances privées. A Beyrouth, parmi les Melkites, les Dahhân, les Yâred avaient dû acquitter des avanies exorbitantes au fisc d'Acre.

---

(1) *Op. cit.*, II, 49, 238, 275.

Djazzâr n'épargna pas davantage ses propres hommes d'affaires. Sa fureur se déchargea sur le fils d'Ibrahîm Ṣabbâgh, lequel avait accepté auprès de lui la fonction, occupée naguère par son père auprès de Ḍâhir (v. p. 105). Vint ensuite le tour des Sakroûdj, des Aboû Qaloûch, des Yoûsof Mâroûn, lesquels, à tour de rôle, avaient recueilli la succession des Ṣabbâgh, sans se laisser effrayer par leur fin tragique. Non content de les dépouiller, il les mutila atrocement (1). Plus prudent, Elias Eddé réussit à gagner la Montagne ; Joseph Qardâḥi se sauva en Europe.

Intervention des Anglais. Après le désastre naval d'Aboûqîr (1 Août 1798), Bonaparte se vit enfermé en Egypte. La Guerre Sainte avait été proclamée contre « les Français mécréants ». La flotte anglaise interceptait les communications avec l'Occident. Elle se trouvait sous les ordres de « l'illustre parmi les magnats de la nation chrétienne, Son Excellence notre féal Ami, le Très-honoré Seigneur Smith ». Ainsi s'exprimait le rescrit sultanien, remettant à cet Anglais la direction des opérations maritimes sur la côte de Syrie.

A Damas s'achevait lentement la concentration des troupes destinées à chasser les Français d'Egypte. Sur la côte, on l'a vu, toutes les places avaient été occupées par Djazzâr (2). Ibrahîm, le mamloûk vaincu par Bonaparte, avec ses derniers fidèles, s'était réfugié en Syrie. Ils se tenaient en observation sur la frontière égyptienne. Leurs émissaires, leurs proclamations et celles de Djazzâr ne cessaient d'exciter à la révolte les Egyptiens. Ajoutez l'occupation arbitraire d'Al-'Arîch (3), l'interruption des communications commerciales

(1) Monayyar, 105-106 ; *Vie de Djazzâr*, msc. p. 39-40.

(2) Il avait refusé d'entrer en rapports avec les émissaires de Bonaparte ; Djabartî, III, 16-16. *Vie de Djazzâr*, 61-62.

(3) Relevant de l'Egypte.

avec la Syrie. Ces prétextes suffirent à Bonaparte pour colorer son intervention au-delà de l'Isthme (1).

Illusions de Bonaparte. Malgré tous ses efforts, il n'avait pu obtenir des renseignements directs sur les fortifications d'Acre. Aucun de ses émissaires n'avait réussi à approcher de la place. Bonaparte semble en avoir jugé d'après la description qu'en avait publiée Volney (II, 120), à son retour de Syrie en 1787. Ce voyageur leur déniait toute importance militaire. En fait d'enceinte, il ne signalait, du côté de la terre, « qu'un mur de jardin sans fossé ». La découverte du fossé acconitain sera une première déception. On s'illusionna également sur la solidité de l'enceinte élevée par les Croisés qu'on s'obstinera à battre avec de l'artillerie de campagne.

Le général français savait les populations fatiguées de la tyrannie de Djazzâr. Il compta que sa présence provoquerait un soulèvement, comme à son débarquement à Alexandrie, il avait tablé sur la révolte des fellahs égyptiens contre leurs exploiteurs mamloûks. C'était mal connaître l'apathie, le fatalisme de populations, démoralisées par des siècles d'oppression. A leur défaut, le jeune mais déjà glorieux général français se flatta du moins que les chrétiens du Liban — il les aurait fait solliciter et saluer comme « français de temps immémorial » — (2) lui donneraient la main pour une expédition plus lointaine vers Constantinople ou même vers les Indes.

Son départ d'Egypte. Bonaparte dut laisser en Egypte des forces considérables. Parti du Caire le 10 Fév. 1799, il n'emmena avec lui que 12.000 hommes, divisés en quatre corps, sous le commandement des généraux Régnier, Kléber, Lannes et Bon. Murat conduisait une brigade de 900 cava-

---

(1) Djabartî, III, 28-29, 47.

(2) En réalité il se contenta de solliciter Bachîr ; cf. Ristelhueber, 270.

liers. Caffarelli devait diriger les travaux du génie. Sa jambe de bois lui valut chez les Arabes le surnom d'*Aboû Khachaba* (1). Enfin le contre-amiral Perrée (2) fut chargé de convoyer par mer l'artillerie de siège et les munitions.

Acre était spécialement visée. Bonaparte devina qu'elle formait le cœur de la résistance turque. Djazzâr, de nouveau nommé au pachalik de Damas, avait préféré rester à son poste. Son abandon aurait mis aux mains de l'ennemi la clef du Liban, permis à Bonaparte de rallier à sa cause les populations chrétiennes, de s'appuyer sur la Galilée, frémissante depuis la mort de Dâhir. Avant de se lancer à l'intérieur de la Syrie contre l'armée, massée à Damas, il importait aux Français de ne pas laisser derrière eux ce redoutable adversaire.

Dispositions des Syriens. Pour les punir de leur alliance avec Dâhir, Djazzâr avait juré la perte des Métoualis. Ceux de la Galilée n'auraient plus compté que « 700 fusils ». Leurs coreligionnaires du Liban et de la Bqâʿ se trouvaient tellement affaiblis que Volney (3) prévoyait à bref délai leur disparition totale. Exaspérés, les Chîites accourront les premiers se mettre à la disposition des Français. Ils seront bientôt suivis par le fils de Dâhir auquel Bonaparte confiera l'autorité dans le pays de Safad avec la promesse de lui céder bientôt la ville d'Acre. Les chrétiens du Liban se réjouiront de son approche, dans l'espoir de voir leur pays échapper à la tyrannie d'Acre. Il n'en alla pas de même avec les chefs druses, dont Bonaparte semble avoir escompté le concours. « Saisis de terreur, ils songèrent à émigrer dans le Djabal al-Aʿlâ (v. I, 210) et dans le Haurân ».

Attitude de Bachîr. Plus avisé, Bachîr se renferma

---

(1) Djabartî, III, 45.

(2) Comp. *Al-Machriq*, 1920, p. 892.

(3) *Op. cit.*, I, 482, 483.

dans une énigmatique neutralité, laquelle ne l'empêchera pas d'ouvrir la Montagne aux convois ottomans. Il connaissait l'état des fortifications d'Acre, il savait Djazzâr et les Anglais déterminés à la défendre. Avant de se déclarer, il voulait deviner de quel côté tournerait la victoire. Sommé par Djazzâr d'avoir à le rejoindre avec ses contingents, il objecta son impuissance ; il ne sentait plus ses sujets en main. Ce n'était pas une défaite, une habileté diplomatiques. « Sans égards pour l'émir, sans même prendre son avis, les cheikhs druses s'étaient concertés sur le parti à prendre » (1). Plusieurs avaient proposé d'émigrer. Les musulmans de la côte expédièrent à l'intérieur ce qu'ils possédaient de plus précieux. Les cheikhs 'Amâd eurent le courage de dépouiller ces caravanes de fugitifs, au grand déplaisir de l'émir. Quant aux chrétiens, déconcertés par l'attitude de l'émir et l'hostilité des Druses, ils s'apprêteront du moins à ravitailler les Français. Ils leur expédièrent du vin « qu'ils vendront à bon prix » (2). En guise de représailles pour le pillage d'une caravane de Bikfaya, transportant du vin, les Bellama' iront dans la Bqâ' dévaster les propriétés des chèikhs Nakad, auteurs du pillage.

Sympathies chrétiennes, désarmées devant les hésitations de l'émir et l'opposition ouverte des Druses, concours des contingents métoualis et bédouins, c'étaient là de faibles avantages devant les complications, qui attendaient Bonaparte : hostilité des populations musulmanes, fanatisées par la prédication de la Guerre sainte (v. p. 120) ; — à Jérusalem et ailleurs, elles tombèrent sur les chrétiens — valeur de la place et des fortifications d'Acre. Un émigré français, au service de l'Angleterre, Phélipeaux brouillé avec Bonaparte depuis

(1) Haidar, 887 ; *Vie de Djazzâr*, ms. cité, p. 69.

(2) *Man. cité.*

leur séjour à l'Ecole militaire (1), travailla à en augmenter la résistance. Enfin les Anglais se firent les alliés du triste pacha d'Acre ; ils l'assistèrent jusqu'au bout, sous la direction de l'habile commodore Sidney Smith.

Prise des villes palestiniennes. L'armée française, confiante dans l'étoile de son chef, se lança donc dans le désert qui sépare l'Egypte de la Syrie. Al-'Arîch fut emportée sans grande difficulté (17 Fév. 1799), puis Jaffa, dont la prise parut si surprenante à Kléber qu'il l'appela « un coup du sort ». Une forte garnison la défendait. Après la reddition de la ville (2), on trouva dans la citadelle 80 canons. Les Albanais s'étaient fait follement massacrer, en se jetant sur les tranchées des Français. A Al-'Arîch, Bonaparte se contenta de licencier la garnison, en imposant aux officiers et aux soldats l'engagement de ne pas reprendre les armes contre lui. Il en retrouvera bon nombre à la prise de Jaffa. Ce manque de parole, l'assassinat des parlementaires français expliquent, sans les justifier, la barbarie avec laquelle furent traités les prisonniers. Elle contraste avec les égards témoignés aux civils, Egyptiens et Syriens.

Les autres villes palestiniennes, Ramla, Caiffa se rendirent sans opposer de résistance. « Nous emporterons Acre en 24 heures », affirmaient les rapports officiels, les *communiqués* affichés au Caire « et serons de retour avant une semaine » (3). On arriva sous les murs de cette place le 18 Mars 1799.

Début du siége d'Acre. Pour commencer l'attaque, l'artillerie de siège fit défaut ; on ne disposait que de pièces de campagne. Le grand parc d'artillerie (4), amené par le

(1) *Revue hebdomadaire*, 16 Juill. 1921, p. 347,

(2) Le 7 Mars.

(3) Djabartî, III, 51, 55.

(4) Quelques canons de 24 arriveront avant la fin du siège. Voir la *Relation de la campagne de Syrie*, citée plus bas.

convoi du contre-amiral Perrée avait été capturé en mer par le commodore anglais (1). Les renforts arrivés de Damas donneront bientôt à la garnison la supériorité numérique sur les assiégeants. Ces contingents turcs avaient emprunté l'itinéraire du Liban et de Saidâ.

Bachîr ne put se dispenser de les ravitailler. Il ne semble pas avoir escompté le succès des Français. C'est alors que lui parvinrent les lettres de Bonaparte, l'invitant à le rejoindre. L'émir refusa d'y répondre. Dans une de ces missives, le général français exhalait sa mauvaise humeur contre Bachîr. Elle tomba entre les mains de Djazzâr et lui valut les félicitations du redoutable pacha (2).

Avant tout, il fallut choisir pour le camp un emplacement à l'abri des feux de la flotte anglaise. Mouillée à l'ouest et au Sud de la place, elle balayait de ses projectiles les approches des fortifications. Le camp fut fixé vers Tall al-Fokhkhâr, sensiblement sur les positions occupées jadis par les Croisés, au temps de Saladin (v. I, 227). Les premiers travaux de circonvallation, les lignes de tranchées furent poussés vigoureusement. Devant Jaffa, observe Djabartî (III, 51), elles avaient permis aux Français d'attaquer à couvert, de masquer leur artillerie. Dès le début, les assiégeants eurent à souffrir de la faim ainsi que de la pénurie de munitions. Les sorties de la garnison furent repoussées victorieusement. Simultanément on exécuta d'audacieuses reconnaissances. Un premier assaut échoua, le 28 Mars. Les travaux d'approche étaient du reste contrariés par les ravages des canons capturés sur les vaisseaux français et qu'on avait retournés contre les assiégeants.

Victoire du mont Thabor. Cependant « de Damas 20.000 hommes accouraient à la rescousse » (3). Pour ne pas

(1) *Al-Machriq*. 1920, p. 892.

(2) *Vie man. de Djazzâr*, 69.

(3) *Ibid.*, 70.

se laisser surprendre, Bonaparte dut affaiblir les effectifs occupés au siège et multiplier les reconnaissances autour d'Acre. Le 8 Avril, Junot se heurta avec 300 hommes à l'avant-garde de l'armée damasquine. Sa petite troupe exécuta une belle retraite vers Kafr Kanna, puis opéra à Nazareth sa jonction avec Kléber, détaché depuis les débuts du siège pour surveiller les mouvements de l'ennemi. Au cours d'une avance du côté de Kafr Kanna, Kléber se heurta de nouveau aux Turcs qui refusèrent de s'engager. Kléber alla alors occuper les défilés de Nazareth et de Safoûryya, qui commandaient la route d'Acre. L'armée de Damas s'établit au nord-ouest du mont Thabor, dans une plaine, où elle pouvait déployer sa nombreuse cavallerie. Kléber en fit donner avis à Bonaparte qui lui envoya l'ordre de chercher le contact avec les Turcs, en l'assurant d'un prompt secours.

Kléber se trouvait déjà enveloppé par un adversaire qu'il était venu chercher aux pieds du Thabor, quand un coup de canon lui révéla l'approche du général en chef. Aussitôt ses soldats se précipitèrent avec entrain sur l'ennemi qui se vit tout-à-coup, grâce à la stratégie de Bonaparte, cerné comme dans un fer à cheval. « Les Français lui infligèrent une défaite sanglante ; les survivants prirent la fuite » (1). Il avait suffi d'une journée (16 Avril) pour anéantir l'armée turque.

Levée du siège. Bonaparte recommença alors avec une nouvelle ardeur, sans obtenir des succès plus marqués, les travaux du siège. Djazzàr ne cessa de recevoir des renforts. « Il n'aurait pourtant pu tenir jusqu'au bout, sans l'aide des Anglais » (2). L'armée française essuya des pertes importantes. Le général Caffarelli, les généraux Bon et Rambaud succombèrent. Ni le canon ni la mine ne purent entamer la

---

(1) *Man. cité.*
(2) *Man. cité.*

grosse tour des Croisés. Les munitions commençaient à s'épuiser. « Les Français continuèrent à serrer la place. Ils appliquèrent les échelles aux remparts, car leurs soldats ne craignent pas la mort. Dans la ville peu de maisons avaient résisté au bombardement, lorsque, après 70 jours (1) de siège, éclata une épidémie de peste » et de typhus.

Elle avait en réalité commencé à Jaffa et ne fit que s'intensifier sous les murs d'Acre, activée par les ardeurs de l'été et le voisinage des marais. L'assaut du 10 Mai fut arrêté par une explosion meurtrière. Bonaparte s'était obstiné jusqu'à cette date. Il céda avec dépit et dans la dernière moitié du mois leva ce siège inutile. « Cet homme m'a fait manquer ma fortune », dira-t-il plus tard de S. Smith.

La retraite s'effectua au milieu d'énormes difficultés. Blessés et typhiques embarrassèrent la marche. Les traînards furent achevés par les Arabes, par les fellahs ; les janissaires de Djazzàr massacrèrent les malades, hospitalisés au Mont-Carmel. L'armée épuisée, avec des effectifs diminués, rentra au Caire le 2 Juin. Une dépêche officielle l'avait précédée. Elle énumérait « quinze raisons qui avaient nécessité la levée du siège ».

Comment Bonaparte explique l'échec. Elles sont résumées par Djabartì (2). Certaines méritent d'être mentionnées ; elles montrent comment Bonaparte cherchait à expliquer son échec militaire. D'abord la capture de l'artillerie de siège par les Anglais en face de Jaffa. Ensuite la peste, causant journellement de 50 à 60 victimes. Les difficultés du ravitaillement. Les révoltes survenues dans la Haute-Egypte. L'apparition d'une escadre britannique devant Alexandrie et de navires russes à Rhodes. La rupture de la paix entre la

---

(1) Estimation approximative de l'anonymo, *msc. cit.*

(2) III. 68-69. Comp. *Relation de la campagne de Syrie* par un (anonyme) officier d'artillerie, membre de l'expédition : Paris. 1836.

France et l'Autriche (1). L'arrivée d'une réponse du nabab indien Tippo-Ṣâḥib (2) à une mission envoyée d'Egypte pour conclure une alliance contre les Anglais. La mort de Caffarelli et l'impossibilité de remplacer cet officier supérieur dans la direction des travaux du génie. Enfin, concluait la dépêche, « le siège d'Acre eût exigé quatre mois ; sacrifice de temps disproportionné avec la gravité des intérêts en jeu ».

Epilogue de la campagne. Un mois après son retour en Egypte, Bonaparte battait les Turcs à Aboûqîr. Débarqué en France, au mois d'Octobre suivant, en Décembre il devenait Premier Consul. La guerre rallumée en Europe allait placer le jeune général sur le théâtre où devaient se jouer sa destinée et celle du monde. Le passage des Français avait été trop rapide pour laisser en Syrie une impression, une trace durable. On y oublia bientôt le nom de Bonaparte. Rien ne prouve que l'intervention des contingents libanais aurait pu compenser pour lui la perte de son artillerie de siège et les ravages causés par le typhus. La partie se décida en réalité entre le général français et Sidney Smith.

Devenu empereur, Bonaparte se ressouvint de la Syrie, route de pénétration vers les Indes, où il voulait atteindre la puissance anglaise. Tel fut le but des missions militaires confiées à Lascaris, dès 1805, et précédemment au général Sebastiani, en 1802.



(1) Cf. *Relation*, 32. Elle détermina Bonaparte à hâter son retour en Europe, où il voulait jouer son rôle.

(2) Cf. Driault. *La question d'Orient*, 79-80.

Principaux synchronismes.

Commencement de la guerre de succession d'Espagne. La Prusse érigée en royaume (1701).

Fondation de Pétrograd (St Pétersbourg) (1703).

Paix d'Utrecht (1713). Traité de Rastadt (1714).

Peste de Marseille (1720).

Bataille de Fontenoy (1745).

Commencement de la guerre de Sept-Ans (1756).

Premier partage de la Pologne (1772).

Traité de Kainardji entre la Russie et la Turquie (1774).

L'empereur Joseph II succède à Marie-Thérèse (1780).

Convocation à Paris des Etats-généraux (1789).

La Convention nationale (1792). Exécution de Louis XVI (1793).

Robespierre. Prise de Toulon par Bonaparte (1793).

Première campagne de Bonaparte en Italie ; victoires de Montenotte, Mondovi, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli. Traité de Campo-Formio (1797).

Bonaparte à Malte (12 Juin). Bataille des Pyramides (21 Juill. 1798).

Bonaparte nommé premier consul. Constitution de l'an VIII (1799).

Bataille d'Héliopolis gagnée par Kléber. Victoire de Marengo. Assassinat de Kléber (1800).

Sultans ottomans.

Aḥmad III	1703
Maḥmoûd I	1730
ʿOthmân III	1754
Mostafâ III	1757
ʿAbdulḥamîd I	1773
Sélim III	1789

Chapitre XVI.

LA SYRIE ET LE LIBAN AU XIXe SIÈCLE.

I. Gouvernement de Bachir II.

La vengeance de Djazzâr. Le bénéficiaire principal de l'échec des Français fut le terrible Djazzâr. Si l'on doit en rapporter la gloire militaire à ses auxiliaires européens, il n'en est pas moins vrai que son indomptable énergie les avait remarquablement secondés. Délivré du plus grave danger qu'il eût jamais couru, il tourna sa colère contre Bachîr, lequel avait pourtant ouvert le Liban aux secours ottomans, en hommes et en munitions. L'émir n'avait pas, il est vrai, cédé aux avances des Français, mais il n'avait pas réservé un accueil plus empressé aux sommations venues d'Acre.

Pour se mettre à l'abri contre ses représailles, Bachîr fit exposer ses griefs, les doléances du pays au grand vizir Yoûsof-pacha, qui réunissait alors des troupes à Ḥamâ pour envahir l'Egypte. Sidney Smith, qui était devenu l'hôte et l'ami de l'émir, s'interposa en vain. Djazzâr favorisa les prétentions à l'émirat des fils de l'émir Yoûsof. Son implacable rancune trouva à s'y satisfaire non moins que sa cupidité. Il ne tint aucun compte du diplôme grand-viziriel, rattachant au Liban

la Bqâ', Balbek, Wâdittaim, le pays des Métoualis (1). Ses Albanais se battirent contre les janissaires de Damas, accourus au secours de l'émir. On jugera de l'anarchie ottomane et de l'audace de Djazzâr.

Exil de Bachîr. L'émir Bachîr décida de s'exiler. C'est alors que le commodore anglais le conduisit sur ses vaisseaux au camp du grand-vizir (2), installé à Al-'Arîch. Il s'y vit accueilli avec des égards spéciaux. Après une absence de plusieurs mois, « il reparut dans la Montagne, comme allié des Anglais. Ses liaisons avec eux, la protection qu'ils lui accordaient, y furent bientôt publiques ». (Corancez) et lui valurent quelques mois d'accalmie. Ses ennemis se rapprochèrent de lui, à l'exception pourtant de Djazzâr.

Le rancunier Bosniaque, se sentant vieillir, s'adoucit à la fin. Il consentit même à lui rendre sa faveur, mais retint en otages un des fils et les parents de l'émir. L'an 1217 H. (1802), un pacha hostile à Djazzâr parvint au grand-vizirat. Il prêta l'oreille aux plaintes des Syriens, mais le Bosniaque réussit à l'apaiser (3). Cependant le pays de Naplouse s'était soulevé. Le pacha d'Acre n'étouffa la révolte qu'à grand peine.

Mort de Djazzâr. Une dernière fois (4), il venait d'être nommé au vilayet de Damas, tout en conservant les gouvernements de Tripoli, de Saidâ et la Palestine. A ce moment-là même, il se sentait déjà frappé à mort. Il dut renoncer à présider le pélerinage, devenu particulièrement périlleux

---

(1) Consacrant, pour la dixième fois, les aspirations du Grand-Liban.

(2) Sur ce voyage, cf. la revue *Al-Machriq*, 1920, 687 etc. 732 etc, 889 etc.

(3) *Vie manusc.*, 91.

(4) Sur les trois précédentes nominations, cf. Michel de Damas, 6-14.

depuis le soulèvement des Wahhâbites. Inquiète de cette menace pour la Syrie, préoccuppée par la révolte de l'opinion contre la tyrannie de Djazzâr, la Porte s'était empressée de lui désigner *in petto* un successeur, chargé de mettre la main sur ses trésors (1), lorsque le féroce Bosniaque expira dans sa ville d'Acre, le 23 Avril 1804. Cette mort fut saluée avec bonheur dans toute la Syrie. Bachîr se trouva débarrassé d'un suzerain ombrageux, la Porte d'un vassal redoutable, l'humanité d'un monstre.

Nouvelle attitude de Bachîr. Depuis la disparition de Djazzâr, on peut observer un changement radical dans l'attitude politique de l'émir libanais. Assagi par une douloureuse expérience, il évitera désormais d'entrer en conflit avec les représentants de Stamboul, Il eut immédiatement à mettre en pratique cette résolution. Contre Ibrahîm-pacha, nommé à la succession de Djazzàr, un compétiteur fort inattendu s'était levé. Un certain Isma'il fut par l'entourage de Djazzàr tiré à la hâte des prisons d'Acre, où se trouvait encore retenu en otage le fils de Bachîr. Sans rompre trop ouvertement avec Isma'îl, qui tenait le sort de ce fils entre ses mains, l'émir du Liban ne négligea rien pour assurer aux troupes ottomanes, en marche contre le rebelle (2), le ravitaillement et la sécurité des routes à travers la Bqâ' et la Montagne. Ces mesures lui valurent les félicitations de la Porte. A Ibrahîm-pacha succéda bientôt Solaimân-pacha. Quand ce dernier, après la défaite d'Isma'il, pénétra dans Acre, il n'eut rien de plus pressé que de rendre à la liberté le fils de Bachîr.

Solaimân-pacha. En contrôlant la comptabilité de Djazzâr, son successeur y découvrit au passif de Bachîr un arriéré

---

(1) *Man. cité.*

(2) Ensuite pendant le siège, prolongé par les intempéries de l'hiver et la malaria.

de 9.000 bourses (1). L'émir prétendit que le fisc d'Acre avait négligé d'inscrire les versements du tribut libanais. Il fallut en venir à un accommodement. Nous ignorons si Solaimân, « partisan des solutions pacifiques » يحب السلامة (Mich. de Damas), diminua le montant de ses exigences ou s'il consentit seulement à reporter l'énorme dette sur une série d'annuités. La dernière supposition nous semble la plus plausible. Ce pacha n'était pas d'humeur à sacrifier son dû. « A Jérusalem, ses avanies avaient porté la désolation jusque dans les couvents catholiques que les religieux se virent sur le point d'abandonner » (2). Cet incident ne troubla pas la bonne entente entre Solaimân et Bachîr. L'alliance étroite entre ces deux gouverneurs, tous deux hommes d'intiative, amènera bientôt Bachîr à jouer un rôle de premier plan.

A partir de cette date, jusqu'en 1840, son nom se trouve intimement mêlé à l'histoire de la Syrie. On eut besoin d'abord de son appui pour conjurer la menace d'une invasion wahhâbite. Depuis le milieu du 18[e] siècle, une secte nouvelle, (v. I, 185), s'était élevée dans le Nadjd, au centre même de l'Arabie.

Les Wahhâbites. Les lignes suivantes, extraites d'une correspondance adressée par leur chef au pacha de Damas, note les principales réformes qu'ils entendaient imposer, au besoin par la force : « Nous proscrivons l'érection d'édifices sur les tombeaux, la confiance dans les saints, les prophètes, les martyrs ; ensuite les confréries des faqîrs, des derviches, le rôle d'intercesseurs qu'on leur attribue. Ces convictions, ces institutions, nous les considérons comme entachées de

(1) La bourse valait environ 500 piastres. Pour la piastre (voir plus haut p. 110), sa valeur se rapprochait alors de la valeur actuelle.

(2) Corancez, *Hist. des Wahabis*, 108 ; Paris, 1810. Nouvelles avanies en 1816. Une énergique intervention de la France obtient une réparation complète ; Mich. de Damas, 37.

polythéisme... Nous assimilons aux péchés graves, à l'égal du vin, l'habitude de jurer, sinon par le nom d'Allah, celle du tabac, du narghilé, les jeux de hasard, l'usage abusif de débiter des *hadith* (v. I, 165) dans les cafés, les exactions et avanies qui accablent le peuple, les cadeaux et pourboires exigés par les ulémas... Autant d'hérésies que les vrais musulmans doivent repousser » ! (1).

Leurs progrès. Maîtres du Nadjd et de l'Arabie centrale, les Wahhâbites s'emparèrent, en Février 1803, de Ṭâif, en Avril, de la Mecque. Non contents d'y démolir les monuments et les coupoles, érigés sur les tombes, ils remplacèrent par des étoffes communes les voiles de soie, qui recouvraient la Ka'ba. La terreur de leur nom, plus encore que les progrès de l'hydropisie, qui devait l'emporter bientôt (2), avait, en cette année 1803, forcé Djazzâr à décliner la direction du pèlerinage (v. p. 113). Depuis lors, ils domineront la route de la Mecque, rançonneront à leur gré les pèlerins et les villes saintes de l'islam. A la fin de 1804 ; ils s'emparèrent de Médine. Solaimân-pacha et Abdallah-pacha, qui succédèrent à Djazzâr, dans la direction du pèlerinage, se virent limiter la durée de leur séjour à la Mecque. Chaque pèlerin fut taxé à la capitation de huit piastres par tête.

Faiblesse de la Porte. Le Divan désigna Ibrahîm-pacha, vali d'Alep, pour gouverner Damas et assumer la direction du *ḥadjdj* en 1805. Ancien chamelier, Ibrahîm n'apprit jamais à lire ni à écrire. Mais il avait réussi, là où avaient échoué ses prédécesseurs, à maîtriser, en la décimant, l'insolente milice des janissaires. Il parvint, au prix d'incroyables humiliations, à mener les pèlerins jusqu'au pied de la Ka'ba. Il fut remplacé par 'Abdallah-pacha 'Aḍm, nommé pour la troisième fois au gouvernement de Damas. 'Abdallah réussit,

(1) *Vie msc. de Djazzâr*, 125.
(2) Cf. Michel de Damas, p. 14.

lui aussi, à atteindre la Mecque ; mais, avant d'y pénétrer, il dut acquitter l'énorme somme de cent bourses. En outre, chaque membre de sa caravane fut taxé à dix piastres, sans compter une surtaxe de sept piastres par quintal de bagages (1). Les exigences des Wahhâbites ne s'arrêtèrent pas là. Pour permettre la visite de 'Arafa, près de la Mecque, ils imposèrent un nouveau versement de cent bourses et autant pour en revenir. Sur le chemin du retour, 'Abdallah-pacha dut encore payer 600 bourses. Le chef wahhâbite lui intima brutalement de suspendre à l'avenir le transfert du *mahmal* ; lui-même se chargerait désormais de la police du pélerinage. C'était, après les humiliations reçues, le plus rude coup qu'on pût porter au prestige du sultan, lui enlever son plus glorieux titre devant le monde musulman, celui de « serviteur des deux *haram* », la Mecque et Médine, sur lequel les souverains osmanlis baseront leurs revendications au califat (v. p. 55). Souscrire aux prétentions des Wahhâbites, c'eût été abdiquer devant l'insolence de Bédouins qu'on avait déclarés rebelles et hérétiques et qui traitaient de païens les Osmanlis.

Yoûsof-pacha, un ancien esclave d'origine kurde, se déclara fort d'abattre la morgue wahhâbite. Cette assurance lui valut en 1807 de remplacer 'Abdallah au vilayet de Damas. Le premier problème était d'amasser des troupes. Celles de Syrie offraient le spectacle de la plus complète indiscipline. Les janissaires de Damas s'étaient, avec leur agha, enfermés dans la citadelle, après avoir incendié à coups de canon les bazars de la cité (2). Ceux d'Alep venaient de reprendre la haute main en ville et d'y rétablir leur anarchique suprématie. Tous refusèrent de s'exposer pour la protection des pélerins. Parti avec une escorte insuffisante, Yoûsof-pacha

(1) *Vie de Djezzâr*, 106 ; Corancez, *op. cit.*, 81. Pour la valeur de la bourse, voir p. 133 note.

(2) Michel de Damas, 16.

dut rebrousser chemin et laissa derrière lui la moitié de ses compagnons, qui périrent de misère au fond des solitudes arabiques (1).

Réformes; règlements contre les chrétiens. Avant tout, il fallait atténuer l'impression produite par les déclamations des Wahhâbites contre l'affaiblissement de l'islam parmi les Turcs. Le pacha décréta la fermeture des bazars aux heures des prières publiques. Il se retourna ensuite contre les chrétiens et les juifs. Il rétablit, en les aggravant, les plus odieuses mesures édictées par le fanatique calife ʿabbâside Motawakkil et qu'on continuait à placer sous le patronage de ʿOmar I (v. I, p. 137). Yoûsof leur imposa de s'habiller d'étoffes sombres. En présence des musulmans, ils devaient adopter la contenance la plus humiliée, éviter d'élever la voix. Il leur interdit le vin, les boissons fermentées ainsi que les bijoux à leurs femmes. Un chrétien, porteur de babouches jaunes, fut pendu. D'autres n'échappèrent au gibet qu'en embrassant l'islam (2). Et l'on était au début du 19e siècle! Yoûsof-pacha voulut-il flatter les Wahhâbites ? A Damas, le bruit se répandit même qu'il allait passer de leur côté, à l'imitation du Grand-Chérif de la Mecque, Ghâlib, des mouftis et des ulémas du Ḥidjâz. Tous avaient signé une déclaration, par laquelle ils adhéraient aux dogmes wahhâbites et jetaient l'anathème aux croyances et aux pratiques des Sonnites ou orthodoxes.

Les Wahhâbites en Syrie. Encouragés par la faiblesse de la Porte, leurs éclaireurs, se décidèrent à franchir la frontière syrienne. D'un jour à l'autre, on s'attendit à les voir paraître sous les murs de Damas (3). Des Bédouins amis prévinrent Yoûsof-pacha de leur prochaine arrivée. C'est seule-

(1) *Vie de Djazzâr*, ms. cité., 107.

(2) Michel de Damas, 20-24 ; Corancez, *op. cit.*, 126 etc.

(3) Accompagnés de pillards ʿAnaza ; Mich. de Damas ; *loc. cit.*

ment au commencement de 1810 que les premières bandes wahhâbites organisées s'aventurèrent dans le Sud du Haurân et dans la région de 'Adjloùn. Le sous-préfet, *motasallim*, de ce district, dut se réfugier dans le fortin de Mozairib. Yoûsof-pacha se hâta de venir dégager son lieutenant. En quittant Damas, il avait adressé un appel à Solaimân, son collègue d'Acre, qui s'empressa d'accourir en compagnie de l'émir Bachîr (1). Avant leur arrivée, le bruit des canons des troupes damasquines suffit pour forcer les Wahhâbites bédouins à une retraite précipitée.

Bachîr à Damas. La notoriété dont jouissait alors Bachîr parut avec éclat. Il se présenta à Tibériade, au camp de Solaimân-pacha à la tête de 15.000 Libanais, flanqué du cheikh Bachîr Djonblâṭ. Il s'y vit accueilli avec les honneurs réservés à un triomphateur. Solaimân avait, il est vrai, un pressant besoin de l'émir. Il venait de recevoir sa nomination au gouvernement de Damas et tout permettait de prévoir que Yoûsof-pacha ne se retirerait que devant la force (1810).

L'intervention de l'armée libanaise aux côtés de Solaimân, ensuite l'adroite diplomatie de Bachîr réalisèrent des merveilles. A la tête de ses troupes, l'émir pénétra dans Damas où il installa le nouveau dignitaire. « Les cavaliers druses se répandirent en ville, en criant : Nous avons conquis Damas à la pointe du sabre. Les musulmans leur interdirent l'entrée de la grande mosquée » (2). La présence et la valeur des Libanais déterminèrent Yoûsof-pacha à déposer les armes. Il s'enfuit précipitamment avec ce qu'il put emporter de trésors à Lattaquié, ensuite en Egypte, auprès de Méhémet-'Alî (1810). Ce dernier négocia sa grâce à Stamboul.

---

(1) Cf. Michel de Damas, 25.
(2) Mich. de Damas, 27.

Ce fut sa première intervention dans les affaires de Syrie, que dès lors le pacha égyptien ne perdra plus de vue.

Barbar-agha. Antérieurement à la date de 1810, Bachîr avait pris une part moins directe aux actes administratifs des deux pachas rivaux. Il résista aux empiètements de Yoûsof sur la plaine de la Bqâ', où il maintint énergiquement les droits de la Montagne. Il refusa également de s'unir à lui contre Barbar-agha, gouverneur de Tripoli, dont lui-même dépendait pour la province de Djobail. Yoûsof-pacha assiégea inutilement le château de Tripoli où Barbar s'était retiré avec ses Albanais. Découragé, Yoûsof s'adressa à Bachîr. Ce dernier lui envoya son principal auxiliaire, le cheikh Bachîr Djonblâṭ, ne voulant pas se prononcer ouvertement contre les fonctionnaires turcs dont il relevait (1). Pressé par la famine, Barbar accepta, sur l'intervention de Solaimân-pacha, de capituler (1809). Plus tard il se verra rappelé à son poste de Tripoli (2).

Cette période de 1808-1809 fut marquée par une série de révolutions politiques : « la déposition, puis l'assasinat de Salîm III, la proclamation du sultan Mosṭafâ fils de 'Abdulḥamîd I, bientôt destitué et mis à mort, enfin l'élévation de son frère Maḥmoûd II » (3). Etablis au Nord du Liban, les Nosairis semblent avoir voulu mettre à profit cette époque de perturbations et l'humiliation de la Porte, forcée de capituler devant les Wahhâbites, devant les révoltes des pachas et l'indiscipline des janissaires (v. p. 135).

Isma'ilis et Nosairis. Ceux-ci avaient fini par se débarrasser de l'hégémonie des Isma'ilis, installés dans leurs montagnes (v. I. 220). Les derniers descendants des «Assassins»,

(1) Pour le Nord du Liban.

(2) Michel de Damas, 24-25.

(3) *Vie msc. de Djazzâr*, 108. Comp. le tableau des sultans ottomans.

qui avaient terrorisé l'Orient au temps des Croisades, demeuraient cantonnés à Qadmoûs et à Maṣyâd. Ils y végétaient, très appauvris, fort déchus de leurs anciennes qualités guerrières. Quant aux Nosairis, ils avaient conservé leur division médiévale en clans, *'achîra*, gouvernés, comme les Druses, par des familles féodales. Au début du 19e siècle, les Raslân étaient les plus influents parmi ces familles seigneuriales. Les Raslân prétendaient posséder des droits sur Maṣyâd, vieille forteresse des Isma'ilis, commandant du côté de Ḥamâ l'accès dans la montagne (v. I, 221). Aucune de leurs attaques n'avait réussi à en déloger les anciens occupants. En 1808, deux Nosairis, qui s'étaient insinués dans l'intimité de l'émir isma'ili de Maṣyâd, le poignardèrent et ouvrirent les portes à leurs coreligionnaires, postés aux environs. Ceux-ci massacrèrent leurs ennemis et s'installèrent dans la forteresse. Les Raslân y défièrent pendant trois mois l'armée de Yoûsof-pacha. Forcés de se rendre, ils l'empêchèrent du moins d'envahir la montagne où ses exploits se bornèrent au pillage et à l'incendie de quelques villages (1).

Rien n'obligeait Bachîr à intervenir dans les luttes, qui ensanglantèrent la région des Nosairis. Il ne put se désintéresser des querelles qui divisèrent alors la famille métoualie des Banoû Ḥarfoûch, dont le territoire relevait, au moins partiellement, de son autorité. Comptant au Nord et au Sud du Liban, sans parler du B. Bichâra, de nombreux groupes métoualis, son gouvernement devait suivre de près les changements qui survenaient dans ces milieux indisciplinés.

Bachîr et les Druses d'Alep. Avec le Wâdittaim, le Djabal Al-A'lâ, au Sud-Ouest d'Alep, était devenu, peu après la mort de Ḥâkim (v. I, 210), un des premiers centres de diffusion du drusisme. Plusieurs clans druses du Liban étaient

(1) Mich. de Damas, 24.

originaires de ces parages. En souvenir, certains continuent à porter, jusqu'à nos jours, le surnom de *Ḥalabî*. L'émigration vers les districts libanais et le Ḥaurân (1) semblent avoir affaibli progressivement la cohésion du groupe druse *alépin*. Leur faiblesse les désigna, comme une proie sans défense, aux attaques de leurs voisins musulmans. L'an 1811, menacés d'extermination, les Druses de cette région envoyèrent réclamer l'intervention de l'émir Bachîr dont ils connaissaient le prestige politique en Syrie.

Demeurée secrète (v. p. 101), sa conversion au christianisme ne les empêchait pas de le considérer comme leur protecteur naturel ; avec d'autant plus de raison que dans les documents officiels il continuait à porter le titre « d'émir des Druses ». Cette titulature archaïque ne correspondait plus à la réalité. Mais, jusqu'en 1840, elle maintiendra les Druses du Liban dans leurs prétentions impérialistes vis-à-vis des chrétiens. En faveur des Druses de la région alépine, Bachîr s'interposa énergiquement auprès des autorités locales. Il leur envoya une escorte pour les ramener au Liban. Ils étaient au nombre de 400 familles. Beaucoup de femmes et d'enfants périrent en route. Bachîr leur accorda d'abondants secours et les établit dans les districts druses du Liban (2).

Révoltes militaires en Syrie. Damas et Alep étaient demeurées les principaux centres militaires en Syrie. Dès le milieu du 16e siècle, l'indiscipline des janissaires, le sans-gêne avec lequel ils disposaient de la vie et de la fortune des habitants (3), leurs révoltes contre l'autorité des pachas, leurs démêlés avec les Albanais, les Barbaresques et les autres corps de milice ne cessèrent de troubler la tranquillité dans

---

(1) Ils y peuplèrent la montagne qui prendra leur nom, *Djabal ad-Droûz*. Voir plus loin le chapître XVII, *La Syrie contemporaine*.

(2) Ḥaidar, 918.

(3) Moḥibbî, IV, 449-451 ; *Relazioni*, 102, 119-120.

ces cités (v. p. 61). L'an 1812, il fallut recommencer à Damas le siège de la citadelle où les janissaires s'étaient de nouveau renfermés, pratiquer, à coups de canon et en faisant jouer la mine, une brèche dans l'enceinte (1).

La situation à Alep n'était pas meilleure. Alep, étape principale sur la route directe reliant le Golfe Persique à la Méditerranée (2), devait à cette position et conserva la prospérité de son marché, jusque vers la fin du 16^e siècle. Les troubles politiques avaient amené le commerce français à déserter Damas pour s'établir dans les ports de la côte ; Saidâ, Beyrouth, Acre. La même insécurité le forcera à abandonner Alep au profit de Lattaquié.

Deux factions s'y disputaient le pouvoir : celle des janissaires et celle des *Chérifs* ou descendants de Mahomet (v. I, 18). Les luttes de ces partis assombrissent l'histoire de la malheureuse cité. L'an 1797, les janissaires ayant pris le dessus, se jetèrent sur les chérifs et les massacrèrent, sans même respecter l'enceinte des mosquées, où ces derniers avaient cherché refuge. Ils fermèrent ensuite les portes à Charîf-pacha, récemment nommé au gouvernement d'Alep. Le nouveau dignitaire se résigna à souscrire à leurs conditions. Une fois installé, Charîf crut habile de s'appuyer sur les chérifs, qui ressaisirent leur influence. Puis, se retournant brusquement du côté des janissaires, il les laissa massacrer en une seule nuit jusqu'à 250 chérifs. Maîtres du pouvoir, les janissaires en profitèrent pour expulser le pacha équilibriste. De 1812 à 1819, l'absolutisme des officiers, des aghas janissaires avait réduit les gouverneurs à l'impuissance. A cette époque un pacha se jugea assez fort pour secouer cette humiliante tutelle. Il réussit à attirer au sérail leurs chefs principaux et

---

(1) Michel de Damas, 32-33.

(2) Cf. E. Banse, *Die Türkei*, 331.

donna ordre de les massacrer (1). C'était préluder de dix ans à la destruction violente de cette milice par Maḥmoûd II. La dernière révolte des janissaires d'Alep, abattus à coups de mitraille, causa l'incendie des bazars et la dévastation de la banlieue.

Bachîr et Solaimân-pacha. La faveur que Bachir avait su s'attirer par son habileté, par ses bons offices auprès des autorités turques, lui permit de déployer en Syrie une influence, qui s'exerça en dehors des limites de la Montagne. Les pachas ne pouvaient se dispenser d'en tenir compte. On s'en aperçut lorsqu'en 1815 il alla rendre visite à Solaimân-pacha dans sa ville d'Acre. Partout sur son passage, il se vit accueilli, spécialement à Acre, avec des démonstrations inaccoutumées. L'émir en profita pour affermir sa position à l'intérieur de la Montagne.

Il écrasa l'opposition qui survivait à la mort de Djazzâr. Il usa de rigueurs envers les Areslân (2) et les Talḥoûq. Rien ne peut justifier la froide cruauté que, plusieurs années auparavant, il avait exercée sur les fils de l'émir Yoûsof, en ordonnant de leur crever les yeux. Leur ancien gouverneur, Georges Bâz, était devenu à Baitaddîn le bras droit de Bachîr. Enveloppé dans la catastrophe de ses pupilles, il fut, lui aussi, livré au bourreau (1807).

Mort de Solaimân-pacha. Après ces rigueurs, l'opposition s'empressa de désarmer. Le pays jouit de quelques années de paix. Cependant le feu couvait sous la cendre. La politique de Bachîr le soumettait aux caprices, à l'arbitraire des pachas, devant lesquels il préféra abdiquer pour n'avoir pas à les combattre. Solaimân-pacha mourut en 1818. L'occasion de louer les pachas turcs s'est présentée si rarement que

---

(1) Ḥaidar, 882 ; Rabbath. II, 59 ; Corancez, *op. cit.* 76, 108.

(2) Appelés « émirs de l'huile » à cause de leurs riches possessions d'oliviers ; Cf. Mich. de Damas, 109.

nous transcrivons volontiers les lignes que consacre à cet ancien mamloûk de Djazzâr l'émîr chronographe Ḥaidar Chihâb (1) : « Ce fut un vizir bienveillant et juste. De son temps, la tranquillité règna dans toute l'étendue de son gouvernement ». Il ne faudrait pas surfaire la valeur de ce panégyrique. Dans sa forme absolue, il ne vaut que pour le Liban. Solaimân afin de se maintenir eut trop besoin de Bachîr pour songer à le molester. Mais, il aimait, on l'a vu (v. p. 133), l'argent. C'est à prix d'or qu'il relâcha le fils et les parents de Bachîr retenus en otages dans les prisons de Djazzâr (2). A Damas, « le bon Solimân-pacha », comme l'appelle l'ancien consul Guys, ne montra pas plus de répugnance que ses prédécesseurs pour se défaire de ses ennemis par la violence (3).

'Abdallah-pacha. Second exil de Bachîr. Solaimân fut remplacé à Acre par 'Abdallah. L'humeur fantasque et frivole du jeune pacha (4) allait soumettre à de rudes épreuves la fidélité de Bachîr. Il émettra bientôt de telles exigences que l'émir préfèrera s'effacer un instant pour chercher un refuge au Ḥaurân (1820). Ses rivaux politiques au Liban n'eurent pas le temps de profiter de son absence. La situation politique ne fit qu'empirer dans la Montagne, si bien que le pacha de Damas et 'Abdallah d'Acre permirent à l'assemblée populaire de Somqânyya de le rappeler. Son retour allait le placer de nouveau dans une position critique ; cette fois entre les pachas de Damas et d'Acre. A la suite d'une ténébreuse intrigue, suscitée par la famille des banquiers juifs Ḥâyîm, lesquels administraient les finances des pachas de Damas et d'Acre (5), Darwîch et 'Abdallah se déclarèrent la guerre.

---

(1) *Op. cit.*, 945 : Cf. Mich. de Damas, 72.
(2) Voir plus haut p. 131 ; cf. Mich. de Damas, 74.
(3) Mich. de Damas, 36.
(4) *Ibid.* 92, 94.
(5) *Ibid.*, 92.

ʿAbdallah somma l'émir de lui envoyer ses contingents.

Bachîr entre Darwîch et ʿAbdallah. Bachîr, mécontent de Darwîch, lequel avait envahi les territoires de la Bqâʿ, relevant du Liban, se déclara pour ʿAbdallah. Ce dernier aurait, semble-t-il, fabriqué un firman impérial (1), lui transmettant le poste de Damas. Darwîch fut battu près du Jourdain, grâce à l'appui des troupes libanaises, Il essuya une nouvelle et plus grave défaite aux portes de Damas où Bachîr parut de nouveau à la tête des Libanais. C'est l'éternel spectacle de l'anarchie ottomane (2). Cette fois la Porte prêta l'oreille aux doléances de Darwîch. Un firman sultanien lui transféra tous les gouvernements de son rival : Acre, Jaffa. Saidâ, Tripoli. ʿAbdallah prétendit les garder. Il y ajouta même les titres « de wâli de Damas, président du pélerinage » (3).

Nouvel exil de Bachîr (1821-1822). Le cauteleux Bachîr avait mal calculé, en misant, comme au temps de Bonaparte, sur la fortune du pacha d'Acre. Le présomptueux successeur et imitateur de Djazzâr, ʿAbdallah pensa pouvoir se reposer sur la valeur de ses Albanais, de ses mamloûks, disciplinés et formés par Bosio, un médecin piémontais à son service. Le rebelle fut mis au ban de l'Empire. Cependant les pachas d'Alep et de Damas partaient pour assiéger Acre. Le remuant et versatile cheikh Djonblâṭ fit proclamer l'émir ʿAbbâs Chihâb gouverneur du Liban. A cette nouvelle, Bachîr, suivi de quelques fidèles, prit pour la troisième fois la route de l'exil. Ce fut en Egypte, près de Méhémet-ʿAlî (4) qu'il alla chercher asile, en cette extrémité.

(1) Mich. de Damas, 44, 94.

(2) L'an 1825 une révolte de Bethlémitains expulse le pacha de Jérusalem ; Cf. Rabbath, II, 120, 122.

(3) Ḥaidar, 993.

(4) Transcription vulgarisée de Moḥammad ʿAlî ; nous la conserverons.

Méhémet-ʿAlî et Bachîr. L'attention commençait alors à se fixer sur ce soldat parvenu, fondateur de la dynastie khédiviale. L'Occident applaudissait, la France surtout, aux audacieuses initiatives de ce despote oriental. Sous sa main de fer, l'Egypte parut se transformer ; il en avait tiré de force une armée nombreuse, disciplinée à l'européenne. Il l'avait déjà envoyée à l'essai en Arabie contre les Wahhâbites, (v. p. 133), maîtres du Ḥidjâz. Il entendait bien ne pas en rester là, utiliser pour de plus vastes desseins cette organisation militaire. Comme tous ses prédécesseurs dans la vallée du Nil, il subit, lui aussi, l'attraction de la Syrie ; complément naturel, croyait-il, de l'Egypte, réserve de soldats, bien supérieurs au médiocre recrutement de ses fellâḥs. Les bois du Liban, ceux de l'Amanus lui permettraient de renforcer de nouvelles unités sa flotte, celle qui devait être incendiée, avec les vaisseaux turcs, à Navarin (1827). En battant les Wahhâbites, Méhémet-ʿAlî avait sauvé le prestige de la Porte. En retour de ce service et de celui qu'il s'apprêtait à rendre, en aidant son suzerain débordé à réprimer la rébellion grecque, le vice-roi pensa pouvoir compter sur une compensation, laquelle ne serait rien moins que le gouvernement de la Syrie. ʿAbdallah et Bachîr lui parurent des auxiliaires éventuels pour la réalisation de cette politique. Il réserva donc le meilleur accueil à l'émir fugitif, comme il l'avait fait précédemment pour Yoûsof-pacha (v. p. 137).

Intervention de Méhémet-ʿAlî. A ʿAbdallah, il offrit sous main son concours militaire contre la cession du pachalik de Damas. La proposition ayant été déclinée, Méhémet se flatta qu'en intervenant en faveur de ses deux alliés syriens, il les enchaînerait à sa cause (1). Il négocia donc pour obtenir leur grâce. Après de longues tergiversations, Stamboul

---

(1) Tel fut le but secret de ses négociations précédentes en faveur de Yoûsof-pacha.

consentit à tout oublier. Elle préféra laisser le rebelle ʿAbdallah dans le poste d'Acre pour n'avoir pas à refuser la place au trop envahissant vassal du Caire dont elle ne pouvait plus ignorer les convoitises.

Au cours des entretiens secrets avec Bachîr, au palais de Choubra, Méhémet s'ouvrit sur ses projets d'avenir. Il suggéra la formation d'un corps de 4.000 Libanais, mobilisés pour rejoindre la division égyptienne que son fils Ibrahîm-pacha s'apprêtait à conduire en Grèce. Cette combinaison éviterait d'éveiller prématurément les soupçons de la Porte. De son côté, Méhémet-ʿAlî écrira bientôt à ʿAbdallah-pacha de lever 10.000 hommes de troupes libanaises.

Retour de Bachîr. De retour à Acre (1822), l'émir y fut reçu avec les plus grands honneurs. Dans toutes ces négociations, Méhémet-ʿAlî avait parlé en maître, dicté ses volontés à la Porte, réduite à l'impuissance par l'opiniâtre résistance de ʿAbdallah (1), que les armées de trois pachas n'arrivèrent pas à réduire.

Stamboul obtint toutefois que ʿAbdallah acquitterait l'arriéré considérable du *miri* de sa province. Le Liban dut naturellement y contribuer pour une large part.

Bachîr et Djonblât. Bachîr profita de la répartition de cet impôt pour se débarrasser d'un ancien auxiliaire, devenu son ennemi (v. p. 137), le trop influent Bachîr Djonblâṭ, le plus grand seigneur terrien du Liban, plus riche que son suzerain. Jusqu'en 1820, les deux Bachîr avaient marché d'accord. Le cheikh figurait dans toutes les entreprises importantes à côté de son chef, au point que Michel de Damas (2) l'appelle son frère. L'émir lui réclama l'énorme

---

(1) Cf. Mich. de Damas. 96-97.

(2) *Op. cit.*, 28. Il figure, près de l'émir, pendant l'entrée triomphale à Damas ; voir plus haut p. 137. Il le suit en exil au Ḥaurân ; v. p. 143.

quote-part de 1.000 bourses. Se sentant trop compromis et connaissant l'émir, Djonblâṭ préféra se jeter dans la révolte. Grâce aux artilleurs, accourus d'Acre, les Druses, groupés autour de Djonblâṭ, furent écrasés à Mokhtâra (1825). Leur chef, tombé au pouvoir de 'Abdallah-pacha, fut étranglé sur la prière de l'émir, lequel expédia à Constantinople « plusieurs charges de têtes, écorchées et salées » (1).

Prestige de Bachîr. Tout aussi féroces et moins excusables, ses vengeances n'épargnèrent pas davantage les émirs de sa propre famille, qui s'étaient laissés entraîner dans le camp des rebelles. Il faut constater avec quel empressement, avant toute demande, les pachas de Damas et de Tripoli se mettent, en cette occasion, à sa disposition, lui offrent l'envoi de secours. Cette démarche rendait hommage à l'influence qu'il exerçait sur la politique syrienne. Elle soulignait la place prépondérante conquise par le Liban et non moins les inquiétudes de la Porte, désireuse de soustraire Bachîr à la dangereuse emprise de Méhémet-'Alî. Celui-ci lui proposa l'envoi de 10.000 hommes pour écraser les rebelles.

Méhémet-Alî convoite la Syrie. On voit à quel point les événements de Syrie l'intéressaient et combien, depuis les temps de Yoûsof-pacha (v. p. 137), il cherchait une occasion d'y intervenir. A un moment donné, comme il voyait la poursuite des derniers rebelles, réfugiés dans le pachalik de Damas, traîner en longueur, il envoya une mission spéciale au Liban. Elle devait offrir à l'émir un corps de 2.000 cavaliers, 4.000 fantassins de troupes régulières (*niẓâm*), sous le commandement de Ṭoûṣoûn-pacha, le vainqueur des Wahhâbites. Hanté par les souvenirs des Mamloûks et des Fâṭimites, l'Albanais, devenu le maître de l'Egypte, mûrissait le plan qu'il mettrait bientôt à exécution. On devine la place qu'il y réservait à Bachîr et par quels moyens il cherchait d'avance

(1) Rabbath, II. 116. 121.

à le compromettre en sa faveur. La Porte s'en rendit compte et stimula sans doute le zèle des pachas syriens. Dès 1825, le consul français (1) d'Acre signale la politique du vice-roi d'Egypte, qui « paraît avoir pour but, sinon la conquête, du moins l'établissement de son autorité en Syrie ».

Gouvernement intérieur de Bachîr. Le pouvoir qu'il venait de consolider par sa sanglante répression, Bachir sut du moins l'utiliser pour le bien du pays. Il assura la sécurité de la Montagne. En excellentes relations avec les représentants de la Porte, se croyant désormais à l'abri des invasions turques, il put songer à améliorer la viabilité du Liban. On lui doit le tracé des premières routes à gradins, qu'il substitua aux pistes muletières, aux sentiers de chevriers. On put désormais y circuler sans crainte. Bachir était un justicier implacable. Le peuple lui sut gré d'avoir mis fin « à l'oppression, aux abus de pouvoir des féodaux druses, à leurs incessantes dissentions. La plupart furent mis à mort ou exilés et l'émir prit en main la direction des affaires » (2).

Aussi le Liban demeura-t-il un lieu de refuge où les exilés politiques, les victimes des discordes religieuses — nommons les Melkites catholiques — trouvaient auprès de l'émir la plus large hospitalité. Cette sécurité contribua efficacement à assurer la prospérité dont commença alors à bénéficier l'Echelle de Beyrouth. Nous avons vu, sous Djazzâr, la décadence de son port (v. p. 114), ruiné au profit d'Acre, le sort précaire des chrétiens établis en cette ville, sans en excepter les étrangers, insuffisamment couverts par la protection consulaire (v. p. 116). A la première alerte, la Montagne s'ouvrait maintenant aux fugitifs, et Bachîr tint à faire respecter son droit séculaire de terre d'asile. « L'inviolabité de cet asile n'a été violée que par les Egyptiens », après 1831 (H. Guys).

(1) Cf. Rabbath, II, 118.
(2) Mich. de Damas,106.

Bachîr et Beyrouth. Il n'en demeura pas là. La populace musulmane des villes était tentée de considérer les chrétiens comme des otages contre les entreprises des Puissances étrangères. On l'avait vu aux temps de l'émir Molham et de Bonaparte (v. p. 100). L'an 1827, l'attaque d'une flottille de corsaires grecs souleva les musulmans de Beyrouth. Les maisons des chrétiens furent pillées et plusieurs incarcérés. Bachîr, fidèle aux traditions des émirs, ses prédécesseurs, s'interposa efficacement, obtint leur élargissement, la restitution des biens volés (1). Aussi Beyrouth devint dès lors un centre d'immigration pour toute la Syrie (2). Elle s'achemina graduellement vers la prépondérance, dont elle jouit aujourd'hui et que les avantages du site géographique ne suffisent pas à expliquer.

Son luxe, ses finances. A l'égal de Fakhraddîn, Bachîr avait le goût de la magnificence. Le luxe de ses écuries et de sa vénerie était devenu légendaire. Il se fit construire à Baitaddîn un palais princier et y amena l'eau par un aqueduc, long de trois lieues. Comme tous ses prédécesseurs, il s'entendit également à grossir son trésor ; il réussira à quadrupler les impôts au Liban. « Il aimait la piastre », يحبّ القرش écrit un contemporain, Michel de Damas (3), fréquemment cité par nous. C'est que, observe le même témoin, « de la part de Stamboul et des pachas les demandes d'argent étaient incessantes ».

Cupidité, arrogance de 'Abdallah-pacha. De l'entente avec 'Abdallah-pacha, Bachîr avait fait le pivot de son gouvernement. L'entretien de la bonne harmonie ne laissa pas de lui coûter cher. Le pacha ne cessait de le harceler avec ses

(1) Chidiâq, 559-560.

(2) Sur l'alerte de 1825, causée par la rapacité de 'Abdallah-pacha, cf. Rabbath, II, 123.

(3) *Op. cit.*, 66, 106.

exigences d'argent. Ces contributions, parfois déguisées sous prétexte d'un emprunt, atteignaient d'ordinaire un montant considérable. C'était forcer l'émir à en faire retomber le poids sur ses administrés (1).

La région de Naplouse n'avait cessé par son insoumission de causer des soucis à l'administration turque (2). Les rebelles s'appuyaient sur la forteresse de Sânoûr (3). Ne pouvant réduire ce repaire, 'Abdallah dut s'adresser à Bachîr (1830). Les Libanais arrivèrent assez à temps pour empêcher l'artillerie d'Acre de tomber aux mains de l'ennemi. Après plusieurs mois d'attaques infructueuses, les rebelles pensèrent seulement à se rendre, quand ils virent l'émir Bachîr se mettre méthodiquement à brûler les villages de la région. Ce service lui donnait le droit d'escompter la reconnaissance du pacha. 'Abdallah refusa à ses troupes victorieuses l'entrée d'Acre, sous prétexte que la peste y régnait.

Le vaniteux personnage — les Libanais le comprirent — voulait triompher tout seul. Lorsque, quelques mois après, Ibrahîm-pacha d'Egypte parut en Syrie (1831), Bachîr se trouva virtuellement engagé dans son parti. C'était le résultat de la politique dans laquelle Méhémet-'Alî travaillait, depuis dix ans, à entortiller son protégé libanais.

II. Les Egyptiens en Syrie (1831-1840).

Politique égyptienne. Le clairvoyant émir devait être le dernier à s'illusionner sur le but de ces manœuvres enveloppantes, après les ouvertures reçues pendant son séjour en

(1) Chidiâq, 561.

(2) Comp. précédemment pp.57,131. « Le peuple le plus indépendant de la Syrie » Ach. Laurent, *Relation histor. des affaires de Syrie*, Paris, 1846.

(3) Entre Naplouse et Djinîn.

Egypte. Depuis 1810 (v. p. 138), Méhémet-ʿAli cherchait une occasion pour realiser son programme ambitieux. Croyant pouvoir compter sur la reconnaissance de ʿAbdallah-pacha, il avait commencé par le sonder au sujet d'un partage éventuel de la Syrie. Repoussé de ce côté, il osa demander au sultan, en récompense de ses sacrifices militaires en Arabie et en Grèce, le pachalik de Damas. Econduit à Stamboul, il abandonna son suzerain aux prises avec la Russie, pendant la guerre de 1829, laquelle aboutit au traité humiliant d'Andrinople (14 Sept. 1829). Sachant la Turquie épuisée, plus moribonde que jamais, au sortir de dix années de guerre, de douloureuses amputations en Europe et en Asie, le vice-roi pensa n'avoir plus rien à ménager.

Mahmoûd et Méhémet. Le prestige et les allures indépendantes du vassal égyptien, le secret trahi de ses négociations avec le pacha d'Acre, finirent par exaspérer le sultan. Le farouche Maḥmoûd avait pu exterminer les janissaires, comme Méhémet les mamloûks. Il n'était pas pourtant de taille à affronter le pacha. Capable d'un accès de violence, non d'une volonté persistante, cet autocrate, qui devait sombrer dans l'épilepsie et la folie, avait détruit la vieille organisation turque, sans lui rien substituer. Il ne trouvait donc pour résister à l'aggression de son vassal ni force matérielle ni prestige moral. A l'intérieur, les réformes du *Tanzimât* n'avaient donné que de médiocres résultats. Le temps, l'effort continu, avaient manqué pour créer une armée, un corps d'officiers, formés aux méthodes modernes. Aussi l'opinion musulmane, bousculée dans son apathie, continuait-elle à bouder les tentatives réformatrices du sultan. En Egypte au contraire, la volonté de fer de Méhémet-ʿAli, aidée, à défaut de culture, par des dons d'intuition vraiment surprenants chez cet aventurier heureux, avait renouvelé l'armée et tous les services de guerre, confiés à des instructeurs européens. Méhémet chercha en Syrie des compensations aux déceptions

de son intervention en Morée. Il ne pouvait plus longtemps laisser sans emploi et jugea le moment venu d'essayer contre l'impuissance turque l'instrument militaire qu'il avait si laborieusement façonné.

Prétextes d'intervention. Son obligé, ʿAbdallah, se chargea de les lui fournir. Pour se remettre dans la faveur de la Porte, il avait commencé par dénoncer au sultan les projets ambitieux de son protecteur (v. p. 151). ʿAbdallah ne tarda pas à le provoquer gratuitement en refusant de restituer les 11.000 bourses qu'il lui avait empruntées, ensuite de renvoyer les milliers de fellâḥs qui s'étaient, sur les terres d'Acre, mis à l'abri contre les vexations, l'arbitraire du fisc égyptien.

Situation troublée en Syrie. Le sort se déclarait en faveur du maître de l'Egypte. Les troupes d'Alep combattaient en Mésopotamie. Encouragés par leur absence, excités sous main par ʿAbdallah-pacha, les Damasquins s'étaient soulevés contre leur gouverneur Salîm-pacha (1831) et l'avaient sauvagement assassiné (1). La Syrie se trouva donc dégarnie et ʿAbdallah exposé seul aux coups que s'apprêtait à lui porter le vice-roi. Prise au dépourvu, la Porte ne songea pas d'abord à le secourir et considéra le conflit comme une de ces querelles qui s'élevaient périodiquement entre pachas voisins. Elle se contenta d'adresser des observations au Caire sur la concentration de troupes à la frontière palestinienne, ensuite sur la violation de cette frontière.

Ibrahîm-pacha d'Egypte. Méhémet chargea son fils Ibrahîm-pacha de diriger l'expédition de Syrie. Agé de 40 ans, robuste, énergique et dur, le vainqueur des Wahhâbites possédait les qualités requises pour mener à bonne fin l'entreprise. Il était secondé par Solaimân-pacha (2), (le colonel Sèves).

---

(1) Mich. de Damas, 51-52.

(2) Homonyme du « bon Soliman-pacha » d'Acre ; v. p. 143.

Ce renégat français avait appris la grande guerre dans les dernières campagnes de l'Empire ; il avait réussi, depuis 1816, à créer un noyau d'officiers exercés. Un autre Français, M. de Cérisy, par un véritable prodige, avait en deux ans organisé une marine, qui fut d'un puissant secours pendant le siège d'Acre.

Le corps expéditionnaire dépassait le chiffre de 30.000 hommes (1). L'armée de terre contourna la côte, enleva en passant les places maritimes, que 'Abdallah-pacha avait dû renoncer à défendre. L'artillerie débarqua à Caiffa.

Siège d'Acre. Le 26 Nov. 1831 commença le siège d'Acre, investie par terre et par mer. Comme 30 ans auparavant (v. p. 123), Bachìr manqua au rendez-vous. Mais on lui donna à entendre que son abstention indisposait vivement Méhémet-'Alì. Le cauteleux émir se décida alors, après s'être assuré que les Libanais le suivraient, à rejoindre les Egyptiens, qui l'accueillirent avec les plus vives démonstrations. « La présence de Bachìr dans le camp d'Ibrahìm, c'était la Syrie aux mains de l'Egypte » (Cadalvène).

L'hiver et les fièvres (2) éprouvèrent durement les assiégeants. 'Abdallah commença à se décourager. Il arborait déjà le drapeau blanc, quand il apprit que la Porte avait déclaré Méhémet et Ibrahìm rebelles à ses ordres. Cette nouvelle ranima son ardeur. N'avait-il pas une première fois tenu tête à trois pachas (v. p. 146) ? Les murs d'Acre n'avaient-ils pas arrêté Bonaparte, avant même que « Djazzâr eût entouré la ville d'une seconde muraille, élevé un terre-plein, planté des arbres entre la double enceinte ? » (3). Les Français de Bonaparte avaient émerveillé les Syriens, en montant à l'assaut

---

(1) Evaluation la plus modérée.

(2) Comme sous Bonaparte ; voir plus haut p. 127 et sous Isma'il, v. pp. 132, 146 ; cf. Mich. de Damas, 96-97.

(3) *Vie msc. de Djazzâr*, 103. La seconde enceinte était postérieure à la retraite de Bonaparte.

d'Acre (v. p. 127). Pas plus que les Turcs, les Egyptiens n'osaient tenter l'escalade. « C'est pour cette raison qu'Ibrahîm-pacha mit sept mois à prendre la ville d'Acre, quoiqu'il n'y restât plus pierre sur pierre » (Guys).

Ce qui manqua à 'Abdallah, ce fut l'appui d'une flotte, la présence d'officiers étrangers, comme ceux qui avaient permis à son prédécesseur bosniaque de tenir. Le siège traîna pourtant en longueur. Dans l'intervalle se préparait dans le Nord la concentration de l'armée ottomane.

Occupation de la côte. Devant cette menace, il devint urgent de s'assurer de la côte libanaise. Bachîr et ses fils s'en trouvèrent chargés. Tyr, Sidon, Beyrouth n'opposèrent pas de résistance. A Tripoli, la partie fut plus chaude. Khalîl, le fils de l'émir, s'y vit soudain sur les bras 'Othmân-pacha, détaché par le séraskier Moḥammad-pacha, vali d'Alep. Ibrahîm dut courir à la rescousse de son allié. Dans la Montagne, des garnisons égyptiennes vinrent occuper Dairalqamar et Baitaddîn pour mâter la résistance des Druses, hostiles à l'émir depuis la dure répression de 1825 (v. p. 146).

Victoire de Homs. Après 7 mois de siège, Acre succomba, le 27 Mai 1832. 'Abdallah se rendit, accablé par le nombre et fut envoyé avec honneur à Alexandrie. La porte de la Syrie s'ouvrit devant Ibrahîm. Le vainqueur marcha aussitôt sur Damas. Son gouverneur 'Aloûch-pacha (1), après un simulacre de résistance, s'enfuit à Ḥomṣ (14 Juin). Il y rencontra les Turcs, campés près de la ville, en attendant l'arrivée des forces ottomanes, réunies en Anatolie. Ibrahîm les y rejoignit, traînant à sa suite l'émir Bachîr, les Chihâb de Wâdittaim, les cheikhs de Naplouse. L'engagement eut lieu sur les bords du lac de Ḥomṣ (8 Juill.). 3.000 Turcs restèrent sur le champ de bataille ; 2.000 prisonniers, un énorme matériel de guerre tombèrent aux mains du vainqueur.

---

(1) Cf. Mich. de Damas. 52.

Une fois de plus, la Syrie redevenait égyptienne.

Victoire de Bailân ; soumission de la Syrie. Favorablement impressionnés par les succès, par la discipline des armées d'Ibrahîm, les musulmans syriens saluèrent en sa personne « le libérateur de leur malheureuse patrie » (Yorga), avant tous, les Damasquins que leur récente révolte, l'assassinat du pacha (v. p. 152) laissaient exposés aux répressions de la Porte.

De Homs, Ibrahîm courut à la rencontre des troupes qu'amenait en Syrie Hosain-pacha. Il le trouva à Bailân (1), fermant avec son artillerie l'étroite passe des « Pyles syriennes » (2). Les soldats égyptiens enlevèrent la position à la baïonnette. Nous n'avons pas à suivre Ibrahîm en Asie-Mineure. A Qônia, il culbuta l'armée de Rachîd-pacha (Déc. 1832). On redouta qu'il ne marchât sur Constantinople. En même temps que ses succès, ses prétentions haussèrent. Après la victoire de Bailân, la possession de la Syrie eût satisfait son ambition. Après Qônia, il exigea la cession de la Cilicie. Où s'arrêterait-il, maintenant que la route du Bosphore lui demeurait ouverte ?

Arrangement de Kutahia. Mahmoûd affolé, mais encore plus furieux contre son vassal rebelle, n'avait pas attendu cette extrémité pour se tourner vers l'Europe.

Désormais, c'est dans les cabinets de l'Occident que se joue principalement le sort de la Syrie. Soudain ce pays se trouva placé au centre des préoccupations de la diplomatie internationale. Les négociations aboutirent à l'arrangement de Kutahia (3). Il assura à Méhémet-'Alî la possession *viagère* de la Syrie et de la Cilicie (Mai 1833).

---

(1) Près Alexandrette.
(2) Et l'entrée de l'Anatolie.
(3) Cf. M. de Damas, 53.

Organisation de la Syrie. Il devenait évident que le vainqueur ne s'en contenterait pas, qu'il organiserait sa nouvelle conquête avec l'arrière-pensée de la transformer en domaine héréditaire. Ibrahîm s'y appliqua avec toute l'obstination de son tempérament inflexible. Elle provoquera en Syrie un revirement d'opinion et Bachîr, devenu l'instrument d'une politique oppressive, devra en partager et, enfin, en expier l'impopularité. L'arrivée des Egyptiens marque la fin de son rôle actif, autonome. Il ne semble pas en avoir souffert ni tenté jamais de se soustraire à l'emprise tyrannique d'Ibrahîm.

Aussi est-ce sur l'émir et ses fils que Ibrahîm s'appuyera de préférence. Il les chargea de réprimer les premiers soulèvements. Retenu en Cilicie, où il s'occupe de fortifier les frontières, il mande auprès de lui Amîn, le plus entreprenant des fils de Bachîr, pour délibérer sur la réorganisation des provinces et l'assiette de l'impôt. Il lui faut de l'argent et des soldats pour ses vastes projets.

Les premières mesures fiscales furent plutôt modérées. Ibrahîm se borna à lever une partie du tribut syrien (1), annuellement payé à la Turquie. A Damas, il plaça un parent de son père, Charîf-pacha. Le vilayet d'Alep fut confié à Isma'îl-bey, cousin d'Ibrahîm, la direction des finances syriennes à Ḥannâ Baḥrî-bey, un Grec-catholique (2), d'une famille originaire de Damas, très apprécié par Méhémet-'Ali. Son frère Germanos remplit les mêmes fonctions à Alep.

Les villes libanaises. Pour les villes de la côte libanaise, on les replaça sous l'administration des Chihâb chrétiens. Cette décision ne fut pas du goût des musulmans. Ceux de Saidâ se soulevèrent contre leur émir et s'attirèrent la dure

---

(1) Mich. de Damas p. 53, parle de 60.000 bourses. Il continua à être payé à la Turquie avec des irrégularités qui irritèrent Maḥmoûd.

(2) Ach. Laurent, *op. cit.*, I, 6 l'appelle « le gouverneur chrétien de Damas ».

répression de Charîf-pacha. Bientôt Solaimân-pacha (Sèves) fut désigné pour remplacer sur la côte les gouverneurs Chihâb. Il établit sa résidence à Beyrouth, ville qui était redevenue le centre du commerce européen. Ibrahîm fixa la sienne à Antioche pour se trouver plus près de la frontière anatolienne qu'il importait de surveiller.

Tolérance. Au début, la Syrie éprouva un sentiment de soulagement. Elle était lasse de l'anarchie turque, de l'oppression des pachas. Le nouveau régime se montra tolérant. Son libéralisme favorisa la disparition de coutumes, de mesures humiliantes pour l'amour-propre des chrétiens. Ils purent paraître à cheval dans les villes musulmanes, abandonner les costumes qui les distinguaient (v. p. 136). A l'encontre des pachas ottomans, Ibrahîm travailla à éteindre les discordes civiles. Il établit des conseils communaux où, pour la première fois, les chrétiens se trouvèrent représentés. Cette innovation produisit sensation, puisqu'elle semblait reconnaître des droits politiques aux raïas. Le justice fut rendue avec plus d'impartialité, le fonctionnement des tribunaux surveillé par Ibrahîm ou par ses officiers. Une des meilleures réformes fut celle de la police, l'établissement d'une légalité, d'une sécurité, inconnues depuis des siècles. Les cheikhs des villages, les chefs de tribus devinrent responsables des crimes commis sur leur territoire. La Syrie se prit à respirer.

Fiscalité. Cette première impression ne dura pas longtemps. Ibrahîm avait besoin d'argent pour l'entretien des énormes forces d'occupation, pour la construction des fortifications, élevées sur les frontières. On commença par le dénombrement de la population, préliminaire à l'introduction de la conscription militaire, par la révision du cadastre pour découvrir de nouvelles sources de revenus. Dans le Liban, les nombreux moulins furent rigoureusement taxés (1). Ces

(1) Chidiâq. 577-578. Ils l'avaient été sous les émirs.

mesures, équitables en principe, on se donna le tort de les exécuter sans ménagement. Les impôts nouveaux furent prélevés avec brutalité. Après s'être acquitté, le contribuable devait payer pour un concitoyen en défaut ou en fuite ; un village ajouter à sa taxe celle du village voisin insolvable. Les monopoles industriels —ceux du coton et de la soie— furent renforcés. Méhémet-ʿAlî refusa d'appliquer en ses domaines les clauses du traité turco-anglais qui en décréta alors la suppression, dans toute l'étendue de l'Empire ottoman. Sa résistance lui vaudra l'hostilité de la Grande-Bretagne. L'Etat égyptien céda à la malheureuse inspiration d'établir des manufactures, où l'ouvrier travaillait pour un salaire dérisoire. Il multiplia les réquisitions vexatoires. Dans le Liban, on força les habitants à extraire le lignite de Qornâil dans le Matn et à le transporter à Beyrouth. Ils durent fournir des ouvriers en corvée pour le relèvement des fortifications d'Acre, pour la construction du lazaret de Beyrouth. Les Turcs eux-mêmes n'avaient jamais tenté d'imposer aux libres Libanais l'odieuse contrainte de la corvée.

Révoltes ; Naplouse ; les Nosairis. C'est dans la région toujours imparfaitement soumise de Naplouse, qu'éclatèrent les premiers symptômes de mécontentement. Un instant même, Ibrahîm se vit presqu'assiégé par les rebelles. Méhémet-ʿAlî s'en montra si impressionné qu'il se décida à paraître en Palestine, à la tête de troupes fraîches. Les Naplousiens ne cédèrent qu'après la prise et la destruction de leurs dernières forteresses (1). Le fils de l'émir Bachîr se vit chargé de pacifier le B. Bichâra, d'y procéder ainsi qu'à Beyrouth, aux premières mesures de désarmement.

Il eut ensuite à voler avec ses Libanais à Hébron, puis au pays de ʿAkkâr, de Ḥoṣn et de Ṣafîtâ. A l'imitation des

---

(1) La destruction de Sânoûr (v. p. 150) date de cette période.

Naplousiens et des Métoualis, les Noṣairis se soulevèrent contre la conscription. La révolte avait à sa tête les Chamsîn, qui avaient supplanté la famille des Raslân (v. p. 139). La rébellion gagna bientôt toute la montagne des Noṣairis.

L'intervention du contingent libanais sauva d'un désastre le commandant Salîm-bey et ses recrues égyptiennes, peu préparées à la guerre de guérillas dans un pays de montagne. La brutalité d'Ibrahîm-pacha triompha bientôt de ces velléités d'indépendance. Il dévasta le pays, brûla les villages, rasa les dernières citadelles et, par la construction de routes, ouvrit le pays à des colonnes volantes. Ces mouvements insurrectionnels rendirent au sultan Maḥmoûd l'espoir de reprendre la Syrie. Il les encouragea sous main. Ses émissaires se mirent à travailler les chefs syriens, sans oublier l'émir Bachîr.

Désarmement et conscription. Ibrahîm, pour prévenir le retour des révoltes, étendit alors au reste de la Syrie, principalement aux districts montagneux, la mesure de désarmement, déjà commencée en Galilée. Elle portera au comble l'irritation de la population. Bachîr devra l'appliquer aux Druses dont l'humeur indocile inquiétait les Egyptiens. Ils y ajouteront la conscription obligatoire. Les Druses auront à fournir un millier de recrues, destinées à être incorporées dans les garnisons d'Acre et des villes syriennes, dispersées dans l'armée régulière d'Ibrahîm.

On ne pouvait plus ouvertement méconnaître le dévouement des Libanais, le prix du sang que, sans compter, ils avaient versé pour la cause égyptienne (v. pp.154,156). C'était soumettre le prestige du vieux Bachîr, déjà ébranlé par sa longue lutte contre la féodalité druse, à une délicate épreuve. Ibrahîm ne pensait qu'à s'assurer un recrutement dont il avait pu apprécier la valeur. Les Libanais ne lui avaient pas, on l'a vu, ménagé leur concours pour achever la pacification

de la Syrie. Mais ils entendaient conserver leur organisation autonome, leurs cadres militaires, sous le commandement de leurs chefs locaux.

Résistance des Libanais. Désormais la conscription les assujettirait à une discipline nouvelle, les répartirait dans les régiments égyptiens et bientôt sur les champs de bataille de l'Anatolie, de l'Arabie et du Soudan (1). Elle décimerait la jeunesse du pays, le priverait de ses meilleurs défenseurs ; éventualité évidemment envisagée par Ibrahîm et qui ne pouvait lui déplaire. En dépit de la docilité dont il avait multiplié les preuves, Bachîr, devenu l'instrument passif de la politique égyptienne, alourdi par l'âge, ne se sentit pas la force de briser la résistance des Libanais. Pour en venir à bout, il réclama l'envoi de 10.000 soldats réguliers à Baitaddîn. Ibrahîm profita de leur présence pour désarmer brusquement les chrétiens de la Montagne, opération qui avait déjà été étendue aux vilayets de Damas et d'Alep, sans y rencontrer de résistance.

Une fois le désarmement achevé, Ibrahîm procéda aux levées militaires. Il fit cerner les mosquées, pendant la prière du vendredi et enlever les hommes valides. Après l'écrasement des Noṣairis, il avait enrôlé parmi ces sectaires 4.000 recrues. Il en exigea 1.200 des Druses. Les chrétiens demeurèrent exemptés. Les rigueurs, qui accompagnèrent la levée de cet impôt du sang ont laissé en Syrie d'ineffaçables traces de terreur et de haine. C'était l'abolition des anciennes autonomies locales, une menace aussi pour la prospérité de l'agriculture, qu'on privait des bras les plus vigoureux. Les Syriens ne s'y trompèrent pas. Au Wâdittaim, au Ḥaurân l'insurrection éclata. Les rebelles commencèrent par battre en plusieurs rencontres les Egyptiens.

---

(1) Ces deux derniers pays, occupés par les Egyptiens.

Guerre au Ladjâ. Puis sous la conduite de Chiblî al-Ariân, ils allèrent s'établir au Sud-Est de Damas, dans le désert du Ladjâ. Dans cette retraite, ne possédant que de rares points d'eau, couverte de déjections volcaniques (v. I, p. 2), véritable labyrinthe de sentiers, impraticables à la cavalerie, où l'on ne circulait qu'à la file indienne, les insoumis demeuraient insaisissables (1). Ils infligèrent des pertes douloureuses aux troupes égyptiennes ou albanaises qu'on voulut successivement y engager. Solaimân-pacha (Sèves) eut enfin raison de l'insurrection. Au lieu de s'aventurer dans ce dédale, il organisa le blocus de cette forteresse naturelle. La soif, la faim chassèrent bientôt les Druses de leurs repaires. Solaimân les refoula dans ce désert brûlé et les força à capituler. Ibrahîm se décida à les amnistier. Précédemment (1836), les Libanais avaient dû donner la chasse aux Bédouins dans l'horrible solitude du Safâ, à l'Est du Haurân. L'expédition fut couronnée de succès, mais, au retour, 50 hommes périrent de froid (2).

Echec d'Ibrahîm. Devant ces révoltes incessantes, Ibrahîm commença à se sentir débordé. L'obstination des Syriens déconcerta ce soldat, habitué à la passivité, à la résignation des fellâhs égyptiens. Il inclina à la clémence. Elle ne devait pas mieux réussir que la manière forte. Il était trop tard ; trop de fautes avaient été accumulées. Il serait pourtant injuste de méconnaître l'habileté d'Ibrahim comme administrateur, les talents qu'il déploya, les progrès qu'il réalisa pendant son court passage en Syrie. Plusieurs de ses réformes lui survivront. La Turquie se verra forcée de les incorporer dans le *Hattichérif* de 1839. Il établit l'égalité devant l'impôt (v. p. 157), une sécurité inconnue, depuis le temps des Omayya-

---

(1) En 1816, les Bédouins y battirent les troupes de Damas ; cf. Mich. de Damas, 37-38.

(2) Chidiâq, 588.

des. Le commerce lui aussi commença à reprendre. Le futur général Beaufort d'Hautpoul (1), qui servit sous ses ordres, en a fait la remarque. Ce sont les révoltes incessantes — ajoutons les intrigues turques — qui ne permirent pas au fils de Méhémet-'Alî de donner toute sa mesure comme homme de gouvernement.

Intervention de Mahmoûd. Le sultan ne s'était jamais résigné à l'abandon de la Syrie. Il jugea le moment venu d'y intervenir directement. La lutte devait s'aggraver par le caractère des chefs qui allaient s'affronter. D'une part, Mahmoûd, despote impérieux, emporté et sanguinaire, d'autant plus jaloux de la gloire de Méhémet-'Alî que lui aussi avait tenté, mais, sans aucun succès, de réformer, de ranimer ses Etats, humilié dans son orgueil de sultan ottoman d'avoir subi la loi d'un aventurier albanais. D'autre part, Méhémet-'Alî plus fin, plus contenu, plus dissimulé ; mais fier de ses succès, confiant dans ses forces et son étoile, d'une ambition sans limites et sans scrupules (2).

Entre Stamboul et le Caire une rupture se préparait. Dans leurs craintes de voir se rouvrir la question d'Orient, tous les cabinets européens s'employèrent à la prévenir. Décidé à jouer son dernier atout, Mahmoûd s'empressa de provoquer la crise. Demeuré maître de lui-même, protestant de son loyalisme de vassal, Méhémet-'Alî voulut attendre une déclaration de guerre. Son fils Ibrahîm était prêt à affronter la lutte. Il avait sous la main des troupes, inférieures peut-être en nombre aux forces turques, mais mieux entraînées, familiarisées avec la tactique européenne. De plus, après la dure répression de la révolte druse, il pensait moins avoir à redouter une nouvelle insurrection. Il ignorait que le mécon-

(1) Voir plus bas la section IV de ce chapitre, *L'année* 1860.

(2) Thureau-Dangin, *Hist. de la Monarchie de Juillet*, IV. 4. (V. la *Bibliographie*).

tentement avait gagné ses régiments syriens. Ceux-ci n'attendaient qu'une occasion pour déserter. De son quartier-général, transféré à Alep, il surveillait les provinces septentrionales, continuait à soutenir les populations du Kurdistan, qui s'étaient soulevées contre la Porte.

Bataille de Nizib. Après les avoir châtiées, le généralissime turc Ḥâfiẓ-pacha franchit l'Euphrate, dès le 21 Avril 1839. Avec une modération calculée, le pacha d'Egypte affecta de contenir son fils Ibrahîm et de prévenir le choc des deux armées. Le manifeste du sultan Maḥmoûd (7 Juin), le déclarant traître à l'Empire, précipita le dénouement. Les Turcs avaient pris position à Nizib, entre l'Euphrate et Alep. Les Egyptiens les y rencontrèrent le 24 Juin. Les deux armées comptaient environ 50.000 hommes. « L'impétuosité d'Ibrahîm et la supériorité de discipline que ses troupes devaient à leurs instructeurs français décidèrent la victoire. Les Ottomans, en dépit de quelques officiers prussiens chargés de les exercer, étaient alors en pleine désorganisation militaire. Les innovations violentes de Maḥmoûd leur avaient désappris de combattre à la turque, sans leur apprendre à combattre à l'européenne » (1).

Un de leurs instructeurs prussiens, le futur maréchal Von Moltke, nous les décrit « avec des tuniques russes, un règlement français, des fusils belges, des turbans turcs, des selles hongroises, des sabres anglais ; une armée formée de soldats à vie, de *landwehr* à service indéterminé, où les chefs étaient des recrues, les recrues des ennemis de la veille ». Par une audacieuse manœuvre, le fougueux Solaimân-pacha réussit à tourner les Turcs. Un engagement de deux heures décida de la victoire.

Ḥâfiẓ-pacha se sauva avec les fuyards jusqu'à Mar'ach.

(1) Thureau-Dangin, *op. cit.*, 52. Cf. Yorga, V, 386. Malgré la victoire, des soldats syriens allèrent rejoindre les Turcs en déroute.

Il laissait sur le champ de bataille « plus de 4.000 tués ou blessés et aux mains des vainqueurs 12.000 prisonniers, 172 bouches à feu, 20.000 fusils et jusqu'aux insignes du commandement en chef » (1).

Avènement de ʿAbdulmadjîd. Quand la nouvelle de ce désastre arriva à Constantinople, Maḥmoûd avait cessé de vivre. Son fils ʿAbdulmadjîd, presqu'un enfant, recevait l'Empire au moment, où il semblait près de s'effondrer. Et comme pour mettre le sceau à ces malheurs, on apprit bientôt que le capitan-pacha Aḥmâd avait trahi et livré la flotte turque au vice-roi d'Egypte (14 Juillet 1839).

La diplomatie anglaise. Ibrahîm victorieux s'était pourtant arrêté au pied du Taurus, sur les représentations du capitaine Callier, parlant au nom de la France. On put croire un instant que tout se terminerait par une entente directe entre l'Egypte et la Porte, prête aux dernières concessions. L'Angleterre allait s'interposer pour prévenir cet accord. Cette puissance n'avait jamais éprouvé de sympathies pour Méhémet-ʿAlî. Leur mésentente remontait aux premières années du siècle, lorsque, après la retraite des Français, il avait empêché les Anglais de les remplacer en Egypte. La politique commerciale du vice-roi contrecarrait la sienne (v. p. 158). Elle ne pouvait voir d'un bon œil l'établissement d'un pouvoir fort en Egypte, route des Indes. L'année précédente (1838), l'Angleterre avait occupé la position stratégique d'Aden, à l'entrée de la Mer Rouge.

Voici que la journée de Nizib soumettait à Méhémet-ʿAlî, avec la Syrie, une seconde voie d'accès à l'Inde, la vallée de l'Euphrate, dont les officiers anglais étudiaient alors le cours. Sa diplomatie se promit de prévenir une aussi redoutable éventualité. Elle pesa donc sur le jeune sultan, disposé, sem-

(1) Thureau-Dangin, *loc. cit.*

blait-il, à concéder à Méhémet-'Alî la possession héréditaire, non seulement de l'Egypte, mais de la Syrie (1). Pour impressionner plus sûrement 'Abdulmàdjîd et la diplomatie européenne, dont on ne pouvait écarter l'intervention, il fallait montrer la Syrie impatiente de secouer le joug égyptien.

Attitude de Bachîr. Or depuis deux ans, après la répression sanglante des révoltes nosairies et druses (v. p. 158), ce pays semblait s'être résigné à l'inévitable. Certains s'en accommodaient allègrement. Tel l'émir Bachîr. Ibrahîm-pacha lui avait laissé les mains libres dans la Montagne. Il en profita pour « la gouverner à sa guise, amasser de l'argent » (v. p. 149). Voyant chrétiens et Druses d'accord dans leur résistance à la conscription, il réussit à semer la division parmi eux. Enfin il fit exiler au Soudan les principaux émirs et cheikhs, chefs de l'opposition. « La tranquillité se rétablit tant bien que mal. Mais la vengeance couvait au fond des cœurs. L'émir et ses enfants dominèrent la Montagne » (2).

La révolte au Liban. Cet apaisement ne pouvait convenir à l'Angleterre. Ses agents travaillèrent donc à soulever la Syrie et surtout le Liban. Après la victoire de Nizib, le gouvernement égyptien céda à la malheureuse inspiration de désarmer les Maronites, qu'il avait dressés contre les Druses et armés pour étouffer leur insurrection. Les chrétiens y soupçonnèrent une mesure préparatoire à l'introduction de la conscription. Au Nord comme au Sud, l'exaspération des esprits fut bientôt à son comble. « La rapacité du fisc, les incessantes demandes d'argent jetaient l'ombre sur toutes les belles qualités (كل اللائح) de l'émir. Elles avaient appauvri la population et poussé à bout la patience des Libanais » (3).

---

(1) Thureau-Dangin, *op. cit.*, IV, 55-56.
(2) Mich. de Damas, p. 101.
(3) Mich. de Damas, 106.

Les chefs populaires. La révolte prit rapidement de redoutables proportions. Elle eut (1) des chefs, sortis des rangs du peuple, tels le Maronite Aboû Samrâ Ghânim, le Métouali Aḥmad Dâghir, auxquels se joignirent des Chihâb et des Bellamaʿ. Etablis au bois des Pins, près de Beyrouth, ils se préparèrent à couper l'accès de la Montagne aux troupes égyptiennes, du côté de Ṣaidâ, de Tripoli, de la Bqâʿ. L'Angleterre exploita ces mouvements pour agir sur le sultan, le détourner d'une entente avec un vassal rebelle. Elle réussit à entraîner l'Autriche, la Russie et la Prusse dans une action commune contre Ibrahîm-pacha, à l'exclusion de la France, qu'on savait favorable à l'Egypte.

Par le traité de Londres, (15 Juill. 1840), conclu à l'insu de la France, les quatre Puissances signataires s'engageaient à imposer, au besoin par la force, l'ultimatum du sultan. Méhémet-ʿAlî devait évacuer les provinces usurpées dans un délai de 10 jours. A cette condition, on lui concédait la possession *viagère* du pachalik d'Acre avec l'administration *héréditaire* de l'Egypte. Le gouvernement d'Acre, après 10 jours, l'Egypte après 20 jours, lui seraient enlevés, s'il n'acceptait pas les stipulations de l'ultimatum.

Concentration de la flotte alliée. Avant même qu'on eût pris le temps de le notifier au Caire, le 14 Août, le commodore Sir Napier, se présenta en vue de Beyrouth. Il s'agissait d'encourager les rebelles, avec lesquels il entra aussitôt en rapports, en attendant la concentration de la flotte alliée. Celle-ci acheva de se réunir sur les côtes de Syrie, vers le 8 Septembre. Elle n'était guère imposante. Les Anglais avaient fourni le principal contingent : douze vaisseaux de ligne, huit bâtiments légers et cinq vapeurs. L'Autriche ne comptait que deux frégates, un brick et un bateau à vapeur. Elle avait em-

(1) Surtout dans le Liban méridional, où la féodalité chrétienne n'avait pu s'établir.

barqué 'Omar-bey, un rénégat hongrois, que nous retrouverons bientôt gouverneur du Liban. La Turquie n'amenait au rendez-vous qu'un vaisseau délabré, « faisant eau de toutes parts, symbole très exact de la situation présente de l'empire ottoman ».

Bombardement de Beyrouth. Le gouverneur égyptien avait barré par des tranchées et des sacs de terre toutes les rues de la ville, aboutissant à la Marine. Le premier exploit de la flotte alliée fut le bombardement de Beyrouth. Il dura, avec des interruptions, pendant trois jours (11-14 Sept. 1840). Le feu des navires endommagea les maisons, causa la mort de femmes et d'enfants. Cette retentissante démonstration n'était qu'une manœuvre destinée à distraire Solaimân-pacha et la garnison égyptienne, pendant que les Alliés choisiraient un point de débarquement sur la côte. Avec leurs 5.000 hommes d'infanterie turque, ils ne se hasardèrent pas à occuper Beyrouth que Solaimân avait préalablement évacuée pour s'établir dans la banlieue.

Contre toute attente, la flotte égyptienne s'étant retirée à Alexandrie, celle des Alliés se réunit dans la baie de Djoûnia où les agents britanniques distribuèrent des armes et de l'or aux rebelles libanais. Tripoli fut également bombardée. Saidà, Djobail, Batroûn furent occupées sans grande résistance. Ibrahîm se tenait en observation sur les hauteurs du Liban. Coupé de ses communications avec l'Egypte, il redoutait d'entrer en collision avec l'Europe. Dans des conditions aussi défavorables, il lui devint impossible de refouler la poussée des montagnards, commandés par l'émir Bachîr Qâsim Chihâb.

Bachîr III; départ de Bachîr II. Pour récompenser la bonne volonté de cet émir, l'Angleterre le fit proclamer gouverneur du Liban. Il était le petit-fils de Molham (1). Nous

(1) Voir plus haut le tableau généalogique p. 117 ; pour Molham v. pp. 99-100.

l'appellerons Bachîr III Molḥam pour le distinguer de Bachir II 'Omar ou Bachîr-le-Grand. Le vieil émir, impressionné par l'accord de l'Europe, par l'impuissance d'Ibrahîm, décida d'abdiquer. Il se rendit, avec sa famille, à Saidâ, puis à Beyrouth, se remettre à la générosité du vainqueur.

Accueilli avec honneur, il lui fut permis de choisir le lieu de son exil, à l'exclusion de l'Egypte et de la France. Il se décida pour l'île de Malte. Bachîr ne devait plus revoir le Liban. Après onze mois passés à Malte, on l'autorisa à se fixer à Constantinople. Il y mourut à l'âge de 87 ans, en 1850, entouré du respect de ses anciens ennemis. Il fut le dernier des grands princes de la Montagne (1). « Il avait gouverné 53 ans, exemple sans précédent » dans les annales du Liban (Michel de Damas). Avec Fakhraddîn, il fut le véritable fondateur du « Grand-Liban ». Découragé par la défection de Bachîr, Ibrahîm évacua le Liban pour se concentrer à Damas.

Chute d'Acre. Sur la côte il ne lui restait plus que la ville d'Acre. L'hiver approchait, rendant la mer impraticable. Les amis d'Ibrahîm espéraient que la place résisterait et que dans l'intervalle la diplomatie trouverait le temps d'agir. Ces prévisions furent déjouées. Le 2 Nov. 1840, une flotte de vingt bâtiments de guerre, dont sept vaisseaux de ligne, parut devant la ville. Soixante mille boulets furent lancés par 480 grosses pièces d'artillerie. Acre succomba, écrasée sous un ouragan de feu. « Ce fut très exactement l'affaire de trois heures, moins un quart », affirme Michel de Damas; après qu'un boulet eût mis le feu à la poudrière et enseveli 300 Egyptiens sous les ruines. Par les brèches ouvertes dans l'enceinte, la garnison évacua la place à la faveur des ténèbres (3 Nov.).

(1) Comp. le jugement que porte sur lui le contemporain Michel de Damas, *op. cit.*, 106.

Avec les 30.000 hommes de troupes régulières, réunies à Damas, Ibrahîm conçut alors le hardi projet de reprendre Acre (1) avant que les Alliés eussent le temps de se reconnaître. Il s'apprêtait à franchir le Liban méridional, couvert de neige, lorsque ses reconnaissances lui apprirent que les montagnards en occupaient les passes.

Ibrahîm évacue la Syrie. Il se résigna alors à évacuer la Syrie, d'après l'ordre reçu de Méhémet-'Alî. Dans son armée, les recrues syriennes désertèrent en masse. Ibrahîm partit de Damas pour regagner l'Egypte. La retraite s'opéra au milieu d'indicibles souffrances. A la hauteur de Mozairib, 16.000 hommes se détachèrent de la colonne principale, sous la conduite de Solaimân-pacha, pour longer à l'est la Mer Morte, embarquer l'artillerie à 'Aqaba sur la Mer Rouge. Le 11 Février ils entrèrent dans la capitale égyptienne. En arrivant à Gaza, Ibrahîm pacha avait déjà perdu 20.000 hommes, par suite des désertions ou des intempéries d'un hiver exceptionnellement rigoureux.

III. Anarchie au Liban (1840-1860).

Beyrouth, centre administratif. La Syrie put se croire délivrée. En réalité elle retombera, le Liban surtout, dans l'anarchie, jusqu'à l'intermède sanglant de 1860. Sur la côte, Beyrouth recueillit la succession administrative de Saidâ et d'Acre. La Porte y maintint (2) le centre gouvernemental que les Egyptiens y avaient établi (v. p. 157). Cette décision consacrera officiellement la primauté conquise par cette ville dans la Syrie méditerranéenne, depuis un quart de siècle, grâce au voisinage du Liban.

---

(1) Occupée par quelques centaines de marins anglais.

(2) Et pour le même motif que les Egyptiens : la surveillance du Liban.

Surexcitation des esprits. On ne tarda pas à se convaincre que l'évacuation égyptienne n'avait fait que provoquer de nouvelles complications en Syrie. Musulmans, Druses, Chrétiens se retrouvèrent en présence ; les deux premiers groupes n'ayant rien appris et nourrissant des projets de vengeance ; les chrétiens moins résignés qu'auparavant à leur humiliante condition de *raïas* dont le régime déchu les avait partiellement affranchis. Au Liban la situation empirera bientôt.

Durement traités par Bachîr et par Ibrahîm, les chefs druses étaient revenus d'exil ou sortis de leurs cachettes. Ils se montrèrent déterminés à ne plus subir l'hégémonie des Chihâb. Jusqu'en 1825-1830, l'entente entre Druses et Maronites avait reposé sur une équivoque.

L'impérialisme, la suprématie de race qu'ils n'avaient cessé de reprocher aux Turcs, les Druses entendaient les maintenir à leur profit. Ils se considéraient toujours comme la caste dominante, sans tenir compte des changements survenus dans le Liban et en Syrie (1). Il faut bien en convenir, le style suranné des *halt*, des firmans devait les confirmer dans cette conviction. Ces documents, sans en excepter les plus récents, s'obstinaient à appeler le Liban « la Montagne des Druses » ; ils n'y mentionnaient que des clans, *'achâir*. Aux yeux du Divan, les princes du Liban, malgré leur conversion au christianisme, n'étaient que « les émirs des Druses ». Il n'y était jamais question des chrétiens. On semblait éviter jusqu'au vocable historique de Liban.

Le duel sans merci engagé par Bachîr contre les Djonblâṭ et la féodalité druse, depuis 1825, la mort, l'exil de leurs chefs principaux, la confiscation de leurs biens distribués

---

(1) L'égalité promise par les *hatt*, la tutelle de l'Europe, les progrès réalisés par les chrétiens etc.

aux partisans de l'émir, enfin la sévère répression d'Ibrahim-pacha ; tous ces motifs les avaient excités contre les Maronites qu'on avait favorisés à leurs dépens. Un décret sultanien, ordonnant de restituer aux cheiks druses les domaines confisqués (1), devint l'occasion de nouvelles frictions. Pour la première fois peut-être, les Druses éprouvèrent le besoin de s'unir, d'oublier leurs querelles de clan, qui les avaient réduits à la merci de l'émir déchu. Un conseil administratif avait été créé pour assister le nouveau gouverneur du Liban. Les Druses opposèrent des difficultés pour s'y laisser représenter et y figurer sur le pied d'égalité avec les chrétiens.

Incapacité de Bachîr III. Bachîr III montra bientôt qu'il n'était pas à la hauteur d'une situation aussi compliquée. Il se donna le tort, par sa hauteur, d'indisposer les Druses. Il finit par se les aliéner, en enlevant aux chefs de l'opposition druse leurs propriétés de la Bqâʿ (2). Les Turcs laissèrent s'envenimer ces dissensions, comptant bien en tirer profit. L'intervention des Anglais acheva d'exaspérer l'une contre l'autre les deux principales communautés du Liban.

L'Angleterre, la Porte et les Druses. Après le règlement de la question égyptienne, la France était rentrée dans le concert européen, en réclamant l'établissement de garanties pour les chrétiens de Syrie. Cette démarche se heurta à l'opposition des Russes et des Anglais. Ces derniers, après s'être appuyés sur les chrétiens contre l'Egypte, s'aperçurent que toute influence leur échappait sur une population, traditionnellement dévouée à la France. Dans leur lutte contre la domination égyptienne, les Libanais n'avaient pas eu le choix

(1) Mich. de Damas. 107.
(2) Chidiâq. 616-620.

de leurs alliés. En acceptant, à défaut des Français favorables à Méhémet-ʿAlî, le concours des Anglais, les montagnards chrétiens n'avaient pas entendu les substituer ni même les associer à leur protectrice séculaire (1). Les Anglais cherchèrent donc parmi les Druses un point d'appui pour contrebalancer l'influence française.

Depuis le *Tanzimat*, la Porte avait inauguré une politique de centralisation, décidé la suppression des autonomies, des féodalités provinciales. Elle se soucia moins de pacifier le Liban que d'y instaurer son autorité directe. A cet effet elle avait transporté à Beyrouth le siège gouvernemental des anciens pachaliks d'Acre et de Saidâ, pour être en mesure d'intervenir plus efficacement dans les affaires libanaises. Le nouvel émir pensa pouvoir reprendre la manière forte, la politique autoritaire de son prédécesseur, sans posséder ni son énergie ni surtout son prestige. Les maladresses accumulées par Bachîr III allaient servir la Turquie au-delà de ses espérances, lui permettre d'écraser les chrétiens « lesquels, parmi les races assujetties, donnaient seuls les signes d'une redoutable vitalité » (Churchill).

Guerre civile. Abdication de Bachîr III. Au centre du Choûf, en plein pays druse, s'était formée la petite ville exclusivement chrétienne de Dairalqamar, ancien apanage des Nakad (2). Les émirs Chihâb avaient favorisé son développement, comptant y trouver un point d'appui contre les féodaux du Libân méridional. Dairalqamar était devenue leur résidence habituelle. Une vallée la séparait de Baʿqlîn, centre des *ʿoqqâl* ou chefs religieux druses. Les deux localités vécurent en paix jusqu'à la conquête égyptienne. La situation

(1) Comp. Ach. Laurent, *op. cit.*, I, 379. On y mentionne déjà « l'entente cordiale entre la France et l'Angleterre ».

(2) Sur cette famille, voir plus haut p. 101.

se modifia sous Bachîr III.

Les Nakad voulurent revendiquer leurs privilèges seigneuriaux périmés. Une rixe qui s'engagea, près de Ba'qlîn, mit le feu aux poudres. Il y eut des morts. Les Druses réservèrent leur vengeance. Ils laissèrent Bachir III accourir à Dairalqamar et tombèrent sur une population sans défiance. L'agitation se propagea dans la Montagne. A Ḥâṣbayya, les Turcs avaient destitué les émirs Chihâb, demeurés musulmans, pour les remplacer par Chiblî al-'Ariân, un des héros de la guerre égyptienne (v. p. 161). Il commença par désarmer les chrétiens et par fournir de la poudre et des munitions à ses coreligionnaires druses. A leur tête, il courut à Zaḥlé. Repoussé avec perte, il se vengea en pillant et incendiant les villages chrétiens.

Quand les autorités turques décidèrent de s'interposer, ce fut pour désarmer les adversaires des Druses. Pendant ces luttes, les Métoualis se rangèrent du côté des chrétiens. Conformément à une tradition plusieurs fois séculaire (1), certains contingents maronites avaient adopté un drapeau où figurait la croix. D'autres marchèrent sous le glorieux étendard de Terre-Sainte (2).

Bachîr III reconnut alors son impuissance. Il vint à Beyrouth se remettre à la disposition des Turcs, qui l'envoyèrent à Constantinople (Nov. 1841). Il devait être le dernier émir ayant gouverné toute la Montagne.

Exclusion des Chihâb. Etablir une forte centralisation, briser la toute-puissance des anciens gouverneurs et féodaux provinciaux, de la noblesse locale, transformer l'ancien sultanat féodal en une monarchie administrative absolue, gouvernée de Stamboul, telle était, avons-nous dit, la nouvelle

---

(1) Cf. vol. I, 131 ; II, 114.

(2) Cf. I, 231 ; Ach. Laurent, *op. cit.*, I, 45.

politique de la Porte. Après le lamentable échec de Bachîr III, elle ne voulut plus entendre parler du retour au pouvoir des Chihâb. Elle proposa pour le Liban le rattachement direct à l'Empire et finit par l'imposer à la lassitude des cabinets européens. A Baitaddîn, elle installa comme gouverneur ʿOmar-pacha (Janvier 1842).

ʿOmar-pacha. Ce renégat hongrois, passé au service turc, avait pris part avec les Alliés aux récentes opérations contre les Egyptiens (v. p. 167). Son principal objectif sera de mater chez les chefs druses, rentrés en possession de leurs biens, les velléités d'indépendance. Il s'appliquera avec la même activité à ruiner les cadres de la féodalité chrétienne, celle-ci moins ancienne, moins influente et moins fortunée. Les cheikhs druses avaient pu s'enrichir, depuis le temps qu'ils avaient mis la main sur les grasses terres de la Bqâʿ (1), pour les faire exploiter par leurs fermiers chrétiens.

Dans le Liban, l'initiative de la guerre contre l'Egypte était partie des rangs du peuple. Des plébéiens, de simples paysans avaient pris la direction du mouvement (v. p. 166). Il était donc naturel que des aspirations d'égalité démocratique eussent survécu à la lutte où paysans, émirs et cheikhs avaient combattu, fraternellement confondus. La Turquie s'appliquera à cultiver, à faire dévier ces tendances de façon à dresser dans le Liban septentrional les paysans contre les cheikhs, propriétaires du sol. Dans la Montagne druse, les privilèges féodaux ne seront supprimés que par le « Règlement organique » de 1864. A partir de 1840, les cheikhs druses se donneront le plaisir d'humilier, d'opprimer les paysans, en grande majorité chrétiens. Ils finiront par les pousser à bout, à la grande satisfaction des Turcs, intéressés à voir

(1) Voir plus haut pp. 99-100, 123, 171.

perpétuer la guerre civile.

Jusque-là les Libanais avaient été dirigés par leurs cheikhs ; à eux ils payaient leurs redevances fiscales. L'autonomie libanaise supposait précisément cette organisation ; elle les soustrayait au contact direct, à l'arbitraire des pachas qu'on parlait maintenant de lui substituer. Les impatiences de 'Omar-pacha, le mécontentement soulevé par lui, forcèrent la Porte à le rappeler, sur les représentations des Puissances. Mais à aucun prix, elle ne voulut accepter le projet d'un émirat unique, confié aux Chihàb, projet auxquel les Druses eux-mêmes avaient fini par adhérer.

La trop notoire incapacité de ceux qu'on avait substitués au grand émir Bachìr contribua puissamment à le faire regretter. Moins de deux ans après son exil, sa cause était devenue «nationale», écrivait le contemporain Eugène Boré (1). Dans l'exaltation de leurs regrets, « quelques-uns allaient jusqu'à ériger la maison de l'émir en dynastie consacrée par un règne de plusieurs siècles ».

Double qâimaqâmat. Alors surgit le déplorable expédient du double qâimaqâmat. La Porte en profitera pour assujetir subrepticement le Liban aux pachas de Saidà et de Beyrouth. Ce dualisme se maintiendra, pendant près de 20 ans (1842-1860), pour aboutir à la catastrophe de 1860. Il s'inspira de la supposition chimérique qu'au Nord de la route de Damas-Beyrouth, le Liban était complètement chrétien, exclusivement druse au Sud de cette ligne. La première de ces sections, découpées d'après cette conception arbitraire, allait être confiée à un qâimaqâm maronite, celle du Sud, à un gouverneur druse. C'était perdre de vue que le Matn comprenait d'importants groupes druses et que, depuis les Ma'n, les

(1) Cet orientaliste devint plus tard supérieur-général des Lazaristes.

chrétiens avaient essaimé dans le Liban méridional (v. p. 82).

Les événements de 1845 forcèrent à reconnaître cette réalité. Chrétiens et Druses se groupèrent en vue d'une lutte prochaine. Prenant au sérieux son rôle de protectrice des immunités libanaises, la France réussit à mettre en discussion une atténuation appréciable à la malheureuse combinaison du double gouvernement. Pour les villages à population mixte, elle proposa l'institution de *wakîl*, relevant chacun de leur qâimaqâm respectif. L'Angleterre et la Porte s'opposèrent à l'adoption de cette mesure. Leur hostilité causa une effervescence, qui amena les massacres de 1845. Les Druses tombèrent sur leurs voisins chrétiens. De nombreux villages furent ruinés, sans que leurs adversaires, toujours divisés, réussissent à s'organiser pour se défendre efficacement (1).

« Règlement » de Chakîb-effendi. La Porte, désireuse de dégager sa responsabilité devant l'Europe, envoya au Liban son ministre des affaires étrangères, Chakîb-effendi. Son intervention prétendit corriger l'anarchique expédient du double qâimaqâmat par l'adjonction d'un conseil (*madjlis*) élu, établi auprès de chaque qâimaqâm. Les confessions libanaises s'y trouvaient assez équitablement représentées. Beaucoup plus suspect parut le zèle, mis par Chakîb à désigner lui-même les nouveaux conseillers, à assujettir leur renouvellement à l'approbation des représentants turcs ; sans parler d'autres conditions qui restreignaient la liberté des électeurs indigènes (2). Dans sa pensée, ce premier et timide essai du régime représentatif au Liban devait devenir une machine de guerre, dressée contre l'influence des anciennes familles, jusque-là gardiennes traditionnelles de l'autono-

---

(1) Sur la connivence des Turcs, cf. Rabbath, II, II. 163-66.
(2) Cf. Jouplain, *Question du Liban*, 359 (Voir la *Bibliographie*).

mie locale dont on avait juré la ruine.

Anarchie. A partir de 'Omar-pacha, c'est en donnant les coudées franches aux animosités qu'ils sauront provoquer, attiser sous main, en les laissant bien se développer, bien s'envenimer par le libre jeu des représailles, de façon à n'intervenir qu'au dernier moment et pour asséner le coup de grâce aux partis, que tous les pachas et les commissaires impériaux procèderont, jusqu'à la veille de la catastrophe de 1860.

Un peu partout, surtout dans les districts mixtes, les chrétiens commencèrent à s'organiser autour de ceux qu'on appela « chefs de la jeunesse ». C'étaient des hommes nouveaux, des plébéiens, n'appartenant pas à la féodalité. Par sa droiture, par la dignité de sa vie, le qàimaqàm chrétien, l'émir Haidar Bellama' réussit pourtant à s'imposer. Après sa mort (1854), le désordre éclata. Préparé par les représentants de la Porte, il sera savamment, méthodiquement entretenu par leurs intrigues dans le but de supprimer ce qui subsistait encore de l'autonomie libanaise.

Révolte des paysans. Dans la Montagne, le fellàh cultivait la terre pour le compte des cheikhs et des émirs. Une réforme agraire s'imposait, si l'on voulait permettre aux paysans de vivre sur un sol, souvent ingrat, eux et leurs familles, généralement nombreuses. Les seigneurs féodaux ne le comprirent pas. Leur obstination poussa leurs fermiers à la révolte. Parti du Kasrawàn, le mouvement gagna bientòt le Matn. Un maréchal-ferrant, Tannoùs Chahìn, en prit la direction. Partout les cheikhs maronites se virent brutalement dépossédés. De regrettables excès furent commis. Dans les districts druses du Sud, le servage des cultivateurs chrétiens se maintiendra jusque vers 1864 (v. p. 174). C'est le « Règlement organique » du Liban qui le supprimera avec les privilèges des féodaux druses.

Plus déplorables encore seront les ferments de discorde

déposés dans les esprits par ces désordres agraires et qui produiront, avant un an, les plus tristes résultats. L'ancienne organisation du Liban chrétien se trouva brusquement détruite. Le temps fera défaut pour lui en substituer une nouvelle, pour permettre aux « chefs de la jeunesse » (1) de s'assurer une autorité dont on avait violemment dépouillé les cheikhs. Dans d'aussi lamentables conditions, les chrétiens allaient à un désastre, si leurs adversaires s'avisaient de les attaquer. Ceux-ci avaient conservé leurs cadres traditionnels. La population agricole, la gent taillable et corvéable des cantons druses se recrutait presque exclusivement parmi les anciens immigrés chrétiens (v. p. 82). Quant aux Druses des classes inférieures, ils se rangeaient autour des grandes familles féodales (2), comme clients et gardes-du-corps, presque toujours sur le pied de guerre, comme au temps de l'émir Bachîr, où ils formaient le noyau principal des contingents libanais. Cette organisation leur assurait une incontestable supériorité militaire.

Khourchid-pacha représentait alors la Porte à Beyrouth. Ce triste personnage — nous apprendrons bientôt à le connaître de plus près — devina aussitôt le parti à tirer de cette jacquerie. Il attisa sous main les fureurs paysannes. Il fallait désorganiser le Liban, mettre aux prises Druses et chrétiens, envenimer leurs différends, montrer à l'Europe l'incapacité des Libanais à se gouverner, l'amener à demander elle-même la révision des dernières restrictions, mises à l'ingérence turque. En 1859, Khourchid poussera les populations exaspérées à réclamer le gouvernement direct de la Porte, « seul moyen qui leur permettrait de jouir de la tranquillité » (3). Pour achever de les affoler, enlever les dernières

---

(1) Voir plus haut pp. 166, 177.

(2) Comp. p. 95.

(3) Testa, *Recueil*, VI, 57. (V. la *Bibliogr.*).

tergiversations de la diplomatie européenne il n'hésitera pas à provoquer un cataclysme.

Il circonviendra adroitement les chefs druses, lesquels, ne consultant que leurs rancunes, accepteront étourdiment de se faire les instruments de son machiavélisme. Il put bientôt en entrevoir les premiers résultats. A Ḥâsbayya, les chrétiens, effrayés par la multiplicité des attentats druses, réclamèrent, comme précédemment ceux de Dairalqamar, l'envoi d'une garnison turque pour les protéger.

Isma'îl-bey et les Nosairis. Au Nord du Liban, après le départ des Egyptiens, les Noṣairis étaient retournés à leur anarchique indépendance (1). En 1847, les luttes entre les grandes familles (v. p. 139) amenèrent l'intervention de Ṭâhir-pacha. Il se vit impuissant à pacifier le Nord de la Montagne noṣairie. Dans le district de Lattaquié s'installa alors un petit chef indigène, Isma'îl-bey. La Porte était distraite par la guerre de Crimée. Il en profita pour étendre son autorité, obtenir sa reconnaissance officielle comme gouverneur de la région de Ṣafîta. Sa brutalité, ses exactions lui aliénèrent bientôt le dévouement des Noṣairis eux-mêmes. Il venait d'obtenir de Constantinople sa nomination au gouvernement du pays de Ḥoṣn, lorsque cette concession souleva contre lui les musulmans de ce district et divisa le pays en deux camps. Ṭâhir-pacha pénétra de nouveau en territoire noṣairi. Isma'îl ne put tenir devant les troupes régulières. Il fut trahi et tué par un de ses parents (1858). Depuis cette date la Porte a tourné tous ses efforts vers l'établissement d'une administration directe. Elle a réussi à percevoir l'impôt, à lever des recrues. Mais il faudra à plusieurs reprises, notamment en 1870 et 1877, procéder à des exécutions sommaires, envoyer

(1) Cf. R. Dussaud. *Histoire et religion des Noṣairis*, Paris 1900, p. 33 etc.

des troupes pour dévaster la montagne des Nosairis.

Le « Hattihumayoun ». L'intervention de l'Europe, en 1840, sauva la Turquie. En revanche elle l'avait, depuis cette date, placée virtuellement sous la tutelle collective des Puissances. L'Europe ne cessa de promouvoir des essais de réformes que Nicolas Ier de Russie traitait dédaigneusement d'inspirations « superficielles et d'origine française ». Après la guerre de Crimée (1855), le *Hattihumayoun* de Février 1856, s'appropriant les réformes introduites par Ibrahîm-pacha en Syrie (v. p. 157), proclama l'égalité des impôts et charges fiscales ainsi que des fonctions publiques pour tous les sujets de l'empire, sans distinction de race ou de confession. Cette proclamation ne satisfit personne. Elle scandalisa les musulmans. Ils étaient habitués à regarder les chrétiens comme leurs sujets, des *dhimmî* ou protégés (v. I, 60) — disait la législation coranique — donc des inférieurs, des *raïas* ou ouailles; vivant sous la tutelle des musulmans. Ils ne pouvaient du jour au lendemain les traiter sur le pied d'égalité, se soumettre à des fonctionnaires, à des officiers, choisis parmi les chrétiens. Ceux-ci, refusant le privilège du service militaire qui leur était offert par la proclamation du sultan 'Abdulmadjîd, préférèrent payer la taxe d'exonération dont le choix leur était laissé. Ainsi reparaissait, sous une forme déguisée, l'impôt sur les non-musulmans.

L'acte impérial, communiqué au Congrès de Paris (1856), incorporé dans une convention internationale et placé tacitement sous la garantie de l'Europe, fournit aux Puissances l'occasion d'intervenir en faveur des communautés chrétiennes. A Damas et dans les grandes villes de Syrie, les chrétiens en profitèrent pour s'enrichir et s'émanciper. Une sourde fermentation agitait les milieux musulmans, « soigneusement entretenue et excitée par les représentants de la Turquie » (Churchill). Elle attendra pour éclater les événements de 1860.

IV. L'année 1860.

Le gouvernement autonome du Liban.

Bénéficiant d'une organisation religieuse secrète (v. I, 183, 185), les Druses du Liban avaient, au début de cette année, dressé dans le plus grand mystère, leur plan de campagne, scellé leur entente avec ceux du Wâdittaim et du Haurân, juré la ruine de Hâsbayya, Zahlé et Dairalqamar. Ils se trouvaient prêts à marcher, à obéir aux perfides suggestions de Khourchid-pacha.

Les premières rixes éclatèrent au printemps de 1860. Elles prirent au dépourvu les chrétiens, sans cadres, sans chefs, plus divisés que jamais, au sortir de la guerre civile, qui avait abattu l'influence des cheikhs (v. p. 177). Ces bagarres permirent aux Druses de se faire la main, de tâter leurs adversaires, de constater chez ces derniers le manque total d'organisation, de juger jusqu'à quel point ils pouvaient compter sur la complicité turque. Le 26 Mai, débuta la grande offensive. Elle se développa avec un ensemble trop rare pour n'avoir pas été préméditée.

Massacres au Liban, au Wâdittaim. L'attaque commença par le village mixte de Baitmeri dans le Matn. L'intervention du jeune chef Joseph Karam et de la poignée de braves sous ses ordres ne put arrêter l'œuvre de mort, pas plus que la diversion tentée par les gens de Zahlé. Mal combinée, elle aboutit à un échec. Ces désastres ne réussirent pas à restaurer l'entente parmi les chrétiens. Ils se laissèrent leurrer par les feintes promesses des Druses ou même désarmer par les Turcs, lesquels répondaient de l'ordre. Bientôt la tuerie s'étendit dans le Matn et se propagea au Liban méridional.

Khourchid, affectant la surprise, alla bivouaquer au pied de la Montagne, d'où il contempla sans bouger l'incendie des villages chrétiens. Sous la conduite d'Isma'îl al-Aṭrach, les Druses du Ḥaurân accoururent au rendez-vous avec une précision, qui dénotait une mobilisation étudiée d'avance. Leurs étapes furent Ḥâṣbayya et Râchayya. Les chrétiens, réfugiés au sérail de ces bourgades, se laissèrent désarmer par les commandants turcs. Après quoi, ceux-ci les livrèrent aux assaillants et permirent à leurs propres soldats de s'associer à la tuerie. Du Wâdittaim, les massacreurs coururent à Zaḥlé ; c'était avec Dairalqamar, le principal bastion du Liban chrétien. Zaḥlé devait expier la protection que sa courageuse population accordait aux paysans de la Bqâ', rançonnés par les cheikhs druses.

Cette ville, peuplée de chrétiens de rite grec, fut pillée, incendiée, des missionnaires jésuites furent égorgés. Du 20 au 21 Juin, les Druses renouvelèrent leurs tristes exploits contre la ville de Dairalqamar (1). Là encore, les chrétiens acceptèrent l'asile que leur offrit le commandant turc. Il les désarma, puis, quand ils furent parqués dans la cour de la caserne, cet officier ouvrit la porte aux exécuteurs druses.

A Damas. Du Liban, l'effervescence antichrétienne gagna Damas. « Les musulmans y apprirent que l'heure de la revanche venait de sonner » (Yorga). Elle couvait depuis les jours de l'occupation égyptienne. Les décevantes promesses d'égalité, données aux chrétiens par les *hatt* sultaniens, lui avaient fourni un aliment nouveau (v. p. 180). Dès 1847, le consul H. Guys (2) écrivait : « La Montagne est depuis longtemps un objet d'envie pour Damas... au point d'envisager l'abaissement de ce pays ». Les 25.000 chrétiens de cette ville

(1) Cf. *Reminiscences of Daniel Bliss, missionnary and educator*, p. 142 etc.

(2) *Op. cit.*, II, 150.

pensèrent pouvoir se rassurer. Ils n'étaient pas Maronites. Ils comptaient sur la douceur, la bonhomie, devenues proverbiales de leurs concitoyens musulmans. C'était oublier les tragiques révoltes, qui, depuis l'occupation ottomane, avaient endeuillé les annales de la grande cité. Dans la dernière en date, celle de 1831 (v. p. 152), la populace s'était abandonnée aux plus abominables excès sur ses propres coreligionnaires, les représentants de l'autorité turque.

Ahmad-pacha et 'Abdalqâdir. C'était surtout mal connaître leur gouverneur, Aḥmad-pacha, digne collègue et émule de Khourchid. Le 9 Juillet fut le jour de l'explosion. Les musulmans de Damas surexcités par les nouvelles du Wâdittaim et du Liban, par l'impunité laissée aux massacreurs, peut-être aussi par les festivités du Bairam, qui venaient de s'achever, saisirent leurs armes et se ruèrent sur le quartier chrétien, occupé déjà par un bataillon de réguliers, ceux-là même qui avaient présidé aux massacres de Ḥâṣbayya (v. p. 182). C'était prédire aux chrétiens le sort qui les attendait. Ceux-ci, privés d'initiative, amollis par une longue paix, avaient profité de ce répit pour s'enrichir, élever de somptueuses demeures. La garde turque du quartier, la police et les bachibouzouks intervinrent, mais pour se joindre aux pillards, aux meurtriers. Ce fut une boucherie. Vers le soir seulement accoururent des Druses, en fort petit nombre. Aḥmad-pacha refusa de se déranger, malgré les objurgations des consuls. Le massacre continua pendant les deux jours suivants. Le 12, la lassitude y mit fin. L'émir 'Abdalqâdir, après avoir combattu la France en Algérie, était venu résider à Damas. Ce réfugié essaya seul de sauver le renom de l'islam. Son intervention arracha à la mort 1.500 chrétiens.

L'intervention française. En Europe, un cri de réprobation répondit à l'annonce de ces atrocités. Le guet-apens druse ne pouvait être nié pas plus que la complicité turque.

L'opinion en France exigea une intervention immédiate.

Dès le début de Juillet, toutes les marines européennes envoyèrent leurs vaisseaux croiser dans les eaux syriennes. Les escadres française et anglaise opérèrent leur concentration dans la rade de Beyrouth. Le 3 Août, les représentants des Puissances, réunis à Paris, convinrent, « malgré le stoïcisme calculé du cabinet anglais » (Churchill), qu'un corps de troupes françaises débarquerait en Syrie « pour aider le sultan à rétablir la paix ». Six mille hommes se préparèrent à partir de Toulon, sous le commandement du général de Beaufort d'Hautpoul, lequel, on l'a vu (v. p. 162), avait déjà servi en Orient. Stamboul comprit qu'il importait de gagner l'Europe de vitesse, de la surprendre par un étalage inaccoutumé de fermeté et dans la répression de la mettre devant le fait accompli.

Fouad-pacha. Pour cette mission complexe, la Porte possédait alors en son ministre des affaires étrangères, Fouad-pacha, un homme de premier plan. Ancien ambassadeur à Londres, à Paris, son esprit délié, libre de préjugés, son énergie, ses connaissances variées — il affectait de citer l'Evangile — lui avaient valu la confiance des cabinets européens (1). Son patriotisme éprouvé, son zèle pour les réformes, destinées à renforcer la centralisation et le prestige de l'Empire, lui assuraient d'autre part la confiance absolue du sultan. Dès le 17 Juillet, ce personnage aussi élevé en crédit qu'en dignité, partit pour la Syrie en qualité de Haut Commissaire, investi de pouvoirs illimités. Il y dépensa des trésors de dextérité et d'assurance, visant à dénouer la crise avant le débarquement des Français. Il s'arrêta à Beyrouth le temps de distribuer des paroles pacifiantes et quelques secours d'argent, pressé de

(1) Il cultivait, assure-t-on, la poésie française ; Yorga, *op. cit.*, V, 419.

courir à Damas, d'arracher la métropole islamite au danger d'une occupation européenne.

Son activité à Damas. Sans s'engager dans les lenteurs d'une enquête, il y prononça des sentences sommaires, « non d'après les règles de l'équité, mais d'après le calcul approximatif des condamnations qu'exigerait l'Europe » (De la Gorce). Sur les 150 condamnés à mort, les militaires furent fusillés, les civils pendus. Restait le misérable gouverneur de Damas. En dépit de son haut rang, Fouad ne jugea pas qu'il convînt de l'épargner. A tout prix, il fallait ôter aux Français la tentation de visiter Damas. Comme si l'on avait redouté des révélations indiscrètes, Ahmad se vit mis aux arrêts, jugé, condamné à huis-clos. C'est clandestinement qu'il fut conduit à la mort. « L'Europe devait se déclarer satisfaite, puisque Fouad s'était montré sans pitié » (1).

Les Français au Liban. A son retour, le 11 Septembre, il trouva les Français campés à la forêt des Pins, près de Beyrouth. Fouad, désireux de les éloigner et de les distraire, leur découvrit aussitôt des occupations. Il les envoya dans la Montagne, vers Dairalqamar. Ils y rassureraient les chrétiens, les ramèneraient à leurs foyers. Pendant ce temps, les Turcs franchiraient les crêtes du Liban, couperaient la retraite aux Druses massacreurs, principalement aux bandes d'Isma'il al-Atrach ; ils rejetteraient sur les bataillons français les clients de Sa'îd-bey Djonblât, lesquels, chargés de butin, songeaient à se réfugier dans le Haurân. Les soldats de Fouad s'arrangèrent pour arriver en retard, laisser aux Druses le temps de gagner l'asile du Ladjâ (v. p. 161) et des montagnes hauranaises, où personne ne s'aviserait d'aller les relancer.

Après ce coup, il invita le général français à rallier sa base de Beyrouth. Pour toute la région du Liban, le chiffre

(1) De la Gorce.

des morts s'élevait à 6.000. A Damas, 5.000 chrétiens avaient été immolés. Khourchid-pacha s'en tira avec une sentence de bannissement perpétuel. Une centaine de Druses furent exilés en Tripolitaine. La Turquie et l'Angleterre s'intéressèrent au sort de ces bannis.

La Commission européenne. Dès le mois d'Octobre, et sur l'initiative de la France, une commission européenne avait été nommée et vint inaugurer ses séances à Beyrouth. Le choix de cette ville fut imposé à la Porte. Il soulignait l'importance internationale de la question libanaise, la gravité des troubles de 1860 que la Turquie affecta de considérer comme des incidents de police intérieure. A Beyrouth, les commissaires européens auraient à surveiller les répressions, à assurer le paiement des indemnités, à préparer la réforme de l'administration, à étudier la réorganisation du Liban.

Nous avons vu dans quelle mesure dérisoire Fouad réussit à atténuer les châtiments. Sa souplesse n'obtiendra pas un moindre succès, quand il faudra fixer le montant des indemnités. Nous saurons bientôt les résultats de la réforme administrative. Le 5-8 Juin 1861, se termina à Beyrouth l'embarquement des Français, précipité « par la jalousie de l'Angleterre et de la Turquie. Deux mois après leur arrivée en Syrie, le gouvernement anglais avait déclaré qu'il ne voyait aucun motif plausible pour une occupation prolongée. Il recommandait d'abandonner entièrement la pacification du pays aux autorités turques » (1).

Résultats de l'expédition française. Il serait injuste de méconnaître les services rendus au Liban par l'expédition de 1860. Paralysée par la rouerie de Fouad, par les défiances de l'Angleterre, « l'entreprise ne réalisa ni les vœux de la Puis-

---

(1) Churchill, *The Druzes and the Maronites under the turkish rule from* 1840 *to* 1860, p. 251.

sance protectrice ni les espérances des victimes » (1). A ces dernières elle rendit pourtant la confiance. Nous croyons qu'aux Libanais elle conserva une patrie. N'ayant pu livrer des combats, les soldats de Beaufort « laissèrent le bon renom de leur discipline et aussi de leur charité ». Ils partagèrent leur nécessaire avec les sinistrés, les aidèrent à relever leurs maisons incendiées. Ils calmèrent le trop juste ressentiment des victimes et les empêchèrent d'exercer des représailles (2). Ce fut pour la France l'occasion de prendre à sa charge l'éducation des orphelins, de donner un nouvel élan aux œuvres hospitalières et scolaires (3).

A aucune époque la cause de la Syrie n'avait été plus populaire. Soixante ans plus tard, au sortir de la Guerre mondiale, cette popularité persistante servira efficacement la cause du Grand-Liban et lui vaudra son indépendance. A Toulon, les soldats s'étaient embarqués au chant de l'air « Partant pour la Syrie », lequel, assuraient les Anglais, était devenu « l'hymne national de la dynastie napoléonienne ». Incontestablement le gouvernement de Napoléon III manqua de décision. Peut-être se contenta-t-il de s'approprier une pensée généreuse, jaillie spontanément du cœur français. « Même avec ses proportions restreintes et ses résultats incomplets, l'expédition de Syrie demeure l'un des actes les meilleurs de son règne » (4).

Le « Règlement organique ». Sans attendre le départ des Français, la commission européenne, réunie à Beyrouth, (v. p. 186) se transporta à Constantinople. La Porte eut à cœur de l'éloigner du théâtre des événements de 1860. De ses délibérations sortit en Juin 1864 un « Règlement organique »,

(1) De la Gorce.
(2) Cf. *Reminiscences*, *loc. cit.*
(3) Voir le chap. suivant.
(4) De la Gorce. *Hist. du second Empire*, III, 352.

jalousement amendé par la Turquie et l'Angleterre. Cette révision déforma complètement le projet élaboré par la France lequel prévoyait en somme le rétablissement de l'ancienne organisation libanaise, sous une autorité indigène. Confirmé à plusieurs reprises par des accords internationaux, ce « Règlement » constitua la Charte de l'autonomie libanaise, telle qu'elle a fonctionné jusqu'à la guerre de 1914. La Montagne fut constituée en *moutaṣarrifat* autonome, relevant directement de la Porte, sans passer par l'intermédiaire des pachas de Syrie.

Amputations territoriales. Son ancienne extension territoriale avait été réduite de plus de la moitié. Contre l'avis de la majorité de la Commission, on commença par lui enlever le Wâdittaim, région avec laquelle le Liban avait partagé les épreuves de 1860 et, surtout depuis l'avènement des Chihâb, mené une existence commune. Ensuite on l'amputa, à l'Est, de la Bqâʿ, plaine fertilisée par les sueurs des Libanais, au Sud, du district de Saidâ. Vers la mer, on détacha la ville de Beyrouth.

Au début du 19e siècle, Corancez (1) écrivait. « C'est la plus forte ambition des émirs (libanais) de reprendre Baruth ou un autre point important sur la côte. Ce débouché, une fois assuré, leur indépendance en serait le gage ». La Porte avait, on le voit, retenu cette leçon de l'histoire. Dans ces limites étriquées, combinées de façon à étouffer toute velléité autonomiste et tout développement économique, la nouvelle circonscription ne comprenait plus même le Liban géographique.

Administration du Liban. A sa tête se trouve placé un gouverneur chrétien, n'appartenant à aucune des nationalités

---

(1) *Op. cit.*, 208.

libanaises (1). Proposé par la Porte, le choix doit être approuvé par les grandes Puissances. Il est nommé pour un minimum de cinq ans ; mais ses pouvoirs peuvent être renouvelés. Il réunit en sa personne toutes les attributions de l'exécutif ; il perçoit les impôts, approuve les sentences des tribunaux rendues par des magistrats indigènes. Il est assisté par un Conseil administratif, élu par les habitants et représentant les diverses communautés libanaises. Le maintien de l'ordre public est confié à une troupe ou corps de gendarmerie indigène, dont des instructeurs français assumeront l'organisation.

Relèvement du Liban. Des publicistes, contemporains des événements, se sont amusés à signaler « les incohérences logiques, les fatalités calculées, les absurdités singulières » (D'Alaux) que sanctionnait le « Règlement » libanais. En dépit de ces anomalies, dues aux défiances anglo-turques, le meilleur éloge de cette combinaison, c'est d'avoir prouvé que le Liban était éminemment gouvernable, que ses populations — à l'encontre de la thèse de Stamboul — ne pouvaient vivre et prospérer qu'en dehors du régime turc ; c'est de constater qu'elle leur a valu une période de recueillement, de préparation à des destinées plus glorieuses, un demi-siècle de paix et de prospérité, comme la Montagne n'en avait plus connu depuis de nombreuses générations. Résultat merveilleux ; quand on réfléchit aux ruines, aux ferments de discorde, accumulés par 30 ans de guerre civile. Le chiffre de la population — malgré les vides creusés par l'émigration (2) — n'a cessé de croître et aussi son bien-être.

Cette résurrection, mal vue et contrecarrée par la Porte,

(1) Par égard pour la majorité maronite, on l'a toujours choisi parmi les communautés catholiques.

(2) Voir le dernier paragraphe du chapitre XVII.

principalement sous ʿAbdulḥamîd, fut avant tout l'œuvre de l'énergie, de l'initiative des Libanais. Sans s'abandonner eux-mêmes, ils surent profiter de l'appui, de la protection que la Puissance libératrice de 1860 ne leur marchanda jamais. Il est juste aussi, croyons-nous, d'assigner dans ce relèvement une part aux *moutaṣarrif*, gouverneurs-généraux, que le contrôle européen assura à la Montagne. Parmi eux, le premier en date, l'Arménien Daoûd-pacha, ensuite l'Italien Rostom-pacha, furent des administrateurs remarquables.



Chapitre XVII.

LA SYRIE CONTEMPORAINE. 'ABDUL'AZIZ ET 'ABDULHAMID.

Réorganisation administrative. En 1864, année de la mise en vigueur du « Règlement » libanais, la Porte promulgua la première loi sur l'organisation des vilayets. Développée par une seconde loi en 1870, de nouveau amendée en 1880, elle a règlé la division administrative de la Syrie, jusqu'à la veille de la Guerre. Calquée sur l'administration française, cette législation visait à compléter l'œuvre de centralisation, ébauchée sous le sultan Mahmoûd, à supprimer les derniers restes des autonomies provinciales. Surveillée par le télégraphe, le seul moyen de communication que la Porte ait tenu à développer, l'initiative des *valis* se bornera désormais à exécuter les ordres de Constantinople. La Syrie fut divisée en deux vilayets ou gouvernements généraux: Alep et Damas. Les vilayets se subdivisèrent en *moutaṣarrifats* ou préfectures; celles-ci en *qâimaqâmats* ou sous-préfectures.

Stamboul profita de cette réorganisation pour s'assurer une revanche indirecte, protester contre l'œuvre de la « Commission européenne ». En qualifiant de « gouvernement général » la nouvelle province autonome du Liban, les protocoles internationaux prétendirent l'assimiler en importance aux

vilayets, d'une façon d'autant plus significative que le « Règlement libanais » assurait au pacha de la Montagne la dignité de *mouchîr*, la plus élevée dans la hiérarchie ottomane. Or dans les textes arabes et turcs, émanant de la Porte, le Liban n'obtint que le titre de moutaṣarrifat ; ce qui rendait le gouverneur de la Montagne l'inférieur des *valis*, ses collègues de Syrie, fonctionnaires révocables à volonté.

Le vilayet de Beyrouth. Vers 1887, l'importance internationale de Jérusalem détermina la création pour le Midi de la Palestine d'un nouveau moutaṣarrifat, relevant directement de la Porte. Cependant la Transjordanie avait été érigée en moutaṣarrifat avec centre à Karak, et rattachée au vilayet de Damas. Par suite, l'extension prise par ce dernier gouvernement, ensuite les développements incessants de Beyrouth, devenue le premier port et le capitale économique de la Syrie, déterminèrent la Porte, en 1888, à y établir un vilayet distinct. « Le progrès, l'activité de la presse et de l'imprimerie sous l'influence chrétienne firent de Beyrouth le centre de la librairie arabe. Nulle part en Turquie le nombre des illettrés n'est moins considérable que dans cette ville, cerveau de la Syrie » (1).

Avec sa capitale Beyrouth, toujours enclavée dans le gouvernement autonome du Liban, on assigna au vilayet les moutaṣarrifats de Lattaquié, de Tripoli, d'Acre, de Naplouse. Par cette dernière circonscription, il touchait au territoire de Jérusalem. Une dernière création administrative fut celle de Dair az-Zòr sur l'Euphrate, moutaṣarrifat également rattaché directement à Constantinople. Ces initiatives centralisatrices sont les seules marques d'intérêt égoïste que le régime absolutiste des 'Abdul'azîz et des 'Abdulḥamîd aït témoignées à la Syrie.

---

(1) Banse, *Die Türkei*, 346 ; Berlin, 1919.

Marasme de la Syrie. Depuis Djazzâr, elle n'avait cessé d'occuper l'Europe. A partir de 1864, son histoire se confond avec celle de la Turquie. Tombé dans le marasme où végètent les vilayets ottomans, le pays devint indifférent aux tragédies, qui agitent Constantinople, à la chute de 'Abdul'azîz, de Mouràd, à l'avènement de 'Abdulhamîd, à la banqueroute d'un gouvernement (1875), qui refusait de payer ses créanciers européens, enfin à la promulgation de la première Constitution ottomane (1876). Il connaît trop ses maîtres pour avoir confiance en leurs décevantes promesses.

Faillite des réformes. Les *hatt* impériaux de 1839, de 1856 représentaient la valeur d'une lettre de change, restée impayée — ainsi les avait jugés le prince Gortchakof. Les progrès de la centralisation, la surveillance de l'Europe avaient pourtant rendu la sécurité moins précaire en Syrie, sans la doter d'une administration honnête. Mais après, comme avant 1876, il n'existait « aucune justice dans la répartition et la perception des impôts, aucunes libertés civiles ni politiques... Les musulmans se considéraient toujours comme la classe dirigeante et conquérante ; les chrétiens n'étaient toujours que des raias. Il n'y avait pas la moindre pénétration des uns par les autres » (1). Le régime hamîdien s'entendra pour empêcher tout rapprochement, pour élargir le fossé de séparation, exaspérer les dissentiments entre Syriens de même langue, de même origine, enfants du même pays. La Syrie envoya un petit nombre de députés au Parlement de Stamboul (1876) que 'Abdulhamîd s'empressera de dissoudre, après quelques séances.

Les Druses du Haurân. Aidé par les générosités de la France, le Liban ne tarda pas à restaurer ses ruines. Nous avons déjà mentionné (v. p. 179) les soulèvements de 1870 et

(1) Driault, *La question d'Orient*, 451.

de 1877 dans la région des Nosairis. Les armes turques furent moins heureuses dans un district, voisin de la Damascène. Jusqu'à la fin du 17e siècle, les montagnes, qui dominent à l'Est les fertiles plaines du Haurân, avaient été habitées par des chrétiens et des musulmans, exposés aux incursions des nomades du désert. Ce massif montagneux où abondent les vestiges de la prospérité romaine, devint le refuge des Druses du Liban, obligés de s'expatrier en 1711, après la bataille de 'Aindâra (v. p. 95). Ils s'y virent bientôt rejoints par des coreligionnaires de la région d'Alep, désireux d'échapper aux violences de leurs voisins musulmans (v. p. 139). La lutte sans merci de l'émir Bachîr II contre la féodalité druse, l'établissement par les Egyptiens de la conscription, enfin la nécessité de se dérober à la répression, après les massacres de 1860, augmentèrent notablement l'afflux des immigrants druses libanais dans le massif montagneux du Haurân.

Ces nouveaux-venus y apportèrent leurs farouches instincts d'indépendance, qui leur avaient fait déserter le Liban où ils n'acceptaient pas de n'être plus les maîtres incontestés. Leurs prédécesseurs druses au Haurân avaient expulsé vers la plaine et vers Damas les anciens occupants de la montagne haurânite, puis s'étaient organisés sous le régime de leurs cheikhs, sans s'inquiéter du gouvernement turc, auquel ils refusèrent de payer les impôts. L'extraordinaire fertilité de la région, grenier de la Syrie, leur avait permis de prospérer, de s'enrichir. Cependant que les luttes avec les nomades du Ladjâ, du Safâ et du désert de Syrie entretinrent leurs qualités combattives. Damas les ménageait pour conserver l'accès au riche marché de céréales, qu'ils dominaient du haut de leurs montagnes. On y fermait les yeux sur leurs moins pardonnables empiètements, leurs déprédations dans la plaine haurânite.

Midhat-pacha. En 1879, les Druses du Haurân pillèrent le village de Bosr al-Harîrî. Le vali de Damas était alors le

fameux Midhat-pacha (1) que les défiances de ʿAbdulhamid avaient exilé en Syrie. L'énergie de cet homme d'initiative se heurta en haut lieu à une hostilité, à une inertie systématiques, qui paralysèrent son administration dans l'important vilayet de Damas (2). Le « père de la Constitution » — comme on l'appelait — résolut de châtier l'audace des Druses rebelles.

Après un premier succès, les troupes turques se laissèrent surprendre et battirent précipitamment en retraite. L'érection de casernes, de blokhaus dans le Haurân ne réussit pas mieux à soumettre le pays. En 1896, le mouchîr Ṭâhir-pacha dut mobiliser contre eux une armée de 30.000 hommes. Deux cents de leurs notables furent exilés en Anatolie ; des centaines de prisonniers ordinaires incorporés dans les garnisons de la Tripolitaine. La Porte ne se jugea pas pourtant en mesure d'imposer la conscription. Des bandes d'insurgés continuèrent à soulever le pays. En 1911, les Jeunes-Turcs chargèrent Sâmi-pacha d'une nouvelle expédition. Elle fut à peine moins meurtrière et n'obtint pas des résultats plus décisifs que celle de 1896.

Colonisation juive et « Sionisme ». Depuis les Croisades (v. I. 267), l'occasion s'est rarement présentée de mentionner les Juifs de Syrie. Ils y vivaient en groupes numériquement peu considérables et partageaient le sort réservé aux *dhimmi* ou *raïas* par la législation coranique. Plusieurs des leurs avaient rempli auprès des pachas de Damas, auprès du redoutable Djazzâr et de ses successeurs à Acre (v. p. 143), le poste lucratif de banquier (3), laissé vacant par les musulmans (v. p. 119). En Palestine, ils s'étaient fixés de préféren-

(1) Auteur de la Constitution de 1876.

(2) Dont relevaient encore les provinces de Beyrouth et de Jérusalem.

(3) Cf. Mich. de Damas, 92 etc.

ce à Jérusalem, à Tibériade, à Ṣafad, considérées par eux comme villes saintes.

Cette situation se modifia brusquement sous ʿAbdulhamîd, avec les progrès incessants de l'immigration et de la colonisation juives en Palestine. A partir de 1881, on vit débarquer annuellement à Jaffa plusieurs centaines d'immigrants juifs. Ces nouveaux arrivants constituaient l'avant-garde du « Sionisme », lequel rêvait de reconstituer en Palestine la nationalité israélite, de relever à *Sion* (Jérusalem) le Temple détruit et le trône de David.

L'année 1883 vit la création des premières colonies agricoles. Elles se multiplièrent, les années suivantes, dans les environs de Jaffa, de Caiffa et en Galilée. En 1892, la Porte alarmée s'avisa brusquement d'interdire l'entrée de la Palestine aux Juifs du dehors. Peu après, l'agitateur juif austro-hongrois, Théodore Herzl lança le projet d'obtenir de la Turquie, au besoin à prix d'or, la cession de la Palestine. « Les Israélites y constitueraient un Etat neutre, garanti par les Puissances ». Le sultan se refusa à entrer dans cette voie (1). A la fin du 19e siècle, les colonies sionistes de Palestine exploitaient une superficie de 30.000 hectares. Par l'appoint de l'immigration, la population juive du pays s'élèvera graduellement de 30.000 âmes à 65.000 en 1920 (2). Les défiances de ʿAbdulhamîd, épousées par le nationalisme jeune-turc, ne réussiront pas à ralentir l'infiltration clandestine des Israélites, pas plus que l'achat de terrains, favorisé par la vénalité des fonctionnaires locaux et l'appauvrissement des indigènes palestiniens.

---

(1) Cf. notre article, *La Turquie et le sionisme politique* ; dans *Les Etudes*, 20 Févr. 1919.

(2) Un rapport de Sir Samuel Herbert donne pour 1921 le chiffre de 76.000.

La menace du Sionisme. A la veille de la Guerre, les plus importantes de ces colonies s'étaient constituées en petites républiques presque indépendantes, possédant leur police spéciale. A Tell Aviv, près de Jaffa, une cité juive s'est formée comptant une population de 4.000 âmes. La « déclaration Balfour » (Nov. 1917) par laquelle l'Angleterre (1) s'est engagée à promouvoir l'établissement en Palestine d'un « foyer juif national », a soulevé les violentes protestations des Palestiniens, musulmans et chrétiens, provoqué une agitation qui n'est pas près de se calmer. Compliquée par cette opposition, ensuite par l'émigration des indigènes, la question sioniste compte parmi les plus graves problèmes qui pèsent sur l'avenir de la Palestine et menace d'enlever son caractère international à ce pays où l'intrusion des Sionistes prépare des conflits de race et de religion.

Afin de les prévenir et de donner une satisfaction quelconque à l'opinion palestinienne, le Haut Commissariat anglais s'est vu obligé de limiter provisoirement l'immigration israélite.

La Turquie et les travaux publics. Au 18e siècle, les marchands francs proposèrent de rétablir le port de Lattaquié, en insistant sur les perspectives d'avenir de cette entreprise. Le pacha répliqua : « j'étais hier à Mar'ach ; je serai peut-être demain à Djedda. Pourquoi lâcher le présent qui est certain, pour un avenir problématique ? » (2).

Au siècle suivant, un des principaux griefs articulés par les Syriens contre le régime turc, c'était son indifférence pour les travaux publics, destinés à développer les ressources du pays. A part le télégraphe, utilisé par le gouvernement dans l'intérêt de son œuvre de centralisation (v. p. 191), l'organi-

---

(1) L'Allemand E. Banse *op. cit.*, 361 n'en affirme pas moins que « le sionisme est principalement sous l'influence française ».

(2) Cf. Volney, *op. cit.*, II, 61.

sation de la poste était demeurée rudimentaire, excepté dans les ports, où les bureaux et les paquebots des Puissances européennes en assuraient le service. En 1880, le ministre turc Hasan Fahmî convenait franchement de cette situation. « Reconnaissons, disait-il, que nous avons manqué d'énergie pour exécuter sur une grande échelle et d'après un plan systématique les ouvrages les plus indispensables : routes, voies ferrées, régularisations fluviales et maritimes, dessèchements. Nos cours d'eau affluent sans profit à la mer. On ne les utilise ni comme moyens de transport, ni comme moteurs industriels, ni comme irrigateurs. Nos ports s'ensablent, sont dépourvus de quais, de magasins, d'établissements propres aux usages commerciaux ». Ici encore la France, se substituant à l'apathie turque, allait par son initiative, ses capitaux subvenir à la détresse des Syriens, abandonnés à eux-mêmes.

Entreprises françaises. En 1858, une compagnie française obtint la concession d'une route de Beyrouth à Damas. Les travaux furent achevés au milieu des troubles de 1860 et la route livrée à la circulation, en 1863. Un service de diligences et de camionnage établit les premières relations régulières entre les deux villes. Le gouvernement autonome du Liban fut longtemps le seul à profiter de cet exemple. Avec ses modiques ressources, il créa, sur son territoire extraordinairement accidenté, un réseau de routes carossables, comme les vilayets syriens n'en ont jamais possédé.

Le réseau ferroviaire syrien est également dans son ensemble, une création de la France. Ces initiatives feront la fortune de Beyrouth que le géographe allemand Ewald Banse (1) proclamera « un favori de la politique française des chemins de fer ». La première voie ferrée, construite en Syrie, fut celle de Jaffa-Jérusalem, livrée à la circulation en

(1) *Die Türkei*, 344.

1892. Vinrent ensuite, en 1894, 1895, la ligne de Damas-Mozairib, (construite par une société belge), celle de Damas-Beyrouth. La grande ligne de Rayâq-Alep (à voie normale) fut ouverte à l'exploitation en 1902 complétée en 1911 par la ligne de Homs-Tripoli (voie normale). Seule la section du chemin de fer de Bagdad, empruntant le territoire syrien, est l'œuvre d'une compagnie allemande. Ajoutons la ligne « du Hidjâz » (Damas-Médine avec l'embranchement Darʿa-Caiffa), l'unique voie ferrée construite par le gouvernement turc, pour le transport des pélerins. Tous les Syriens, sans distinction de religion, durent y contribuer par des souscriptions, des taxes fiscales. Le port de Beyrouth — le seul de la Syrie — avec ses jetées, ses quais, sa douane, a été également construit par une compagnie française. Une autre administration française est celle des Phares de l'Empire ottoman. « Incontestablement ces œuvres ont enrichi la Syrie, procuré au gouvernement ottoman une augmentation de ses revenus douaniers » (Dr Samné). Nous parlerons au chapitre XIX des chemins de fer stratégiques de la Palestine.

La finance française. Dans cette aide économique, prêtée à la Syrie, la finance française ne fit que continuer les anciennes traditions ; elle accepta de courir les risques, consentis jadis par les commerçants de Ṣaidâ, de Beyrouth, sous les Bourbons, quand ils faisaient de larges avances sur les soies de la Montagne, sur les cotons, les récoltes de l'intérieur. Elles ont jadis permis aux indigènes de lutter contre les exactions turques, à l'agriculture de se développer, à la population de se maintenir plus dense que dans aucune autre partie de l'Empire ottoman. D'Arvieux (I, 311) écrivait en 1658 : « Si les François abandonnoient Ṣaidâ, la ville deviendroit déserte, les habitants iroient loger ailleurs ». Ainsi jugeaient les pachas turcs. La crainte de voir le départ des commerçants français diminuer leurs profits pouvait seule brider leur rapacité, phénomène déjà constaté au temps

des Mamloûks (v. p. 35).

Avec ses 65 habitants par kilomètre carré, (contre 9 et 13 dans les vilayets de Damas et d'Alep), le Liban d'avant-guerre constituait une anomalie dans l'Empire ottoman. « Ce ne sont pas, observe M. Masson, les libertés dont il jouit, grâce à la France surtout, depuis 1840 et 1861, qui en sont la seule cause. Il faut l'attribuer à des traditions plus anciennes, aux capitaux français qui ont fécondé ce sol, depuis plus de 300 ans ».

L'instruction publique. « La Syrie, écrivait en 1888 l'orientaliste français A. Goguyer (1), devient peu à peu le centre des études arabes, se couvre d'écoles, d'imprimeries, envoie de toutes parts ses enfants, doués d'une double éducation, agir comme intermédiaires entre les musulmans et les Européens, exerçant partout l'interprétation publique, la comptabilité commerciale, la médecine à l'européenne, les arts et les industries des peuples civilisés, initiateurs, maîtres de l'imprimerie et du journal arabes ». Plus haut (v. p. 192) nous avons entendu le géographe allemand E. Banse affirmer que « nulle part ailleurs en Turquie le nombre des illettrés n'était plus restreint qu'à Beyrouth ». Sous ce rapport, le Liban était à peine moins favorisé.

On ne pourra donc s'étonner si, à la veille de la grande Guerre, les nationalistes syriens reprocheront aux Jeunes-Turcs l'abandon de leur patrie, « la province la plus civilisée de l'Empire ottoman » (2). Les chiffres suivants achèveront de convaincre combien ces reproches se trouvaient fondés (3). Le montant annuel des impôts et des revenus syriens s'élevait à 90 millions de francs. Sur ce chiffre, la moitié était réclamée

---

(1) *La Alfyyah d'Ibnu-Mâlik*, préface, p. IX ; Beyrouth, 1888.
(2) Voir le chapitre suivant.
(3) Cf. Dr Samné, *La Syrie*, 102-103.

par Stamboul. En face des 733.000 livres turques, consacrées — dépense improductive — aux garnisons ottomanes de Syrie, mettez les 49.000 livres parcimonieusement abandonnées aux travaux publics, les 71.000 consacrées au développement de l'instruction publique, principalement chez les musulmans.

La France et les écoles. On a vu plus haut (v. p. 199) l'aide économique prêtée par la finance française à la Syrie. La France est intervenue non moins généreusement pour suppléer à la rareté des écoles pour la jeunesse syrienne. Les témoignages cités précédemment attestent que cette intervention ne s'est pas exercée au détriment des lettres et de la langue nationales. Le géographe allemand, E. Banse (1) rappelle la part revenant aux Jésuites (2) dans cette renaissance de la littérature arabe. La France a pris sur elle d'organiser l'instruction publique à ses trois degrés (école supérieure des Dominicains à Jérusalem pour l'étude de l'archéologie biblique et des langues orientales ; Université S. Joseph de Beyrouth avec ses diverses facultés), nombreux collèges pour l'enseignement secondaire (classique et moderne), innombrables écoles primaires. Le rapport de M. Pernot, un des plus modérés, publié peu avant la guerre, assigne 52.000 élèves aux établissements français dans la Syro-Palestine. C'est à dire plus de la moitié de la population scolaire du pays. Le reste se répartit entre les écoles du gouvernement et celles entretenues par des Puissances autres que la France.

L'émigration. Après le dépeuplement progressif des

---

(1) *Op. cit.*, 321.

(2) Pour la liste des auteurs classiques et des manuels scolaires arabes, publiés par eux, voir le *Catalogue de l'Imprimerie catholique* de Beyrouth.

campagnes, un des phénomènes les plus inquiétants du règne de ʿAbdulhamîd fut l'émigration. Pressurés par leurs gouvernants, diminués dans leur dignité d'hommes, de citoyens, des milliers de Syriens quittèrent le pays pour aller chercher à l'étranger une existence moins précaire, moins humiliée ; de préférence en Amérique. On en rencontre des groupes importants dans l'Afrique occidentale et en Australie. Nombre de ces émigrants se sont créé dans l'exil des situations considérables. Leur total, difficile à préciser, ne paraît pas être inférieur au chiffre de 400.000 (1). Il faut y comprendre le plus ancien de ces groupes, la riche et influente colonie syrienne d'Egypte. L'intelligence, l'activité de ses membres ont contribué au remarquable développement de ce pays prospère. Une de leurs initiatives fut la création d'une presse arabe qu'ils furent longtemps seuls à diriger.

Principaux synchronismes.

Napoléon, proclamé empereur (1805).
Entrevue d'Erfurt entre Napoléon et Alexandre Ier (1808).
Bataille de Wagram (1809),
Massacre des Mamloûks au Caire (1810).
Les Français en Russie. Incendie de Moscou (1812).
Bataille de Leipzig (1813).
Abdication, internement de Napoléon (1814).
Les Cent-Jours ; Waterloo ; Napoléon à Ste Helène (1815).
Guerre d'indépendance des colonies espagnoles de l'Amérique méridionale (1816).

---

(1) On parle aussi d'un demi-million.

Mort de Napoléon à Ste Hélène. Soulèvement des Grecs contre les Turcs (1821).

Destruction des Janissaires (1826).

Destruction de la marine turco-égyptienne à Navarîn (1827).

Chute de Charles X. Louis-Philippe, roi des Français. Reconnaissance de l'indépendance grecque. Conquête d'Alger (1830). Royaume de Belgique (1830-1831).

Bataille d'Isly (1844). L'émir 'Abdalqâdir se rend à Lamoricière (1847).

Abdication de Louis-Philippe. La seconde République en France (1848).

Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République (1849) ; proclamé empereur (1852).

Guerre de Crimée ; prise de Sébastopol (1854-1855).

Campagne d'Italie. Magenta. Solferino (1859). Annexion de la Savoie et de Nice à la France (1860).

Les Français au Mexique. L'empereur Maximilien (1863) ; sa mort (1867).

Concile du Vatican (1869).

Guerre franco-allemande. Sedan. La 3e République. Occupation de Rome par les Italiens (1870).

Proclamation de l'Empire allemand ; traité de Francfort (1871).

Guerre russo-turque (1877). San-Stefano. Congrès de Berlin : avènement de Léon XIII (1878).

Révolte de 'Arâbi-pacha. L'Angleterre occupe l'Egypte (1882).

Guerre turco-grecque (1897).

Affaire de Fachoda (1898).

Guerre anglo-boer (1899).

Guerre russo-japonaise ; défaites russes (1904).

Dénonciation du Concordat en France. Guillaume II à Tanger (1905). Conférence d'Algésiras (1906).

Avènement d'Albert Ier de Belgique (1909).

La république portugaise (1910).

Affaire d'Agadir ; guerre italo-turque (1911).

Traité de Lausanne. Guerre des Balkans (1912). Traité de Bucarest (1913).

Sultans ottomans.

Mostafâ IV	1807
Maḥmoûd II	1808
ʿAbdulmadjîd	1839
ʿAbdulʿazîz	1861
Mourâd V	1876
ʿAbdulḥamîd II	1876
Moḥammad V (Rechâd)	1909
Moḥammad VI	1918

Chapitre XVIII.

LA VEILLE DE LA GRANDE GUERRE

I. La période jeune-turque.

Les 30 ans du règne de ʿAbdulḥamîd avaient pesé comme un cauchemar sur la Syrie. Le pays, écrasé d'impôts, s'était vu livré à la vénalité du souverain et des fonctionnaires, à l'espionnage, affaibli par les divisions intestines qu'entretenaient savamment les intrigues du pouvoir.

La révolution jeune-turque. En Juillet 1908, éclata en Macédoine, sous la conduite de deux cadets, Enver et Niâzi, une révolution, fomentée par le parti des Jeunes-Turcs. Bientôt triomphante, elle arracha, le 24 Juillet, au sultan le rétablissement de la Constitution de Midḥat-pacha, élaborée en 1876 (1), ainsi que la promesse de convoquer le Parlement.

La Syrie salua la chute de la tyrannie ḥamîdienne avec non moins d'enthousiasme que les autres provinces ottomanes. Chrétiens, musulmans, juifs s'embrassèrent dans les réunions publiques ; poètes, orateurs célébrèrent « l'ordre nouveau », l'ère de « liberté, égalité, fraternité », devise aussitôt adoptée par les vainqueurs du 24 Juillet.

---

(1) Voir plus haut p. 193.

Division des Syriens. En réalité, la révolution prit les Syriens au dépourvu. La surveillance de la police, sous ʿAbdulḥamîd, ne leur avait permis ni de prévoir un programme, ni de choisir des chefs pour faire valoir leurs revendications nationales. Les intrigues du pouvoir avaient supprimé toute initiative, méthodiquement divisé, non seulement musulmans et chrétiens, mais ces derniers entre eux. Elles avaient dressé les unes contre les autres les communautés syriennes pour les ployer sous une commune oppression.

Le gouvernement du sultan ne voulait connaître l'existence des dissidents islamites : Noṣairis, Ismaʿîlis, Métoualis (1), que pour l'impôt et pour la prestation du service militaire. Il les excluait des fonctions publiques et de la représentation dans les conseils administratifs. Les musulmans sonnites applaudissaient à cet exclusivisme. Mais ils n'étaient pas moins écrasés d'impôts et d'avanies que les chrétiens. Encore ces derniers bénéficiaient-ils parfois de l'intervention européenne que leurs concitoyens musulmans ne pouvaient invoquer.

Le Comité jeune-turc. Dans le secret des loges macédoniennes, les Jeunes-Turcs avaient longuement préparé leurs cadres, complété leur organisation. Après cinq ans de séjour en Turquie, Liman Von Sanders (2), le futur généralissime du front palestinien (3), a écrit : « Pour moi, le Comité dirigeant du parti jeune-turc est toujours demeuré un phénomène mystérieux. Jamais je n'ai pu en connaître la composition exacte. . . Mais de fréquentes expériences m'ont appris que c'était peine complètement inutile de réclamer des

---

(1) Les Druses se trouvaient à l'abri dans les montagnes du Liban et du Ḥaurân.

(2) Voir son livre, *Fünf Jahre Türkei*, 17, auquel nous ferons de fréquents emprunts.

(3) Voir le chapitre XIX : *La Guerre et la Syrie*.

sanctions contre un officier, affilié au Comité ».

En face de cette organisation, dont le mystère augmentait encore la redoutable puissance, les partis, qui s'improvisèrent en Syrie, connurent bientôt la discorde, les rivalités de personnes — legs néfaste de treize siècles d'oppression. L'heure des déceptions ne se fit pas attendre.

Désillusions des chrétiens. Il est difficile de décider si, au début de la révolution, les chefs jeunes-turcs songèrent loyalement, conformément à leur programme, à réaliser la fusion des communautés et des races, composant le sultanat, à rétablir entre elles l'égalité complète des droits. Il est certain qu'après les premières effusions, les chrétiens ne tardèrent pas à se convaincre que les masses musulmanes, les Turcs ensuite, ne songeaient nullement à sacrifier leur primauté séculaire. Ceux-ci se contentèrent de la suppression de l'odieux service d'espionnage, de la destitution des fonctionnaires, trop ouvertement compromis, sous le régime de ʿAbdulḥamîd.

Manœuvres des Jeunes-Turcs. Une loi électorale fut discutée à la vapeur. On s'aperçut qu'elle avait été combinée pour maintenir la suprématie de l'élément turc d'abord, des musulmans ensuite. Elle exigeait des éligibles la connaissance du turc, langue peu répandue en Syrie, en dehors d'un nombre restreint d'anciens fonctionnaires et des créatures du régime déchu. En accordant aux militaires le droit de vote, la nouvelle loi diminuait d'autant les chances des chrétiens, jusque-là exempts du service militaire.

En offrant le bulletin électoral aux Libanais, le gouvernement se vit soupçonné par les plus clairvoyants de préparer la suppression de leur autonomie, odieuse à l'impérialisme turc. Dans la Montagne, le Conseil administratif se prononça d'abord pour l'acceptation de cette dangereuse faveur; mais il recula devant les protestations de la population. Au cours de la campagne électorale, le Comité jeune-turc, « Union et

Progrès » (1). ne s'arrêta devant aucune forme de pression et réussit à faire passer ses candidats. Aux chrétiens de Syrie, on abandonna deux mandats. Le 13 Avril 1909, éclata à Constantinople une contre-révolution. Le député de Lattaquié, l'émir druse Mohammad Areslan y perdit la vie. Le mouvement fut étouffé par les troupes jeunes-turques accourues de Salonique. Leur victoire fonda l'omnipotence des *Unionistes*. Ils établirent et maintiendront jusqu'à leur chute l'état de siège.

Massacres arméniens. En même temps que ce mouvement réactionnaire, des troubles antichrétiens — plusieurs milliers d'Arméniens y périrent — ensanglantèrent les confins occidentaux de la Syrie. A Antioche, à Alexandrette, à Alep, à Lattaquié la population arménienne fut décimée, plusieurs villages de l'intérieur mis à sac. L'intervention de la marine française arrêta les tueries. Les consuls français, M. Geoffroy à Lattaquié, M. Roqueferrier à Alep, se signalèrent par leur dévouement. Dans la comédie de répression (2), organisée par les Jeunes-Turcs sur les sommations de l'Europe, ceux-ci trouvèrent moyen de sévir contre les Arméniens survivants.

Mahomet V. Le pantouranisme. Le 27 Avril 1909, 'Abdulḥamîd fut remplacé par son frère Rechâd, tiré de prison et proclamé sous le nom de Mahomet V. Ce vieillard débonnaire, dont trente ans de détention avaient affaibli le ressort moral, abandonna le pouvoir aux Jeunes-Turcs. Ils reprendront avec une ardeur nouvelle le programme de *turquisation*, inaugurée sous 'Abdulḥamîd. La turquisation se

---

(1) الاتّحاد والترقّي, devise adoptée par les Jeunes-Turcs ou « Unioniste » comme on les appela bientôt.

(2) Djemal-pacha, le futur bourreau de la Syrie, y débuta comme vali d'Adana.

transformera bientôt en « pantouranisme ». Ce vocable, dérivé de celui de *Tourân*, englobe les races d'origine turco-tartaro-mongole que le pantouranisme aspire à grouper dans une vaste confédération politique et militaire, sous l'étendard et au profit de l'impérialisme et du sultanat ottomans. Les Jeunes-Turcs pensèrent y trouver une compensation aux déboires de leur diplomatie et aux démembrements successifs du sultanat : annexion par l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine, proclamation du royaume de Bulgarie (1908), bientôt suivies de la perte de la Tripolitaine (1912) et de la coalition des Etats balkaniques, laquelle viendra menacer la Turquie jusqu'aux portes de Stamboul (1913). A l'intérieur, l'impérialisme des Jeunes-Turcs déclarera la guerre aux nationalités de l'Empire. Ils provoqueront en Syrie des aspirations séparatistes, auxquelles le pays n'avait pas d'abord songé.

La « Ligue ottomane ». Après les désillusions causées par la première campagne électorale, une « Ligue ottomane » s'était fondée à Paris par des Syriens, en Octobre 1908. Elle se proposa de propager, de soutenir l'idéal des éléments libéraux en Turquie, « de rallier autour du drapeau national, de faire estimer le nom ottoman, de défendre l'intégralité de la Constitution, l'honneur, les intérêts de la patrie ». Quoique « de fondation syrienne » la Ligue protestait, « comme son nom et son but l'indiquent, vouloir être foncièrement ottomane et nationale, ouverte à tous les Ottomans de bonne volonté ». Après l'avènement de Rechâd (v. p. 208), les Jeunes-Turcs s'ingénieront à décourager cette bonne volonté, obstinément loyaliste, laquelle s'exprimait en termes si ingénument confiants.

Hostilité des Jeunes-Turcs. Les provinces de langue — nous ne disons pas de nationalité — arabe sentiront les premiers effets de cette hostilité ; avant toutes, la Syrie que son développement intellectuel mettait en évidence. Cette malveillance inintelligente amènera insensiblement les

Ottomans syriens — comme au temps des Byzantins (1) — à découvrir la « personnalité » de leur patrie, à accentuer leurs réclamations autonomistes et tout d'abord à revendiquer les droits de la langue arabe foulés aux pieds.

Sous 'Abdulḥamîd, les Syriens avaient dû subir l'ostracisme témoigné à cet idiome, à tout ce qui commémorait le passé de la race arabe. La censure interdisait de rappeler le souvenir desOmayyades,si intimement lié à celui de la suprématie politique que la Syrie avait jadis exercée en Orient (2). Les Jeunes-Turcs ne se montrèrent pas plus tolérants. Au Parlement, ils imposèrent l'emploi exclusif du turc et continuèrent à envoyer en Syrie des fonctionnaires, ignorant la langue du pays. Les provinces *arabophones* représentaient, en étendue, ensuite comme chiffre de population, presque la moitié du sultanat. Or dans le Sénat, sur cinquante membres, elles ne comptaient que cinq mandataires. A la tête des vilayets, dans les hauts commandements militaires ne figurait aucun fonctionnaire, natif des provinces de langue arabe.

Aggravations militaires et fiscales. Le remaniement de la Constitution de Midḥat incorporait les chrétiens dans l'armée. Isolés, sans ministres de leur culte, ils s'y trouvèrent exposés aux brimades, aux humiliations. On leur réserva les corvées ; on les traita en parias, en suspects, évitant de leur donner l'instruction militaire. Sous l'empire de leur rêve pantouranien, les Jeunes-Turcs visaient à constituer une puissante armée. Pour se procurer des ressources, ils augmentèrent les taxes fiscales, élevèrent brusquement les droits de douane. Cette hausse arbitraire rendit la vie matérielle plus pénible. En 1912 une déclaration du Comité *unioniste* rejeta « toute manifestation tendant à accorder aux vilayets une

---

(1) Voir vol. I, p. 13 etc.
(2) Cf. vol. I, pp. 7, 63-66, 104-107.

autonomie politique ou administrative. La brutalité de cette déclaration produisit au moins un bon résultat, le résultat tant redouté par 'Abdulḥamîd (1) : l'entente entre les fractions du peuple syrien. Pour la première fois, elle rapprocha musulmans et chretiens. Elle acheva de convaincre les Syriens qu'il ne leur restait qu'à compter sur eux-mêmes et sur les sympathies du monde civilisé.

II. Le réveil nationaliste.

Les nationalistes syriens. Pendant que la guerre balkanique (1912-1913) affaiblissait, démembrait l'Empire ottoman, les nationalistes syriens, chrétiens et musulmans, s'accordèrent sur un programme commun et sur une action collective.

Ils surent se montrer modérés. Très sagement ils évitèrent de se compromettre avec un groupe d'agitateurs qui réclamaient l'indépendance complète, visaient à la constitution d'une puissante monarchie ou d'une Confédération d'Etats arabes. Parmi ces *activistes*, les plus avancés ne parlaient de rien moins que de transférer de Stamboul à la Mecque le siège du calife (2). Des réformes administratives, l'autonomie provinciale auraient donné satisfaction aux nationalistes syriens. C'est l'obstination de la Turquie qui les transformera en séparatistes.

Arrivé au grand-viziriat, le vieux Kâmil-pacha les invita à formuler leurs revendications. En voici les articles principaux. On y constate un effort loyal (3) pour concilier les ten-

---

(1) Voir plus haut p. 206.

(2) C'est le programme que s'approprieront Ḥosain, le roi du Ḥidjâz, l'émir Faiṣal et les Chérifiens.

(3) Voir au chap. suivant le jugement de Liman Von Sanders, le réorganisateur de l'armée turque.

dances autonomistes avec les prérogatives du gouvernement central.

Leur programme. Ils lui abandonnent la politique extérieure, la direction de l'armée, des finances. Un Conseil général, où l'on accordera une large représentation aux communautés non-musulmanes, devra collaborer avec le vali. Il décidera des affaires concernant le vilayet, aura le pouvoir d'émettre des emprunts provinciaux, d'interpeller le vali, de réclamer son changement. On reconnaîtra au Conseil le droit de légiférer en matière d'administration provinciale, de déterminer les appointements des fonctionnaires locaux. Tous devront connaître la langue arabe et, à l'exception du vali, du qâḍi, du commandant militaire, appartenir à la région. En temps de paix, le service militaire sera régional. Les revenus provinciaux seront divisés en deux catégories : a) revenus des douanes, des postes et télégraphes, des taxes militaires, laissés à la disposition du gouvernement central : b) les autres recettes seront affectées par l'administration locale aux besoins de la province. L'arabe, seule langue officielle des vilayets syriens, sera employée au Parlement impérial concurremment avec le turc. Une Haute Cour sera instituée en Syrie pour juger en cassation les jugements (1) rendus dans les provinces de Jérusalem, Damas, Beyrouth, Alep. Des conseillers étrangers seront nommés pour organiser la gendarmerie, la police, la justice, les finances. Choisis parmi les spécialistes européens, ils devront connaître la langue arabe.

Mesures contre les nationalistes. Ce document fut remis, en Janvier 1913, au vali de Beyrouth. Le 8 Avril, le gouvernement y répondit par une hautaine fin de non-recevoir et par la fermeture du « Club des réformes », organe du

(1) Jusqu'à cette date, tous devaient être renvoyés à Constantinople, au grand détriment des justiciables syriens.

parti syrien. Ce dernier protesta « au nom de la patrie ». Le 12 Avril, la plupart des journaux de Beyrouth parurent encadrés de noir, se contentant de reproduire à leur première page le méprisant refus officiel. Six des principaux chefs réformistes avaient été incarcérés. Les deux jours suivants, tous les magasins de la ville demeurèrent fermés. Devant cet accord de la population, il fallut élargir les prisonniers. C'était une première mobilisation des forces nationalistes en Syrie.

Avènement d'Enver. Le 14 Décembre 1913, le général allemand Liman Von Sanders (1) débarquait à Constantinople. Liés par des accords secrets, l'Allemagne et la Turquie se préparaient fébrilement à la guerre future. Bientôt l'ambitieux Enver-pacha prit la direction des affaires. Il se nomma ministre de la guerre, sans même s'inquiéter de prévenir le sultan.

« Un matin, le souverain se trouvait dans son appartement, parcourant un journal. Soudain il laissa tomber la feuille et se tournant vers l'officier de service, il s'écria : « je lis ici qu'Enver est devenu ministre de la guerre. Impossible ! Enver est encore beaucoup trop jeune pour cet emploi ». On voit la complète impuissance du sultan en face de l'omnipotence du Comité jeune-turc » (2).

Il n'était pas à présumer que le présomptueux Enver et le tout-puissant Comité traiteraient avec plus de ménagements les nationalistes syriens. Ils recoururent aux voies de rigueur. Les journaux réformistes furent supprimés et leurs directeurs emprisonnés. Pour donner une apparence de satisfaction aux nationalistes syriens et, plus encore, pour jeter la division dans leurs rangs, on promit de réserver des places

---

(1) Il venait réorganiser l'armée turque. Sur cette mission, voir son livre, *Fünf Jahre Türkei*, Berlin, 1920, pp. 1-33.

(2) Liman Von Sanders, *op. cit.*, p. 17.

aux chefs du mouvement dans le Parlement turc.

Le congrès syrien. Cette double manœuvre avait été prise, à la suite du Congrès syrien, tenu à Paris, pendant l'été de 1913. Chrétiens et musulmans, les Syriens d'Egypte et d'Amérique s'y trouvèrent représentés. La volonté des Syriens commence à se préciser. Sans formuler encore des revendications séparatistes, qu'il eût été imprudent d'articuler ouvertement (1), les congressistes réclament « pour les Arabes ottomans l'exercice de leurs droits politiques », conformément aux demandes présentées au début de 1913 (2), ainsi que « pour le gouvernement du Liban des ressources lui permettant d'améliorer sa situation financière ». Enfin, ils n'hésiteront pas à en appeler à l'Europe, y compris les congressistes musulmans.

Dans l'adresse, communiquée aux Puissances, ils développent les doléances de la Syrie, « la province la plus civilisée de l'Empire », montrent la tyrannie des Jeunes-Turcs, la dérision du parlementarisme ottoman avec ses députés, « nommés au lieu d'être élus ». Ce langage le prouve, la désillusion était complète. En terminant, ils réclament « l'autonomie absolue pour l'organisation des travaux publics et de l'instruction, d'une gendarmerie effective et d'une milice nationale ».

Dernières résistances. L'accord entre musulmans et chrétiens était un phénomène tellement anormal qu'il jeta la consternation parmi les Unionistes. Ils se ressaisirent bientôt et recoururent aux moyens jadis employés par ʿAbdulḥamîd pour diviser les nationalistes. Parmi les principaux congressistes de Paris, plusieurs se laissèrent attirer à Constantinople

(1) Pour lesquelles les congressistes musulmans n'étaient pas encore préparés, pas plus que pour le concept d'une « patrie syrienne ».

(2) Voir plus haut p. 212.

et cinq acceptèrent des postes de sénateurs. Leur compatriote, le sénateur Solaimân al-Bostânî, devenu ministre de l'agriculture, les paya de promesses ; il les persuada de se contenter de la reconnaissance de l'arabe comme langue officielle. Affaiblis par ces défections, incapables d'entreprendre la lutte ouverte contre leurs oppresseurs, les Syriens recoururent à l'arme de la résistance passive. Ils firent échouer l'emprunt intérieur décreté par le gouvernement. Sachant que ni la liberté des votants ni la sincérité des suffrages ne seraient respectées, la majorité des électeurs, même musulmans, refusa de participer aux élections législatives. Dans l'esprit des Syriens, l'idée se fait jour que l'avenir du pays n'est plus que dans son indépendance nationale, dans la rupture avec Stamboul.



Chapitre XIX.

LA GUERRE ET LA SYRIE.

I. La guerre au particularisme syrien.

Le 1 Août 1914, éclata la guerre mondiale. La Turquie prétendit d'abord vouloir garder la neutralité. Attitude hypocrite ! Le 2 Août, le jour où l'Allemagne remettait à Bruxelles son ignominieux ultimatum, elle signait avec la Porte un accord secret, complété le 6 Août suivant (1). Le lendemain, celle-ci ouvrit l'asile des Dardanelles aux deux croiseurs allemands, *Gœben* et *Breslau*, lesquels, officiers et marins, passèrent au service de la Turquie.

Dénonciation des Capitulations. Pendant quatre siècles, le régime des Capitulations, renouvelées et élargies depuis les temps de Fakhraddîn (v. p. 83), avait profité aux nationalités opprimées de l'empire ottoman. Il avait permis à l'Europe, à la France notamment, d'interposer son influence en leur faveur. L'année 1860 (v. p. 181) fournit une des preuves les plus éclatantes de cette intervention. Aussi conçoit-on l'empressement des sujets turcs, sans en excepter les

(1) Voir le texte dans *L'Europe nouvelle*, 4 Juin 1921, p. 735. Cf. L. Von Sanders, p. 33.

musulmans, à réclamer la protection, à provoquer l'intervention européennes. Tout récemment encore les nationalistes syriens, avaient soumis leur différend avec Stamboul à l'arbitrage des Puissances (v. p. 211). Ces démarches ne pouvaient que déplaire à la Porte qui y reconnaissait une diminution de sa souveraineté.

Le 9 Septembre, à la veille de la victoire de la Marne, (11-12 Sept.) la Turquie escomptant le triomphe des Germains s'empressa de dénoncer les Capitulations. Cette dénonciation unilatérale d'une longue série de conventions internationales demeurait nulle. Les Austro-allemands eux-mêmes en contesteront la valeur et ne se résoudront à y souscrire qu'après deux ans de négociations. Par ce coup d'autorité, célébré par de bruyantes manifestations, les Unionistes entendaient signifier aux Syriens que, n'ayant plus à compter sur l'Europe, ils se trouvaient désormais à leur merci.

La Turquie déclare la guerre. « Dès le 2 Août, le commandant de la 4e Armée à Damas, Zakì pacha, avait reçu l'ordre de préparer une attaque contre le canal de Suez » (1). Le 29 Octobre suivant, la Turquie, se rangeant ouvertement au côté des Empires centraux, déclara la guerre aux Alliés. Le pouvoir se trouva concentré entre les mains d'un triumvirat, composé d'Enver, de Tal'at et de Djemal-pacha. A ce dernier on abandonna la Syrie ainsi que la direction des opérations militaires en ce pays. Djemal « unissait à une vive intelligence une attitude extrêmement décidée. Il m'a toujours produit l'impression de vouloir cacher à autrui ses intentions et ses pensées de derrière la tête ». Ainsi le juge le général Liman Von Sanders (2) qui sera un de ses remplaçants sur le front palestinien.

(1) Kress Von Kressenstein, *Zwischen Kaukasus und Sinai*, Berlin, 1921, p. 11.

(2) *Op. cit.*, p. 14.

Les Syriens dans l'armée française. Dès le mois d'Août de cette année, des Syriens, par centaines, accoururent de tous les pays alliés ou neutres s'enrôler sous les drapeaux de la France. On ne put admettre que les volontaires acceptant de servir dans la Légion Etrangère, seule ouverte aux étrangers. Si la loi avait permis de les incorporer dans l'armée régulière ou de les organiser en légion spéciale, il paraît indubitable que des milliers d'autres Syriens auraient afflué. Leurs colonies à l'étranger ouvrirent des souscriptions, qui aideront plus tard à organiser la « Légion orientale » de Palestine (1).

Fin de l'autonomie libanaise. Le dernier gouverneur du Liban, l'Arménien catholique Ohanes-bey Koyoumdjian avait été nommé, le 23 Déc. 1912. Peu après l'entrée en guerre de la Turquie, il comprit la nécessité de démissionner. Ici encore, comme pour les Capitulations, la Porte abolit d'un trait de plume une institution garantie par des accords internationaux. Elle se borna à en prévenir par une brève note ses complices austro-germains. Cette dépêche turque déclara supprimer l'autonomie de la Montagne, « établir dans ce sandjak le système administratif en vigueur dans les autres parties de l'Empire ». La même note attestait que l'autonomie libanaise « avait été imposée au gouvernement impérial sous la pression de la France ». Cette déclaration mérite d'être retenue. Voici comment, au jour de son installation, le nouveau moutasarrif, le Turc 'Alî Mounîf-bey se chargea de souligner la signification de sa nomination. « Ma promotion diffère de celle des gouverneurs précédents, désignés avec l'approbation des Six Puissances. La volonté de notre Auguste Maître m'a désigné directement. Cette décision indique clai-

(1) Voir dans la seconde section de ce chapitre le paragraphe : *Le contingent français*.

rement que la Turquie a aboli les protocoles existant entre elle et les Puissances, tant pour le choix des gouverneurs que pour l'administration de ce sandjak. De par sa souveraineté sur cette partie importante de l'Empire, la Turquie est devenue libre et s'est opposée à toute immixtion étrangère, à l'extérieur comme à l'intérieur ».

Martyrs syriens. On s'en aperçut bientôt à la sinistre activité des cours martiales, établies par Djemal-pacha. Parmi les victimes, coupables de leur attachement traditionnel à la France, signalons l'héroïque curé de Sinnalfil, le P. Joseph Ḥàik, les deux frères, les cheikhs Philippe et Farîd Khâzin. On leur adjoignit des musulmans, suspects de patriotisme syrien : le cheikh Ṭabbâra, les frères Maḥmaṣâni, ensuite Chafîq-bey Al-Moayyad, ancien député de Damas, Salîm-bey ex-colonel dans l'armée turque, ʿOmar, petit-fils de l'émir ʿAbdalqâdir, etc... Les cendres de ce dernier furent dispersées au vent. Châtiment posthume de la noble attitude de ce réfugié algérien, pendant la tragédie de 1860 (1).

Aux pendaisons succéda de près la déportation de milliers de Syriens. Mgr. Chibli, le savant archevêque maronite de Beyrouth, mourut en Anatolie. Djemal se proposait d'écraser par la terreur, en abattant la tête des chefs, la résistance du nationalisme syrien. Au cours de la guerre, les Jeunes-Turcs apprendront à leurs dépens combien « ils avaient sous-estimé l'importance de ce mouvement et que pour le neutraliser il ne suffira pas de proclamer la guerre Sainte » (2). Des milliers de soldats syriens refuseront de se battre au profit des oppresseurs de leur patrie.

La famine ne tarda pas à seconder l'œuvre inhumaine de répression. Le blocus maritime des Alliés avait maintenu

---

(1) Voir précédemment p. 183.

(2) Von Kressenstein. *op. cit.*, 18.

dans le pays des quantités considérables de céréales, les blés du Ḥaurân et de la Syrie orientale qui, avant 1914, étaient exportés à l'étranger. Et pourtant, dès la seconde année de la guerre, la disette se fit sentir cruellement, favorisée par l'incurie du gouvernement, par l'insuffisance des voies de communication et enfin par une invasion de sauterelles (1). Au Liban, elle dépeupla des districts entiers. Exaspérées par les tenaces sympathies françaises des montagnards chrétiens, les autorités assistèrent impassibles à l'agonie d'un peuple que le typhus acheva de décimer. Les affamés du Liban afflueront bientôt à Beyrouth. Le jour arriva où la ville compta des milliers de typhiques, avec une moyenne journalière de 40 décès. De cette époque datent les centaines de maisons écroulées ou abandonnées dans les villages, jadis si florissants du Liban.

Les Syriens hors la loi. Tel est le jugement porté par le dernier généralissime au front palestinien, l'Allemand Liman Von Sanders. Voici comment il justifie (2) son refus de joindre, en 1918, à son commandement militaire, le gouvernement de la Syrie (3) que lui offrit Enver : « L'infortunée population syrienne, sans distinction de religion, se trouvait exposée aux excès de l'arbitraire, à toutes les avanies qu'augmentèrent encore les complications de la guerre. Un peuple jouissant d'une antique culture, et qui avait exposé ses *réclamations légitimes* daus les articles du programme réformiste de Beyrouth (4), se vit, pendant cette période, plus que jamais *placé hors la loi*. Par ailleurs, comment garantir une justice impartiale en une région où les magistrats turcs ignoraient jusqu'à l'arabe, la langue du pays ?....

---

(1) Sans parler des spéculations de quelques Syriens indignes.

(2) *Fünf Jahre Türkei*, Berlin, 1920, pp. 295-296.

(3) Cf. *Ibid.*, pp. 294, 297.

(4) Voir plus haut p. 212.

« Personne ne pourra donc s'étonner que l'immense majorité de la population, soupiràt après une organisation, régie par la légalité, que seule pouvait lui assurer la protection d'une puissance européenne ».

La Turquie, sans mesurer son ambition à ses forces, s'était, à la légère, jetée dans la mêlée des nations. Il lui fallait « défendre les détroits, protéger, sur une énorme étendue, ses propres frontières ». Cette tâche se trouvait au-dessus de ses ressources économiques et militaires, quand la mégalomanie du Comité unioniste s'avisera d'y joindre un vaste programme de conquêtes extérieures (1). Concurremment avec la pendaison des nationalistes syriens, Djemal-pacha (2) voudra se réserver l'attaque du Canal de Suez et l'invasion de l'Egypte.

II. Opérations militaires en Syrie.

Chemins de fer stratégiques. Chargé d'élaborer un projet d'attaque contre le Canal de Suez, le commandant des troupes de Damas, (3) Zakî-pacha s'était montré inférieur à la tâche qui lui avait été confiée. Des officiers allemands vinrent en Palestine préparer les plans de l'invasion. Des spécialistes, des contingents austro-germains les rejoindront bientôt pour renforcer et encadrer les divisions turques de Syrie. Les Allemands arrivés à Stamboul pour réorganiser l'armée ottomane (4), un an avant la guerre, avaient attiré l'attention des Jeunes-Turcs sur l'insuffisance des lignes stra-

(1) Cf. V. Sanders, 407-408 : Kr. Von Kressenstein, *op. cit.*, 37-38.

(2) Sur son insuffisance militaire cf. Von Kressenstein, *Zwischen Kaukasus und Sinai*, 40.

(3) Voir plus haut p. 217.

(4) Voir plus haut p. 213.

tégiques en Palestine. Leurs suggestions donnèrent le signal d'une activité que Stamboul n'avait jamais consacrée aux intérêts économiques de la Syrie.

La ligne de ʿAfoûla à Naplouse ouverte, à la veille des hostilités, raccordait cette ville à la ligne de Caiffa —Darʿa — Damas (1). On acheva fiévreusement, sous la direction de l'Allemand Meissner-pacha (2), le réseau militaire palestinien par la construction de la ligne Naplouse — Ṭoûlkarm — Lodd. Le 30 Octobre 1915, le secteur Lodd—Birsabaʿ fut livré à l'exploitation. En Mai 1916, un tronçon sera détaché jusqu'à Ḥafîr al-ʿAudjâ, dans le désert du Sinaï. Pour se procurer les rails nécessaires à l'établissement de ces voies, on démolit les chemins de fer français du Ḥaurân et de Tripoli — Ḥoms. La solidité de ces nouvelles lignes, construites hâtivement avec des matériaux de fortune, laissera énormément à désirer et « leur rendement demeurera fort restreint » (Kressenstein). Elles devaient, dans le plan de Djemal-pacha, assurer l'invasion de l'Egypte. Birsabaʿ devint un centre important de concentration et d'approvisionnements militaires avec station électrique, d'où partirent plusieurs routes pour automobiles dans la direction du Canal.

Première attaque du Canal. Le présomptueux Djemal n'attendit pas l'achèvement de ces travaux. Les Anglais avaient très imparfaitement organisé la défense de l'Egypte. Sur la rive asiatique, le Canal demeurait à la merci d'un coup de main, depuis qu'ils avaient évacué Al-ʿArîch et les postes de la Péninsule sinaïtique. Djemal se flatta que « son apparition provoquerait le soulèvement des nationalistes égyptiens. Par ailleurs, l'espoir n'était pas exclu de traverser le Canal par surprise, ensuite de s'y maintenir le temps voulu

---

(1) Voir la p. 198.

(2) Le constructeur de la ligne de Bagdad.

pour arriver à le barrer » (1). Le 14 Janvier 1915, 20.000 hommes, prélevés sur la VIII[e] armée turque, partirent de Birsaba', sous le commandement de Djemal, assisté par un chef d'état-major allemand. Pour éviter les feux de la marine anglaise, laquelle dominait la route d'Al-'Arich, le corps principal dut couper, à travers le désert, dans la direction d'Isma'ilia.

L'expédition arriva, sans avoir été inquiétée, dans le voisinage du Canal. Le plan consistait à simuler une attaque contre la tête de pont d'Isma'ilia, puis à se rejeter brusquement sur la gauche pour franchir le Canal. Dans la nuit du 2 au 3 Février 1915, les ennemis commencèrent le passage, lorsque le feu des batteries de la rive égyptienne jeta la panique parmi « les bataillons de nationalité arabe, lesquels reculèrent en désordre ou désertèrent en rangs serrés du côté des Anglais » (2). L'artillerie des navires de guerre *Le Requin*, le *D'Entrecasteaux* et le *Hardinge* (3) achevèrent de couler les pontons jetés sur le Canal. L'ennemi compta 200 tués, le triple de blessés, un millier de déserteurs. Si les Anglais avaient, en ce moment, traversé le Canal pour donner la chasse aux Turcs en retraite, celle-ci se fût probablement changée en déroute.

Seconde attaque. Profitant de cette inaction et pour se consoler de leur échec, les Turcs occupèrent les oasis de la Péninsule, que leurs adversaires avaient évacuées sans combat et érigèrent cette région désertique en *sandjak du Sinaï*. L'achèvement des voies ferrées palestiniennes (v. p. 221) vint leur rendre l'espoir d'une prochaine revanche. Leurs alliés germains organisèrent, à l'intérieur du Sinaï, la ligne Al-'A-

(1) Von Kressenstein, *op. cit.*, 16.

(2) V. Kressenstein, *op. cit.*

(3) Les deux premiers, de la marine française. Cf. G. Wyman Bury, *Pan-Islam*, Londres, 1919, 34 etc.

rîch-Ibni-Nakhl ; des puits furent creusés, des réservoirs construits. Une conduite d'eau, longue de 30 kilomètres, s'enfonça dans le désert, à partir de Qoṣaima. Au printemps de 1916, on décida de reprendre la tentative manquée. Cette fois l'objectif poursuivi était plus modeste ; « non plus de passer en Egypte, mais d'occuper, en face d'Al-Qanṭara, une forte position et d'y tenir le Canal sous le feu d'une puissante artillerie » (Kressenstein).

Le nouveau corps expéditionnaire, fort de 16.000 hommes, comprenait une escadrille d'avions, de l'artillerie lourde et deux batteries autrichiennes d'artillerie de montagne. Il était sous le commandement du colonel Kress von Kressenstein (1). La désorganisation des services ottomans fit perdre un temps précieux. La marche en avant ne commença qu'au milieu de Juillet. Les Anglais avaient utilisé le répit pour transporter la défense du Canal sur la rive asiatique. Le 2 Août, l'infanterie turque fut obligée de se rendre à Rommâni. Le 9 Août, les Turcs évacuèrent les postes qu'ils occupaient encore dans le Sinaï. Ainsi échoua la seconde attaque contre le Canal. Poursuivant leur avantage, les Anglais avancèrent le long de la mer ; appuyés sur une ligne ferrée à voie normale et une canalisation d'eau du Nil. Le 21 Décembre, eut lieu la prise d'Al-ʿArîch, le 9 Janvier 1917, celle de Rafaḥ. La lutte se poursuivra ensuite devant le front de Gaza-Birsabaʿ où les Turcs tiendront le coup jusqu'à l'automne de cette année.

Résistance et insoummission en Syrie. Le colonel Von Kressenstein reconnaît « qu'on avait sous-évalué la haine

---

(1) Dont j'utilise les notes publiées dans *Zwischen Kaukasus* etc. ensuite dans *Wissenchaftliche Veröffentlich. des deutsch-türkischen Denkmalschutz-Kommandos*, 1er fascic. p. 19 etc. Je renvoie de préférence au premier de ces travaux. Le second ne s'occupe que des opérations militaires dans la presqu'île du Sinaï.

invétérée, séculaire entre Turcs et Arabes ». Pendant les campagnes du Sinaï, les soldats arabes désertèrent par centaines. A l'intérieur de la Syrie, des milliers d'insoumis, de déserteurs occupaient les retraites de l'Antiliban, d'où ils venaient piller, parfois même incendier les gares de la voie ferrée (1). Une des premières précautions des Turcs avait été d'occuper militairement le Liban, en même temps qu'ils supprimaient son autonomie administrative. Complètement désarmés, terrorisés, bientôt décimés par la famine et le typhus (2), les Libanais durent se résigner à attendre des temps meilleurs. A l'exception du Liban, toutes les régions montagneuses de la Syrie échappaient à la domination des Turcs.

Dès le début de la guerre, les Druses du Ḥaurân, les Nosairis du pays de Lattaquié s'étaient barricadés dans leurs montagnes et en interdirent l'accès aux troupes ottomanes. Les premiers menacèrent la voie ferrée du Ḥidjâz, laquelle assurait les communications entre le centre militaire de Damas, l'Arabie et le front palestinien. Ils tenaient sous leur dépendance les céréales du Ḥaurân. Ces réserves, que les Turcs refusaient de payer en or, ils iront, après la chute de 'Aqâba, les vendre aux Anglais (3) ; ce qui ne les empêchera pas de traiter avec les autorités de Damas. « Meilleur diplomate que stratège » (4). Djemal ne réussit pas à briser cette résistance et dut se résigner à composer avec les Druses. Il obtint encore moins de succès chez les Nosairis. Deux bataillons, envoyés pour appliquer le système des réquisitions et saisir la récolte, durent battre en retraite, avec une perte de

(1) H. von Kiesling. *Rund um den Libanon*, 8-9. Comp. L. Von Sanders. *op. cit.*, 307.

(2) Voir p. 219.

(3) L. Von Sanders, *op. cit.*, 296, 331.

(4) V. Kressenstein.

200 tués ou blessés. L'échec de sa politique de répression déconseilla à Djemal de demander compte aux Nosairis de cet insuccès. Son attention se trouva d'ailleurs distraite par les graves événements qui se déroulèrent au Midi de la Syrie, dans l'été de 1916.

Hosain et Faisal. Créature des Jeunes-Turcs, promu par eux au Grand-Chérifat de la Mecque, Hosain ibn 'Alì s'était montré jusqu'à cette date leur partisan. Quelques années auparavant, il les avait aidés à étouffer la révolte du 'Asìr. Son ambition pensa trouver dans la guerre mondiale l'occasion de ressaisir son indépendance et l'autorité politique jadis exercée par les 'Alides. Dès 1915, il entamait à la fois des négociations avec les Anglais d'Egypte et envoyait son fils, l'émir Faisal, à Médine d'abord, ensuite à Damas, sonder les Ottomans. Il leur réclama des armes et des munitions pour équiper des régiments bédouins, qui iraient combattre les Anglais dans la presqu'île du Sinaï. Econduit par Djemal-pacha, qui songea même à le faire arrêter (1), Faisal conservera l'habitude des tractations en partie double (2). Elle causera sa perte en 1920 et l'acculera à la débâcle de Khân Maisaloûn.

Révolution en Arabie. Les Anglais se montrèrent plus confiants. Gagné par leurs promesses, par leurs subsides, le Grand-Chérif Hosain ibn 'Alì se déclara contre les Turcs. Le 10 Juin 1916, il réussit par surprise à leur enlever la Mecque, où leur artillerie canonna la Ka'ba. Une semaine plus tard, suivit la reddition du port de Djedda. Inutilement attaquée par les bandes du Grand-Chérif, elle succomba, après cinq jours d'un vif bombardement par les croiseurs anglais (3). La ville de Ṭâif se rendit à Hosain, au mois de Septembre.

---

(1) Cf. A. Musil, *Zur Zeitgeschichte von Arabien*, 28-29, Vienne, 1918.

(2) Voir plus bas le paragraphe : *Faisal et les Turcs*.

(3) Cf. Bury, *op. cit.*, 77 etc.

Le 6 Novembre suivant, il se proclama *roi des Arabes*. Les Alliés ne lui reconnurent que le titre de *roi du Hidjâz*. Hosain n'en prétendra pas moins à la souveraineté sur la Syrie et sur les anciennes provinces *arabophones* de l'Empire ottoman. C'était ces régions qu'il visait, le jour où il s'arrogea le titre tendancieux de roi des Arabes. Consciente ou non, la diplomatie anglaise, dont les promesses imprudentes avaient déclanché la révolution au Hidjâz, commit la faute de ne pas dissiper un malentendu, en ne réservant pas énergiquement les droits de la France et l'avenir de la Syrie qu'elle laissa englober sous l'insidieuse dénomination de pays « arabes ».

Opérations militaires en Arabie. Au moment, où le roi Hosain levait le masque à la Mecque (v. p. 226), Faisal profita de son séjour à Médine pour y provoquer, sans succès d'ailleurs, un soulèvement. Il n'eut que le temps de s'enfuir pour aller prendre le commandement des troupes *chérifiennes*. Les Alliés mirent, sans compter, leurs finances, ensuite leurs officiers et gradés musulmans, enfin leur marine (1) à la disposition du roi Hosain. Malgré cet appui, la diversion militaire des Chérifiens ne donna pas les résultats escomptés. Comme au temps du Prophète (2), les Bédouins se montrèrent de médiocres soldats, âpres au pillage, reculant devant le danger.

Coupés de leurs communications, menacés par l'artillerie de la marine anglaise, les Turcs durent évacuer, l'un après l'autre, les petits ports de la côte érythréenne : Râbigh, Yanbo', Wadjh. Faisal ne se risqua pas pourtant à attaquer l'oasis de Médine, évacuée par les civils et transformée en camp retranché. Il ne réussit pas à interrompre d'une façon

(1) Comp. p. 226.

(2) Voir vol. I, 36-37. Comp. Von Kressenstein, *op. cit.* p. 15 : Bury, *op. cit.*, 132.

durable la circulation, moins encore à enlever les stations, les faibles postes turcs établis sur la voie ferrée, qui reliait Médine à la Syrie. En Octobre, puis en Novembre 1916, Faiṣal se laissa battre à Bîr Abbâs et à Bîr Hiṣâni, au Sud-Ouest de cette ville (1).

Au Midi de la Palestine. Pendant l'année 1917, tout l'intérêt des opérations allait se concentrer sur la ligne de Gaza — Birsabaᶜ (2), méthodiquement organisée par les Allemands. Le 27 Mars, les Anglais réussirent d'abord à pénétrer dans Gaza. L'intervention de l'artillerie austro-allemande et l'arrivée de renforts turcs les forcèrent à regagner leurs positions de départ, en laissant sur le terrain près de 4.000 morts et des centaines de prisonniers. L'attaque du 19 Avril se termina pour eux par un échec encore plus sanglant.

L'été de 1917 se passa en préparatifs de part et d'autre. Le général Allenby avait pris la direction des forces anglaises de Palestine. En Septembre, Djemal-pacha céda le commandement à l'Allemand Von Falkenhayn. Les rangs des Turcs, insuffisamment ravitaillés, étaient décimés par la désertion et les maladies, pendant que leurs adversaires ne cessaient de recevoir de nouveaux renforts. Le 30 Octobre, l'artillerie des croiseurs français et anglais embossés devant Gaza ouvrit un feu violent contre les positions germano-turques, avoisinant la côte.

C'était le commencement de la troisième attaque. La cavalerie anglaise, tournant la position de Birsabaᶜ, y fit prisonniers les 2.000 hommes de la garnison. Par contre l'attaque dirigée contre Gaza ne progressa que lentement. L'ennemi s'y maintint jusqu'au 6 Novembre. La nuit suivante, il évacua cette place, changée en un amas de décombres.

---

(1) Cf. Musil, *op. cit.*, 32.

(2) Voir plus haut p. 224.

Prise de Jérusalem. Le 16 Novembre, eut lieu la prise de Jaffa. Ensuite les troupes d'Allenby marchèrent par Ramla et Hébron dans la direction de Jérusalem. Pendant une nuit pluvieuse, le 8 Décembre, une de leurs patrouilles surprit le poste d'Al-Qastal, à l'Ouest de Jérusalem. Le commandant turc de cette ville, craignant d'être cerné, ordonna l'évacuation de la faible garnison (1). Ainsi Jérusalem échappa aux horreurs d'un bombardement. Le 11 Décembre, le général Allenby, accompagné des commandants des contingents français et italien ainsi que du Haut Commissaire français, fit son entrée dans la ville libérée. Ensuite le front palestinien se stabilisa de nouveau pendant neuf mois, sur une ligne passant au Nord de Jaffa pour rejoindre le Jourdain à Jéricho. Bientôt l'achèvement du Transsinaïtique (2), l'établissement d'un bac à Al-Qanṭara, à l'Est du Canal, permirent au matériel anglo-égyptien de rouler du Caire jusqu'à Lodd—Ramla, de ravitailler les 100.000 hommes qui devaient précipiter la débâcle turque dans la plaine de Sarona.

Le contingent français. L'artillerie de la marine française, en coulant les pontons turcs, avait efficacement coopéré à la défense du Canal, ensuite à la récente prise de Gaza (3). Supportant la plus lourde charge sur le front occidental, la France n'avait pu d'abord envoyer en Palestine qu'un faible détachement, destiné à « escorter » le drapeau pour l'entrée solennelle des Alliés à Jérusalem. Graduellement ses effectifs furent augmentés sous la pression des événements. Au début de l'été 1918, il comptait 7.000 hommes, y compris une « Légion orientale », celle-ci forte de trois bataillons arméniens et d'un bataillon syrien d'environ 600 volontaires.

(1) *Zwischen Kaukasus*. 52 etc.
(2) Voir plus haut p. 224.
(3) Voir pp. 223, 228.

La Turquie aux abois. Dans la dernière quinzaine d'Août, le futur maréchal Allenby avait complété ses préparatifs, dressé son plan d'opérations. Les forces turques auxquelles il allait se heurter se voyaient réduites à des proportions squelettiques. Ainsi, à la veille de la chute de Gaza, leur « 24[e] division n'avait plus que 700-800 fusils par régiment. Les troupes mal nourries comptaient par mois 10.000 malades, le quart de l'effectif total, dans les lazarets ». Emus de cette situation critique, les officiers allemands avaient conseillé dès lors, mais sans succès, d'évacuer le Ḥidjâz, à tout le moins, de raccourcir le front palestinien, en sacrifiant la position trop excentrique de Birsabaʿ (1). Quand la Turquie entra en guerre, « elle avait derrière elle trois guerres perdues et une révolution... Ses caisses étaient vides, ses troupes mal vêtues et équipées d'armes démodées. Les munitions faisaient défaut ; les magasins ne renfermaient que des réserves, des provisions insignifiantes... A Damas, une division entière n'avait jamais passé à l'exercice de tir ; l'artillerie ne s'était pas habituée à manier les nouvelles bouches à feu. Avant l'attaque du Canal, le corps des pontonniers n'avait jamais manœuvré sur l'eau » (2).

En Février 1918, une division arrivée de Constantinople laissa en route la moitié de son effectif. On voit si la Turquie avait des motifs de garder la neutralité et la responsabilité de ceux qui l'ont conduite à sa perte.

Liman Von Sanders. La situation empira encore lorsque, en Mars de cette année, ce général (3) vint prendre le commandement suprême du front palestinien. Elle lui parut si critique que, lui aussi insista, sans plus de succès que ses prédécesseurs, pour qu'on sacrifiât Médine. Il trouva, à son

(1) Comp. p. 228.
(2) Kressenstein, *Zwischen Kaukasus*, 34, 38.
(3) Comp. plus haut p. 213.

arrivée, des régiments ne comptant que 100 et même 150 fusils. « Les officiers portaient des uniformes en haillons ; des commandants de bataillon n'avaient plus de bottes ». Au cours du dernier hiver, « 17.000 hommes avaient péri d'inanition ». Quant au nombre des déserteurs, il finit par « dépasser celui des soldats sous les armes ». Sur le front, « les magasins manquaient souvent de vivres pour le jour suivant ». « En Septembre, un bataillon débarqué à la gare de 'Afoûla (1) déserta *in corpore* ». « Huit divisions demeurèrent, pendant six mois sans interruption, en première ligne ». Seule l'artillerie était en « assez bon état », mais les bêtes de trait faisaient défaut. Par bonheur pour les Turcs, au printemps de 1918, leurs adversaires durent expédier plusieurs de leurs meilleures divisions au front occidental (2).

Les Chérifiens de Faisal. Les Turcs conservaient toujours la Transjordanie et les stations de la voie ferrée du Hidjâz, jusqu'à Médine que les Bédouins de Faisal — on l'a vu (3) — ne se risquèrent pas à attaquer. Après l'occupation de Wadjh, les Chérifiens convoyés, ravitaillés par les navires des Alliés, se glissèrent le long de la côte maritime. Le 6 Juillet 1917, sous la protection des canons anglais (4), ils s'installèrent dans le petit port de 'Aqaba. Ils attendirent pour en déboucher la réussite des opérations militaires dans la Palestine méridionale (5). L'or anglais leur avait d'avance assuré, dans le pays d'Edom, la coopération de l'importante tribu des Howaitât. A 'Aqaba débarquèrent bientôt des volontaires syriens, anciens soldats turcs. Des mitrailleurs franco-anglais accoururent de la Philistée que les soldats

---

(1) Nœud des voies ferrées palestiniennes ; voir p. 221.
(2) L. Von Sanders, *op. cit.*, 297, 303, 307, 326, 334, 340.
(3) Cf. plus haut p. 227.
(4) Cf. Bury, p. 60 etc.
(5) Voir plus haut p. 228.

d'Allenby venaient de conquérir.

Ainsi encadrés, abondamment pourvus de munitions, Bédouins de Syrie et du Ḥidjâz allèrent camper à Wâdi Moûsâ, sur l'emplacement de l'ancienne Pétra. Faiṣal vint y distribuer les cadeaux et les armes des Alliés. Après la chute de Gaza, les Anglais expulsèrent les postes turcs, à l'Ouest de la dépression Al-ʿAraba, et occupèrent la région jusqu'à Fainân, où l'émir transféra aussitôt son camp. Pour l'initiative des opérations, il s'en déchargea invariablement sur ses auxiliaires européens, principalement le contingent français du capitaine Pisani. C'est grâce à leur intervention qu'il fut possible, à la fin de Décembre 1917, de s'emparer de la ville de Ṭafîla, au Nord de Maʿân.

Leurs prouesses. Ancien colonial, spécialisé dans les affaires d'Arabie, M. G. Wyman Bury a suivi toutes les opérations de la marine anglaise dans la Mer Rouge. Très prévenu en faveur de l'émir Faiṣal, qui lui paraît « sans contredit un prince éclairé », cet observateur indépendant et bien placé déclare que pour les « Bédouins du Ḥidjâz, il a été dit et écrit une grande quantité d'absurdités, à propos de leurs prouesses et de leur irrésistible valeur. En réalité, ils ont accompagné le contingent égyptien (1), comme le chacal, assure-t-on, suit à la piste le lion pour recueillir les débris de sa chasse... Utilisables seulement dans une guerre de guerilla, quand ils étaient commandés par des officiers britanniques (2). Leurs instincts ataviques les poussent à dépouiller les faibles comme à fuir les risques d'une lutte incertaine. Leurs propres chefs ne les connaissent que trop et voilà

(1) En réalité anglo-égyptien ; il était composé de volontaires fournis par les troupes anglaises d'Egypte. Voir, au chap. XX, le paragraphe : *La colonne mobile de Transjordanie.*

(2) Ou français, voir p. 231.

pourquoi ils ont toujours répugné à les mener à l'assaut de Médine » (1).

A l'Orient du Jourdain. La défense de la Transjordanie et de la voie ferrée du Ḥidjâz était confiée à la IV[e] armée (quartier-général à Damas). Au printemps de 1918, Allenby conçut le projet d'enlever par surprise la station de 'Ammân (2), d'où il dominerait les communications avec Médine. Le 26 Mars, la cavalerie anglaise traversa sur des pontons le Jourdain, bouscula les postes de la rive orientale et se porta par Salṭ sur 'Ammân, très faiblement défendue. Plusieurs jours de pluie, en détrempant le sol, enlisèrent l'artillerie anglaise et permirent aux renforts turcs d'accourir par voie ferrée de Damas et des environs de Ma'ân.

Le coup de surprise était manqué. Les Anglais durent repasser le Jourdain dont les Turcs renforcèrent les défenses. Un essai, tenté en Avril pour réparer cet échec, n'eut pas un meilleur succès. Mais, au Sud de 'Ammân, les attaques se multiplièrent contre les stations du chemin de fer, dont plusieurs furent prises et reprises. Malgré la présence dans leurs rangs de nombreux officiers et volontaires franco-anglais, malgré l'appui prêté par l'aviation et l'artillerie des Alliés, les Chérifiens échouèrent dans toutes leurs attaques contre Ma'ân. En Juillet, devant Djardaun, au Nord de cette localité, ils furent repoussés avec une perte de 200 tués.

Dans la Palestine cisjourdaine. A la fin de l'été 1918, les Anglais tenaient dans la plaine de Sarona (3) une ligne de 11 kilomètres de longueur. Partant d'Arsoûf sur la mer, elle passait devant Qalqilyya, occupée par les Turcs, escaladait les hauteurs de la Samarie pour rejoindre le Jourdain,

(1) Bury, *op. cit.*, 131-132.
(2) Sur la voie ferrée du Ḥidjâz.
(3) Voir plus haut p. 229.

au Nord de Jéricho. La longueur totale du front palestinien était de 70 kilomètres. Du côté turc, il était défendu par les VIII[e] et VII[e] armées, sous les ordres du général Liman Von Sanders. L'arrivée de quelques milliers de recrues mal entraînées, commandées par des « officiers sans instruction militaire » (1) avait permis de combler les principaux vides, causés par la désertion et les maladies dans les rangs turcs.

Outre un régiment allemand, venu récemment de Macédoine, la direction de l'aviation, de l'artillerie, celle des états-majors était également aux mains des Allemands. L'aviation avait été si fortement éprouvée qu'il avait fallu « renoncer aux reconnaissances aériennes ». Au mois d'Août, le futur chef des nationalistes anatoliens, Moustafâ-pacha Kamâl, avait pris le commandement de la VII[e] armée. Il ne put que constater la désorganisation, la dépression morale des troupes sous ses ordres, maudire l'aveuglement d'Enver-pacha, lequel rêvait alors de reconquérir la Mésopotamie et le Caucase.

« Les Turcs étaient las de la guerre. Il fallut livrer de véritables combats pour arrêter le mouvement de désertion. A la première grande attaque —on la sentait prochaine — les officiers allemands s'attendaient à voir les Turcs lâcher pied, si avant la fin du Bairam, la paix n'était pas conclue. Or, cette année, le dernier jour du Bairam, tombait le 18 Septembre » (2).

La veille de la victoire. Entre Arsoûf et Qalqilyya, les lignes turques étaient défendues par la VIII[e] armée dont le quartier-général était à Ṭoûlkarm. Le terrain découvert de la plaine de Sarona se prêtait à des manœuvres de grande envergure. Profitant de sa supériorité en cavalerie, en chars

(1) Liman Von Sanders.
(2) L. Von Sanders, *op. cit.*, 299, 335, 343.

d'assaut, en avions, Allenby résolut de provoquer en ce point vulnérable la rupture du front ennemi. La réussite de son plan découvrirait la voie ferrée de Qalqilyya à Naplouse et le centre militaire de Ṭoûlkarm. Il permettrait de tourner la VII^e armée, massée autour de Naplouse et sur les hauteurs de la Samarie. Le manque de réserves n'avait pas permis aux Turcs de préparer des positions de repli. A l'arrière de leurs lignes, s'ouvrait un vide de 200 kilomètres de profondeur, depuis Ṭoulkarm jusqu'à la région d'Alep. Vers le Nord, restait ouverte la plaine d'Esdrelon, avec la station de 'Afoûla, nœud des voies ferrées cisjourdaines (1), enfin la route de Nazareth, où Liman Von Sanders et le Grand quartier-général de toute l'armée palestinienne demeuraient à la merci d'une surprise, si le front venait à céder.

Simultanément avec ces opérations, un raid audacieux de partisans syro-arabes et de volontaires européens irait couper la voie ferrée du Ḥidjâz, au Nord de Dar'a, empêcherait l'arrivée des renforts de Damas et menacerait la retraite des Turcs en Transjordanie. Par ailleurs ces attaques détourneraient leur attention de la plaine de Sarona où allait se jouer le sort de la Syrie ; elles les entretiendraient dans l'illusion (2) que, comme au printemps passé (v. p. 233), les Anglais cherchaient à atteindre Damas, en réoccupant Salṭ et 'Ammân.

Le contingent mixte de Chérifiens et de soldats alliés partit de la région de Ma'ân (3), le 1^er Septembre, et alla prendre position à Al-Azraq, point d'eau situé dans le désert, au Sud des montagnes du Ḥaurân et à 80 kilomètres Est de la ligne du Ḥidjâz. Dès le 16-17 Septembre, il commença son œuvre de destruction, en coupant la voie ferrée, au Nord et

---

(1) Voir plus haut p. 221.
(2) Malgré les indiscrétions de Faiṣal. Cf. p. 236.
(3) Encore au pouvoir des Turcs.

au Sud de Darʿa (1).

Faisal et les Turcs. L'année 1918 n'avait apporté que des déceptions aux Chérifiens (2). Coupé de la Syrie, le vaillant Fakhraddîn-pacha tenait toujours à Médine. Dans la région de Maʿân, ils n'avaient enregistré que des échecs. Le plus récent, celui de Djardaun (3), dut leur être particulièrement sensible. Impressionné peut-être par ces disgrâces, l'émir Faiṣal se tourna de nouveau (4) du côté des Turcs. Qui prétendit-il jouer, ses anciens ou ses nouveaux alliés ? Nous ignorons si Allenby fut tenu au courant de la manœuvre. Voici en quels termes Liman Von Sanders nous a, d'après son carnet de commandement, révélé le secret de cette mystérieuse démarche :

« Par le général en chef de la IVe armée, Djemal-pacha (5), j'appris dans la seconde moitié d'Août que le Chérif Faiṣal se déclarait prêt à remplacer au front du Jourdain la IVe armée, si le gouvernement turc lui assurait certaines garanties pour la formation d'un Etat arabe. Au dire du Chérif Faiṣal, une grande offensive était en préparation sur la côte. Ainsi les troupes de la IVe armée pourraient venir renforcer le front entre la mer et le Jourdain. Je chargeai le général Djemal-pacha d'entrer en négociations à ce sujet avec le Chérif Faiṣal. A la même occasion, je pressai vivement Enver d'accorder les garanties désirées.

« Je n'ai reçu depuis aucune nouvelle ni réponse, soit

---

(1) Sur son activité, voir au chap. XX le paragr. *La colonne mobile de Transjordanie.*

(2) Voir plus haut p. 232 etc.

(3) Voir plus haut p. 233.

(4) Voir plus haut p. 226.

(5) Malgré l'homonymie, ne pas le confondre avec l'ancien généralissime en Syrie, lequel avait, à la fin de 1917, dû céder le commandement à un Allemand ; voir p. 228.

d'Enver, soit de Djemal-pacha. Je ne puis donc donner une opinion motivée sur l'importance ou sur la valeur de l'offre de Faisal. J'ai recueilli l'impression que, du côté turc, la proposition fut accueillie avec méfiance et considérée comme une ruse pour faire céder aux Arabes nos positions, pendant que la grande offensive anglaise se serait développée sur la côte ou du moins entre la mer et le Jourdain » (1).

(1) L. Von Sanders, *op. cit.*, 330-331.



Chapitre XX.

LA DÉLIVRANCE.

I. En Palestine.

La victoire de Sarona (1). « Le matin du 19 Septembre, vers les 3 heures, l'artillerie anglaise ouvrit un feu d'enfer sur tout le front ennemi, depuis la côte jusqu'aux montagnes. A l'aube, de puissantes escadrilles, volant très bas, apparurent au-dessus des quartiers-généraux ainsi que sur la station téléphonique centrale de 'Afoûla, les bombardèrent et coupèrent une partie des communications téléphoniques ». Vers 7 heures, le front turc était percé le long de la côte. Des masses de cavalerie anglaise galopaient dans la direction du Nord et de la plaine d'Esdrelon.

La division qui défendait le secteur maritime « n'attendit pas même l'attaque de l'infanterie pour se débander. Elle fut imitée par les autres divisions postées à l'aile gauche ». A midi, les Anglais, maîtres de Ṭoulkarm, menaçaient la position de Naplouse. Ce fut, dès lors, dans la VIII^e armée un

---

(1) Ou de Ṭoulkarm, comme on l'appelle encore. C'était le nom du quartier-général de la VIII^e armée, station de la voie ferrée communiquant avec Naplouse et 'Afoûla.

sauve-qui-peut général. Les routes étaient encombrées de fuyards que bombardaient à faible hauteur les avions. Seuls, les contingents allemands, postés entre les divisions turques, ou employés aux services de l'aviation, de la télégraphie sans fil, de la téléphonie et des chemins de fer, ensuite les régiments de la VII[e] armée opérèrent leur retraite en ordre, dans la nuit du 20 Septembre (1).

Participation du détachement français. Quoique réduit à la moitié de son effectif par les maladies, ce détachement (2) prit une part active à la victoire. Il occupait à Râfât, sur le versant maritime du plateau samaritain, un secteur particulièrement délicat de la ligne de bataille. C'était au point de pivot de la manœuvre générale, entre la partie du front qui devait s'ébranler vers le Nord pour se rabatre vers l'Est et celle qui, restant immobile, se bornerait à fixer l'ennemi. En face des Français, se trouvaient trois bataillons allemands, qui formaient le plus solide noyau de la résistance turque. Retranchés sur la hauteur, ils disposaient de nombreuses mitrailleuses. Ils s'y défendirent jusqu'au soir. A la chute du jour, le feu de l'artillerie ennemie, qui avait faibli d'abord, reprit soudain, accompagné de rafales de mitrailleuses. Elles masquaient la retraite qui eut lieu — on l'a vu — à la faveur de la nuit.

En cette journée du 19, les Français capturèrent 1.800 prisonniers et 17 canons. Le 21, leur cavalerie pénétra à Naplouse, sabre au clair. Le lendemain, ils ramassèrent à Djinîn 8.000 nouveaux prisonniers. Les légionnaires orientaux (3) avaient tenu courageusement sous le feu qu'ils subissaient pour la première fois. Le détachement, ne devant

(1) L. Von Sanders. *op. cit.*, 346-353.
(2) Voir plus haut p. 229.
(3) Voir la p. 229.

pas participer avec les Anglais à la poursuite de l'ennemi, ne quittera la Samarie que pour marcher vers Beyrouth. La coopération française ne fut pas moins effective en Transjordanie ; nous le verrons bientôt.

Délivrance de la Palestine. La poursuite n'avait pas traîné. D'une traite, la cavalerie anglaise franchit l'énorme distance, séparant du front de bataille la plaine d'Esdrelon. Son avance avait été si soudaine qu'elle ne laissa pas aux Turco-Allemands le temps d'occuper en force le défilé de Ladjdjoûn. Les soldats qui essayèrent de défendre l'entrée de la plaine furent dispersés ou faits prisonniers. Au matin du 20 Septembre, les cavaliers d'Allenby pénétrant dans Nazareth surprirent, au saut du lit, les officiers de l'entourage de Liman Von Sanders. Trop peu nombreux, ils ne fermèrent pas la sortie de Nazareth vers Tibériade. C'est par cette issue que s'évada le généralissime allemand. Depuis la rupture des communications téléphoniques (1), il ignore encore la déconfiture de la VIII^e armée.

Il apprit à Tibériade que la VII^e armée, en retraite par Djinîn et Baisân, se voyait menacée d'encerclement. En cette même journée, à la suite de la débâcle palestinienne, les Turcs de Ma'ân qui, depuis un an, tenaient en échec l'émir Faiṣal (2), reçurent l'ordre de regagner Damas par la voie ferrée du Ḥidjâz, avant qu'elle ne fût complètement coupée. Le 23 Septembre, la VII^e armée et les débris de la VIII^e réussirent à passer le Jourdain. Le 24, les derniers Turcs évacuèrent la Palestine, après quatre siècles de domination que leurs alliés germains comptent parmi « les plus tristes de l'histoire syrienne » (3). A cette date, ils laissaient, sur le terrain, des

---

(1) Voir p. 239.
(2) Voir p. 236.
(3) Voir E. Banse, cité plus haut p. 60.

milliers de morts et entre les mains des vainqueurs 15.000 prisonniers, 265 canons et un énorme butin de guerre.

La colonne mobile de Transjordanie formée, on l'a vu (1), à la fin d'Août, avait comme objectif de coopérer à la victoire de Sarona, en menaçant la retraite des Turcs au-delà du Jourdain. Le gros de la colonne se composait de 400 Palestino-syriens, sous les ordres d'un Bagdadien, le colonel Noùri-bey, chef d'état-major des troupes chérifiennes, assisté par le colonel anglais Lawrence. Les Anglais leur adjoignirent une compagnie de 65 Egyptiens et Gurkas avec quatre auto-mitrailleuses. Le détachement français, sous le commandement du capitaine Pisani (2), comprenait une batterie de 65 de montagne, un peloton de mitrailleuses, deux équipes de fusils mitrailleurs, enfin une équipe du génie ; en tout 140 hommes. Cette petite force forma, avec le détachement indo-égyptien, le centre et l'armature de la colonne chérifienne qui allait jouer un rôle de premier ordre, pendant la dernière semaine de Septembre.

Son activité commença le 16 et le 17 (3) de ce mois, quand elle fit sauter les viaducs de la voie ferrée, au Nord de Darʿa. L'opération terminée, le détachement Pisani se porta à l'Ouest sur Mozairib. La gare est prise, le matériel incendié, des Turcs sont capturés. Un grand viaduc est ensuite dynamité sur la ligne de Darʿa à Caiffa, principale artère de communication avec la Palestine. Puis on revient vers le Sud pour achever l'œuvre de destruction. Les contingents allemands, encore nombreux dans la région de Darʿa, n'essaient pas d'entraver ces opérations.

Le 19 pourtant, la colonne fut inquiétée par un renfort d'artillerie ennemie, arrivé pendant la nuit et par l'apparition

---

(1) Comp. p. 235.

(2) Voir p. 232.

(3) Voir p. 235.

d'avions. La débandade se met parmi les Chérifiens de Noûrî-bey que les officiers européens rallient à grand peine. Le 24 Septembre seulement, ils ont connaissance de la victoire de Sarona, de l'anéantissement des Turcs de Palestine. Mais ils apprennent en même temps que les forces ennemies, qui occupent la Transjordanie au Sud de 'Ammân (1), se replient vers le Nord, en compagnie des troupes qui avaient défendu le passage du Jourdain. Ces divisions appartenaient à la IV[e] armée (centre à Damas). Malgré leur diminution numérique, leur effectif les rend très redoutables pour la petite colonne qui opère sur le chemin de leur retraite, sous la menace d'être attaquée dans le dos par un régiment de cavalerie, stationné à Dar'a, et par les divisions de la VII[e] armée (2), qui remontaient par la voie ferrée dans la vallée du Yarmoûk.

Prise de Dar'a. Le 26, elle se trouva tout-à-coup en face de 8.000 Turcs, dont trois régiments de cavalerie, marchant en bon ordre vers Damas. Le danger d'être submergé par cette masse devenait imminent. Les sections françaises de 65 sauvèrent alors la situation. Leur feu dispersa les fantassins, les autocamions du convoi turc. Il mit le désordre dans les rangs de la cavalerie, qui esquissait un mouvement tournant. Les efforts de L. Von Sanders et des officiers supérieurs n'avaient pu relever le moral de l'ennemi. L'imperfection de son service de renseignements (3) lui fit évaluer à 15.000 hommes une colonne qui n'en a jamais compté plus de 1.000 dont à peine 600 réguliers. Il s'imagina avoir affaire à toute l'avant-garde d'Allenby dont la poursuite le talonnait, depuis la plaine de Sarona. Le 28 Septembre, après douze jours d'opérations dans la Transjordanie, la petite force ralliait, près de Dar'a, la cavalerie britannique de Palestine. Ensem-

---

(1) Voir plus haut p. 236.
(2) Voir p. 240.
(3) Par avions ; voir p. 234.

ble ils pénétrèrent à Dar'a et y capturèrent 2.000 prisonniers. « Contre une grosse somme d'or, les Druses du Haurân s'engagèrent à ne pas inquiéter la retraite turque ; ils tinrent parole » (1).

La part des Chérifiens. Ainsi la colonne qui, par l'attaque de flanc en Transjordanie, précipita la dislocation des forces turques de Palestine et la chute de Damas, n'eut de chérifien que le nom. Dans les rangs des hommes qui la composèrent — volontaires syro-palestiniens ou anciens soldats des provinces arabes — on ne compta pas une dizaine d'authentiques Hidjâziens. Les rares Bédouins de l'Arabie septentrionale, qui avaient suivi jusqu'en Syrie le chérif Faisal, demeurèrent au pays d'Edom avec l'émir, loin de la ligne de feu. Ils ne s'aventurèrent pas même à poursuivre les Turcs en retraite, lorsqu'après la débâcle de Palestine, menacés d'être coupés de leurs communications avec Damas, ils se décidèrent à évacuer Ma'ân (2). Le raid audacieux qui aboutit à la rupture du nœud de voies ferrées à Dar'a fut, par ses chefs et ses éléments vraiment actifs, l'œuvre d'une collaboration franco-britannique.

Rien n'autorise donc à parler de sang arabe, versé pour la délivrance de la Syrie. L'inactivité, l'incapacité militaires de Faisal et des Bédouins n'ont fait que gêner la diplomatie anglaise, désireuse de leur fournir des droits à l'occupation d'un pays qu'elle s'était engagée à leur réserver, à défaut de titres que l'histoire (3) leur a refusés.

Inanité de leurs prétentions. C'est donc à bon droit que, le 10 Janvier 1919, les comités syriens d'Egypte, d'Amérique et d'Australie réclameront « la séparation complète de

---

(1) L. Von Sanders, p. 370.

(2) Voir p. 240.

(3) Cf. vol. I, p. 7 etc.

la question syrienne et de la question arabe, parce que la Syrie, quoique aujourd'hui de langue arabe, n'est point de race arabe » et que sur ce point ils en appelleront « à l'histoire et à la conscience des savants ». Ces protestations n'empêcheront pas l'émir Faiṣal de rappeler sans cesse « ses cinq (?) années de durs combats pour l'indépendance syrienne ». Il voulait oublier que, jusqu'en Juin 1916, il était resté dans le camp turc (1). Il en arrivera même à menacer de « son glaive » les Alliés victorieux.

« Dans ces derniers temps, assure l'Anglais Bury (2), le Hidjâz a été trop mis en vedette. L'opinion mal informée ou induite en erreur lui a attribué, dans les affaires d'Arabie et de Syrie, une part supérieure au rôle qu'il a joué, pouvait jouer ou qu'il eût été désirable de lui voir jouer. Ce jeune royaume aura trop à travailler à sa propre régénération pour lui permettre d'assumer de nouvelles responsabilités... d'assurer enfin la sécurité et le bien-être d'une population plus civilisée, dans un pays surtout où il existe de grandes communautés non-musulmanes ». Si nous concédons à M. Bury que l'émir Faiṣal peut être « un esprit éclairé », nous ajouterons avec lui « qu'une hirondelle ne fait pas le printemps » (3). Son lamentable échec à Damas en fournira la preuve.

II. En Syrie.

La lutte pour Damas. Après la perte de la Palestine, L. Von Sanders voulut fermer aux Alliés l'entrée de la Syrie, prévenir la chute de Damas. Il essaya de réorganiser les débris de ses troupes sur une nouvelle ligne de défense qu'il ap-

---

(1) Voir à la p. 226.
(2) *Pan-Islam*, p. 131.
(3) *Ibid.* 131.

pela « le front de Tibériade ». Elle contournait, depuis Samakh, à la pointe Sud-Est du lac de Tibériade, la rive occidentale du lac pour aboutir au lac de Ḥoûla. « J'eus alors la preuve, écrit le généralissime allemand (1), combien peu à Constantinople on se rendait compte de la situation. Je fus télégraphiquement invité à fixer un prix pour une course de sacs qui devait avoir lieu le 8 Octobre dans la Capitale ». Entre le 21 et le 23 Septembre, la cavalerie anglaise ramassa des milliers de prisonniers. « Les soldats couraient se rendre en troupe, dès que retentissait un coup de feu ou qu'apparaissait un avion » (2). Le 24 Septembre, la prise de Samakh entraîna l'évacuation de Tibériade.

C'est alors qu'on décida la formation du « front de Rayâq », destiné à barrer la plaine de la Bqâʿ. Il commençait à ʿAin Saufar (Liban), passait par Qabbeliâs, Chtaura, Taʿnâïl, ʿAindjarr, pour aboutir à Zabdâni (Antiliban). Moustafâ Kamâl-pacha (3) en prit le commandement.

L'évacuation de Damas, où la station de Qadam, terminus de la ligne du Ḥidjâz, était en flammes, avait commencé, le 30 Octobre. Rien ne s'opposait plus à son occupation par les Alliés. Les Anglais résolurent de la retarder, pour laisser à l'émir Faiṣal — demeuré à l'abri dans la région de Maʿân (4) jusqu'à la date du 28 Septembre — le temps de franchir la Transjordanie, où aucun ennemi ne lui disputait plus le passage. Quant aux troupes turques, évacuées sur Rayâq, elles ne songeaient qu'à se dérober à de nouveaux combats et à poursuivre leur retraite vers le Nord. En traversant Damas, dans la nuit du 30-31 Octobre, le régiment allemand 146 et les autres contingents allemands durent essuyer

(1) *Op. cit.*, 364.

(2) L. Von Sanders.

(3) Voir plus haut pp. 234.

(4) Voir pp. 232, 236.

les coups de feu de la population hostile et prirent la direction de Homs.

Sur le front de Raiâq, parmi les soldats arabes, des compagnies entières désertaient, parfois « avec leurs officiers ». Il fut abandonné, le 2 Octobre, après qu'on eût dynamité les installations de la gare et livré aux flammes les provisions et les munitions des dépôts qui ne purent être emportées. La veille, les Alliés étaient entrés à Damas (1).

Les Chérifiens à Beyrouth. Ce même jour, 1 Octobre, les Turcs évacuèrent les villes de la côte libanaise. Le lendemain, les partisans chérifiens de Damas télégraphièrent à la municipalité de Beyrouth de hisser le pavillon du Hidjâz. On voulait mettre l'Europe en présence du fait accompli. Le 7 Octobre, le contre-amiral Varney, commandant la station navale française du Levant, entrait en rade de Beyrouth aux acclamations de joie des habitants. Saidâ fut occupée, le même jour. Le 8 Octobre, arrivèrent le commandant du détachement français de Palestine (2) ainsi que l'état-major du 21e corps d'armée britannique. Le Chérifien Choukri Ayyoûbî, ancien colonel turc, les y avait précédés. Accouru au grand galop de Damas, à la tête de quelques cavaliers, il s'était installé au sérail. Les autorités militaires anglo-françaises lui intimèrent l'ordre de regagner Damas. Le colonel de Piépape est nommé gouverneur de Beyrouth et entreprend aussitôt la réorganisation et la pacification du pays libanais (v. p.251).

Dans l'Est de la Syrie. Rien n'eût été plus aisé de gagner de vitesse, dans leur retraite vers le Nord et de prendre entre deux feux les débris de l'armée turque. La route de Damas à Homs demeurait ouverte à la cavalerie, aux autos

---

(1) L. Von Sanders, 380 etc.

(2) Colonel de Piépape.

blindées de l'armée britannique. A partir du 30 Septembre, la poursuite s'arrêta brusquement. On voulut, semble-t-il, laisser le champ libre aux Chérifiens, leur céder les honneurs d'une conquête que l'adversaire se trouvait hors d'état de leur disputer sérieusement. C'est le 9 Octobre seulement que les Anglais parurent à Zahlé et le 11, à Balbek. A cette date, le nombre des prisonniers atteignait déjà 75.000. C'est à peine si, avec les contingents fournis par la II^e armée, celle d'Alep (1), les Turcs pourront encore mettre en ligne 15.000 fusils.

Les Syriens contre les Turcs. Voyant la partie irrémédiablement perdue, L. Von Sanders et Moustafâ Kamâl ne songent plus qu'à se rapprocher de l'Anatolie. « Partout au Sud d'Alep, atteste le généralissime allemand (2), l'opinion publique se montrait hostile aux Turcs ». C'est avec un sentiment de soulagement que les populations syriennes les voient partir et à leur suite les fonctionnaires turcs. Les soldats et officiers syriens n'ont pas attendu cette date pour regagner leurs foyers (3). Tout le pays, a témoigné Liman Von Sanders (4), réclamait l'intervention de l'Europe, qui seule pouvait lui assurer l'ordre et la légalité. Il demandait spontanément *le mandat*, avant même de connaître les formules wilsonniennes. Ces dispositions ne dataient pas d'hier. Ibn Djobair les a signalées chez les musulmans syriens, au temps des Croisades. Au 16^e siècle, cinquante ans à peine après la conquête turque, leurs descendants musulmans aspiraient eux aussi à vivre « sous la tutelle juste et humanitaire d'un

---

(1) Chargée de défendre la vallée de l'Euphrate contre l'avance des Anglais de Mésopotamie.

(2) *Op. cit.*, 391.

(3) Voir plus haut, p. 246.

(4) *Op. cit.*, 297. Le texte a été cité plus haut p. 220.

gouvernement chrétien » (1).

A la date du 12 Octobre, les marins français débarquèrent à Tripoli. Le 17, des vaisseaux alliés bombardèrent les ouvrages militaires d'Alexandrette que les Turcs ne rendront qu'après l'armistice. Dès le 5 Octobre, le gouvernement ottoman s'était associé à la démarche de l'Allemagne pour ouvrir les négociations de paix. Le 14 suivant, il demanda pour son propre compte une suspension d'armes. Rien ne semblait s'opposer à la conclusion d'un armistice. Mais Londres ne manifesta aucun empressement à négocier. On réservait à Faisal le temps de brandir « l'épée » que, pendant deux ans, il avait laissé au fourreau et à ses Bédouins l'occasion de remporter un succès militaire qui pût justifier leur mainmise sur les plus riches régions de la Syrie.

Bataille d'Alep. La réalisation de ce plan supposait l'existence d'une armée arabe. La colonne mobile de Transjordanie (2), qui avait très improprement porté le nom de chérifienne, se trouvait réduite à quelques centaines de volontaires par le départ de son élément le plus actif, le détachement Pisani.

Le 14 Octobre, les Turcs évacuent Homs et, trois jours après, Hamâ pour se concentrer autour d'Alep et y attendre la conclusion de l'armistice. La Turquie était aux pieds des Alliés. Faisal et ses conseillers anglais jugèrent le moment venu de triompher sans péril d'une poignée d'hommes, épuisés par quatre années de privations et de durs combats. A Damas, les Chérifiens réussissent à enrôler quelques centaines de déserteurs de l'armée turque. On achète, à prix d'or, la coopération des Bédouins du désert de Syrie qu'allèche l'espoir de piller les riches bazars d'Alep. Les Anglais leur

(1) Voir vol. I, 251 ; vol. II, 63.
(2) Voir p. 241.

assurent l'appui de leur artillerie de campagne.

Le 25 Octobre, « s'engagèrent, au Sud d'Alep, une série de combats sérieux, les premiers, depuis la débâcle de Palestine, qui aient dépassé les proportions d'escarmouches d'arrière-garde. Les Turcs firent bonne contenance ». Les Bédouins réussirent à pénétrer dans Alep, mais ne purent s'y maintenir, malgré l'aide prêtée par des citadins, partisans des Chérifiens. Les Turcs préférèrent pourtant évacuer la ville et allèrent s'établir au Nord-Est d'Alep. C'est dans cette position que, les jours suivants, ils repoussèrent tous les assauts des Chérifiens et que « vint les surprendre, le 31 Octobre, la nouvelle de la conclusion d'un armistice ». Le généralissime allemand leur rend l'hommage d'avoir « en ces derniers combats tenu haut l'honneur militaire » (1).

Les Turcs évacuent la Syrie. La veille, il avait résigné à Moustafâ Kamâl le commandement suprême. L'évacuation des troupes turques de Syrie eut lieu pendant la première semaine de Novembre.

En Arabie, Médine tenait toujours ; sa résistance prolongée jusqu'en Janvier 1919 montre l'impuissance militaire des Hidjâziens, abandonnés à eux-mêmes. C'est également à l'armistice que les Chérifiens devront la possession d'Alep. On voit, en quelle mesure, leur valeur a contribué à la délivrance de la Syrie.

La fin d'un mirage. En achevant son historique de la campagne syro-palestinienne, Liman Von Sanders (2) souligne la mégalomanie de la Jeune-Turquie, prétendant, non seulement tenir tête aux Alliés, mais réaliser son rêve pantouranien. Il avoue aussi les candides illusions entre-

---

(1) L. Von Sanders, 396-398.

(2) *Op. cit.*, 407-408.

tenues en Allemagne sur « la coopération économique et militaire » qu'elle attendait de son alliée ottomane. Ces illusions rappellent à l'ancien généralissime « les contes des *Mille et Une Nuits* et les mirages du désert arabe » (1). Illusions et mirages ; l'humiliant armistice signé à Sedan par les Allemands, le 11 Novembre suivant, achèvera de les dissiper.

(1) L. Von Sanders, *loc. cit.*

Chapitre XXI.

LA RÉORGANISATION DE LA SYRIE ET DU LIBAN.

I. Luttes et tatonnements.

Le ravitaillement. Beyrouth regorgeait d'affamés, de malades et d'orphelins libanais ; ceux-ci erraient par bandes à travers la ville. Chaque matin, on relevait des cadavres couchés en travers des rues. L'évacuation des Turcs n'avait fait que compliquer cette triste situation. Avant leur départ, ils avaient, comme à Rayâq (1), vidé les dépôts, les magasins, brûlé ce qu'ils n'avaient pu emporter. Ce qui restait de vivres servit, comme aux plus tragiques heures de la guerre, à alimenter les spéculations de cyniques accapareurs. Les deux dernières récoltes avaient laissé des réserves. Les Druses du Haurân n'avaient pas hésité à en vendre une partie aux troupes anglaises, guerroyant en Palestine. Après l'armistice, ils prétendirent ne les céder qu'à prix d'or, comme ils avaient monnayé leur neutralité, pendant les dernières semaines des hostilités (2).

---

(1) Voir pp. 220, 246.
(2) Voir p. 243.

Ses complications. D'âpres convoitises avaient survécu à la conclusion de la paix. Les profiteurs de guerre ne montrèrent aucune envie de renoncer à leurs honteuses spéculations. Ces dispositions n'étaient pas de nature à faciliter la tâche du ravitaillement (1). La rupture de la voie ferrée, la destruction du matériel roulant rendaient précaires les communications avec Damas, la Bqâ' et les régions frumentaires de l'intérieur, où les paysans ne se montrèrent pas plus accommodants que les Druses. L'activité, le dévouement des Français réussiront à triompher de ces complications. Ils assurèrent bientôt le ravitaillement de Beyrouth et du Liban, y arrêtèrent les ravages des maladies épidémiques. Des asiles s'ouvrirent pour les orphelins. Ils rétablirent la sécurité dans la Montagne où, parmi les affamés, les rançonnés (2), les victimes de la veille, couvaient de dangereuses rancunes.

Premières stipulations relatives à la Syrie. Au cours de la Guerre, les Alliés s'étaient, à plusieurs reprises, concertés pour régler le sort de la Syrie. Nous n'avons pas à refaire l'historique de ces négociations. Il fut d'abord stipulé que la Palestine, *région œcuménique*, devait être internationalisée. Mais quand les attaques contre le Canal de Suez (3) eurent révélé l'importance stratégique de ce pays, les Anglais décidèrent d'en faire le glacis de l'Egypte. Ils commencèrent par y réclamer les ports de Caiffa et d'Acre et enfin la Palestine tout entière où ils s'engagèrent à établir pour les Juifs « un foyer national ». Le Grand-Chérif de la Mecque éleva, on l'a vu (4), ses prétentions sur toute la Syrie.

---

(1) Demeuré à la charge des Français. Les Anglais assumaient l'occupation militaire. Ce dualisme devint une source de nouvelles complications. Coloniaux et officiers anglais ne montrèrent pas toute la souplesse désirable pour les aplanir.

(2) Forcés de vendre leurs propriétés à des prix dérisoires.

(3) Voir pp. 222-224.

(4) Voir plus haut pp. 195, 227.

Pour obtenir sa coopération militaire, s'assurer l'ascendant de son nom sur le monde islamique, concours dont on avait singulièrement exagéré la valeur (1), on s'accorda sur des formules ambigües. Il fut question, sous réserve expresse des droits acquis par la France, d'organiser dans la Syrie orientale un gouvernement administré par un chef arabe. Ce gouvernement pourrait être rattaché ou non à « une Confédération d'Etats arabes ». Mais, à aucun moment, il ne fut stipulé de soumettre une portion de la Syrie à une suzeraineté chérifienne.

Hypothèque chérifienne. Il semble bien que cette dernière solution était envisagée, patronnée même par les plénipotentiaires anglais. Londres ne prit pas la peine de décourager les visées ambitieuses du roi Ḥosain, de repousser explicitement ses prétentions exorbitantes, l'hypothèque compromettante qu'il voulait prendre sur la Syrie intégrale.

On a vu comment, après la victoire de Sarona, les Chérifiens s'autorisèrent de ce compromis pour s'installer en Syrie. L'émir Faiṣal était, de la région de Ma'àn, accouru à Damas, 48 heures après que le dernier coup de fusil eût été tiré (2). Voilà la situation mal définie devant laquelle la France se trouva placée, au mois d'Octobre 1918, en occupant la Syrie maritime. Les accords conclus entre Alliés l'autorisaient « à y établir une administration directe ou indirecte, après entente avec l'Etat ou la Confédération d'Etats arabes », prévus par ces accords. Par ailleurs — ce qui montre suffisamment l'imprécision, l'incohérence même de ces stipulations — en vertu de leur texte, la France se voyait invitée à sanctionner le fait établi, l'installation de Faiṣal dans

(1) Comp. pp. 231-233.

(2) Voir plus haut p. 245. On retarda pour l'attendre l'occupation de la capitale.

la Syrie orientale. Quant à la zone côtière soumise à son administration directe, le même texte semblait l'engager à y reconnaître l'immixtion de l'autorité chérifienne.

Le mandat. Ces accords, dont la France ne cessa de proclamer « le caractère absolument transitoire », étaient sujets à révision, depuis la chute du régime tsariste en Russie et l'intervention militaire des Etats-Unis. Il devenait impossible de les concilier avec l'impérialisme du roi Hosain. En Décembre 1918, le Président Wilson déposa un projet de « Société des Nations ». Il portait à l'article 19 :

« Certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'empire ottoman ont atteint un tel degré de développement que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'une Puissance mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris en première considération pour le choix de la puissance mandataire ».

Commission américaine. Dans la Syrie libérée du joug turc, l'histoire désignait d'avance, les vœux des populations réclamaient la France, leur protectrice séculaire. « Toutes les sympathies de la Syrie, toutes ses préférences vont vers la France dont elle sait la langue, dont elle a appris, depuis des siècles, à apprécier le dévouement et le désintéressement » (1). Pour se conformer à l'article 19, la Conférence de la Paix décida qu'une Commission interalliée consulterait sur place les habitants sur le choix de la Puissance chargée d'assumer le mandat sur la Syrie. Au lieu d'une commission internationale (2), ce fut une délégation exclusivement américaine,

(1) Comité syrien central de Paris (23 Mai 1917).

(2) L'abstention de l'Angleterre entraîna celle de la France. L'Italie s'était entendue directement avec Faisal, auprès duquel elle se trouvait représentée diplomatiquement.

qui vint enquêter en Syrie, pendant l'été de 1919.

Les Américains eurent assez de courage et de candeur pour venir, à eux seuls, sonder l'opinion publique dans un pays où, depuis les 'Abbâsides, toutes ses manifestations avaient été violemment étouffées. Partout où les populations eurent la liberté de s'exprimer — à savoir hors des districts chérifiens — la majorité se prononça en faveur de la France contre l'union avec le Hidjâz, laquelle « soumettrait une province riche et civilisée à un royaume pauvre, inorganisé et peuplé de tribus nomades ». Devant la Commission américaine, les Syriens s'exprimèrent, sur le compte des Bédouins du Hidjâz avec la même vivacité que jadis les Syro-arabes, au premier siècle de l'hégire (1).

Protestations des Syriens. Musulmans et chrétiens protestèrent contre l'amputation de leur patrie, la cession de la Palestine au profit de l'Angleterre (2), et avec non moins d'entente et d'énergie contre « la constitution en Palestine d'un Etat juif indépendant, ressuscitant la vieille chimère sioniste. Cette solution offrait l'inconvénient de porter atteinte à l'unité de la Syrie, de soumettre la Palestine au joug d'une minorité étrangère » (3).

Ce danger ne paraît pas chimérique. Malgré la promesse officielle (v. p. 197) de limiter l'immigration juive, le plus récent rapport de Sir Herbert Samuel avoue que, dans une période de huit mois (Sept. 1920-Mai 1921), dix mille Sionistes se sont établis en Palestine. Pour atténuer l'effet de cet aveu, l'auteur assure que le total de 700.000 habitants, pour la Palestine contemporaine, demeure « très inférieur à celui de la population de la seule Galilée aux temps du Christ ». Le Haut Commissaire britannique doit faire allusion aux

---

(1) Comp. vol. I, 109.
(2) Comp. p. 252.
(3) Comité central syrien de Paris.

effarantes statistiques, transmises par l'historien Josèphe dont il résulterait que la Galilée aurait été beaucoup plus peuplée que la Belgique et le Delta égyptien. Données chimériques sur lesquelles tablent tous les partisans du sionisme et d'une colonisation intensive en Palestine.

II. L'aventure de Faisal.

La politique de l'émir Faisal. Au début d'Octobre 1918, Faiṣal s'était, sur les traces des troupes alliées, introduit dans Damas. Aucune action d'éclat n'avait recommandé à l'attention des Syriens cet émir bédouin, lequel récemment avait tenté de troquer avec la Turquie (1) la liberté de leur patrie contre des avantages accordés au Ḥidjâz.

A cette date, la situation diplomatique de Faiṣal était celle d'un petit chef de partisans, commandant à un millier de Bédouins, auxquels il fallait ajouter le contingent syro-palestinien de Noûrî-bey (2), au maximum 1.500 hommes. Il avait joué, pendant la guerre, un rôle si effacé que personne en Syrie jusque-là n'avait songé à réclamer pour lui un mandat quelconque. Profitant de l'embarras des Alliés, occupés à discuter avec l'Allemagne récalcitrante, il se hâta d'organiser un simulacre de gouvernement, de constituer un ministère ; il voulait placer l'Europe et la Syrie devant le fait accompli, prendre, en attendant, des gages, s'assurer par l'intrigue, à la faveur de la paix, des titres qu'il n'avait pu gagner sur les champs de bataille.

Sa diplomatie. De Damas il courut à Paris, chargé par le roi Ḥosain de soutenir devant la Conférence les revendica-

---

(1) Pour ces négociations mystérieuses, voir plus haut p. 236.
(2) Voir p. 241.

tions du Hidjâz. Il s'y comporta en réalité, en qualité de mandataire officiel de la Syrie. Payant d'audace, il affirma que ce pays entendait règler lui-même ses rapports avec les Alliés. C'était virtuellement dessaisir la Conférence de toute intervention en Orient. Faisal, dont les Anglais ont vanté « l'esprit ouvert » (1), eut toutefois l'adresse d'admettre l'existence d'un régime spécial pour la Palestine ; il concédait à la France d'intervenir dans le règlement de l'autonomie libanaise. Incidemment il évalua à 100.000 hommes la participation militaire de l'Arabie dans la guerre mondiale.

Au mois de Mai 1919, Faisal regagna la Syrie, précédant de quelques jours la Commission d'enquête américaine (2). Il reparut en triomphateur ; il assura avoir « communiqué au monde civilisé occidental » les revendications de la Syrie. Ses partisans avaient préparé le terrain en son absence. Désormais il ne sera plus question des Puissances. Prochainement un congrès syrien général déciderait en pleine indépendance du sort du pays.

Son succès à Damas. Très habilement Faisal avait exploité les hésitations, les divisions des Puissances ainsi que les impatiences du nationalisme syrien, énervé par les lenteurs de la diplomatie européenne, dont il ne pouvait soupçonner la tâche écrasante. Pour mieux y réussir, Faisal n'avait pas hésité à lâcher la cause du Hidjâz, impopulaire même parmi les musulmans syriens ; ils répugnent à se laisser gouverner par des nomades et ont retenu assez d'histoire pour se rappeler ce qu'a coûté à leurs ancètres le seul voisinage des Bédouins (3).

(1) Voir plus haut p. 232.

(2) Voir p. 255.

(3) Comp. vol. I, 6, 7. La Syrie est prospère quand le pouvoir est assez fort pour la protéger contre les Bédouins.

Après s'être, à force d'audace, imposé en Europe comme le mandataire de la Syrie, Faiṣal se présente à Damas comme accrédité par les Puissances pour résoudre le problème syrien, comme possédant, lui seul, le secret de créer une Syrie grande et glorieuse. Plus que jamais, il agit en maître. Il nomme et révoque les fonctionnaires, lève des taxes et procède, par voie de recrutement, à la constitution d'une armée. Le Conseil administratif du Liban, les comités syriens d'Egypte et de l'étranger (1) protestent contre ces intrigues chérifiennes. La France ne s'en trouvera pas moins en face de l'émir Faiṣal et d'un foyer d'agitation dont le centre était à Damas.

Le général Gouraud et Faisal. Au mois de Novembre 1919, la France nomma le général Gouraud Haut-Commissaire en Syrie. « En envoyant au Levant, écrivait M. Clémenceau, Président du Conseil, un des plus grands soldats de la Victoire, le gouvernement français a voulu montrer aux Syriens l'intérêt tout spécial qu'il leur porte. Nul n'est plus qualifié que lui pour assurer aux populations ce qu'elles doivent attendre de l'occupation : l'ordre, l'administration et la justice. Là où ce serait nécessaire, il offrira son concours aux autorités arabes pour le maintien de l'ordre ». Faiṣal avait donc réussi, ces lignes le prouvent, à faire admettre pour la Syrie l'existence d'une prétendue nationalité et d'un gouvernement arabes.

L'émir, de retour d'un nouveau voyage en Europe, ne tiendra aucun compte de l'engagement pris par lui de collaborer franchement avec le loyal soldat qu'était Gouraud. Le retrait des troupes britanniques d'occupation allait le mettre en présence des forces françaises qui commençaient à débarquer à Beyrouth. Il avait jugé habile de s'appuyer sur les

(1) Les seuls qui puissent élever une protestation indépendante.

agitateurs du panarabisme le plus exalté, Iraqains, Palestiniens et autres. Débordé par les extrémistes du parti, il poussera désormais aux mesures violentes. Il visera à décourager les Français, à les déconsidérer devant l'Europe et devant les Syriens, en multipliant les incidents, les conflits, en entretenant méthodiquement le désordre, en soudoyant des raids pillards et incendiaires dans la zone, protégée par les soldats français. D'instinct il adopte la tactique des Khourchid et des pachas turcs, à la veille de 1860 (1) : affoler les populations syriennes, décontenancer, lasser la diplomatie des Alliés pour les amener à lui abandonner les destinées de la Syrie.

Faisal, roi de Syrie. Sans attendre la décision des Puissances, la dévolution, toujours en suspens, des anciennes provinces turques, Faiṣal continue à agir en souverain. Il augmente ses troupes, encaisse des impôts, conteste aux agents de la Dette Publique le droit de lever les dîmes Il couronne cette politique provocatrice, en réunissant à Damas, le 7 Mars 1920, un soi-disant Congrès général syrien dont les membres l'élisent roi de Syrie. De leur proclamation nous extrayons les lignes suivantes :

« Nous avons déclaré à l'unanimité l'indépendance de notre pays, la Syrie, dans ses limites naturelles, y compris la Palestine... Nous avons choisi S. A. R. l'émir Faiṣal, fils de S. M. le roi Ḥosain — qui a continuellement combattu pour le pays (2) de sorte que la Nation voit en lui son grand homme — comme roi constitutionnel de la Syrie, sous le nom de S. M. Faiṣal Ier. Nous avons proclamé la fin des gouvernements militaires d'occupation, lesquels seront remplacés par un gouvernement représentatif, responsable devant ce Congrès, en attendant la convocation du Parlement ».

(1) Voir plus haut pp. 177-179.

(2) Comp. pp. 231-233.

Ses provocations. Dès le mois de Janvier 1920, Faiṣal avait fermé la voie ferrée Rayâq-Alep aux transports militaires français à destination de la Cilicie (1). Il se mit en relations avec les chefs de bandes noṣairis, bédouins, métoualis, enfin avec les nationalistes turcs d'Anatolie. Dans la montagne des Noṣairis, dans le Mardj'oyoûn, au pied de l'Hermon, dans le Nord de la Galilée, il fit massacrer par ses partisans et ses irréguliers des populations paisibles, vivant sous la protection de la France. Dans la région de Tyr, des villages furent pillés et incendiés. Le 25 Avril 1920, la Conférence de San-Remo avait définitivement confié à la France le mandat sur la Syrie. Cette mission comportait l'obligation de défendre ses habitants contre toute agression étrangère. Quelle signification pouvait donc avoir l'établissement de la conscription par le gouvernement de Damas ? Contre qui augmentait-on incessamment les effectifs de l'armée chérifienne, où étaient incorporés de force des musulmans, sujets français ? A ces griefs ajoutez les attaques contre les postes et les détachements français, la rupture des relations économiques et financières avec la zone française, l'interdiction d'exporter les céréales vers le littoral, laquelle compliquait l'œuvre laborieuse du ravitaillement, dont l'âpreté, l'égoïsme des paysans ne facilitaient pas la besogne (2).

L'ultimatum de Gouraud. Sommé de venir s'expliquer devant les Alliés, Faiṣal prétendit ne pouvoir acquiescer, avant d'avoir obtenu la reconnaissance officielle de sa royauté sur la Syrie. Le général Gouraud patienta, négocia plus de six mois. Au commencement de Juillet 1920, il adressa à l'émir un ultimatum dont voici les principales conditions : « reconnaissance du mandat français sur la Syrie ; liberté d'utili-

(1) Occupée par la France.
(2) Voir plus haut pp. 251, 252.

ser la voie ferrée Rayâq-Alep ; occupation d'Alep et des gares entre Alep et Rayâq ; abolition immédiate du recrutement forcé ; retour de l'armée chérifienne à ses effectifs du 1er Décembre 1919 ; libre circulation de la nouvelle monnaie syrienne (1); châtiment des attentats commis contre des soldats français ».

Faiṣal essaya de se dérober, de gagner du temps. Le général Gouraud consentit à proroger de 48 heures la date extrême du délai fixé par l'ultimatum. Entretemps un détachement de 400 réguliers chérifiens, soutenu par deux canons et des mitrailleuses, attaquait un des avant-postes français, à Tell Kalakh, sur la route de Tripoli à Ḥoms. Le 23 Juillet, la colonne Goubeau dispersa à Moslimyya, près d'Alep, une bande d'irréguliers et occupa cette ville. Ḥoms et Ḥamâ n'offrirent aucune résistance à l'entrée des troupes françaises. Restait Damas, la capitale du royaume faiṣalien.

Khân Maisaloûn ; chute de Faisal. Le 22 Juillet au soir, les troupes françaises, sous les ordres du général Goybet, campaient à 'Ain Djodaida sur la route de Damas, à l'entrée de l'Antiliban. Elles y attendirent deux jours pleins la réponse de Faiṣal, lequel avait obtenu un nouveau délai. L'émir ayant refusé de souscrire aux conditions de l'ultimatum, la division Goybet reprit, le 24 au matin, sa marche sur Damas.

Au delà de 'Ain Djodaida, la route s'engage dans une gorge étroite, dominée par des rochers à pic. Une dizaine de kilomètres en amont, au débouché de ce défilé vers Khân Maisaloûn — l'unique point d'eau depuis 'Ain Djodaida — se trouvaient retranchés dans une position très forte, plusieurs milliers de réguliers chérifiens. Leur nombre, grossi de milliers d'irréguliers, de volontaires et de Bédouins, a été évalué

(1) Les billets émis par « La Banque de Syrie ».

à 20.000 hommes. Ils étaient commandés par le ministre de la guerre de Faiṣal, le colonel ʿAzmi-bey, ancien officier turc. Commencée le matin du 24, la lutte se prolongea ardente jusque vers midi. Quand les Français eurent enlevé la crête qui commande la sortie de la gorge, la victoire, secondée par l'intervention des avions et des chars d'assaut, fut assurée. Les Chérifiens lâchèrent pied, abandonnant 15 canons, 40 mitrailleuses et des centaines de tués. ʿAzmi-bey était tombé courageusement, frappé d'un éclat d'obus à son poste de commandement.

Le lendemain 25 Juillet, le général Goybet, à la tête de ses troupes, fit son entrée solennelle à Damas. L'émir Faiṣal et ses principaux conseillers étaient en fuite et abandonnèrent, peu de jours après, la terre de Syrie. Telle fut la fin de l'aventure chérifienne en ce pays.

III. Les Etats syriens.

Indépendance de la Syrie. Quinze jours après cette victoire, le 10 Août 1920, le traité de Sèvres voulut régler le sort de la Turquie. Il stipulait (1) que la Syrie était détachée de l'empire des sultans. Elle formerait « provisoirement un Etat indépendant, à condition que l'aide et les conseils d'un mandataire guident son administration jusqu'au moment où elle sera capable de se conduire seule ». Précédemment le Congrès de San-Remo (2) avait décidé que ce mandat serait confié au gouvernement français. La France se voyait désormais les mains libres pour travailler à la réorganisation de la Syrie. Restait à fixer les clauses du mandat. Elles devaient

(1) Section VII, article 94. Les Nationalistes d'Angora ont refusé de ratifier le traité.

(2) Voir p. 260.

être « formulées par les principales Puissances alliées et soumises au Conseil de la Société des Nations pour approbation » (1).

Le Grand-Liban. Le 1 Septembre 1920, à Beyrouth, en présence des consuls et des délégués des Puissances, des patriarches, des évêques chrétiens, des chefs de toutes les confessions, devant une foule délirante de plusieurs milliers de personnes, le général Gouraud, entouré de son état-major, proclama officiellement la constitution du Grand-Liban, avec Beyrouth pour capitale. Le nouvel Etat comprend les ports de Tripoli, de Saidà et de Tyr, s'étend du Nahr al-Kabir (2) aux confins de la Palestine et est limité à l'Est par les sommets de l'Antiliban. Du discours prononcé par le général Gouraud, à cette occasion, nous détachons ces phrases, lesquelles résument éloquemment les titres historiques du nouvel Etat :

« Au pied de ces montagnes majestueuses qui ont fait la force de votre pays, en demeurant le rempart inexpugnable de sa foi et de sa liberté ;

« Au bord de la mer légendaire, qui vit les trirèmes de la Phénicie, de la Grèce et de Rome, qui porta vos pères à l'esprit subtil, habiles au négoce et à l'éloquence, et qui, par un heureux retour, vous apporte la consécration d'une grande et vieille amitié, et le bienfait de la paix française ;

« Par devant tous ces témoins de vos espoirs, de vos luttes et de votre victoire, c'est en partageant votre joie et votre fierté que je proclame solennellement le Grand-Liban et qu'au nom du Gouvernement de la République française, je le salue dans sa grandeur et dans sa force....

« Il y a cinq semaines, les petits soldats de France, les

(1) Traité de Sèvres, article 96.

(2) Entre le Liban et la montagne des Nosairis.

frères de ceux que vous avez admirés, enviés peut-être pendant quatre ans, donnaient l'essor à tous vos espoirs, en faisant s'évanouir, en une matinée de combat (1), la puissance néfaste qui prétendait vous asservir.

« Les soldats français sont les parrains de votre Indépendance. Et vous n'oublierez pas que le sang généreux de France a coulé pour elle comme pour tant d'autres.

« C'est pourquoi vous avez choisi son drapeau, qui est celui de la liberté, pour symbole de la vôtre, en y ajoutant votre cèdre national.

« Et en saluant les deux drapeaux frères, je crie avec vous : Vive le Grand-Liban ! Vive la France ! ».

Les pages précédentes se sont proposé de mettre en lumière les origines et les vicissitudes historiques du Grand-Liban. L'acte solennel du 1er Septembre reconstituait officiellement l'œuvre ébauchée par les Banoû Bohtor, reprise par Fakhraddîn, par les émirs libanais, les Ma'n et les Chihâb, en dernier lieu par la France, après la chute de Bachîr II. La Providence réservait à la protectrice traditionnelle du Liban de compléter la tâche inachevée de 1860, de réunir en corps de nation les *membra disjecta*, les éléments séparés du peuple libanais.

Les Etats syriens. Outre le Grand-Liban, comprenant quatre sandjaks, la Syrie fut divisée en trois autres Etats autonomes : Damas, Alep et le Territoire des 'Alawites (2). Les deux premiers conservent leurs capitales historiques, les cités homonymes. Le troisième est délimité par la Méditerranée et par les trois Etats syriens. Sa capitale est le port de Lattaquié. Il englobe le pays ou montagne des Nosairis, qu'on

---

(1) A Khân Maisaloûn, voir p. 261.

(2) '*Alawi*, عَلَوِيّ, *nisba* ou relatif du nom propre 'Ali. Pour les relations entre 'Alî et les Nosairis, voir vol. I, 184 etc.

appelle maintenant officiellement ʿAlawites. Le nouveau nom prête à la confusion avec le qualificatif, adopté par les *ʿAlides*, les *Chérifs*, descendants de ʿAlî. Il a été choisi pour répondre aux désirs des principaux intéressés, à savoir les Noṣairis. Mais les historiens regretteront la disparition de la traditionnelle appellation de Noṣairis, popularisée par tous les écrivains, orientaux et occidentaux, qui se sont occupés des mystérieuses sectes syriennes, parmi lesquelles le syncrétisme noṣairi offre incontestablement le caractère le plus original (1).

La Confédération syrienne et le Grand-Liban. Dans un discours, prononcé à Damas le 20 Juin 1921, le général Gouraud a esquissé à grands traits l'organisation des Etats syriens. Cette organisation — fédérative, excepté pour le Liban — « ne sera pas nécessairement partout la même ; elle peut se développer d'une manière légèrement différente à Damas, à Alep et à Lattaquié, selon les progrès plus ou moins rapides du pays. Je ne nomme pas ici, dit l'orateur, parmi les Etats de la Confédération, le Liban que ses traditions particulières doivent faire évoluer à part ».

Cette réserve semblait indiquée. Le développement économique et intellectuel, atteint par Beyrouth, « cerveau de la Syrie » (2), et par les populations, composant le Grand-Liban, l'expérience déjà longue, faite par les Libanais, de l'autonomie administrative, ne permettaient pas de les placer sur le même pied que les ʿAlawites (3) dont l'éducation politique est à peine commencée et chez lesquels la Puissance mandataire ne trouve pas les mêmes garanties contre un retour à l'ancienne anarchie.

Les Etats syriens seront chacun « dotés d'une institution

(1) Cf. vol. I, 184-185.

(2) Voir plus haut pp. 192. 200.

(3) L'immense majorité des Noṣairis est complètement illettrée.

représentative, d'un Conseil dont les attributions comme la base doivent aller en s'élargissant ». Ils nommeront des délégués, lesquels formeront un Conseil fédéral. Ce Conseil sera « appelé à siéger alternativement, pour tenir la balance égale entre le Sud et le Nord, à Damas et à Alep. Le président du Conseil fédéral sera élu par le Conseil pour un an, et choisi alternativement parmi les représentants d'Alep et ceux de Damas. Le Conseil fédéral désignera lui-même, à son choix, les hommes parmi lesquels il souhaite voir nommer les directeurs généraux des services communs qui seront à créer ».

« La Turquie, mal conseillée par l'Allemagne », a mis la France dans la nécessité d'intervenir en Syrie. Cette Puissance « y a accepté la tâche d'aider et de guider de ses conseils la jeune nation indépendante qui doit désormais s'y développer ».

« Elle n'y faillira pas », a conclu le général Gouraud.

Physionomie du Statut syrien. Au début de cette esquisse historique (1), nous avons montré comment le peuple syrien, en dépit de son unité territoriale, au sein de ses frontières si nettement dessinées, n'a cessé d'être tiraillé entre le provincialisme et la tendance vers l'unité ethnique. Le particularisme l'a généralement emporté.

La conquête arabe, en lui apportant le bénéfice d'une langue commune, semblait devoir résoudre cette antinomie. Par ailleurs, le gouvernement des califes, après la chute des Omayyades, étala bientôt son impuissance à réaliser la fusion des races. Rançonnés, traités en suspects, les indigènes de Syrie se réfugièrent dans les montagnes (2). Le régime anarchique des races touraniennes, Seldjoûcides, Mamloûks, Ottomans, ne fit qu'accentuer les progrès du régionalisme,

---

(1) Voir vol. I, p. 1 etc.
(2) Cf. vol. I, 82, 131 etc.

non seulement au Liban, mais dans la région des Nosairis et de Naplouse, dans les vallées de l'Antiliban et chez les Druses du Haurân. Après avoir, avec l'aide de la France, résisté à tous les assauts de ses ennemis, le Liban autonome éprouve le très légitime désir d'évoluer dans le cadre national que ses traditions historiques lui ont créé.

Cette constatation permettra de comprendre toute la souplesse du régime institué par le mandat français ; essai loyal pour donner satisfaction aux aspirations fédéralistes ou particularistes des populations. Aux communautés syriennes, très inégales dans le développement et la préparation aux risques du système représentatif, il garantit un milieu où toutes pourront évoluer, sans se heurter violemment, sous la sauvegarde et la haute surveillance d'un mandat modérateur.

L'autonomie des quatre Etats syriens se trouve placée à la base même de cette organisation. Chaque Etat doit être doté de Conseils délibératifs, appelés à discuter librement les affaires d'intérêt public et en particulier le budjet. Ces Conseils seront recrutés par voie d'élection.

Au dessus des Etats, on envisage pour la *Syrie proprement dite*, c'est-à-dire pour Damas, Alep et la région des 'Alawites, une fédération syrienne. Cette fédération comporte un Conseil fédéral, nommé par le gouvernement des Etats, ainsi que certains services communs. Le régime fédéral est destiné à évoluer ; il multipliera les services communs ou maintiendra le séparatisme actuel, selon que les Conseils des Etats le jugeront plus conforme à leurs intérêts et aux vœux des habitants.

Quel que soit le sens dans lequel se développera le régime fédéral en Syrie, pleine liberté est laissée au Liban dont les aspirations actuelles et les traditions historiques ne lui permettent pas d'envisager son entrée dans la fédération.

Rien ne l'empêchera cependant de conclure des accords avec ses voisins, placés sous le mandat français. Ces accords

seront négociés et conclus sous les auspices du Haut-Commissariat, seul organe commun existant entre le Liban et les trois autres Etats. Le Conseil libanais pourra, s'il le juge à propos, voter des fonds prélevés sur le budjet du Grand-Liban, pour l'exécution de travaux à poursuivre en commun avec les gouvernements syriens.

Par cette collaboration, le Liban, tout en continuant à vivre de sa vie propre, se maintiendra en contact avec les Etats autonomes et pourra contribuer à la prospérité de là commune patrie.



TABLE DES MATIÈRES

DU SECOND VOLUME

Chapitre XII.

Période des Mamlouks (1291-1516).

Chapitre XIII.

Les Ottomans ; xvie et xviie siècles (1516-1697).

Chapitre XIV.

Le Liban et l'avènement des Chihab (1697-1770).

Chapitre XV.

L'hégémonie d'Acre et le Liban (1750-1804).

Chapitre XVI.

La Syrie et le Liban au XIX^e siècle.

Chapitre XX.

La Délivrance.

Chapitre XXI.

La Réorganisation de la Syrie et du Liban.



ERRATA.

P. 8, ligne 8 dans le titre, lire *XV*[e] au lieu de *XIII*[e] siècle.

P. 26, ligne 2, lire *viable* au lieu de *vitable*.

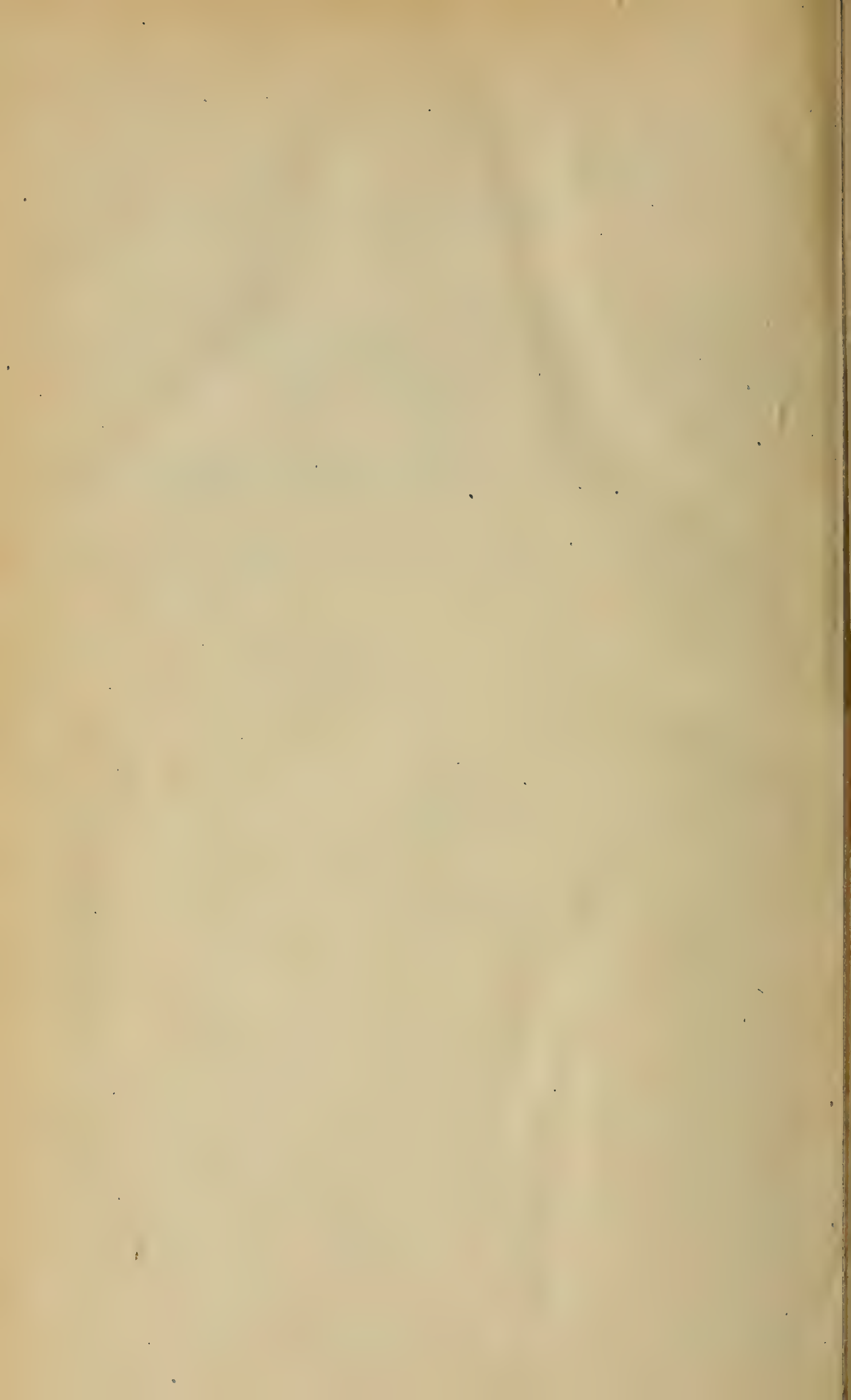
P. 101, ligne 10, lire *mois* au lieu de *années*.

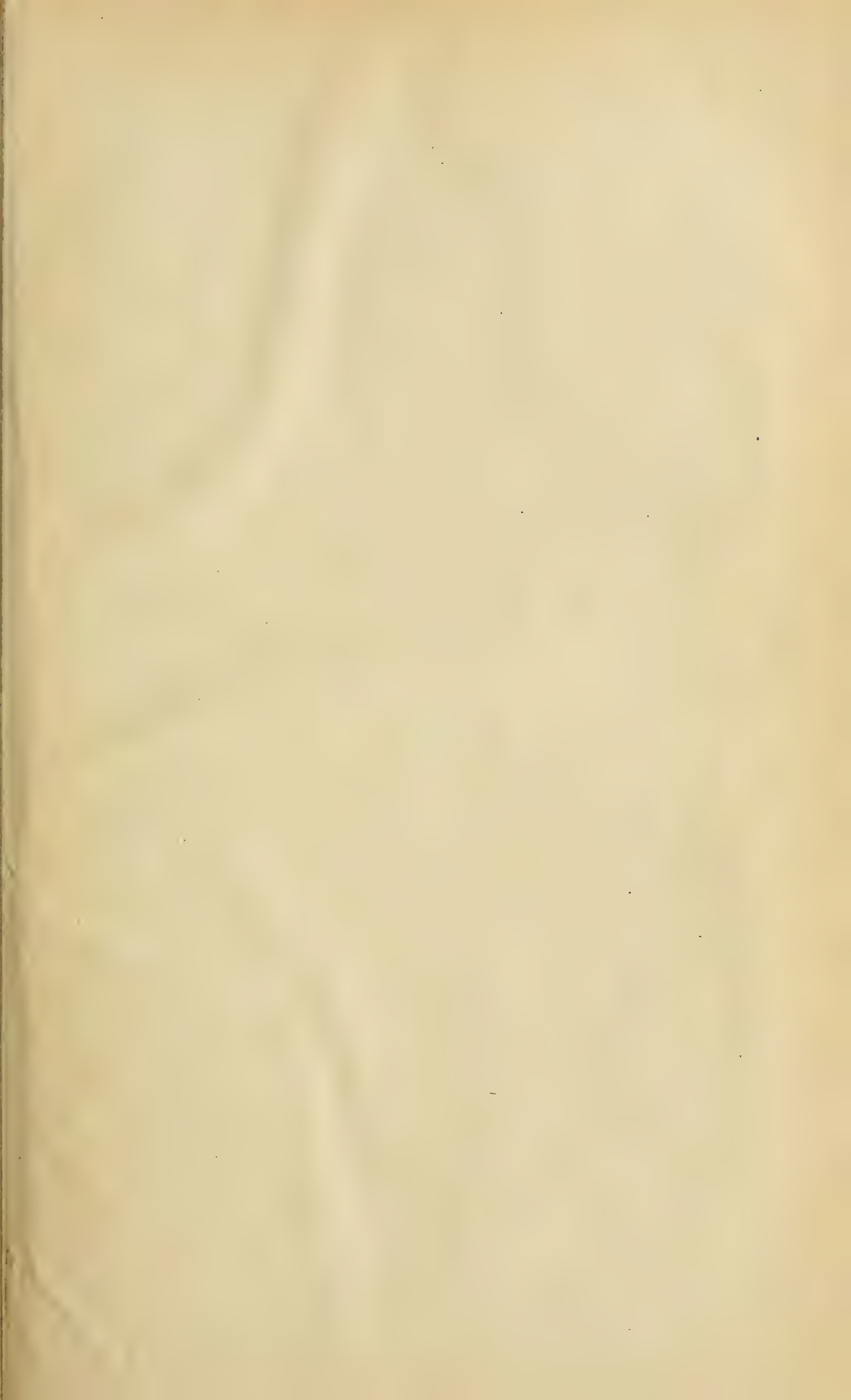
P. 168, ligne 10, lire 84 au lieu de 87.

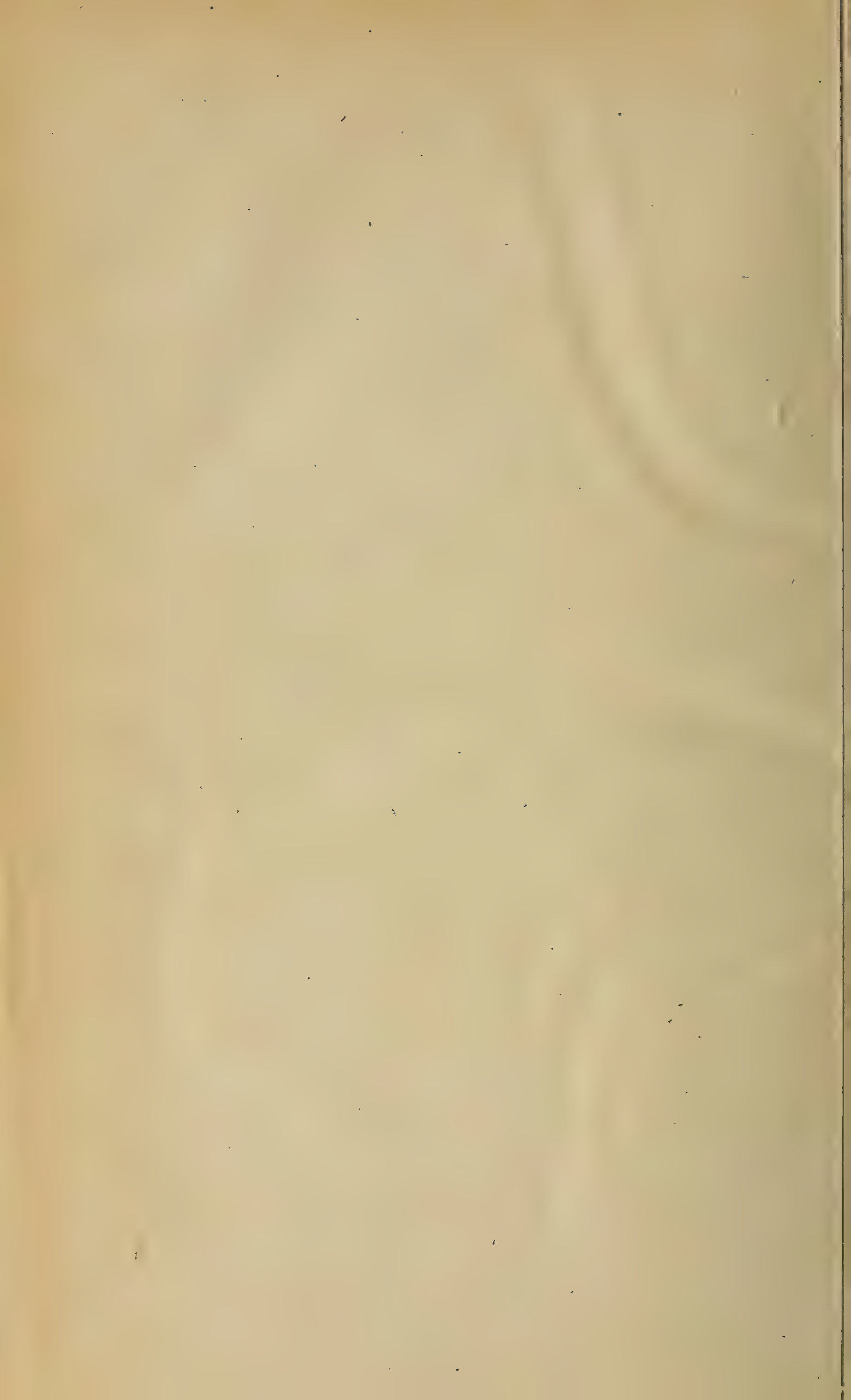
P. 202, *Synchronismes*, 1[ère] ligne, lire 1804 au lieu de 1805.

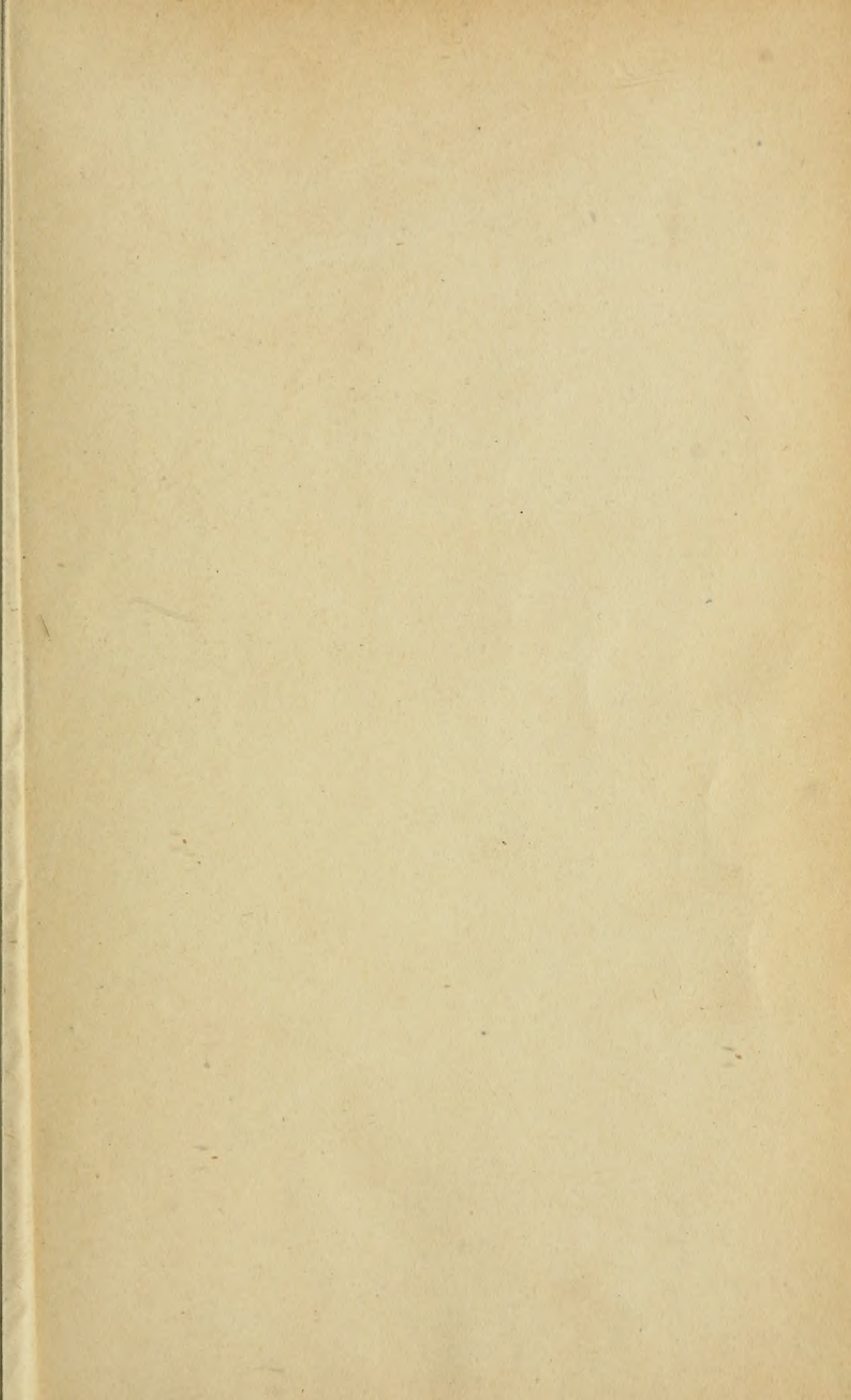
P. 211, troisième avant-dernière ligne, lire *vizirat* au lieu de *viziriat*.

P. 225, ligne 24, après *stratège*, remplacer le point par une virgule.

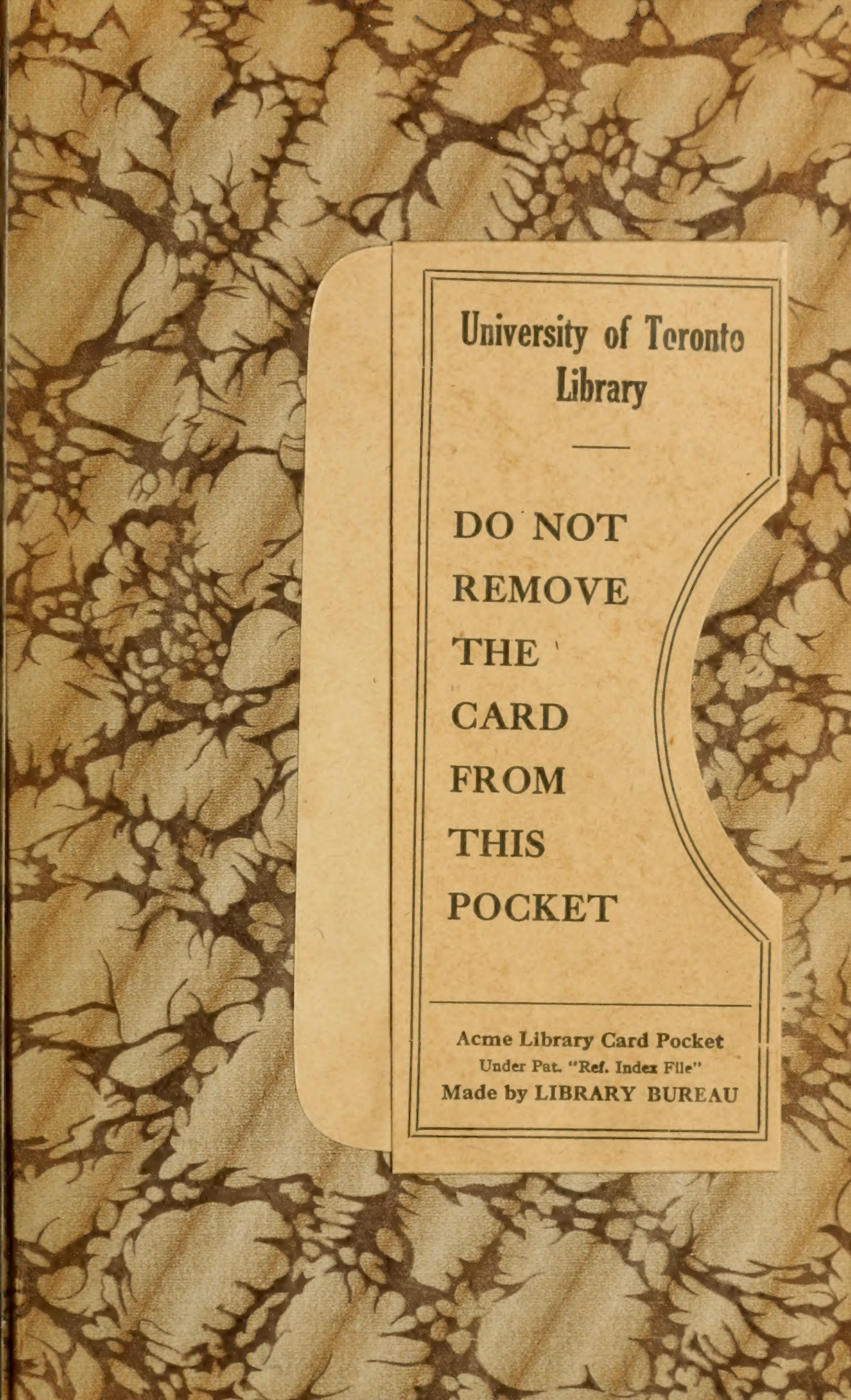












University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

